QUARANTIÈME ANNÉE – N°11805 — MERCREDI 12 JANVIER 1983

Le conflit chez Renault

La grève s'étend à l'atelier de peinture de Boulogne-Billancourt

LIRE PAGE 48



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Laurens

3,60 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dir. ; Tunisie, 300 m. ; …

Tarif des abonnements page 13

5, RUE DES ITALIENS 75427 PARIS CEDEX 09 Télex MONDPAR 650572 F C.C.P. 4207 - 23 PARIS Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

M. Vogel en quête d'éclaircissements à Moscou

Quelques jours après avoir rendu visite au président Reagan à Washington, M. Hans-Jochen Vogel, candidat de l'opposition ouest-allemande à la chancellerie, est arrivé à Moscou accompagné de deux membres importants de la direction du parti social-démocrate, MM. Egon Bahr et Hans-Jürgen Wischnewski, tous deux spécialistes des questions de désarmement. Il devait, à partir de ce mardi 11 janvier, avoir une série d'entretiens au sommet avec des dirigeants soviétiques, notamment MM. Andropov, Tikhonov et Gromyko.

Les dernières propositions avancées par Moscou en matière de sécurité et de relations Est-Ouest – *réduction de l'arsenal nucléaire installé en Europe et conclusion d'un pacte de non-agression entre les pays membres de l'OTAN et ceux qui appartiennent au pacte de Varsovie* — *constituent* évidemment l'objet essentiel de ces entretiens. M. Vogel est accueilli au Kremlin avec une réelle bienveillance : s'il se réclame, en principe, d'une totale continuité par rapport à la politique du chancelier Schmidt, il a, en réalité, commencé d'infléchir cette ligne de conduite dans un sens plus favorable aux analyses soviétiques. Et l'un des deux experts qui l'accompagnent, M. Bahr, aurait même *tendance* à aller plus loin encore.

Cela concerne en particulier l'« option zéro », qui demeure la position officielle de l'OTAN et de Washington, mais que les sociaux-démocrates ouest-allemands souhaiteraient amender quelque peu. Pour ces derniers, le démantèlement des SS-20 soviétiques en échange du non-déploiement, par les Occidentaux des 572 euromissiles prévus n'est plus qu'une idée de départ, qui pourrait, dans la suite des pourparlers, être « aménagée », selon le terme de M. Bahr. Ce dernier suggère déjà, notamment, d'accorder aux Soviétiques le maintien d'une cinquantaine de fusées eurostratégiques qui, avec leurs trois têtes chacune, « compenseraient » en quelque sorte les armements nucléaires français et britanniques, qui ne *sont pas, jusqu'alors, pris en* compte.

Le S.P.D. semble d'ailleurs acquis désormais à l'idée – repoussée tant à Paris qu'à Londres et à Washington – d'inclure ces forces nucléaires française et *britannique dans les négociations* de Genève. Selon M. Bahr, un simple « progrès » dans ces pourparlers entre Américains et Soviétiques devrait être encouragé par un moratoire de plusieurs mois, de la part de l'alliance atlantique, dans son plan d'installation des euromissiles. Au contraire, la position officielle du chancelier Schmidt avait été, jusque-là, de s'en tenir à la « double décision » de l'OTAN : en *l'absence d'un véritable accord* à Genève, il faudrait procéder aux implantations à la date prévue.

D'une manière générale, dans la campagne pour les élections générales du 6 mars prochain en R.F.A., les sociaux-démocrates *sont résolus à mettre l'accent sur* leurs efforts en faveur du non-déploiement des fusées de l'OTAN.

Rendu à l'opposition, le S.P.D. est d'autant plus *tenté* de prendre en marche le train pacifiste que l'ancien chancelier Schmidt demeure, pour l'instant, étonnamment silencieux. Et qu'une partie de l'opinion, sans se rendre à l'argumentation des inconditionnels du *désarmement,* éprouve manifestement un certain malaise devant les contraintes de la solidarité atlantique.

Il est vrai que c'est là un *domaine où les dirigeants du* S.P.D. paraissent éprouver quelque difficulté à parler d'une même voix. Il y a de M. Schmidt à M. Vogel, et de M. Vogel à M. Bahr, plus que des nuances. Le candidat social-démocrate à la chancellerie, dont les chances de l'emporter aux élections ne sont pas négligeables, a déclaré en arrivant à Moscou qu'il venait demander aux Soviétiques certains éclaircissements. Mais il n'est pas sûr qu'il soit lui-même en mesure de fournir à ses hôtes des précisions symétriques sur les positions du S.P.D.

Un tiers des salariés pourraient prendre leur retraite au taux plein à l'âge de soixante ans

Les syndicats et le C.N.P.F. ont repris, mardi 11 janvier, la discussion sur la retraite à soixante ans sur la base d'un très court projet d'accord rédigé par le patronat. Ce texte, qui comprend quatre articles, prévoit l'institution d'« *une structure financière transitoire et temporaire* » chargée d'assurer le financement et des garanties de ressources et des *retraites complémentaires de soixante à soixante-cinq ans.* Le C.N.P.F. subordonne cet accord à la signature d'« *une convention financière* », à charge pour les pouvoirs publics de faire des avances de trésorerie de 19 à 25 milliards de francs d'ici à 1988.

Cette réunion devrait être décisive. Les partenaires sociaux, qui s'étaient engagés à aboutir *avant le 15 janvier,* devraient non pas conclure définitivement mais décider si un accord de principe est possible. Dans ce cas, des contacts officiels seraient envisagés avec le gouvernement afin de savoir s'il acccepte de signer une convention. Quelle que soit la solution, l'aménagement de la retraite à soixante ans permettrait au tiers environ des classes déjà concernées de prendre la retraite au taux plein. (Lire page 48, l'article de J.-P. Dumont).

COMPÉTITION INTERNATIONALE

...Il faut partir à point

par PIERRE DROUIN

La reconquête du marché *extérieur* est la tâche la plus importante assignée aux responsables de notre économie. Œuvre de longue haleine. Raison de plus pour « partir à point » et grignoter les étapes qui séparent du but. Rien ne sert en effet de courir vers les remèdes exclusivement protectionnistes : cautères sur une jambe de bois, s'il ne sont pas, pis encore, des poisons qui pourraient conduire le pays au rachitisme.

Que des barrières aux frontières soient parfois la seule façon de sauvegarder des productions stratégiques, absolument vitales pour l'indépendance nationale, il est difficile d'en disconvenir. Et les arguments avancés il y a un siècle et laissés par l'économiste allemand Frédéric List pour défendre les jeunes industries sont particulièrement percutants pour les pays en développement. Aller plus loin apparaît dangereux du fait de la série d'effets pervers qui peuvent être déclenchés. Inutile d'insister sur les mesures de rétorsion *et les réactions en chaîne.* Mais comme l'écrivait récemment Alain Bienaymé (1) : « *Tout effort de la nation pour contenir par des protections douanières les parts de marché domestiques approvisionnés par l'étranger, encourage tout simplement le fournisseur à accentuer sa concurrente sur les marchés des pays tiers. Ce qui est gagné dans la confrontation bilatérale risque fort d'être reperdu ailleurs. Les automobiles japonaises refoulées du sol français, investissent l'Europe et l'Afrique.* »

(*Lire la suite page 2.*)

(1) Chroniques d'actualité de la ON SEDEIS, 15 décembre 1982, 141, bd Haussmann, Paris 8e.

Ententes interdites entre les grands exploitants des salles de cinéma

M. Jack Lang, ministre de la culture, devait présenter à la presse, ce mardi 11 janvier, la nouvelle politique du cinéma qui va entrer en application. Les ententes et groupements entre les grands exploitants, notamment, seront désormais refusés. La dotation des avances sur recette est doublée.

M. Jack Lang intervient à un moment particulièrement favorable, *alors que notre industrie reprend* confiance en l'avenir, que, pour 1982, la fréquentation se situe autour de deux cents millions de spectateurs et que l'investissement dans la production atteint le milliard de francs.

La nouvelle politique qu'il a annoncée devrait refaçonner le visage du cinéma en France. Les *mesures prévues sont le résultat de* six mois de travail et de quinze réunions d'experts au Centre national de la cinématographie sous la présidence de M. Pierre Viot, son directeur.

Pour la première fois dans l'histoire du cinéma français, remarque M. Francis Beck, conseiller technique pour le cinéma auprès du ministre de *la culture, un rapport ambitieux,* le fameux rapport de M. Jean-Denis Bredin remis en novembre 1981, entre dans les faits.

Comme le premier bilan de M. Jack Lang sur le cinéma (*le Monde* du 2 avril), ce panorama des *industries du cinéma et de la culture* cinématographique comporte seize « fiches », réparties en six têtes de chapitre.

Le morceau de résistance en est *évidemment la première fiche, sur les* groupements et ententes de programmation, et le décret concomitant portant application de la loi du 29 juillet 1982 sur la communication *audiovisuelle, titre V, article 90* : un amendement, introduit après lecture du projet de loi soumettant les groupements et ententes de programmes à l'agrément du directeur du C.N.C., stipule que cet agrément sera refusé « *aux groupements ou ententes de programmation associant deux ou plusieurs entreprises d'exploitation d'importance nationale* ».

C'est la fin, comme prévu, de l'association Gaumont-Pathé. Mais c'est d'abord la possibilité de diversification de la diffusion des films et la nomination d'un arbitre suprême, le « *médiateur* ». *En cas d'échec de sa* médiation, le recours à une « commission de la concurrence » devrait aboutir à une moralisation de la profession, où les petits verraient leurs *droits non seulement reconnus, mais* défendus à égalité avec ceux des quatre grands : outre Gaumont et Pathé, Parafrance et U.G.C.

Cette nouvelle politique touche *plus largement au rôle du cinéma* dans une politique globale de l'audiovisuel chère au pouvoir socialiste. Le cinéma en sera le fer de lance, la production de films et leur projection en *salle le test premier. Jamais le* cinéma, le septième art des pionniers, ne se sera vu promu à de si hautes ambitions.

M. Lang, juriste de formation, homme de théâtre par vocation, accorde la part du lion à un art et à *une industrie qui vont révolutionner* notre approche du vingt et unième siècle imminent. Que la loi concernant le cinéma ait finalement été votée par le biais du fameux titre V *d'une loi sur l'audiovisuel* – afin de ne pas reporter indéfiniment l'entrée en vigueur de la nouvelle politique — ne change rien à l'affaire.

C'est non seulement une profes*sion aux ramifications innombrables,* mais aussi une culture, un regard sur le monde moderne, qui ont fait l'objet d'un examen scrupuleux et de décisions capitales.

LOUIS MARCORELLES.

(*Lire nos informations page 19.*)

« Le Monde » comme il va

« LE *Monde* » bouge. Ce n'est, certes pas, une manie chez lui mais, pas davantage, une véritable nouveauté. Nos plus anciens *lecteurs* savent combien leur journal à évolué, *dans son format, sa présentation,* sa pagination. Combien il a élargi son champ d'observation ou approfondi son information dans certains domaines avec, *notamment, ses suppléments* hebdomadaires, ses périodiques mensuels, ses brochures.

Le Monde bouge parce que *sa vitalité propre, la vie* autour de lui, l'incitent à se renouveler en restant fidèle à ce qu'il a toujours été. Il lui faut, aussi, faire face aux difficultés que connaît *la presse écrite et qui ne l'épargnent* pas. Et puis l'arrivée et l'installation dans nos imprimeries des procédés de photocomposition n'étaient-elles pas l'occasion de revoir bien des choses ?

∴

Le premier signe de ce changement est pour bientôt : notre *prochain numéro de fin de* semaine, daté dimanche 16-lundi 17 janvier, mis en vente le samedi 15 janvier à Paris, se présentera sous un nouveau visage, dès la première page.

Il continuera de faire une place à l'actualité du jour mais il accueillera beaucoup plus de reportages, de synthèses, d'entretiens, qui traiteront des *événements* et des *hommes* avec un peu plus de recul et de perspective. Une occasion hebdomadaire de faire le point dans une actualité qui court si vite qu'il paraît impossible de la rattraper.

Nos lecteurs retrouveront leurs centres d'intérêt habituels : la politique extérieure, la politique intérieure, l'économie, avec *nos chroniques financières,* les problèmes de société. Le supplément du *Monde-Dimanche* s'est refait une toilette et s'est allégé pour la circonstance. La programmation de la semaine à la télévision et *dans les radios, présentée sous* la forme d'un cahier détachable, avec ses sélections et ses appréciations, reprend place dans ce numéro du week-end.

∴

En même temps que cette innovation, mais sans lien direct avec elle, *le Monde* lance, une campagne publicitaire en direction des jeunes lecteurs qui ignoreraient ou préjugeraient le *contenu véritable du journal.*

Il s'agit de leur signaler, dans les lieux qu'ils fréquentent — certaines stations de métro à *Paris, les cinémas des villes universitaires,* – par l'affiche ou par des séquences filmées, que *le Monde* traite aussi dans ses pages de l'argent, de l'amour, de la haine – c'est-à-dire du racisme et de la violence, — de *la communication, du terro*risme, du sport, comme il le fait de la politique et de l'économie. *Le Monde* se caractérise notamment par la jeunesse de ses lecteurs : il le rappelle sans complexes.

Dans ses cartons sommeillait un projet de magazine hebdo*madaire avec de la couleur et* des photos – oui, des photos ! Il a été remis à l'étude, d'une manière très concrète. Nos lecteurs seront tenus au courant des suites que nous donnerons à ce projet.

En attendant, ils trouveront dans les kiosques, à partir du *17 janvier, le Bilan économique de 1982,* en *février* une brochure sur le tourisme et, tous les jours, un quotidien nommé *le Monde* qui, lui aussi, se renouvelle.

A. L.

Après les graves incidents de lundi

Quinze Mélanésiens sont arrêtés en Nouvelle-Calédonie

Lire page 9 le début de la série de PATRICE DE BEER :

« Vers l'indépendance ? »

HISTOIRE D'UN COUP DE FORCE

Le Suriname sous la terreur

Il y a un peu plus d'un mois, le 8 décembre, le chef de la révolution au Suriname, le lieutenant-colonel Bouterse, déclenchait une nuit de terreur pour imposer le silence à ses opposants : bâtiments incendiés, personnalités exécutées, soldats récalcitrants passés par les armes, tel fut le bilan de ce sanglant coup de force qui traumatisa la population. Les révolutionnaires se justifient aujourd'hui par la nécessité de se maintenir au pouvoir. On vient d'apprendre que, le 8 décembre, ils avaient donné l'ordre aux pompiers de ne pas sortir de leurs casernes pour éteindre les incendies. Les Pays-Bas, ancienne puissance coloniale, ont suspendu toute aide militaire à ce petit pays de 350 000 habitants, voisin de la Guyane française. Leur attaché militaire à Paramaribo, la capitale, vient d'être rappelé.

De notre envoyé spécial JEAN-CLAUDE BUHRER

Paramaribo. – Un pays en état de choc : telle est l'impression que donne le Suriname un mois après le sanglant coup de *force du 8 décembre.* Même allégé depuis le début de l'année, le couvre-feu reste toujours en vigueur de minuit à 4 heures du matin. Alors que les hôtels sont vides, l'université demeure fermée et les journaux n'ont *pas été* autorisés à reparaître. L'information est passée intégralement sous le contrôle des militaires. Seul quotidien actuellement publié, *De Ware Tijd* a *été* réquisitionné pour diffuser la propagande officielle et son tirage est tombé de *quatorze mille* à huit mille exemplaires.

La suspension de l'aide financière par les Pays-Bas a encore ajouté aux incertitudes économiques. Déjà, les recettes de la bauxite, dont le Suriname est le quatrième exportateur du monde, et qui lui avait naguère assuré une relative prospérité, avaient diminué de 45 % l'année dernière. Deuxième source de revenus, l'aide néerlandaise s'élevait à 1,5 milliard de dollars, étalée sur dix ans depuis l'accession à l'indépendance de l'ancienne Guyane hollandaise, en 1975. Les militaires ont *pris des mesures pour enrayer* le retrait massif de fonds dans les banques. Ils multiplient aussi les tracasseries administratives pour tenter de retenir les nombreux Surinamiens *qui cherchent à quitter* le pays, *alors* que le tiers de la population vit déjà aux Pays-Bas.

Visiblement traumatisés, les Surinamiens ne sont pas encore revenus de la tuerie du *9* décembre. Jusqu'alors, la révolution menée par les militaires qui ont pris le pouvoir le 25 février 1980 s'était déroulée sans trop de heurts.

(*Lire la suite page 6.*)

AU JOUR LE JOUR

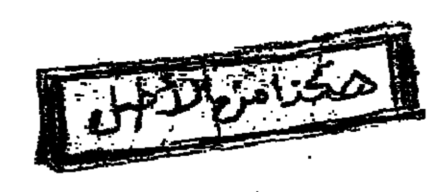
Querelle

On doit considérer comme des « séquences éducatives » *les heures passées par les enfants dans les cantines scolaires. Une note du ministère de l'éducation nationale l'affirme. Elle s'accompagne de suggestions pour améliorer la qualité des repas, le cadre de ces retrouvailles, développer le goût et l'hygiène.*

Heureuse initiative, pour qui connaît le hourvari des cantines et se soucie d'intégrer à une conception large de la pédagogie la mastication collective des repas trop bâclés.

Il ne serait pas surprenant, hélas ! que la consultation annoncée rouvre des polémiques dans la patrie des guerres scolaires. Ne voit-on pas, déjà, les partisans du steack-frites et les adeptes du foie-purée s'opposer, camper sur leurs positions et refuser toute négociation ?

BRUNO FRAPPAT.



Le Monde

idées

Économie

Pour Pierre Drouin, le protectionnisme conduirait le pays au rachitisme. Nulle tâche n'est donc plus urgente que la reconquête du marché extérieur, ce qui suppose avant tout une meilleure formation et une gestion plus souple des entreprises. Gustave Ansart, en revanche, s'intéresse surtout à la reconquête du marché intérieur, qui n'est concevable, à son avis, que si les investissements économiques s'accompagnent d'un accroissement des dépenses pour les travailleurs et d'une transformation des rapports de travail, aboutissant à mettre en cause les privilèges de la grande bourgeoisie. Quant à Pierre Bérégovoy, il assure, en réponse à un article paru dans la page « Idées » du 15 janvier, que le décret du 25 novembre 1982 sur l'UNEDIC constituait le seul moyen de préserver l'essentiel de l'assurance-chômage.

Quel financement pour quelle croissance

par GUSTAVE ANSART (*)

FONDÉ sur le profit et l'accroissement des patrimoines patronaux, le capitalisme donne, par nature, priorité à l'accumulation de capital et cherche à contenir la masse salariale aux dépens de la recherche, des niveaux de qualification et de l'initiative des salariés. Ce type de croissance a pu avoir une certaine efficacité, malgré *des coûts sociaux élevés, avec la* concentration capitaliste, le taylorisme et le travail à la chaîne. Mais il *a atteint ses limites dans les années* 60, marquées par la grève des mineurs et la grande révolte des O.S., et a débouché sur l'inflation et le chômage. Car aujourd'hui la percée des nouvelles technologies exige que les travailleurs soient formés, dotés d'une grande capacité d'initiative, aient une vie hors du travail riche, libérée des contraintes de la gêne matérielle. Elle exige que *priorité soit donnée au producteur.* C'est une véritable révolution culturelle qu'il faut opérer par rapport à *des critères de gestion qui imprègnent* fortement les consciences et les modes de pensée économiques.

Pour reconquérir le marché intérieur *et créer les millions d'emplois* dont nous avons besoin, il faut, bien sûr, plus d'investissements, mais *ceux-ci ne seront efficaces* qu'accompagnés d'un accroissement des dépenses pour les travailleurs et d'une transformation des rapports de travail, sinon nous reproduirons les schémas qui nous ont conduits à la crise.

Cette orientation est engagée avec la croissance sans précédent des budgets de la formation et de la recherche et avec les lois Auroux, mais sa traduction dans les décisions quotidiennes se heurte à de fortes résistances patronales. Dans les entreprises privées, les critères de profit et d'accumulation restent dominants, et ils n'ont pas disparu par miracle ni dans les entreprises nationalisées ni dans le système bancaire : il y a là des freins énormes à la réussite de la politique engagée. Il *faut donc que le débat sur la gestion des entreprises s'amplifie et* débouche sur des transformations profondes des critères utilisés. Les travailleurs, les ouvriers, riches de revendications et de valeurs porteuses de progrès, doivent en mesurer l'enjeu et se saisir des possibilités ouvertes par l'élargissement de leurs droits.

C'est aussi sur la question du *financement que se joue la réussite* de la politique entreprise. La classe capitaliste réclame l'austérité pour *les travailleurs.* On sait où cela nous a entraînés par le passé : baisse des *débouchés, donc baisse de la compétitivité* et des investissements, politique de créneaux. Face à la crise, le *capital a déserté les activités productives* pour se réfugier dans les secteurs protégés, ou dans les activités *spéculatives comme* l'immobilier. Ainsi, entre 1974 et 1981, l'investissement industriel a baissé de 13 %. *En même temps,* a eu lieu une coûteuse fuite en avant dans l'internationalisation. Pour Rhône-Poulenc, depuis 1970, la part des investissements réalisés à l'étranger est passée de 20 % environ à 50 % en 1981.

Rappelons enfin que si, en 1981, l'industrie a investi pour 100 milliards de francs, 120 milliards de francs d'intérêts nets ont été versés par les sociétés, 57 milliards aux actionnaires.

La voie possible

Il passe au total beaucoup d'argent dans les entreprises, mais une partie de plus en plus faible en est affectée au développement de la production. *Il existe donc bien une* voie possible pour le financement de la croissance : la relance des *investissements doit être centrée sur* l'industrie, sur laquelle repose le poids du desserrement de la contrainte extérieure, et les profits doivent être affectés en priorité au développement des activités productives en France. *Cela devrait être* bien entendu une règle dans le secteur public.

Pour pousser les entreprises *privées dans cette voie, la politique* économique dispose de la politique des prix, du crédit, des aides *publiques et de la fiscalité. Or à ce* jour, le système bancaire a peu modifié ses critères d'intervention, et *l'on attend toujours la réforme* bancaire. On attend aussi une *réforme* profonde du système des aides directes et des allégements fiscaux. J'ai rappelé récemment à l'Assemblée nationale que nous avons proposé de mettre en place et de généraliser des contrats pluriannuels attribuant aides et crédits à taux préférentiels en contrepartie d'engagements concernant la reconquête du marché *intérieur,* la compétitivité et la création d'emploi. Ces contrats devraient couvrir le financement de *l'investissement,* de la formation et de la recherche, définir l'apport nécessaire des actionnaires, et inciter *à de nouveaux critères de gestion* pour une nouvelle croissance.

Le contrôle de leur respect, pour être efficace, doit associer les comités d'entreprises. *C'est dans un* tel cadre que l'on peut faire entrer les mesures tendant à alléger les frais financiers. 51 milliards de francs d'aides publiques ont été distribués à l'industrie en 1981. C'est une masse *de manœuvre considérable qui doit* être utilisée efficacement et non boucher les trous des prélèvements *effectués par les grands patrimoines* à la recherche de profits faciles.

A travers les problèmes économiques qui nous sont posés sont en *cause les privilèges de la grande* bourgeoisie, son droit à diriger la société suivant ses propres intérêts. *Le redressement de notre économie* est un rude combat politique qui nécessite un développement sans *précédent de la démocratie dans* l'entreprise et dans les régions.

(*) Président de la commission de la production et des échanges de l'Assemblée nationale, membre du bureau politique du P.C.F.

RÉPLIQUE A... ANDRÉ BOULÈGUE

Rétablissons la vérité

par PIERRE BÉRÉGOVOY (*)

LE Monde du 5 janvier a publié, sous la plume d'un « syndicaliste » qui ne se réclame d'*aucun syndicat, un article* qui concerne le caractère prétendu scandaleux du décret sur l'UNEDIC du 25 novembre. Plus d'un lecteur se sera, sans doute, indigné devant une telle accumulation d'accusations. Il suffirait pourtant, de se reporter au tableau publié dans *le Monde* du 26 novembre 1982, pour constater qu'elles ne reposent que sur des contre-vérités.

Il est faux que le décret annule l'augmentation de 4,6 % des allocations de chômage et la ramène, *pour l'essentiel*, à 1,6 %. Les allocations *se décomposent*, en effet, en deux parties : l'une forfaitaire, l'autre fonction du salaire. Le conseil d'administration de l'UNEDIC avait décidé d'augmenter la première de 4,9 % et la seconde de 4,6 %. Compte tenu des revalorisations déjà acquises depuis le début de l'année (7,4 % pour la partie fixe, 8,3 % pour la partie variable), la revalorisation totale aurait été largement supérieure à celle des salaires. Aurait-ce été juste, au moment où l'on demandait un effort supplémentaire aux salariés du secteur privé et une contribution de solidarité aux agents de l'Etat et du secteur public ? Le *gouvernement* a *donc* décidé de limiter la revalorisation de la partie variable sans toucher à celles de la partie *forfaitaire*, c'est-à-dire *l'essentiel* pour les allocations les plus faibles.

Faux également que le décret réduise nombre de prestations, et de moitié les indemnités de licenciement *légales et conventionnelles*, même les plus modiques.

Le décret ne réduit aucune prestation – en dehors des nouvelles préretraites : salariés partant en préretraite après le 1er janvier 1983 (*garanties de ressources*) ou après le 1er avril 1983 (contrat de solidarité).

Donc, le gouvernement n'a nullement touché au montant des indemnités légales et conventionnelles. Par contre, les délais d'indemnisation ont été modifiés, et il a été aussi instauré un délai de carence égal à la *moitié* des indemnités *légales* et conventionnelles. Cela veut dire quoi ? Que les allocations versées par l'UNEDIC *ne pourront plus*, à l'avenir, se cumuler totalement avec des indemnités versées par l'entreprise, qui constituent déjà un revenu de remplacement.

Cette mesure, demandée par l'ensemble des organisations syndicales, met fin à un abus autrefois décrié par ceux qui dénoncent aujourd'hui le décret. Elle touche, en premier lieu, les cadres à hauts salaires, qui perçoivent souvent, au moment de leur licenciement, des indemnités de l'ordre de 200 000 à 500 000 francs et parfois plus.

Aucun ouvrier ou employé ne bénéficie de telles indemnités. Certes, s'il a *le malheur de devenir chômeur*, il subira la règle du noncumul, mais il ne perdra rien puisque la durée *pendant laquelle il* percevra son allocation ne changera pas. *Elle débutera quelques semaines plus tard et se terminera donc aussi quelques semaines plus tard.*

Il est faux, encore, que le décret réduise les allocations des chômeurs dont plus d'un million ont une *indemnité égale ou inférieure* au SMIC. Aucun taux d'allocations normales (allocations de base, allocations spéciales ou en *fin* de droits) n'a été réduit. Le minimum des préretraités a été maintenu, comme le minimum de l'allocation spéciale, à 90 % du SMIC, soit 3 143 francs.

Faux, enfin, que le droit à l'allocation de base pour les chômeurs âgés ait été réduit pour certains et le droit à une prolongation éventuelle à cette allocation de base réduit pour tous.

Le décret prolonge, au contraire, les allocations pour les chômeurs de plus de cinquante-cinq ans. Au-delà de cinquante-sept ans et demi, le niveau des allocations est maintenu pour seulement dix ans d'affiliation *et jusqu'à la retraite* ; pour les chômeurs de plus de cinquante-cinq ans parvenus en fin de droits et ayant vingt ans d'affiliation, l'allocation de base est doublée et portée à 2 045 francs par mois, soit 60 % du SMIC. Ainsi, le salarié est pris en charge jusqu'à sa retraite dès lors qu'il a *été* licencié après cinquante-deux ans et demi.

Un seul point positif dans cet article. *L'auteur juge l'harmonisation* du niveau des retraites et des préretraites *« indispensable »*, alors que depuis *plusieurs semaines* cet aspect du décret cristallise les critiques. Il y répond en rappelant que les mesures prises *« mettent fin à une injustice flagrante et assurent un minimum supérieur à celui de la retraite »*. C'est le seul point sur lequel l'article est exact.

Je concède volontiers que cette harmonisation *mérite discussion*. Mais, en ce domaine comme en d'autres, il nous a fallu choisir entre le possible et le souhaitable. *En nous* donnant les moyens d'équilibrer l'assurance-chômage, nous avons voulu préserver l'essentiel, c'est-à-dire le système lui-même. Et nous l'avons fait en proposant des mesures qui corrigent des inégalités et permettent aux plus démunis de percevoir plus. Tel est bien le sens de la *solidarité que nous entendons développer.*

(*) *Ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale.*

...Il faut partir à point

(Suite de la première page.)

Des négociations à Dix avec les États-Unis ou le Japon pour canaliser une politique commerciale trop agressive est indispensable mais tout *vrai regain du protectionnisme* est un pas en arrière sur la voie d'une sortie de la crise.

A *l'extrême opposé, dire comme* l'économiste allemand H.J. Horn (Kiel), qu'un pays est toujours compétitif, car il *existe toujours* un taux de change qui permet à une économie d'équilibrer avantages et inconvénients est peut-être théoriquement séduisant, mais n'a aucune valeur opératoire sauf si l'on veut comme le Brésil se payer trente-huit dévaluations en un an (1982) ! Une politique qui ne permet guère plus d'indépendance que celle du « chien crevé au fil de l'eau ».

Au reste, comme le faisait remarquer un autre économiste allemand, M. Seidler, de Berlin (2), la dévaluation de fait du D.M. qui a été menée en 1980 et en 1981 a montré que la politique du taux de change constitue un *instrument peu fiable* pour améliorer la compétitivité : l'objectif prévu, la résorption du chômage, *n'a pas été atteint. Les* efforts visant à restaurer la confiance dans la monnaie nationale sont plus efficaces. C'est ce qui est apparu, en 1978 et en 1979, lorsque d'importants mouvements de capitaux vers la R.F.A. ont entraîné un fléchissement du taux d'intérêt et une reprise de l'investissement qui a plus que compensé les effets négatifs exercés par la tendance à la réévaluation du D.M.

Parmi les idées étranges charriées par la crise, notons aussi celle des « nouveaux critères de gestion », lancée par les économistes communistes français. Le P.C.F. opposant la rentabilité sociale à la rentabilité financière, tout se passe comme si la production d'emplois et de salaires devait être l'objectif assigné à l'entreprise. La fabrication de produits vendables ne vient qu'en deuxième rang. A ce compte, ce n'est plus le protectionnisme qui devrait être recommandé, mais une véritable autarcie !

D'un côté à l'autre du Rhin

La politique économique globale peut certainement accroître la compétitivité en créant des conditions qui favoriseront l'innovation, les investissements et le changement de structures vieillies. A cet égard, sur le plus long terme, le développement de l'éducation et de la recherche joue ce rôle au même titre qu'une bonne politique financière et monétaire. Mais on en revient toujours à l'entreprise. A cet égard, il est particulièrement intéressant de comparer ce qui se passe en France et en Allemagne, car nous traînons toujours un déficit commercial vis-à-vis de notre voisine d'outre-Rhin (qui se situera vraisemblablement pour 1982 entre 35 et 40 milliards de francs !).

Un ouvrage très fouillé de MM. Maurice, Sellier et Silvestre (3), apporte sur la question de fort utiles précisions. En quoi diffèrent essentiellement les structures des firmes françaises et allemandes ?

1. La formation des travailleurs est très différente selon les deux pays. Les ouvriers allemands possèdent dans une *large majorité* (67 % au minimum) un diplôme d'apprentissage, correspondant au C.A.P. *français* et, pour *les employés*, ceux qui n'ont aucun diplôme ne représentent que 10 % de l'effectif. En *France, moins du tiers* (31 %) des ouvriers ont un C.A.P. et plus de 40 % des employés n'ont aucun diplôme.

2. Plus connu est le fait que l'ouvrier français touche un salaire *moins élevé que son collègue allemand*, alors que c'est l'inverse pour les employés. Comme la proportion des employés est plus forte dans les entreprises françaises que dans les firmes allemandes, la charge s'alourdit de ce *côté-ci* du Rhin. Par exemple : un contremaître allemand dirige en moyenne vingt-cinq ouvriers contre seize pour le contremaître français.

3. On constate en France une rupture entre les cadres et les employés. Ce phénomène tient à l'importance numérique des diplômés de l'enseignement supérieur dans la population des cadres. En Allemagne, la *fluidité* culturelle est beaucoup plus grande : les universitaires sont rares parmi les cadres, formés surtout – comme *les employés* – par des écoles professionnelles.

4. La mobilité entre les groupes d'emplois ouvriers-non ouvriers est *plus forte en France qu'en Allemagne.* Mais l'ancienneté joue pour la promotion un rôle beaucoup plus important *dans notre* pays qu'outre-Rhin. En R.F.A., l'acquisition de diplômes en cours de carrière est très *développée et de haut niveau*, beaucoup plus qu'en France.

On ne peut toutefois parler de « mainmise » du patronat allemand sur la formation professionnelle, car les syndicats, les églises, les municipalités *organisent aussi des enseignements* professionnels. Il y a là un rare phénomène de consensus autour de l'apprentissage professionnel, qui est un indice d'une bonne intégration de l'industrie allemande dans la société.

5. Malgré certaines améliorations récentes, le système de gestion du travail *est plus rigide* en France qu'en Allemagne. En R.F.A., c'est le principe de la *polyvalence* qui prévaut, c'est-à-dire que le « groupe de maîtrise » (contremaître, chefs d'équipe et ouvriers) détermine des « zones de travail », ensemble de tâches complémentaires, que le contremaître organise à *son* gré en fonction de la qualification des ouvriers, en vue de développer leur capacité professionnelle.

La norme de la collégialité

Le principe de rotation est beaucoup moins appliqué en France. On évalue l'exigence de qualification *du poste* de travail plutôt que la qualification du travailleur.

6. Dans l'entreprise allemande, *on note l'importance des rapports de* coopération au sein des différents domaines de tâches, par-delà les clivages *statutaires* (hiérarchiques ou fonctionnels) qu'ils impliquent. Tout se passe comme si la collégialité que l'on observe au niveau de la direction générale de l'entreprise tendait à devenir une norme d'organisation pour traiter de la gestion technique comme de la gestion sociale.

La coopération entre les « commerciaux » et les « productifs » est telle qu'elle pourrait expliquer l'absence *d'une catégorie de personnel* existant dans les entreprises françaises : celle des « technico-commerciaux ». Au *reste*, l'apprentissage commercial est beaucoup mieux assuré en R.F.A., en partie dans les catégories moyennes d'employés et de cadres. Ajoutons que l'Allemagne a appris à exporter depuis cent cinquante ans et la France depuis la décolonisation.

En France, les rideaux sont *beaucoup plus tirés*, et la *crainte* du « face-à-face » analysée jadis par Michel Crozier explique la multiplication des notes de service, le commandement par échelons de type militaire, etc.

7. La grève ne peut être déclarée en Allemagne que par le syndicat : c'est une décision extérieure à l'entreprise, collective. *Les délégués* syndicaux à l'intérieur de la firme, sont sommés au « devoir de paix sociale ». *Il en va* tout autrement en France où des arrêts de travail peuvent être décidés dans l'entreprise, *sans, pratiquement, aucune* restriction tenant à la loi ou à l'existence d'une convention collective.

Formation et organisation

Il n'est pas plus avisé d'essayer de transposer en France les techniques de gestion des entreprises allemandes que d'essayer de copier les Japonais (leur compétitivité, au reste, reconnaissait justement M. Bienaymé dans l'article cité plus *haut*, est en partie *imputable* à la sous-traitance nationale et internationale auprès de travailleurs dont le *salaire ne correspond pas au degré* de puissance économique atteint par le Japon). Dans l'organisation des firmes, comme dans celle des Etats, l'histoire et les idiosyncrasies nationales jouent un tel rôle qu'on ne peut plaquer avec succès des expériences venues d'ailleurs. Du moins peut-on *s'inspirer de quelques traits*, adapter certaines méthodes aux usages du lieu. Ainsi, dans l'examen de quelques *caractéristiques de nos voisins* d'outre-Rhin, deux choses apparaissent comme essentielles : la formation plus *poussée* et plus *adaptée* des producteurs, l'organisation beaucoup plus souple de la gestion.

L'esprit de conquête est le secret de toute entreprise compétitive. Mais il ne s'épanouira que dans un *climat culturel propice à l'industrie*, comme l'a fort bien décelé M. Chevènement. « Il faut partir à point », dès l'école. On *préfère*, hélas ! les guerres de religions...

PIERRE DROUIN.

(2) Au cours de la quarante-*cinquième réunion du Groupe d'études* de l'Institut allemand de la recherche en sciences économiques qui s'est tenu à Bonn les 13 et 14 mai 1982. Voir *Problèmes économiques* du 28 décembre 1982. La Documentation française.

(3) *Politique d'éducation et organisation industrielle en France et en Allemagne.* Presses universitaires de France, 1982.

Le Monde

étranger

AFRIQUE

Algérie

LA VISITE DE Mme CRESSON

Un groupe de travail mixte veillera à l'application de l'accord sectoriel sur l'agriculture

De notre correspondant

Alger. – Au terme d'une visite officielle commencée le 7 janvier, Mme Edith Cresson devait parapher, le mardi 11, à Alger, un accord relatif à la coopération bilatérale dans les domaines de l'agriculture, de l'agro-industrie et des forêts. Ce texte est rédigé en termes généraux et tout dépendra, par la suite, de la manière dont il en sera fait usage, notamment grâce à un groupe de travail mixte qui devrait se réunir périodiquement.

« Le but de ce voyage était de voir dans quels domaines on peut coopérer avec un pays qui donne une priorité à l'agriculture. Il fallait identifier les besoins et déterminer des secteurs où nous sommes opérants », nous a déclaré Mme Cresson après des entretiens avec les ministres algériens de l'agriculture, de l'hydraulique et du commerce. Parmi les affaires précises pour lesquelles la France a des propositions à faire, le ministre nous a cité : la distribution d'eau à Alger et à Constantine, la mise en service de « chaînes de froid » pour la conservation des aliments, le développement de l'industrie du tabac.

Sur un plan plus général, les conversations ont eu trait à l'hydraulique, *« domaine où la France a été très absente »*, à la diffusion des techniques végétales et animales (par exemple, l'insémination artificielle) et aux besoins en matière de formation.

Qu'il s'agisse de l'envoi de boursiers en France ou de l'installation de coopérants français outre-Méditerranée, Alger est très demandeur. Le problème pour Paris est de trouver les moyens de financement. Mme Cresson était accompagnée par un membre du cabinet du ministre de la coopération, auquel incombent normalement ces dépenses. Il semble que du côté algérien on considère que les commandes éventuellement passées à la France devraient entraîner automatiquement un effort financier de Paris en matière de coopération en personnel.

Mme Cresson estime que l'accord négocié par elle est de même nature que les accords sectoriels déjà signés pour l'habitat et les transports. Il apparaît cependant qu'en matière de *commandes agricoles* pouvant constituer la contrepartie des projets de coopération les Algériens n'ont pas pris d'engagements importants dans l'immédiat malgré les espoirs initiaux de la partie française.

Lors de la première session de la commission mixte de coopération à Paris en octobre 1982, les deux parties avaient évoqué la possibilité d'un accord permettant de doubler d'ici à 1985 le montant des exportations agro-alimentaires vers l'Algérie, qui s'est élevé à 1 300 millions de francs en 1982. M. Jobert avait insisté sur ce point. Rien ne permet d'assurer que face à la concurrence, du Canada par exemple, le vœu du ministre du commerce extérieur sera exaucé.

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.

Namibie

Le président du « conseil des ministres » de Windhoek a donné sa démission

Le président du « conseil des ministres » de Windhoek, M. Dirk Mudge, a annoncé, lundi 10 janvier, sa démission, qui prendra effet à compter du 18 janvier. Cet ancien fermier blanc qui dirigeait le « gouvernement » provisoire namibien depuis 1978 a déclaré qu'il quittait son poste *« pour protester contre la manière humiliante dont l'administrateur général sud-africain, M. Danie Hough, et le gouvernement sud-africain avaient récemment traité le conseil des ministres et l'Assemblée nationale namibienne »*.

Les relations entre Pretoria et M. Mudge, qui préside la D.T.A. (Democratic Turnhalle Alliance, organisation multiraciale majoritaire au sein de l'Assemblée de Windhoek), se sont considérablement détériorées depuis que M. Pieter Botha, premier ministre sud-africain, a annoncé, en septembre 1981, que son cabinet étudiait la possibilité d'installer à Windhoek un gouvernement intérimaire *« plus efficace »*. Plus récemment, évoquant l' *« incertitude »* entourant la négociation internationale du conflit namibien, M. Botha avait annoncé la prorogation de trois mois, jusqu'en février 1982, du mandat de l'Assemblée de Windhoek (*le Monde* du 23 novembre).

Créée en 1977, la D.T.A. avait pour objet, aux yeux des Sud-Africains, de contrer l'influence de la SWAPO (Organisation du peuple du Sud-Ouest africain). Elle n'a cependant jamais réussi à imposer son autorité. Sa crédibilité s'est nettement ressentie de la démission, en février 1982, de M. Peter Kalangule, un Noir d'ethnie ovambo, qui en assurait alors la présidence. Les Ovambos – près de la moitié de la population namibienne – constituent la principale source de recrutement de la SWAPO. M. Kalangula voulait transformer la D.T.A. en un parti multiracial unitaire, alors qu'elle demeure encore aujourd'hui une alliance entre une dizaine de formations.

Depuis le retrait de M. Kalangula et de ses amis, Pretoria semble s'être convaincu que la D.T.A. était condamnée, à moyen terme, à un rôle marginal. D'autres membres de la D.T.A., suivant l'exemple de leur président, pourraient d'ailleurs renoncer, dans les jours qui viennent, à leur « mandat » parlementaire.

Ces développements pourraient contribuer, dans l'immédiat, à renforcer l'imbroglio namibien. La relance d'une négociation apparaît d'autant plus problématique que M. Mugabe a accusé, lundi, les Etats-Unis et l'Afrique du Sud *d'exercer un « chantage »* en liant la présence des troupes cubaines en Angola au règlement du conflit. D'autre part, une nouvelle purge à Luanda – celle de M. Raul Araujo, adjoint au responsable du département de l'éducation et de l'idéologie du M.P.L.A.-P.T. au pouvoir – laisse penser que les oppositions internes l'emportent actuellement chez les dirigeants angolais sur le souci de faire aboutir une négociation. – J.-C. P.

Sénégal

HUIT PARTIS PRÉSENTERONT DES CANDIDATS AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

(De notre correspondant.)

Dakar. – Huit partis, sur les quatorze légalement reconnus, participeront aux élections législatives du 27 février prochain : le parti socialiste (gouvernemental) ; le parti démocratique sénégalais (P.D.S.) de Me Abdoulaye Wade, seule formation de l'opposition à être actuellement représentée à l'Assemblée nationale ; le Rassemblement national démocratique (R.N.D.) du professeur Cheikh Anta Diop ; le Mouvement démocratique populaire (M.D.P.) de l'ancien président du conseil Mamadou Dia ; le Parti africain de l'indépendance (P.A.I.) de Majhemout Diop ; la Ligue démocratique - Mouvement pour le parti des travailleurs (L.D.-M.P.T.) ; le Parti de l'indépendance et du travail (P.I.T.) et le Parti populaire sénégalais (P.P.S.) ; c'est-à-dire, à l'exception de cette dernière formation, les partis dont l'existence est relativement ancienne. En outre, seuls les six premiers de ces huit partis présenteront des candidats dans la totalité des circonscriptions.

Ce n'est que dans une quinzaine de jours que sera définitivement arrêtée la liste des candidats à l'élection présidentielle, également prévue pour le 27 février. Quatre candidats se sont, pour le moment, déclarés : le président sortant, M. Abdou Diouf, et Me Abdoulaye Wade, M. Mamadou Dia, et le leader du petit P.P.S., le docteur Wone. Mais il ne paraît pas certain que celui-ci se maintiendra, alors M. Majhemout Diop pourrait décider de se présenter. – P.B.

PROCHE-ORIENT

APRÈS UN NOUVEL ÉCHEC DES NÉGOCIATIONS ISRAÉLO-LIBANAISES

Le président Reagan charge M. Philip Habib d'une nouvelle mission de médiation

La cinquième séance des négociations israélo-libanaises s'est achevée lundi 10 janvier à Khaldé sur un nouvel échec, les négociateurs libanais, israéliens et américains n'étant pas parvenus à un accord sur l'ordre du jour. C'est toujours la question des relations futures entre le Liban et Israël qui constitue l'obstacle principal. Jérusalem souhaite que cette question figure sous le chapitre *« normalisation »* des relations libano-israéliennes, mais, devant le refus libanais, le gouvernement israélien a accepté de rechercher une autre formulation, tout en demandant que le contenu soit inchangé, c'est-à-dire notamment que les frontières demeurent ouvertes et que les deux pays échangent des représentations diplomatiques.

Le Liban ne désire pas s'engager dans cette voie en raison de l'opposition qui risque de se manifester dans une partie de la société libanaise, et des réactions défavorables qui pourraient venir du monde arabe. Une proposition américaine suggérant que les différents points de l'ordre du jour fassent l'objet de discussions simultanées, sans établir une quelconque priorité, n'a pas été retenue lundi par les négociateurs.

Impatient de voir ses émissaires relancer les pourparlers, le président Ronald Reagan a décidé lundi soir d'envoyer M. Philip Habib pour une nouvelle mission de médiation au Proche-Orient. A ce propos, un responsable de la Maison Blanche a souligné lundi que le président souhaitait *« de façon urgente »* des progrès sur la question du retrait des forces étrangères du Liban, considérée comme un préalable à toute progression de l'initiative globale de paix au Proche-Orient présentée par M. Reagan le 1er septembre dernier.

Les Etats-Unis ont d'autre part adressé lundi au gouvernement israélien une mise en garde à la suite de plusieurs incidents au cours desquels des forces israéliennes ont tenté de pénétrer dans des secteurs de Beyrouth contrôlés par les « marines » américains. On indique de bonne source à Washington qu'au moins quatre incidents de cette nature ont été enregistrés dans la capitale libanaise depuis jeudi dernier.

D'autre part, selon Radio-Liban, de violents accrochages, qui ont fait au moins trois morts, ont opposé ce mardi matin des miliciens du parti socialiste progressiste (P.S.P., druze) aux forces libanaises (milices chrétiennes unifiées) dans les localités de Kfarchima et Hadeth, grande banlieue sud-est de Beyrouth.

Couvre-feu à Naplouse

A Jérusalem, le lieutenant de réserve israélien Zeev Gavish a été condamné dimanche à vingt et un jours de prison pour refus de servir dans le camp de prisonniers d'Al-Ansar, au Sud-Liban, où sont détenus plusieurs milliers de Palestiniens et Libanais. Le lieutenant appartient à une unité de la police militaire et refuse *« pour des raisons de principe »* de servir à Al-Ansar, ont indiqué des membres du mouvement Ça suffit !, qui regroupe des militaires de réserve opposés à la guerre du Liban. Selon ce mouvement, trois autres militaires seraient actuellement détenus pour avoir refusé de rejoindre leurs unités au Liban.

A Naplouse, en Cisjordanie occupée, pour la troisième journée consécutive des heurts violents ont opposé lundi matin manifestants palestiniens et soldats israéliens. Les manifestants, pour la plupart des lycéens, avaient lancé des pierres sur les forces israéliennes, arborant des drapeaux palestiniens et des portraits de Yasser Arafat. A la suite de ces heurts, durant lesquels une voiture militaire israélienne a été endommagée, les autorités d'occupation ont imposé le couvre-feu sur la vieille ville de Naplouse et ont ordonné la fermeture du lycée Kadri-Toukan pour une période d'un mois.

A Damas, le commandement général des forces de la révolution palestinienne, relevant de l'O.L.P., a revendiqué, dans un communiqué publié par l'agence Wafa, l'attentat contre un véhicule israélien samedi soir à Tel-Aviv. Cet attentat avait déjà été revendiqué dimanche à Londres par l'organisation d'Abou Nidal, dissident du Fath, condamné à mort par contumace par l'O.L.P. A Paris, l'Union générale des étudiants palestiniens s'est félicitée de l'attentat, affirmant dans un communiqué que *« la jeunesse palestinienne, après les massacres de Sabra et de Chatila, ne restera pas les bras croisés en regardant son peuple massacré et ses droits bafoués »*. *(A.F.P., Reuter.)*

LES INITIATIVES DE PAIX ARABES

Le gouvernement israélien ne veut pas croire à une évolution de la position de ses ennemis

De notre correspondant

Jérusalem. – La nouvelle rencontre à Amman, les 9 et 10 janvier, entre M. Yasser Arafat et le roi Hussein, vient encore de le rappeler aux Israéliens : une offensive diplomatique essentiellement dirigée vers les Etats-Unis dans un premier temps est actuellement envisagée par la Jordanie, la plupart des pays arabes et même par l'O.L.P., bien que des divergences demeurent à ce sujet au sein de l'organisation palestinienne. Depuis l'expulsion de l'O.L.P. de Beyrouth, depuis l'annonce du « plan Reagan » en septembre et la réunion du sommet arabe de Fès peu après, l'attitude des *« ennemis d'Israël »* a singulièrement évolué ; le gouvernement israélien devrait en tenir compte. C'est ce qu'ont déclaré au début de la semaine plusieurs députés de l'opposition à Jérusalem en constatant, par exemple, que les dirigeants irakiens, longtemps considérés comme les champions du *« front de refus »*, confirmaient un net changement d'attitude de leur part. Or le gouvernement de M. Begin semble décidé pour l'instant à continuer de faire la sourde oreille.



(Dessin de PLANTU.)

Dans une interview au *Monde*, dont la presse israélienne n'a pas manqué de publier les principaux extraits, le vice-président du conseil irakien, M. Tarek Aziz, a déclaré que son gouvernement n'était *« pas opposé »* à des négociations de paix entre Israël, d'une part, l'O.L.P. et les pays arabes, d'autre part (*le Monde* du 8 janvier). Au début du mois, la presse israélienne avait déjà relevé comme un fait important la révélation officielle à Bagdad d'un texte relatant une conversation entre le président Saddam Hussein et un membre du Congrès américain, au cours de laquelle le chef de l'Etat irakien reconnaissait les besoins de *« sécurité »* d'Israël et affirmait qu'aucun pays arabe n'avait pour but la destruction de l'Etat juif. La réponse du gouvernement israélien ne s'est pas fait attendre. *« Cela ne signifie aucun changement d'attitude »*, a déclaré, le 4 janvier, M. Shamir, ministre des affaires étrangères.

Le gouvernement israélien ne veut manifestement pas croire à une évolution de la position de ses ennemis. Depuis, M. Shamir a ajouté que le président irakien ne cherchait qu'une chose en réalité : s'attirer les bonnes grâces de l'administration américaine, avec laquelle il cherche un rapprochement. C'est sans doute vrai, a fait remarquer le 11 janvier, le *Jerusalem Post* dans un éditorial ; mais le journal estime qu'une telle réponse n'est pas *« sage »*, car elle aurait aussi bien pu être faite lorsque le président Sadate a lancé en 1977 son initiative de paix, puisque le gouvernement égyptien souhaitait également renouer avec les Etats-Unis.

A Washington comme à Amman, de nombreuses informations font état de la volonté du roi Hussein de tenter de se joindre prochainement à des négociations de paix sur la base du « plan Reagan » et, si possible, avec l'assentiment, plus ou moins déclaré, de l'O.L.P. Là encore, le *gouvernement israélien semble* n'avoir pour seule réaction que la négation. Se référant curieusement à des *« sources américaines »*, M. Shamir a déclaré, le 3 janvier, que le roi Hussein *« n'avait pas du tout l'intention dans l'immédiat de participer à des pourparlers de paix »*. Ensuite, dans les milieux proches du gouvernement de Jérusalem, et plus particulièrement au ministère des affaires étrangères, on a fait savoir que les *« conditions »* d'une participation de la Jordanie à des conversations de paix ne pouvaient être qu'*« inacceptables »* pour Israël. On a précisé que le roi Hussein demanderait, à coup sûr, le « gel » des implantations israéliennes dans les territoires occupés au moment des négociations. M. Shamir a indiqué que cette exigence ne pourrait être admise en aucune façon.

FRANCIS CORNU.

A TRAVERS LE MONDE

Ethiopie

- LA PRÉSENCE MILITAIRE SOVIÉTIQUE EN ERYTHRÉE. – M. Issayas Afeworki, secrétaire général adjoint du Front populaire de libération de l'Erythrée, a estimé, lundi 10 janvier, à Paris, à trois mille le nombre de militaires soviétiques qui combattent aux côtés des forces éthiopiennes. M. Afeworki a réaffirmé la volonté de son mouvement de résoudre pacifiquement le problème érythréen et a indiqué que le F.P.L.E. a des *« très bonnes relations »* avec le parti socialiste français.

Kenya

- LE LIEUTENANT SAMSON ONYANGO, officier de l'armée de l'air kényane, a été condamné à mort, lundi 10 janvier, après avoir été reconnu coupable de haute trahison pour participation à la tentative de coup d'État du 1er août dernier. Le lieutenant Onyango est le premier officier condamné à la peine capitale par la cour martiale qui juge les conjurés. Cinq sous-officiers ont déjà été condamnés à mort et neuf cents soldats des forces aériennes à des peines de prison. – *(Reuter.)*

R.D.A.

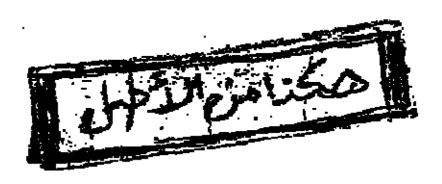
- ATTENTAT CONTRE M. HONECKER. – Le chef de l'État et du parti communiste est-allemand, M. Erich Honecker, vient d'échapper *« de justesse »* à un attentat, affirme le magazine ouest-allemand *Stern* dans son numéro du jeudi 13 janvier. Selon l'hebdomadaire, un chauffagiste âgé de quarante et un ans a tiré, dans l'après-midi du 31 décembre, plusieurs coups de feu contre la voiture du dirigeant est-allemand alors qu'il circulait au nord de Berlin-Est. M. Honecker n'a pas été touché, mais un de ses gardes du corps a été grièvement blessé, affirme *Stern*. L'auteur de l'attentat s'est ensuite donné la mort en se tirant deux balles dans la tête, et la R.D.A. *« a cherché à étouffer cet événement dramatique »*, affirme le magazine de Hambourg. – *(A.F.P.)*

Somalie

- FERMETURE DE LA FRONTIÈRE AVEC DJIBOUTI. – La frontière somalo-djiboutienne a été fermée samedi 8 janvier à Loyada, à 25 kilomètres au sud-est de Djibouti, par la Somalie, en raison de troubles dans la province de Gouban (nord-ouest), a-t-on appris lundi à Djibouti. Cette fermeture, décidée unilatéralement par les autorités somaliennes, intervient une semaine après l'attaque de la prison de Mandera, située à une soixantaine de kilomètres à l'est de Hargeisa, dans le nord-ouest de la Somalie, dans la nuit du 1er au 2 janvier, par un commando du Mouvement national somalien (M.N.S.). – *(A.F.P.)*

Zaïre

- M. VUNDUAWE TE PEMAKO, ministre des travaux publics et de l'aménagement du territoire, a été suspendu de ses fonctions, a révélé, samedi 8 janvier, le journal *Elima*, citant des sources proches de la présidence de la République. La gestion de l'ancien ministre ne serait pas exempte de critiques et pourrait même avoir donné lieu à des détournements de fonds. C'est pour ne pas gêner l'enquête qu'il aurait été écarté en décembre dernier du ministère de la justice, où il avait été nommé un mois plus tôt et chargé de réorganiser la magistrature. La radio nationale présente cette suspension comme une première conséquence du discours présidentiel du 5 janvier dans lequel le chef de l'État a annoncé à ses compatriotes sa ferme intention de *« nettoyer la maison afin d'y ramener, une fois pour toutes, les bonnes habitudes »*. – *(A.P.)*



EUROPE

Pologne

Le permis de travail a été retiré à onze collaborateurs polonais des correspondants de presse occidentaux

Seize des correspondants de presse occidentaux accrédités à Varsovie ont écrit, lundi 10 janvier, au ministre des affaires étrangères, M. Stefan Olszowski, pour *« attirer son attention »* sur le refus des autorités de renouveler le permis de travail de leurs collaborateurs polonais.

Ces permis, d'ordinaire renouvelés chaque année sans difficulté, sont eux-mêmes nécessaires pour obtenir la prolongation, annuelle elle aussi, de l'accréditation auprès du ministère des affaires étrangères sans laquelle les interprètes, secrétaires et assistants des correspondants occidentaux ne peuvent plus exercer leur travail.

Onze de ces *« collaborateurs techniques »*, dont l'interprète du bureau du *Monde*, se sont vu refuser le renouvellement de leur permis de travail, la semaine dernière, et l'on peut craindre, si cette décision était maintenue, que les autorités n'envisagent d'imposer des collaborateurs de leur choix à ceux des correspondants dont le travail se trouve ainsi virtuellement paralysé.

Dans leur lettre remise, lundi après-midi, au département de presse du ministère des affaires étrangères, les journalistes (1) soulignent notamment que cette décision a pour effet de *« perturber sérieusement »* leurs possibilités d'exercer leur métier en Pologne ; qu'il ne lui a pas été donné de motif fondé et que ce *« précédent »* crée une *« atmosphère de défiance et d'incertitude »*. Exprimant leur *« espoir »* que cette affaire puisse être rapidement réglée à l'amiable, les signataires n'en affirment pas moins leur volonté, dans le cas contraire, d'utiliser toutes les possibilités de recours légal et *« si cela était nécessaire de porter cette question devant les forums internationaux concernés par ce type de problèmes »*.

Les renouvellements de permis de travail ont été parallèlement refusés à plusieurs dizaines de Polonais travaillant pour des employeurs étrangers, notamment pour l'ambassade américaine.

(1) Cette lettre a été signée par les correspondants des agences de presse A.F.P., A.P., Reuter, UPI et Ansa ; des chaînes de télévision A.B.C., C.B.S., I.T.N. et N.B.C. ; des hebdomadaires *Newsweek* et *Times Magazine* ; et des quotidiens *New-York Times*, *le Monde*, *Boston Globe*, *Los Angeles Times* et *Yomiuri Shimbun*.

Union soviétique

Un prêtre orthodoxe subit des sévices dans le camp de Perm

L'organisation religieuse Centre Russie œcuménique, dont le siège est à Rome, a protesté, lundi 10 janvier, contre le *« traitement sauvage »* infligé au Père Gleb Yakounine dans le camp soviétique de Perm. Le prêtre orthodoxe y purge une condamnation à cinq ans de camp de relégation qui lui a été infligée pour *« propagande et agitation antisoviétiques »* en août 1980. En fait, il avait fondé en 1976 le Comité chrétien pour la défense des droits des croyants en Union soviétique et avait été ensuite suspendu par le patriarcat de Moscou de ses fonctions sacerdotales parce qu'il estimait que l'Eglise orthodoxe était trop soumise au pouvoir.

Selon les informations reçues par le centre romain, ses geôliers l'obligent, actuellement, à dormir par terre, lui interdisent de porter des vêtements d'hiver et lui donnent des rations alimentaires diminuées pour le punir de l'*« agitation religieuse »* qu'il aurait provoquée parmi les jeunes du camp.

D'autre part, en ce qui concerne Anatole Chtcharanski, qui poursuit sa grève de la faim à la prison de Tchistopol (*le Monde* daté 9-10 janvier), le Comité des mathématiciens précise que sa mère se trouve sur les lieux depuis le 2 janvier pour tenter d'obtenir le droit de voir son fils. Le comité proteste contre le *« traitement inhumain »* infligé à M. Chtcharanski et *« demande l'aide des pouvoirs publics et de l'opinion publique de France »*. Le comité de défense du détenu et ceux des mathématiciens, des médecins, des physiciens et de Solidarité avec les juifs d'Union soviétique ont prié la femme du détenu (qui vit en Israël) de participer à la conférence de presse qu'ils organisent le mercredi 12 janvier à 11 h 30 au Cercle républicain (5, avenue de l'Opéra, Paris-1er).

Enfin, on apprend que les deux Suédoises d'origine lettone, qui avaient été détenues et interrogées pendant trois jours par le K.G.B. après avoir rendu visite à des parents en Lettonie (*le Monde* du 11 janvier), ont été expulsées vers la Finlande et ont pu regagner la Suède.

Tchécoslovaquie

● *Un porte-parole provisoire pour la Charte 77.* – Un électronicien, M. Jan Kozlik, assurera l'intérim de M. Ladislav Lis, arrêté le 5 janvier et inculpé, par la suite, d'*« incitation à rébellion »*. La police a, en outre, saisi à son domicile du maïs et lui reprocherait de l'avoir glané dans un champ après la récolte. – (*A.F.P.*)

Turquie

Le scandale des immeubles construits sans permis

De notre correspondant

Ankara. – Quatre-vingt-quatre morts, dont onze membres d'une seule famille, et quarante-quatre blessés : tel est le bilan du soudain effondrement, dans la nuit du 2 au 3 janvier, d'un immeuble de sept étages à Diyarbakir (en Anatolie du Sud-Est), lequel était baptisé du nom devenu ironique d'Hicret (« l'exode »). Cent cinquante personnes d'une vingtaine de familles occupant l'immeuble ont été surprises en plein sommeil. La catastrophe est due à la mauvaise qualité du béton armé.

Les opérations de sauvetage ont duré six jours et six nuits. Les pompiers et les unités militaires ont été aidés par les bénévoles de toute la ville, en dépit du froid terrible.

Le promoteur-constructeur Abdulkerim Dalmis, ancien ouvrier des abattoirs de la ville, reconverti dans les affaires, ainsi que son fils et associé, en fuite depuis lundi, ont été appréhendés le 8 janvier à Kiziltepe, district du Mardin, département voisin, alors qu'ils s'apprêtaient, dit-on, à passer clandestinement en Syrie pour échapper aux poursuites. Ils risquent une peine maximum de dix ans. Six autres personnes, également coupables, ont été écrouées.

L'entrepreneur avait fait construire cet immeuble sans plan ni aide d'ingénieurs, mais uniquement par ses ouvriers. Il avait réussi à édifier quatorze autres immeubles dans la même ville dont un, mitoyen à l'immeuble effondré, devait être aussitôt être évacué par ordre des autorités après la découverte de lézardes.

L'enquête a indiqué que l'immeuble effondré avait été commencé en 1979 et achevé courant 1981. Il était habité depuis trois mois déjà. Fait significatif : alors qu'à plusieurs reprises le promoteur s'était vu refuser aussi bien le permis de construire que celui d'habiter, et que l'immeuble avait été mis sous scellés en vue d'une démolition, il parvint par la suite à vendre ses appartements, à obtenir l'abonnement d'eau courante et d'électricité de la ville en corrompant les employés municipaux et ceux du cadastre local. Selon le rapport des experts, le promoteur aurait par ailleurs sûrement volé sur la quantité de ciment et de tiges de fer pour l'armature du béton.

Le ministre de la construction s'est déplacé sur les lieux pour assurer la population que tout sera fait pour aider les sinistrés et punir les coupables, et prendre toutes les mesures nécessaires pour éviter le renouvellement d'une telle catastrophe.

L'accident de Diyarbakir n'est pas le premier de ce genre en Turquie. Il y a plusieurs années, déjà, une salle de cinéma s'était effondrée en pleine séance dans la banlieue d'Istanbul. Mais le pays tout entier s'effraie : d'ores et déjà on évalue, pour Istanbul seulement, à cinq cent mille le nombre des immeubles bâtis clandestinement, sans aucun contrôle officiel, contrairement au plan d'urbanisation, et parfois, souligne-t-on, sans respecter toutes les normes de sécurité requises.

Autrement dit, affirment les dirigeants de la chambre d'ingénieurs d'Istanbul, 41 % des immeubles construits à Istanbul l'ont été sans permis. D'autres encore évaluent à dix mille le nombre des immeubles édifiés à Diyarbakir sans aucun permis, mais grâce à des pots-de-vin ou des complaisances électorales, au moment où la crise du logement bat son plein en Turquie, où la population urbaine est passée ces trente dernières années de 18 % à près de 50 % du total du pays.

« Comment faire démolir les immeubles construits sans permis et cela sans attenter au patrimoine national ? », avancent de nombreux officiels. *« Mais les partisans de la régularisation de ce fait accompli paraissent oublier que les victimes humaines des immeubles qui risquent de s'écrouler, eux aussi, font partie de la richesse nationale »*, répondent les autres.

L'Union des chambres d'ingénieurs et des architectes de Turquie qui dans le passé avait essayé en vain d'attirer l'attention des autorités sur les risques a relancé sa campagne auprès des municipalités, les invitant à la vigilance et demandant que le « contrôle bureaucratique » soit remplacé par un « contrôle technique » de la qualité de la construction.

La catastrophe de Diyarbakir aura sans doute servi de nouvelle leçon aux partisans de l'amnistie récemment accordée aux propriétaires des immeubles bâtis sans permis qui ne se conformaient pas au « plan maître ». Le projet de loi en ce sens adopté par l'Assemblée consultative il y a quelques semaines, mais pas encore entériné par le Conseil national de sécurité.

Les constructeurs d'immeubles bâtis sans projet et sans aucun contrôle ne seront pas amnistiés, affirme désormais le ministre de la construction, tandis que le manque de personnel technique qualifié pour effectuer ce contrôle est plus que jamais stigmatisé dans la presse turque. Mille quatre cents municipalités sur mille sept cents en sont dépourvues.

ARTUN UNSAL.

Espagne

L'ETA politico-militaire enlève le fils d'un industriel

De notre correspondant

Madrid. – L'arrivée des socialistes au pouvoir n'a pas convaincu l'ETA politico-militaire, qui connaît de sérieuses difficultés financières, de tempérer ses actions. Douze jours à peine après la libération de M. Saturnino Orbegozo par la garde civile (*le Monde* du 1er janvier), elle a pratiqué le lundi 10 janvier un nouvel enlèvement qui frappe lui aussi les milieux industriels basques : celui de M. Miguel Ignacio Echeverria, âgé de vingt et un ans, fils du propriétaire d'une entreprise métallurgique qui emploie quelque trois mille ouvriers ouvriers.

Deux hommes masqués d'une cagoule ont fait irruption dans son appartement à Saint-Sébastien. Avant d'emmener le jeune homme, ils ont laissé un message exigeant *« sans négociation aucune »* le paiement *dans le délai* d'une semaine de 125 millions de pesetas et 2 millions de francs. Contrairement à M. Orbegozo, la famille Echeverria avait payé l'« impôt révolutionnaire » que lui avaient réclamé antérieurement les séparatistes basques.

Ce nouvel enlèvement met au pied du mur le ministre de l'intérieur, M. Barrionuevo. Après le rapt de M. Orbegozo, le ministre avait affirmé qu'il fallait se montrer dorénavant plus intransigeant face aux demandes de rançon. Il avait laissé entendre que le gouvernement pourrait poursuivre en justice les personnes agissant comme intermédiaires et empêcher le paiement des sommes demandées, par exemple en bloquant les comptes bancaires des familles victimes d'enlèvement (des mesures en ce sens doivent être examinées par le conseil des ministres mercredi). Ces déclarations ont provoqué une grande controverse dans la presse et dans les milieux juridiques, où certains mettent en doute la légalité de telles mesures.

Dans les milieux proches du gouvernement, on juge inévitable une épreuve de force avec les auteurs d'enlèvements pour éviter que l'ETA ne renforce par des rançons sa trésorerie et, par là même, sa capacité d'action.

THIERRY MALINIAK.

DIPLOMATIE

LA RÉUNION DE LA GRANDE COMMISSION FRANCO-SOVIÉTIQUE

Le déficit commercial avec Moscou représente un dixième du déséquilibre total des échanges de la France

La grande commission franco-soviétique se réunit à Paris, du 11 au 14 janvier, sous la double présidence de M. Gouri Martchouk, vice-président du conseil des ministres d'U.R.S.S., président du comité d'Etat pour la science et la technique, et de M. Michel Jobert, ministre d'Etat, ministre du commerce extérieur. Cette dix-septième session – la commission mixte a été créée le 30 juin 1966 – est placée sous le double signe du ralentissement des échanges entre les deux pays et de leur déséquilibre au profit de l'Union soviétique.

Fin 1981 à Moscou, la seizième session avait été illustrée par la conclusion d'un contrat de 1,5 milliard de francs le 15 décembre, deux jours après le coup de force militaire de Varsovie. Cette signature n'était pas pour déplaire aux grands formalistes que sont les Soviétiques, alors même que la délégation française paraissait la veille allergique à toute signature, qualifiée par M. Jobert de *« malséante, mal venue et maladroite »* (*le Monde* des 16 et 17 décembre).

Cette année, les ombres polonaises, afghanes ou autres, demeurent ; mais les affaires restent les affaires, quelles que soient les sensibilités. Il s'agit plus que jamais de rééquilibrer le commerce entre l'U.R.S.S. et la France, qui se trouve quelque peu prise au piège de la dépendance. En effet, suite aux achats d'énergie – pétrole et gaz – faiblement compensés par des ventes d'équipements ou de produits agro-alimentaires, le déficit de la balance commerciale française aura atteint, l'an dernier, quelque 9 milliards de francs, soit environ le dixième du solde négatif global des échanges français. Cependant, le commerce avec l'U.R.S.S. n'a représenté que moins de 3 % des échanges totaux de la France.

De janvier à novembre 1982, les exportations françaises ont baissé de près de 3 % pour se situer à 9,12 milliards de francs, tandis que les importations ont augmenté de plus de 4 %, atteignant 17,09 milliards, soit un taux de couverture de 53 % (110 % en 1979). Le déficit a donc représenté 7,97 milliards de francs ; il s'était élevé à 8,37 milliards pour toute l'année 1981 et à 4,65 milliards en 1980, alors que jusqu'alors la balance commerciale française avait été positive (+ 0,9 milliard en 1979). Un changement de signe fait partie du jeu des échanges ; mais un écart excessif entre le total des achats et des ventes à un seul pays crée une sujétion préoccupante, donnant au partenaire *« un pouvoir de manipulation des dépendances »* en termes d'affaires, de finances ou d'emploi), selon l'expression d'un expert français des relations Est-Ouest.

L'avenir n'apparaît guère brillant. Même si les firmes Technip et Creusot-Loire - Entreprise ont signé le 21 décembre un contrat de 2,7 milliards pour la réalisation d'une usine de traitement de gaz à Astrakhan, le montant des grands contrats conclus en 1982 n'a atteint que 5,3 milliards de francs contre 7,2 milliards en 1981 (5,1 milliards en 1980). En outre, la France ne dispose plus de l'avantage que constituait l'octroi de crédits subventionnés, puisque les pays de l'O.C.D.E. ont changé de catégorie et augmenté le taux d'intérêt des crédits accordés à l'U.R.S.S. (portés à 12,4 %), alors même que les taux du marché, d'ailleurs en baisse, sont nettement plus faibles en Allemagne fédérale ou au Japon.

Enfin, il semble que l'U.R.S.S. cherche à réduire son taux d'investissement, tout au moins à diminuer ses importations de technologie occidentale. Déjà la croissance des échanges franco-soviétiques s'est fortement contractée, revenant de 57 % en 1980 à 12 % en 1981 et à 2 % à peine seulement en 1982, tandis que les ventes de biens d'équipement ont baissé de près de 4 milliards de francs en 1979 à environ 2 milliards l'an dernier. Ce phénomène, qui touche tous les pays européens industriels, a toutefois moins concerné l'Allemagne fédérale qui exporte deux fois et demie plus de machines et d'appareils industriels que la France.

La France a été, selon les statistiques soviétiques, le quatrième fournisseur – hors Comecon et Finlande exclue – de l'U.R.S.S. en 1981, après la R.F.A., l'Argentine et le Japon, à quasi-égalité avec les Etats-Unis. Mais les positions commerciales françaises sont fragiles, traduisant l'absence de réelles contre-dépendances. La France est *« une partenaire quelque peu malmenée » par l'Union soviétique*, estime le ministère du commerce extérieur. Mais mène-t-elle bien son jeu ?

MICHEL BOYER.

REPRISE DES TRAVAUX DE LA COMMISSION CULTURELLE FRANCO-ISRAÉLIENNE

(De notre correspondant)

Jérusalem. – Une délégation du ministère des relations extérieures est arrivée en Israël pour participer, du 11 au 13 janvier, à Jérusalem, à la réunion de la commission mixte culturelle franco-israélienne. Sur décision du gouvernement français, cette réunion, qui aurait dû avoir lieu en juin 1982, avait été ajournée à cause de l'invasion israélienne au Liban. La rencontre avait alors été jugée *« inopportune »*, du côté français, ce qui avait soulevé des protestations à Jérusalem. En octobre dernier, l'ambassadeur d'Israël en France, M. Meïr Rosenne, avait dénoncé le *« gel »* des relations culturelles entre les deux pays. Dans les milieux diplomatiques de Jérusalem, on ajoutait que plusieurs projets dans le domaine des relations économiques et commerciales étaient quasiment *« au point mort »* bien qu'ils aient été définis, en avril, lors de la réunion de la commission mixte chargée de ces questions, un mois après la visite officielle de M. François Mitterrand en Israël.

La réunion qui a lieu à présent a pour objet, selon un accord conclu entre les deux pays en 1959, de définir le programme des échanges culturels et scientifiques pour les deux années à venir. Elle devrait marquer, après sept mois de délai, une certaine normalisation des rapports entre Paris et Jérusalem sur le plan pratique, malgré les divergences politiques qui persistent. – F. C.

● *La Grande-Bretagne* a fait savoir, lundi 10 janvier, à l'Union soviétique qu'elle considérait *« totalement inacceptable »* une prise en compte de ses fusées dans la comptabilisation des forces nucléaires en Europe, a-t-on appris de bonne source dans la capitale soviétique. Cette position a été exprimée par l'ambassadeur de Grande-Bretagne, M. Iain Sutherland, au cours d'un entretien avec M. Gromyko.

GRATUIT

ce précieux dossier illustré en couleurs, pour tout savoir sur

L'ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS

EN CADEAU

Atlas Géant International

EXCLUSIF

L'ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS bénéficie d'un service d'actualisation annuelle

EXCLUSIF

Un Privilège à Vie

Votre 2e CADEAU

L'ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS

Il vous sera envoyé par la poste sans engagement de votre part.

Votre dossier contient une magnifique brochure en couleurs, claire et passionnante, qui vous présente en détail L'Encyclopædia Universalis.

- Vous découvrirez que la première encyclopédie française est une œuvre monumentale qui met tout le savoir humain **à votre portée.**
- Vous apprendrez que sa valeur scientifique est sans équivalent et que **4.000 savants** ont participé à sa rédaction.
- Vous constaterez que sa structure en 3 parties est unique en France et permet **tous les modes de consultation.**
- Vous comprendrez quels **enrichissements permanents** elle peut vous apporter.

Des avantages précieux.

Votre dossier vous indiquera également les avantages spéciaux qui vous attendent si vous souscrivez :

- Jusqu'à 3 ans de crédit **intéressant.**
- Un **privilège à vie** exclusif.
- Un service **d'actualisation annuelle.**
- Et, en plus, **un cadeau** de grande valeur : **L'Atlas International géant,** l'un des plus grands jamais réalisés. Il a nécessité 10 ans de recherches et 12 millions de francs d'investissements !

Pour découvrir L'Encyclopædia Universalis sans aucun engagement, renvoyez ce bon dès aujourd'hui **ou appelez le 723.89.80.**

EDITION MISE A JOUR

ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS

*21 grands volumes format 21 x 30 cm
*23.870 pages *20.500 articles *23.500 illustrations.

"Nous pensons que l'Encyclopædia Universalis est le seul ouvrage d'esprit vraiment moderne..." Le Monde

Le Club Français du Livre - 6, rue Galilée, 75782 Paris Cedex 16.

I. MUNDO DIRECT

ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS

Bon pour une documentation Gratuite

Merci de renvoyer ce bon dès aujourd'hui au Club Français du Livre, 6, rue Galilée, 75782 PARIS CEDEX 16.

OUI, je désire faire plus ample connaissance avec L'Encyclopædia Universalis et connaître tous les avantages que vous réservez aux souscripteurs. Envoyez-moi par la poste, gratuitement et sans engagement, le passionnant dossier ENCYCLOPÆDIA UNIVERSALIS. Il est entendu qu'aucun démarcheur ne me rendra visite.

☐ M. ☐ Mme ☐ Mlle ______ Prénom ______

N° ______ Rue ______

Code postal ☐☐☐☐☐ Localité ______

044 3K01 029



AMÉRIQUES

Le Suriname sous la terreur

(Suite de la première page.)

Leurs promesses de réformes et leur tentative de desserrer les liens de dépendance avaient d'abord rencontré un écho favorable dans une partie de la population. Mais avec la brusque dégradation du climat économique et depuis la destitution du président Chin-A-Sen en février 1982, les militaires ont été confrontés à un mécontentement croissant. Les grèves se sont multipliées, de même que les manifestations des milieux les plus divers en faveur du retour à la démocratie.

Les événements se sont précipités depuis la visite du premier ministre de Grenade, M. Maurice Bishop, le 28 octobre à Paramaribo. Ce jour-là, quinze mille personnes avaient participé à une manifestation de protestation organisée par les syndicats, alors que mille cinq cents Surinamiens à peine s'étaient dérangés pour souhaiter la bienvenue à l'hôte du chef de la révolution. C'était plus que n'en pouvait supporter le lieutenant-colonel Bouterse. Prenant ce véritable défi pour un affront personnel, il choisit d'abord de temporiser. Il entama des négociations avec les syndicats et s'engagea à plus de modération. Mais l'agitation sociale ne cessa pas pour autant et, forts de leur appui populaire, les syndicats, qui avaient, dans un premier temps, soutenu le régime, se transformèrent en principale force d'opposition. Parallèlement se créait une Association pour la démocratie regroupant les principales communautés religieuses (hindouiste, catholique, protestante et musulmane) ainsi que les organisations professionnelles et féminines.

Dans la nuit du 7 au 8 décembre, le lieutenant-colonel Bouterse décidait de frapper un grand coup. Tandis qu'une automitrailleuse sillonnait la ville en lançant des balles traçantes, des tirs de mortier et des rafales d'armes automatiques retentissaient dans la capitale sans discontinuer entre 2 heures et 4 heures du matin. A l'aube, les habitants de Paramaribo découvraient les restes calcinés et encore fumants de quatre bâtiments : deux stations de radio, l'imprimerie du quotidien *De Wrije Stem* et le siège de la puissante centrale syndicale Moederbond. Les rédactions des autres organes de presse étaient investies par l'armée. En même temps, les principales personnalités de l'opposition étaient arrêtées et conduites pour interrogatoire à Fort-Zeelandia, quartier général du commandant en chef de l'armée.

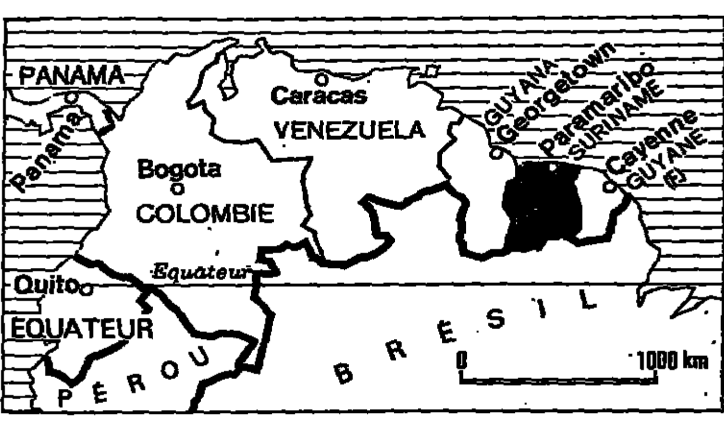
Il fait son « autocritique » puis est exécuté

Au soir du 8 décembre, dans une allocution télévisée, le lieutenant-colonel Bouterse expliqua que l'armée avait pris les devants afin de prévenir un coup d'Etat préparé par *« l'élite économique »*. Il annonça que le retour au calme et la mise en place d'une *« nouvelle démocratie »* seraient assurés par l'instauration du couvre-feu, l'interdiction de réunion, la fermeture momentanée des frontières, la suspension des cours à l'université et des organes d'information privés.

Immédiatement après, ajoutant encore au malaise, la télévision présenta l'un des détenus, Joseph Slagveer, rédacteur en chef d'une agence de presse, visiblement contraint de lire une confession publique sous l'œil vigilant du commandant Horb, le second du lieutenant-colonel Bouterse. Au bord de l'effondrement, et quelques heures à peine avant d'être exécuté, le journaliste reconnaissait avoir eu vent d'une prétendue *« conspiration »* visant *« à renvoyer les militaires dans leurs casernes »*.

Les choses n'en restèrent cependant pas là. La nuit suivante, de nouvelles explosions secouèrent Paramaribo. Un communiqué officiel expliqua qu'il s'agissait d'*« exercices d'alerte couronnés de succès »*. Curieuse coïncidence, le service national d'information annonçait qu'une partie des personnes appréhendées la veille avaient été tuées *« au cours d'une tentative d'évasion »*.

Le gouvernement, à majorité civile, remettait aussitôt sa démission. Après quelques flottements, les militaires retinrent officiellement le chiffre de quinze morts. A l'exception de M. Fred Derby, dirigeant du syndicat de la bauxite, onze des douze personnalités arrêtées le 8 décembre ont perdu la vie. Parmi elles, André Kamperveen, ancien ministre de la culture du premier cabinet mis en place par les militaires et propriétaire d'une station de radio, Cyriel Daal, dirigeant du syndicat Moederbond, le doyen de la faculté des sciences économiques, le président de l'ordre et trois autres avocats, ainsi que quatre journalistes.



Ses avocats passés par les armes

De plus, deux militaires et deux civils impliqués dans la tentative de coup d'État de mars dernier ont été exécutés. Le plus connu d'entre eux était le lieutenant Surinder Rambocus, sociologue de formation et sans doute le rival le plus redoutable du « leader de la révolution » au sein de l'armée. Condamné à douze ans de prison à la veille des derniers événements, le lieutenant Rambocus avait été tiré de sa cellule pour être conduit à Fort-Zeelandia. A en croire le lieutenant-colonel Bouterse, Rambocus s'était assuré la complicité de ses avocats et d'un médecin pour tenter de s'échapper pendant son transfert dans un hôpital, après quoi il aurait pris la tête de la conjuration.

A la question de savoir comment son adversaire avait pu comploter en détention, le commandant en chef de l'armée nous a répondu : *« Ici, on pouvait entrer dans la prison avec une bicyclette. »* Toujours est-il que le lieutenant Rambocus avait été jugé, et que, pour l'avoir défendu, ses avocats, parmi les meilleurs du pays, ont eux aussi été passés par les armes.

Les victimes des derniers événements proviennent d'horizons divers, mais le clan du lieutenant-colonel Bouterse s'est particulièrement acharné sur ceux qu'il accuse d'avoir rompu avec la révolution. Selon les témoignages de leurs proches, qui ont finalement été autorisés à identifier les cadavres à la morgue, les corps de Cyriel Daal et de Surinder Rambocus étaient criblés de balles et portaient les traces d'horribles tortures. La plupart des suppliciés avaient trois ou quatre impacts de balles dans le crâne, ce qui tendrait à infirmer la thèse officielle de la tentative de fuite. D'après un employé de la morgue, une quarantaine de corps auraient été ramenés dans les locaux mortuaires après cette nuit sanglante, dont ceux de quelques soldats qui ont refusé d'exécuter les ordres.

Parmi les morts officiellement reconnus, on compte aussi un journaliste de gauche, Lesly Rahman, et Bram Behr, directeur de l'hebdomadaire communiste *Mokro*, de tendance albanaise. Quelque peu embarrassé, M. Dick de Bie, proche conseiller du lieutenant-colonel Bouterse et chef du service national d'information, explique : *« La contradiction n'est qu'apparente, car souvent l'extrême gauche fait objectivement le jeu de la droite. Comment les choses se sont passées ? Vous savez, moi, je n'y étais pas. Mieux vaut poser la question au commandant Bouterse. »*

M. de Bie croit pouvoir se référer aux exemples du Chili et de la Jamaïque pour tenter de justifier ce qui s'est passé : *« Nous avons été confrontés à une tentative de déstabilisation alimentée par les critiques de la presse, l'effervescence à l'Université et les revendications salariales exagérées des syndicats. Une loi élémentaire de la société veut que, quand vous avez le pouvoir, vous ne le lâchez pas sans vous battre. »*

Cette réaction de folie meurtrière d'un quarteron de militaires sentant le pouvoir leur échapper aura coûté très cher au Suriname. Même si l'on s'en tient au chiffre officiel de quinze morts soigneusement choisis au sein d'une opposition réelle ou supposée, c'est énorme pour un pays de 360 000 habitants. A l'échelle française, cela reviendrait à supprimer quelque deux mille cinq cents personnes en une seule nuit.

Une mosaïque ethnique

A en juger par les résistances que rencontrent les militaires, le Suriname n'était pas mûr pour pareille expérience. Mosaïque ethnique, le pays reste fortement compartimenté et, dans l'ensemble, peu politisé. Sept ans après l'indépendance, le sentiment national est loin d'être forgé, et les habitants se sentent souvent hindous, créoles, javanais, noirs ou chinois, plutôt que surinamiens. De plus, il existe une bourgeoisie commerçante bien structurée, traditionnellement liée aux Pays-Bas et dont la prospérité se fonde essentiellement sur les importations. Le rapprochement amorcé avec Cuba et Grenade, puis l'ouverture d'une ambassade soviétique à Paramaribo, avaient détonné dans un pays jusqu'alors tourné vers l'Occident.

La confusion idéologique des militaires, malgré leurs professions de foi anti-impérialistes, n'avait pas non plus contribué à rassurer les Surinamiens. La violence inaccoutumée avec laquelle le lieutenant-colonel Bouterse s'est efforcé de remettre le pays au pas a profondément surpris : *« En une nuit*, constatait un diplomate, *les militaires surinamiens ont fait 70 % du chemin qui mène aux méthodes employées par les dictatures d'Amérique centrale. »* En tout cas, à Paramaribo, d'aucuns n'hésitent pas à établir un lien entre les derniers événements et l'arrivée, deux mois plus tôt, d'un ambassadeur cubain de choc, M. Osvaldo Cardenas, officier supérieur longtemps en poste en Afrique. On dit de lui qu'il aurait conseillé au lieutenant-colonel Bouterse de se montrer plus radical s'il tenait à sauver son poste et son pouvoir. Des Surinamiens affirment avoir entendu des soldats parler espagnol dans la fatidique nuit du 8 décembre. Mais certaines informations sur la présence de conseillers cubains, publiées aux Pays-Bas, paraissent exagérées.

Si un certain désarroi est perceptible dans la population, les Surinamiens ne semblent pas se résigner. Vêtues de noir en signe de deuil, plusieurs centaines de femmes ont donné l'exemple au lendemain des exécutions sommaires de Fort-Zeelandia en défilant jusque devant le palais présidentiel, où elles ont ramené le drapeau cubain qui flottait sur une esplanade aux côtés des couleurs des douze autres pays avec lesquels le Suriname entretient des relations. Un « journal du peuple » est distribué clandestinement, des tracts font leur apparition de temps à autre et quelques inscriptions hostiles à la dictature sont visibles sur les murs. La colère rentrée est surtout sensible dans la communauté hindoue, à laquelle appartenaient le lieutenant Rambocus et plusieurs autres personnes exécutées. *« Avant, nous avions la corruption, aujourd'hui, nous avons des assassins »*, dit avec rogne une jeune fille.

Dans l'entourage du lieutenant-colonel Bouterse, on admet que *« le niveau d'organisation des masses est bas »* et que le Front révolutionnaire, créé en novembre 1981, est en veilleuse. *« Dans les circonstances actuelles*, indique M. de Bie, *nous n'avons plus le choix. Il importe de réunir toutes les forces progressistes dans une avant-garde politique. Nous avons déjà des comités populaires et un petit groupe de miliciens pour assurer des tâches de surveillance pendant la nuit. Nous allons développer les milices, car armer le peuple est le meilleur moyen de le défendre. »*

JEAN-CLAUDE BUHRER.

El Salvador

La guérilla profite des divisions au sein de l'armée pour s'emparer de positions gouvernementales

San-Salvador *(A.F.P., Reuter)*. — Le président du Salvador, M. Alvaro Magana, est intervenu pour la première fois, le lundi 10 janvier, dans le conflit qui oppose le ministre de la défense, le général José Guillermo Garcia, au colonel Ochoa Perez, commandant militaire de la province de Cabanas.

Il a déclaré, dans un communiqué, que la mutinerie du colonel et de ses mille deux cents soldats représentait un grave danger pour le pays, et il lui a ordonné d'obéir aux ordres du ministre de la défense.

Les guérilleros ont profité de ce conflit pour lancer une offensive dans le département de Chalatenango, voisin de celui de Cabanas, où se trouvent les mutins. Ils se sont emparés de la localité de Tejutla, qui est située à 70 kilomètres seulement au nord de la capitale. Ils ont occupé une dizaine d'autres positions gouvernementales.

Le général Garcia a réaffirmé lundi qu'il n'était pas disposé à céder aux exigences du colonel rebelle et à donner sa démission, car seul le président de la République est en droit de formuler une telle exigence. Il a déclaré, d'autre part, que la rébellion de son subordonné faisait partie d'une *« conspiration »* destinée à renverser le gouvernement du président Magana. Elle *« cache une manipulation politique de secteurs que tout le monde connaît »*, a-t-il dit, faisant allusion à l'extrême droite du commandant Roberto d'Aubuisson, président de l'Assemblée nationale, avec qui le colonel Ochoa Perez semble très lié.

La mutinerie était, ce mardi, de plus en plus isolée après que la quasi-totalité de l'armée eut réaffirmé son soutien aux autorités militaires. Vingt-huit chefs militaires ont signé un communiqué condamnant la rébellion. Seuls le commandant en chef de l'armée de l'air, le colonel Rafael Bustillo, et le chef de la 1re brigade d'infanterie, le colonel Adolfo Blando, ont apporté leur appui tacite au colonel Ochoa.

Aussi bien ce dernier que le ministre de la défense ont réaffirmé lundi qu'ils cherchaient un règlement et que leur différend ne dégénérerait pas en conflit armé.

États-Unis

Le ministère de la justice s'attaque aux quotas d'embauche pour les minorités

De notre correspondante

New-York. — Pour la seconde fois en un mois, le ministère de la justice est intervenu pour tenter de s'opposer à l'application de la loi contre la discrimination raciale dans la vie professionnelle. Le ministère vient de demander à un tribunal fédéral de déclarer illégale la décision de la police de La Nouvelle-Orléans de promouvoir un officier noir pour chaque officier blanc jusqu'à ce que les deux communautés soient également représentées aux échelons supérieurs des forces de l'ordre.

Le ministère de la justice fait valoir que l'application de cette décision — qui correspond exactement au système mis au point par l'administration Johnson pour assurer l'intégration professionnelle des minorités — constitue une violation des droits constitutionnels des citoyens et se traduit par une discrimination de fait contre les officiers de police blancs.

Le 17 décembre, le même ministère avait demandé à la Cour suprême de déclarer illégale une décision de la municipalité de Boston, contrainte à des économies budgétaires, de licencier autant de sapeurs-pompiers blancs que noirs, compte tenu de leur ancienneté professionnelle, de façon à maintenir une équilibre racial parmi les pompiers en exercice. C'était la première fois que l'administration Reagan intervenait ainsi aussi ouvertement contre le système des quotas mis au point par les précédentes administrations (1).

Les organisations qui militent pour les droits civils s'inquiètent de cette prise de position qui va beaucoup plus loin que les deux affaires célèbres de Bakke, en 1978, et de Weber, en 1979, dans lesquelles un étudiant et un métallurgiste, tous deux Blancs, obtinrent des décisions de justice reconnaissant qu'ils avaient été victimes de discrimination raciale. Le ministère de la justice estime que les quotas constituent *« une atteinte injuste aux intérêts d'innocents employés non noirs »*.

L'affaire de La Nouvelle-Orléans est d'autant plus grave que la ville compte 55 % de Noirs, et qu'en accroissant la proportion de policiers noirs, la municipalité espérait faire respecter plus facilement « la loi et l'ordre ». Les dernières émeutes de Miami ont démontré, une fois de plus, que la présence de trop nombreux policiers blancs dans une population largement de couleur est un facteur de tension et, parfois, de drames.

NICOLE BERNHEIM.

(1) Le système des quotas consiste à respecter dans l'embauche la proportion existante des minorités dans la population locale. Les quotas ont considérablement aidé à l'intégration professionnelle des minorités raciales, bien que les calculs aient souvent été dénaturés par l'inclusion de la « minorité » féminine. Le système a cependant fait l'objet de nombreuses critiques, y compris de la part d'activistes noirs. L'administration Reagan, elle, n'a jamais caché son antipathie à son égard, mais n'avait guère, jusqu'ici, osé l'attaquer aussi ouvertement.

ASIE

Cambodge

ALORS QUE LES MANŒUVRES DIPLOMATIQUES SE POURSUIVENT

Les troupes de Hanoï ont lancé une offensive limitée à la frontière khméro-thaïlandaise

De notre correspondant en Asie du Sud-Est

Bangkok. — Les troupes vietnamo-khmères ont lancé près de la frontière thaïlandaise, lundi 10 janvier, une nouvelle offensive pour tenter de reprendre le contrôle de plusieurs villages cambodgiens, notamment Ban-Yeang-Dangkum, situé à environ 5 kilomètres à l'intérieur du pays, dont les soldats du Front national de libération du peuple khmer (F.N.L.P.K.) s'étaient rendus maîtres le 26 décembre dernier. Ces combats, qui paraissaient avoir cessé ce mardi, ont eu lieu à proximité du camp de Nong-Chan, où vivent, de manière précaire, quarante-six mille réfugiés et dans lequel le F.N.L.P.K. et les forces sihanoukistes du Moulinaka disposent de bases militaires.

Pour regagner le terrain perdu à partir duquel elles tenaient les camps de la frontière sous le feu de leurs canons, les troupes de Hanoï ont, semble-t-il, engagé de puissants moyens, notamment des chars. Au moins une dizaine de personnes, dont des civils, auraient trouvé la mort au cours des bombardements. Le Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.-R.) a doublé, depuis début décembre, les effectifs de son hôpital chirurgical installé au camp de Khao-I-Dang, à proximité de la frontière, compte tenu de *« l'augmentation considérable des admissions d'urgence — cinquante-six depuis le 1er janvier — due à l'intensification des opérations militaires »*.

Toutefois, les opérations militaires déclenchées par les troupes vietnamiennes ne semblent pas avoir l'ampleur qu'elles avaient eue l'an dernier à la même époque. Il est peu probable que les autorités de Hanoï veuillent lancer contre les forces khmères rouges et nationalistes une offensive de grande envergure, dans la mesure où elles sont engagées dans une autre offensive, politique celle-là, pour se gagner des appuis au sommet des pays non alignés qui doit se réunir du 1er au 11 mars à New-Delhi (*le Monde* du 7 janvier).

Les opérations de guérilla conduites par les Khmers rouges, le F.N.L.P.K. et le Moulinaka préoccupent beaucoup moins Hanoï que la présence du prince Sihanouk à la tête du gouvernement de coalition. Si l'ancien souverain, dans une note confidentielle expédiée, l'automne dernier, à ses compatriotes et amis étrangers, avait jugé *« impossible — pour un certain temps — (...) de mener des activités politiques et diplomatiques normales »*, il n'en a pas moins récemment confirmé son intention de demeurer *« président du Kampuchéa démocratique »*. Convaincu de représenter *« un gros capital au plan international »*, l'ancien chef de l'Etat cambodgien est suffisamment lucide pour se rendre compte que ses amis et ses alliés *« cherchent ardemment à (l')utiliser pour servir leurs propres intérêts »*. D'où cette semi-retraite qui tient lieu d'avertissement (voir *le Monde* du 4 janvier).

A la veille du sommet de New-Delhi, les dirigeants vietnamiens ne seraient pas fâchés de voir le gouvernement de coalition succomber à ses querelles intestines. Aussi ont-ils tout intérêt à placer le prince Sihanouk en porte-à-faux par rapport à ses partenaires en feignant de s'intéresser à sa personne.

Neutraliser le prince Sihanouk

Le Vietnam a-t-il demandé à la Belgique de lui ménager une entrevue avec le prince Sihanouk, comme le bruit en a couru à Bangkok ? M. Ha Van Lau, vice-ministre vietnamien des affaires étrangères, vient de le démentir. Les autorités de Hanoï auraient-elles, par ce même canal, *« sollicité une médiation »*, comme M. Leo Tindemans, le chef de la diplomatie belge, de passage en Thaïlande, l'a laissé entendre ? Un porte-parole du gouvernement vient, à Bruxelles, de le démentir. *« Les diplomates vietnamiens ont des conversations normales sur tel ou tel sujet avec des diplomates d'autres pays*, a précisé, de son côté, M. Lau. *Il ne faut pas interpréter ces conversations comme des initiatives diplomatiques de la part du Vietnam. »*

Les dirigeants de Hanoï ne désespèrent peut-être pas de récupérer, ou plus précisément de neutraliser, le prince Sihanouk. Mais à une condition qui, pour celui-ci, est inacceptable : reconnaître le fait accompli à Phnom-Penh. M. Chea Sim, président de l'Assemblée nationale de Phnom-Penh, vient de le répéter : *« La situation révolutionnaire du Cambodge est irréversible. »* Pour sa part, lors d'un discours prononcé à l'occasion de la fête nationale, le 7 janvier, M. Heng Samrin, secrétaire général du P.C.K., a qualifié l'ancien chef de l'Etat de *« politicien vendu, complice de la clique de génocide Pol Pot-Ieng Sary-Khieu Samphan, d'exilé, de traître à son peuple »*.

L'approche du sommet de New-Delhi et le souci des Vietnamiens de ne pas s'y voir infliger une humiliante défaite par leurs pairs nonalignés vont-ils inciter les autorités de Hanoï à multiplier, dans les semaines à venir, les initiatives propres à créer un climat qui leur soit favorable ? Le Cambodge, le Laos et le Vietnam pourraient saisir le prétexte du premier sommet indochinois — qui, selon des sources autorisées, devrait se réunir début mars à Vientiane — pour présenter, sous un nouvel éclairage, leur proposition de *« zone de paix et de stabilité en Asie du Sud-Est. »*

« Nous n'avons offert aucun plan de médiation, ni pris aucune initiative en la matière », indique-t-on, en tout cas, de sources diplomatiques belge et française à Bangkok, pour mettre un terme aux rumeurs alimentées par des propos sibyllins du général Prem Tinsulanond, premier ministre thaïlandais. A Bruxelles ou à Paris, on ne refuserait cependant pas ses bons offices si toutes les parties intéressées au conflit le demandaient.

Il y a, en revanche, une *« solution Ceausescu »*, que le président roumain a présentée à ses interlocuteurs lors de son récent voyage en Asie du Sud-Est. Une solution que le prince Sihanouk a jugée *« autrement plus raisonnable »* que beaucoup d'autres. Elle prévoirait un règlement de la question cambodgienne en plusieurs temps, impliquant des contacts entre l'ancien chef de l'Etat et les responsables soviétiques, les dirigeants vietnamiens et les diverses factions cambodgiennes.

Quant au « plan chinois » qui aurait été présenté aux Soviétiques, il prévoirait, en lever de rideau à des négociations, l'engagement solennel par Hanoï d'un retrait de ses troupes du Cambodge et, à titre de bonne volonté, un dégagement symbolique de quelques unités. Jusqu'à maintenant, les autorités vietnamiennes ont toujours refusé d'hypothéquer l'avenir aussi longtemps que persiste, à leurs yeux, *« la menace chinoise »*.

JACQUES DE BARRIN.

Afghanistan

UNE QUINZAINE DE CONSEILLERS SOVIÉTIQUES AURAIENT ÉTÉ ENLEVÉS PAR DES RÉSISTANTS

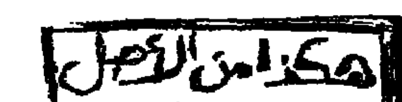
Islamabad *(A.F.P.)*. — Quatorze à seize conseillers soviétiques civils ont été enlevés par des résistants la semaine dernière en plein jour dans le bazar central de Mazar-I-Sharif, la principale ville du nord de l'Afghanistan, a-t-on appris, mardi 11 janvier, à Islamabad de source diplomatique occidentale. Cette source, qui cite plusieurs informations en provenance de Mazar-I-Sharif, a précisé qu'une ou deux femmes pourraient se trouver parmi les conseillers enlevés. Aucune indication n'a été fournie sur le sort de ces personnes.

Les diplomates ont indiqué que les autorités soviétiques et afghanes de la ville avaient arrêté de nombreuses femmes afghanes pour les interroger sur les activités de leurs maris et de leurs fils susceptibles d'être les ravisseurs. Ces femmes ont été libérées après quelques jours, ont-ils précisé.

Japon

- M. ICHIRO NAKAGAWA, qui était candidat en novembre dernier à la présidence du parti libéral démocrate (P.L.D.), gouvernemental, est décédé le dimanche 9 janvier d'une crise cardiaque. Âgé de cinquante-sept ans, M. Nakagawa occupait dans le précédent gouvernement le poste de ministre d'État chargé des sciences et de la technologie. — *(Reuter.)*





Philippines : rébellions, répression, récession

II. – L'armée face aux campagnes

Pays le plus catholique d'Asie, les Philippines connaissent actuellement un sérieux conflit entre le pouvoir temporel et spirituel, que détiennent deux fortes personnalités, le président Marcos d'un côté et le cardinal Sin, archevêque de Manille (*le Monde* du 11 janvier).

De notre envoyé spécial R.-P. PARINGAUX

Manille. – « *Certains* [prêtres rebelles] *sont de vrais psychopathes. Les autres sont peut-être frustrés par le fait que l'Église catholique ne fournit aucune réponse aux problèmes quotidiens : l'appauvrissement, l'ignorance, le crime* » (président Marcos, décembre 1982). « *Tous ceux qui critiquent le gouvernement (...) sont qualifiés de subversifs procommunistes. Les militaires fabriquent des preuves contre des prêtres. Le gouvernement devrait se demander pourquoi les prêtres agissent comme ils le font. Il devrait aller au fond des choses, là où vous rencontrez la pauvreté, les abus et la corruption* ». (Mgr Mabutas, président de la conférence épiscopale, décembre 1982).

Doubles propos révélateurs d'un phénomène classique : la misère et les abus favorisent les rébellions, qui favorisent la répression. Une logique absurde favorise les violences de toute sorte. Face à la progression récente des « rouges » dans les campagnes, l'armée a carte blanche. Les excès qu'elle commet contre des populations longtemps abandonnées à leur triste sort profitent aux insurgés et augmentent le chaos. Un surcroît de troupes s'impose alors : c'est l'escalade. Ceux qui dénoncent les abus ou qui s'efforcent d'aider les populations sont, comme elles, pris entre deux feux.

Massacres

« *Dans certaines zones rurales le scénario est familier. Un groupe de soldats ivres rossent un paysan et violent sa femme. L'homme n'ose pas rapporter ce crime par peur des représailles. Il s'adresse à son prêtre. Outragé, celui-ci proteste. Parfois, il aide les paysans à s'organiser pour résister aux abus. Bientôt l'armée l'accuse de subversion* (1). » Cela va parfois plus loin. La presse est pleine de ces brèves dépêches relatant non seulement des pillages et des viols, mais également des meurtres et parfois des massacres. Certains sont imputés aux communistes, d'autres aux « bavures » de la guerre ; d'autres encore révèlent des violences délibérées de la part des soldats et policiers contre la population et ceux qui cherchent à l'assister.

« *Le Père Allingang*, nous disait un jésuite, le Père Reuter, *fut témoin du viol d'une jeune femme par des soldats. Malgré plusieurs avertissements, il continuera à protester pour que justice soit faite. Il fut tué, son meurtre fut imputé à la NAP, et l'affaire fut classée.* » En avril 1982, Remberto de La Paz, un jeune médecin qui avait choisi de vivre parmi les pauvres de Catbalogan (Samar), fut tué dans sa petite clinique. « *Pour l'exemple, pour décourager les vocations embarrassantes* », disent les juristes qui ont empêché que l'affaire ne soit enterrée et qui ont fini par révéler la main de l'armée dans ce meurtre. Mais l'assassin n'a pas été jugé.

En 1981, plusieurs massacres : dix-sept morts et deux cents blessés pendant la messe de Pâques dans la cathédrale de Davao, quarante-cinq autres dans le village de Sagod – pour ne citer que les plus importants, – furent attribués à des groupes para-militaires, tel le tristement célèbre « Commando perdu », qui se vante d'exercer une « justice » sommaire. Malgré les résolutions officielles, ces groupes, que l'on dit protégés en haut lieu, continuent à opérer en toute impunité.

Le nombre des disparitions et des exécutions sommaires continue d'ailleurs à augmenter. Dans un rapport intitulé « Disparitions, tortures et assassinats politiques » aux Philippines, publié en septembre dernier, Amnesty International écrivait notamment : « *Les forces gouvernementales ont au cours des dix-huit derniers mois, et en dépit de la levée de la loi martiale, arrêté illégalement, torturé et tué arbitrairement des centaines de personnes à travers le pays* » (*le Monde* du 23 septembre 1982). Dans une conférence de presse tenue à la même époque aux États-Unis, où il effectuait une visite officielle, M. Marcos avait rejeté ces conclusions, accusant Amnesty d'« *écouter des rumeurs* » et de faire « *de la propagande communiste* ». M. Reagan, avait-il précisé, n'a pas soulevé le problème des violations des droits de l'homme aux Philippines « *parce que ce n'est pas la politique de notre gouvernement* ».

Pacification et multinationales

La pacification, avec depuis peu des regroupements de populations dans des hameaux stratégiques, semble évoluer selon des critères qui furent, sur une bien plus grande échelle, appliqués en Malaisie et au Vietnam. Dans le Sud, cette évolution *favorise la déforestation illégale* et la progression des multinationales *engagées dans* l'agro-alimentaire en association avec des groupes industriels philippins.

La militarisation de provinces entières a été jugée nécessaire, d'abord pour combattre la rébellion des musulmans du Sud – qui paraît aujourd'hui très affaiblie – puis, plus *récemment*, la progression du P.C. En 1976, M. Marcos affirmait que la loi martiale avait permis de réduire ses effectifs combattants à neuf cents, ils seraient aujourd'hui d'environ six mille.

Cependant, l'une des contreparties de cette politique a été un gonflement très rapide des effectifs de l'armée gouvernementale (passés de soixante mille hommes en 1975 à quelque trois cent mille aujourd'hui) au détriment de la qualité et de la discipline.

Les autorités affirment qu'il ne faut rien exagérer, que les Philippines ne sont pas le Salvador et que des mesures sont prises pour limiter certains excès de la troupe. Selon le président lui-même, depuis 1972 un demi-millier d'officiers ont été convaincus d'abus de pouvoir et plus de sept mille soldats renvoyés de l'armée. Plus de dix mille policiers auraient également été « *sanctionnés* ». Tout dernièrement, des mesures, telle l'interdiction des bars et night-clubs aux militaires armés et en uniforme, ont été décrétées par l'état-major pour limiter les crimes de droit commun commis au nom de la sécurité nationale.

« *Promesses que tout cela*, dit l'ancien sénateur José Diokno, avocat. *La violence gouvernementale est une politique délibérée. Ce n'est pas la première fois que des mesures sont annoncées, mais rien ne change ; les criminels ne sont pas jugés. Il n'y a plus de justice aux Philippines, du moins les gens n'y croient-ils plus. Ils ont eu trop d'exemples de juges obéissant au pouvoir ou refusant de juger. Même le respect pour la Cour suprême a disparu*, affirme-t-il. *Après dix années de loi martiale et de répression, les mêmes problèmes demeurent, quand ils ne se sont pas aggravés. Si le pouvoir fait tant de bruit à propos de complots – de* l'Église, de la presse, de l'opposition *en exil, – c'est pour détourner l'attention des réalités.*

» *Il sait bien que 1983 sera pour l'économie et pour la population une très mauvaise année. Et c'est le secteur moderne, celui de Manille, où M. Marcos a le plus de soutien, qui risque d'être le plus affecté. Pour le reste, l'économie de subsistance permettra tant bien que mal de se débrouiller. Cela peut difficilement être pire. Nous avons ici un proverbe qui résume bien la situation : « Quand on dort par terre on ne risque pas de tomber plus bas.* »

(1) *Asiaweek*, 17 décembre 1982.

Prochain article :

L'ÉTAT FACE A LA CRISE





Le Monde

politique

M. Rocard : la perspective d'une réduction de la durée du travail pour lutter contre le chômage n'est pas abandonnée

On disait M. Michel Rocard triste, un rien amer, voire franchement déprimé. S'il en a bien été ainsi pendant de longs mois, cette période de mélancolie est terminée. Le ministre du Plan s'amuse. Il rit même, quelquefois.

Ainsi, il a *« bien ri »* lorsqu'il a appris que le départ du gouiuvernement de M. Jean-Pierre Cot, son ami, ne devait pas être interprété comme le résultat d'un désaccord sur les droits de l'homme et la politique de coopération. Cette explication délivrée par le bureau exécutif du parti socialiste — cette *« instance supérieure »*, comme dit M. Rocard, qui en rit encore — ne convient pas au ministre du Plan qui s'était lui-même chargé d'en donner une, exactement inverse. (*Le Monde* du 10 décembre.)

M. Rocard se réjouit aussi, avec quelque perfidie, de constater que ses thèses sur la *« mutation »* du monde — il préfère ce terme à celui de *« crise »* — sont aujourd'hui partagées par l'ensemble du gouvernement. Certes, ses quarante-trois collègues ont traversé une épreuve douloureuse lorsqu'il leur a fallu *« prendre conscience de la dureté du message »* qui leur avait été délivré dans le document d'orientation du IXe Plan. Mais, après un *« temps d'accoutumance »*, ils se sont faits à l'idée selon laquelle la croissance intérieure échappe au domaine du rêve.

Quant aux performances du secteur nationalisé, M. Rocard est *« probablement le moins déçu »* parmi les membres du gouvernement, car il n'était *« probablement pas de ceux qui se faisaient le plus d'illusions »*.

Critique à l'égard de la direction du parti socialiste, à laquelle il s'oppose sur l'interprétation de l'affaire Cot, M. Rocard continue d'observer un comportement marginal, y compris au sein du gouvernement. Non pas qu'il s'en désolidarise le moins du monde, puisqu'il considère que ce sont ses collègues qui se solidarisent avec ses idées. Mais quelque peu hautain, il observe et commente avec ironie l'action d'une équipe dont il fait partie tout en restant sur son quant-à-soi.

JEAN-YVES LHOMEAU.

M. Michel Rocard, invité le lundi 10 janvier, de l'émission « Face au public » sur France-Inter, a déclaré, à propos de la politique de rigueur économique conduite par le gouvernement : *« Je suis très heureux que les inquiétudes que j'avais pu émettre soient maintenant partagées par la totalité du gouvernement ».* « *Il est excellent*, a-t-il dit, *que le gouvernement ajuste sa gestion* » à la situation nouvelle du monde telle qu'il l'avait décrite dans le passé lui-même. « *Nous vivons une mutation, un vaste changement — le mot crise est un mot malheureux — du monde qui va aller vers un avenir économique beaucoup moins rayonnant que ces fantastiques vingt-cinq année de croissance ininterrompues qu'on a connues depuis l'après-dernière guerre* », a-t-il estimé.

Interrogé sur la préparation du IXe Plan qui l'a mis brièvement en difficulté au sein du gouvernement, M. Rocard a déclaré : « *Il a fallu un temps d'accoutumance et que mes collègues du conseil des ministres prennent le temps d'une réflexion plus attentive (...) Nous avions probablement sous-estimé les délais nécessaires pour que les quarante-trois ministres prennent conscience de la dureté (du) message* » selon lequel l'état de la balance des paiements de la France interdit à notre pays d'avoir une croissance intérieure plus rapide que celle de ses grands partenaires commerciaux.

A propos de l'emploi, le ministre du Plan a affirmé : « *La perspective d'une amélioration du niveau du chômage grâce à une réduction du travail n'est pas du tout abandonnée. Simplement, ce qui s'est passé l'année dernière nous a démontré que la société française tout entière est complètement crispée, bloquée, et ne veut pas accepter un vrai partage de la durée du travail. Le monde patronal n'ose pas prendre le risque de réfléchir à une réduction substantielle de la durée du travail compensée par une réorganisation du processus de production. Si on doit produire moins, on fera plus de chômage. Mais si, quand le travail passe de quarante à trente-cinq ou trente heures, la durée effective pendant laquelle un outillage est en production passe de quarante à soixante-dix ou quatre-vingts heures la semaine, là, l'économie s'assainit (...). Le monde syndical a aussi montré l'année dernière qu'il était davantage organisé autour de la solidarité de ceux qui ont un emploi et un salaire pour le protéger, face à tous ceux qui n'en ont pas. Le monde syndical ouvrier français ne s'est pas conduit comme étant solidaire des chômeurs.* »

Le départ de M. Cot

Parlant du départ de M. Jean-Pierre Cot du gouvernement, M. Rocard a indiqué qu'il avait « *bien ri* » en prenant connaissance du communiqué du bureau exécutif du P.S. publié le 7 janvier. Selon ce texte, sur lequel les amis de M. Rocard membres du bureau exécutif se sont abstenus, le P.S. approuve la position exprimée par M. Jospin, premier secrétaire, et qui fait « *justice des propos tendancieux répandus dans la presse (...) selon lesquels ce départ s'expliquerait par des désaccords politiques entre ce ministre, le gouvernement, la présidence de la République et le parti socialiste portant sur la question des droits de l'homme et le caractère novateur de la politique de coopération de la France* ». « *J'ai conclu*, a dit M. Rocard, *que puisqu'il n'y avait pas de problème politique, M. Cot avait dû partir par erreur, et c'est la seule explication que j'ai reçue de cette autorité supérieure (le bureau exécutif du P.S.).* » M. Rocard estime pour sa part qu'« *il y a dû y avoir un conflit quelque part* ».

Le ministre, du Plan considère que « *si les problèmes internes du parti socialiste devaient se gérer longtemps sur la base des votes d'un congrès qui a eu lieu il y a trois ans et demi* (le congrès de Metz, en 1979) *à propos de débats dont tout le monde a oublié le contenu réel de l'époque, nous serions probablement tous fichus* (...) *Je suis persuadé que lorsque viendra, au parti socialiste, le temps des débats sérieux pour l'avenir, si nous retrouvons les anciens clivages on ne fera rien de bon, et si nous nous posons de vrais problèmes et que nous savons en débattre, les anciens clivages éclateront dans tous les sens* ».

Les propos prêtés à M. Chirac sur M. Mitterrand

« DÉRISOIRES ET SANS INTÉRÊT » déclare le maire de Paris

M. Jacques Chirac a reçu, lundi matin 10 janvier, à l'Hôtel de Ville, les vœux de la presse étrangère accréditée à Paris. A cette occasion, le maire de la capitale a été interrogé sur les propos qu'il avait tenus la semaine dernière devant quelques journalistes américains. M. Chirac aurait alors accusé M. Mitterrand d'être l'« *otage des communistes* ». Comme on lui demandait : « *Qu'avez-vous dit à propos des relations entre M. Mitterrand et les communistes ?* », M. Chirac a répondu : « *Pas ce qu'a rapporté un journaliste, qui a cru devoir faire un article de seconde main. Ce sont des propos dérisoires et sans intérêt, au sujet desquels je n'ai pas l'intention de polémiquer.* »

Le maire de Paris a ajouté : « *Si la déontologie a tout son sens pour la plupart des journalistes, il existe, toutefois, parmi vous, comme dans les autres catégories sociales, des gens qui n'ont pas le respect de la règle. Je crois que le succès d'une carrière de presse tient à la capacité de tenir ses engagements.* »

Au cours de la conversation, l'ancien premier ministre a rendu hommage à la politique conduite par le chef de l'État pour ce qui concerne les relations entre la France et l'Allemagne. Cette politique, a-t-il dit, est un élément déterminant pour l'équilibre européen.

Dans la soirée de lundi, M. Chirac a répondu au micro de R.T.L. à M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., qui l'avait accusé d'avoir diffamé le président de la République (*le Monde* du 11 janvier). Le maire de Paris a déclaré : « *M. Jospin a manqué une belle occasion de se taire. Les propos qui m'ont été prêtés sont dépourvus de fondement et de crédibilité.* »

LA PRÉPARATION DES ÉLECTIONS MUNICIPALES

Loiret : unions délicates à Orléans et à Montargis

De notre correspondant

Orléans. — Rien n'est encore résolu à Orléans, et des difficultés pour faire l'union sont apparues à droite comme à gauche.

A droite, on pensait que le maire sortant, *M. Jacques Douffiagues* (U.D.F.-P.R.), qui se représente, aurait le champ libre. Mais M. Henri Duvillard, ancien ministre des anciens combattants du général de Gaulle, et ses amis encore nombreux souhaitent constituer une liste. Celle-ci serait conduite non par l'ancien *ministre, qui n'a plus* aujourd'hui de mandat électif et n'a pas envie de reprendre du service, mais par un de ses fidèles, M. Pierre Molinier, pharmacien à Orléans. Elle comprendrait notamment deux actuels conseillers municipaux élus en 1977 sous l'étiquette du R.P.R., MM. Jean Carrier et Jacques Dupont, ainsi que des militants du Mouvement démocrate français, parmi lesquels son secrétaire général, M. Henri Souquereau. M. Molinier a présenté la liste « *Duvillard* » — on l'appelle ainsi déjà à Orléans — comme étant celle « *de la troisième voie* », prônant « *l'union des Français avant l'union des partis* », et il cité Gœthe : « *Toute œuvre d'opposition est une œuvre négative.* »

Cette dissidence a mis la famille gaulliste en effervescence et a révélé une crise qui couvait depuis longtemps : de nombreux militants du R.P.R. sont partagés entre l'obéissance au parti de M. Chirac et leur fidélité au gaulliste « *historique* » qu'est M. Henri Duvillard.

Cette situation ne facilite pas la tâche de M. Jacques Douffiagues, qui conduira la liste officielle de l'opposition,où les quatre familles, le parti républicain, le R.P.R., le C.D.S. et les radicaux, seront présentes : le nouveau responsable départemental du R.P.R., M. Gérard Marchand, apparaîtrait en seconde position sur la liste que met au point M. Douffiagues.

A gauche, le P.S. et le P.C. n'ont pas encore réalisé d'accord. Compte tenu de la polémique qui s'est instaurée publiquement depuis une dizaine de jours, on se demande si les deux partis ne vont pas aller séparément devant les électeurs. Si le P.C., qui est en pleine perte de vitesse à Orléans, ne peut revendiquer la tête de la liste, qui reviendra à M. Jean-Pierre Sueur, député socialiste, il souhaite en revanche *conduire la liste de la majorité* à Montargis. Le maire sortant, M. Max Nublat, est communiste. Mais le P.S. estime que la tête d'une liste d'union doit revenir à l'un des siens: M. Claude Dupont, président du district urbain, qui a devancé M. Nublat aux élections législatives de 1981. A l'élection présidentielle de la même année, M. Mitterrand lui-même arrivait largement en tête devant M. Marchais. Cependant, au premier tour des cantonales de 1979, c'est M. Nublat qui avait devancé M. Dupont avant d'être battu au second tour par un candidat de l'ancienne majorité.

Des primaires à gauche sont donc envisageables et la situation à Montargis bloque un certain nombre d'accords dans le département, en particulier à Orléans. « *Nous ne désespérons pas d'arriver à l'union, mais nos sections prendront dans quelques jours leurs responsabilités* », déclare M. Rémy Blondel, premier secrétaire fédéral du parti socialiste. — R.G.

D'une ville à l'autre

ALLIER

MONTLUÇON. — En dépit de l'accord national conclu le 22 décembre dernier, entre le P.C. et le P.S., qui prévoyait que M. Pierre Goldberg, maire communiste sortant, conduirait la liste d'union, la section socialiste de la ville a décidé, le 8 janvier, de présenter sa propre liste, conduite par M. Albert Chaubard, député socialiste de la deuxième circonscription.

AVEYRON

RODEZ. — M. Roland Boscary-Monsservin, P.R., maire sortant, sollicitera le renouvellement de son mandat à la tête d'une liste d'union de l'opposition. Ancien député, ancien sénateur, ancien ministre et vice-président du conseil régional de Midi-Pyrénées, M. Boscary-Monsservin, qui est âgé de soixante-dix-neuf ans, est maire de Rodez depuis 1966.

FINISTÈRE

BREST. — Après le R.P.R. et l'U.D.F., qui sont parvenus à s'entendre pour constituer une liste d'union conduite par M. Jacques Berthelot, R.P.R. (*le Monde* du 28 décembre 1982), ce sont les partis de la majorité qui ont conclu un accord. Ils ont décidé de présenter une liste unique qui comprendra trente-huit socialistes, dix-sept communistes, trois membres de l'Union démocratique bretonne et un radical de gauche.

HAUTE-GARONNE

TOULOUSE. — M. Dominique Baudis, candidat de l'opposition à la mairie, a dénoncé l'ampleur des *moyens mis en œuvre par son adversaire de la majorité*, M. Gérard Bapt, député socialiste. Il a notamment estimé qu'« *une telle débauche de moyens de propagande relève de l'intoxication. De telles dépenses, en période d'austérité, sont une insulte à ceux qui doivent s'imposer des sacrifices quotidiens* », a-t-il ajouté.

GERS

SAINT-CLAR. — Mme Nicole Cournot, U.D.F., enseignante, a annoncé qu'elle sera candidate. Elle aura comme adversaire M. André Cellard, maire socialiste sortant, secrétaire d'État auprès du ministre de l'agriculture.

LOIRE-ATLANTIQUE

SAINT-NAZAIRE. — M. Etienne Caux, maire socialiste sortant, a annoncé qu'il *ne* sollicitera pas le renouvellement de son mandat pour des raisons de santé. Une liste d'union de la majorité, qui pourrait être conduite par l'actuel premier adjoint adjoint, M. Batteux, P.S., est en cours de constitution.

MORBIHAN

LORIENT. — M. Jean-Yves Le Drian, maire socialiste sortant et député de la cinquième circonscription, conduira la liste d'union de la majorité. Trente sièges ont été attribués au parti socialiste, seize au parti communiste et trois à l'U.D.B.

Cette liste affrontera celle de l'opposition conduite par M. Guy Guermeur, R.P.R., ancien député.

NIEVRE

NEVERS. — Si M. Daniel Benoist, secrétaire d'Etat aux personnes âgées et maire socialiste sortant, qui conduira la liste d'union de la gauche, est réélu, il cédera sa place, dans un délai de huit à douze mois, à M. Pierre Bérégovoy, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, qui figure en deuxième position sur la liste de la majorité. Ainsi en a décidé la section socialiste de Nevers. La commission exécutive de la fédération du P.S., puis les instances nationales du parti, devront se prononcer sur cet arrangement.

D'autre part, la fédération du R.P.R. de la Nièvre a accepté de participer à la liste que conduira M. Hervé de Charette, délégué national du parti républicain.

• *M. Jacques Chirac*, évoquant les propos de M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., selon lequel une « *perte de dix à quinze villes serait dans la norme* » (*le Monde* du 11 janvier), a déclaré lundi 10 janvier au micro de R.T.L. : « *La victoire de l'opposition commencera avec la première ville perdue par les socialistes. Si je me réfère aux sondages et aux résultats des élections partielles, l'opposition devrait regagner un nombre appréciable de villes. Ces élections sont un moyen de donner un avertissement au P.C. et au P.S. en ne leur confiant pas la totalité des pouvoirs en France.* »



La Nouvelle-Calédonie à l'heure du choix

Nouméa. — Dans ce microcosme des antipodes, aussi éloigné physiquement de la métropole que psychologiquement du Pacifique sud qui l'entoure, où les deux principales ethnies vivent face à face depuis cent trente ans plutôt que côte à côte, une explosion de violence est possible à n'importe quel moment. Embuscade de Mélanésiens contre des gendarmes lundi, près de Sarraméa, attaque de l'Assemblée territoriale par des extrémistes européens le 22 juillet dernier, assassinat, le 19 septembre 1981, du secrétaire général de l'Union calédonienne (indépendantiste), Pierre Declercq, dont les responsables n'ont pas encore été formellement identifiés. S'il dépend bien des extrémistes des deux bords, ou de provocateurs, qu'éclatent des incidents — ayant généralement une origine ethnique, — il dépend aussi des formations politiques locales que de tels incidents soient exploités ou que *tous* les efforts soient faits pour préserver un calme précaire, mais indispensable à l'évolution institutionnelle du territoire.

Cette évolution avait été timidement engagée sous le précédent septennat, accentuant le clivage entre « giscardiens » de la F.N.S.C. et « chiraquiens » du R.P.C.R. (1), qui a culminé l'été dernier lors de l'éclatement de la coalition R.P.C.R.-F.N.S.C. et l'alliance de cette dernière avec le Front indépendantiste (2), sous la direction de M. Jean-Marie Tjibaou, élu vice-président du conseil du gouvernement. Elle s'est poursuivie, après le 10 mai, sous l'impulsion de secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, M. Henri Emmanuelli, et du haut commissaire, M. Christian Nucci, en poste à Nouméa de décembre 1981 à octobre 1982, aujourd'hui remplacé par M. Jacques Roynette.

Un statut de *« très très large autonomie »*, qui ne serait pas sans similarités avec celui, en préparation, sur la Polynésie française, devrait, si le calendrier est respecté, être voté par le Parlement lors de la session de printemps. Une délégation du conseil de gouvernement, composée de MM. Tjibaou et Gaston Morlet (F.N.S.C.), s'est entretenue pendant les fêtes de fin d'année à Paris avec M. Emmanuelli. Le haut commissaire devrait très prochainement engager des conversations avec toutes les formations politiques, suivies de la réunion d'un comité Etat-territoire qui élaborera un nouveau statut. En attendant, les DOM-TOM ont accordé aux élus — c'est-à-dire aux membres du conseil de gouvernement — l'autorité sur les services administratifs jusqu'ici détenue par le haut commissariat.

« Une plus grande autonomie est devenue indispensable, mais, au-delà de l'autonomie de gestion, de nouvelles perspectives doivent être trouvées », déclarait M. Nucci à son départ. Son successeur nous a affirmé être en faveur de l'*« autonomie la plus large »*, comportant même certaines marques extérieures comme un drapeau ou un hymne calédoniens. Le conseil de gouvernement ne serait plus présidé par le « haussaire », comme on dit à Nouméa, mais par un élu. *« Nous irons jusqu'au bout des textes »*, a ajouté M. Roynette.

S'agit-il de profiter du temps gagné pour préparer tranquillement les conditions d'une indépendance ? Oui, affirment pour des raisons différentes majorité et opposition locales. L'administration, dans ses déclarations publiques, reste dans le flou. Pourtant, dans sa diplomatie à l'égard des pays indépendants du Pacifique sud, la France n'a pas caché que le territoire s'achemine vers une autodétermination ayant de fortes chances de déboucher sur une indépendance.

Savoir décoloniser à temps

Au nom du R.P.C.R., M. Lèques, président de l'Assemblée territoriale, *« demande des élections pour le renouvellement de l'Assemblée* — que son parti se dit fort de remporter — *avant toute discussion du statut »*. *« Le R.P.C.R.*, ajoute-t-il, *n'a jamais été opposé à la décentralisation. Mais il est opposé à un statut qui déboucherait un jour sur l'indépendance. L'indépendance canaque et socialiste* — revendiquée par le F.I. — *n'est pas réaliste. » « Si l'indépendance était annoncée par Paris*, précise M. Frouin, membre R.P.C.R. de l'Assemblée, *on se battrait au niveau politique. Que ferons les autres ? Nous ne savons pas. Nous passons notre temps à calmer les gens ! »*

Il fait ainsi allusion au Front calédonien de M. Justin Guillemard, autre élu du R.P.C.R., et qui rassemble autour de lui les plus extrémistes des Néo-Calédoniens d'origine européenne et des « broussards », refuse l'*« indépendance canaque raciste »*, dénonce le *« laxisme des autorités de l'Etat à l'égard des traditionnels fauteurs de troubles »* et entend *« mobiliser »* pour éviter la *« perte »* de *« ce pays magnifique, irremplaçable »*.

Uni contre la coalition F.N.S.C.-F.I. et derrière son chef, M. Jacques Lafleur, le R.P.C.R., en effet, apparaît divisé. Ce que reconnaît

I. — *Vers l'indépendance ?*

De notre envoyé spécial PATRICE DE BEER

pudiquement M. Lèques quand il dit que *« le R.P.C.R. se livre à une réflexion interne sur le statut du territoire »*. On y trouve à la fois des départementalistes, des décentralistes, des autonomistes,... *et même* des indépendantistes !

Témoins ces deux élus mélanésiens, MM. Auguste Parawi Reybas et Victorin Boewa, qui déclarent, hors de la présence de leurs collègues européens « caldoches » : *« L'indépendance est inévitable. Mais en l'an 2000. Il faut d'abord former des cadres ; nous voulons une indépendance préparée. Nous ne voulons pas retourner à un Etat féodal. Nous ne sommes pas des demeurés ! »*, ajoutent-ils, faisant allusion aux structures claniques que le F.I. entend institutionnaliser. *« Nous contestons certaines idées de M. Guillemard »*, ajoute M. Parawi Reybas : *« Il est d'extrême droite, et il agit dans un but électoraliste. »*

Indépendance inévitable ? C'est aussi ce qui semble avoir motivé le choix de la F.N.S.C. de faire un bout de chemin avec les indépendantistes. *« Comme il n'était pas possible de faire des réformes avec le R.P.C.R.*, affirme M. Jean-Pierre Aïfa, président de la F.N.S.C., *et qu'il y avait de graves problèmes économiques et sociaux, la solution était de tenter de former une majorité avec le F.I. Ce n'était pas facile. » « En 1980, les indépendantistes voulaient l'indépendance pour le* « top 82 » ; *aujourd'hui ils parlent du* « top 84 ». *Pour nous, en tant qu'autonomistes, il ne s'agit pas de freiner le mouvement, mais de le contrôler. Si indépendance il y a, il faut sauvegarder au maximum les intérêts de chacun. C'est avec les indépendantistes qu'on peut sauvegarder les intérêts de la France dans la région. En les braquant, on en fera des antiFrançais. »*

Comme M. Aïfa, M. Morlet souhaitait une rapide modification du statut, dans le sens d'une plus large autonomie. Il a été très déçu qu'une ordonnance n'ait pas été promulguée à cet effet, alors que la F.N.S.C. s'est opposée, pour des raisons de principe, au vote par l'Assemblée des ordonnances. Il s'inquiète que *« les Français ne sachent pas partir »*. *« Pour décoloniser, il faut attendre que le sang coule. Les Anglais sont partis, mais ils sont toujours là! »*

« Nous avons juré que nous éviterons de nouveaux incidents comme ceux de septembre 1981 », dit M. Morlet, tandis que M. Aïfa renchérit : *« Nous ferons tout pour que Tjibaou réussisse. »* Une telle attitude est courageuse, car elle coûterait, en cas d'élections anticipées, leurs sièges aux élus de la F.N.S.C. : inquiets, soumis à l'offensive politique du R.P.C.R., les Européens qui soutenaient la F.N.S.C. semblent avoir, en grand nombre rallié M. Lafleur. D'où la volonté de la F.N.S.C. d'obtenir, vite, un nouveau statut du territoire. D'ailleurs, selon M. Morlet, *« si on nous donne l'autonomie, rien ne prouve que le F.I. restera uni, car il y a rivalité entre ses membres »*.

Pour sa part, M. Tjibaou souligne : *« Les relations ne sont pas faciles à vivre avec nos partenaires de la F.N.S.C., qui sont naturellement nos adversaires. »* Mais, le vice-président du conseil de gouvernement ajoute aussitôt : *« Le fait qu'ils acceptent de faire un bout de chemin avec nous est le seul pari intelligent : ils font le pari du « Caldoche » que le Canaque n'est pas mauvais en soi et qu'avec lui, même si c'est dur, on pourra négocier l'avenir. »* Car, *« la revendication de l'autonomie est pour nous une étape* (...). *Je pense que la F.N.S.C. le sait. Nous participerons aux négociations sur le statut si le gouvernement envisage l'ouverture de discussions sur l'étape suivante dans le même « paquet »*.

Conflit de légitimités

D'ailleurs, déclare M. Gabriel Païta, suppléant de M. Roch Pidjot, député apparenté socialiste, leader de l'Union calédonienne, *« Paris ne peut pas parler d'indépendance, ce n'est pas sa responsabilité »*. Echo, en quelque sorte, des positions du gouvernement qui, en parlant d'« autodétermination », n'entend pas préjuger d'un résultat ou d'un autre. Nombreux, actuellement, sont ceux qui doutent qu'un référendum sur l'indépendance recueillerait la majorité des voix : les Canaques ne représentaient en 1976 que 41,7 % de la population — contre 38,1 % aux Européens, 12 % aux Polynésiens et 8,2 % aux autres. Il faudra attendre l'an 2000 pour que la forte natalité permette aux Canaques de devenir majoritaires dans la population de l'île.

Indépendance politique proclamée en septembre 1984, à l'occasion du IVe Festival des arts du Pacifique, qui aura lieu à Nouméa ? Mais indépendance économique beaucoup plus graduelle pour un territoire fortement dépendant de la métropole et disposant de peu de ressources, sa principale richesse, le nickel, connaissant une très grave crise ? Prudent, M. Tjibaou se refuse à entrer dans les détails ; il parle d'une *« accession de fait du peuple canaque à une nationalité »*, de la *« reconnaissance de la légitimité indigène »* fondée sur le projet de Constitution élaboré à l'automne par l'Union calédonienne, mais qui sera *« soumis à négociation »*.

Cette *« légitimité indigène »*, pour le F.I., exclut celle des « Caldoches », des Wallisiens et des Tahitiens, qui sont des « immigrés ». En août dernier, M. Tjibaou déclarait (*le Monde* du 6 août 1982) : *« Seul le peuple indigène, à l'exclusion donc des Français établis sur place, devra être consulté sur une éventuelle possibilité d'accéder à l'indépendance »*. Depuis, les indépendantistes demandent que seuls les « Caldoches » établis sur le territoire depuis plus de vingt ans puissent être consultés. Le projet de Constitution de l'Union calédonienne prévoit en outre, selon son président, M. Lenormand, qu'à l'exception de ceux qui auront aidé dans la lutte pour l'indépendance, les non-Canaques n'obtiendront la nationalité canaque pleine et entière qu'après une délai de onze années.

Bien évidemment, une telle position est considérée comme inacceptable, non seulement par le R.P.C.R., mai aussi par M. Roynette : *« La solution pour l'avenir de la Calédonie repose sur une double condition : d'abord la reconnaissance entière de l'identité canaque, son droit à l'antériorité ; c'est fondamental. Ensuite, le droit pour ceux qui sont venus ici, notamment pour ceux qui ont fait souche, de voir reconnue leur existence, et le droit de rester. Si une des deux conditions n'est pas respectée, on avancera jamais. La France a des devoirs envers les Européens ici. »* D'autre part, une telle position de départ, même si elle est négociable, n'est guère conforme à la Constitution. Pour ne pas parler de son opportunité : comment le F.I. entend-il, comme il le souhaite, convaincre les Européens et les autres ethnies de rester, et obtenir les votes — indispensables lors d'un référendum — d'une minorité substantielle d'entre eux s'il leur conteste le droit de devenir citoyens d'une Calédonie indépendante ?

Paradoxalement, en dehors des milieux politiques, rares semblent les non-Canaques qui se rendent compte que leur avenir se joue aujourd'hui, sous leurs yeux. Rares sont aussi ceux qui réalisent que leur comportement actuel conditionnera leur avenir sur cette terre. Rares enfin, sont ceux qui ont compris la relation affective, culturelle, presque mystique, qui lie le Mélanésien à sa terre, par-delà toute occupation datant de la période coloniale ou toute législation occidentale sur le droit de propriété individuelle.

Prochain article :

Terre et coutume

(1) Fédération pour une nouvelle société calédonienne et Rassemblement pour la Calédonie dans la République.

(2) Ou F.I., regroupant, depuis sa première convention en mars 1981, l'Union calédonienne (U.C.), le principal parti indépendantiste, le Front uni de libération kanak (FULK), l'Union des populations mélanésiennes (U.P.M.), le parti socialiste calédonien (P.S.C.) et la tendance Amoa du Palika (Parti de libération kanake). Le Palika lui-même, plus radical, est resté en dehors du Front.

APRÈS L'EMBUSCADE DE SARRAMÉA

Quinze Mélanésiens interpellés

Une importante opération de police a été engagée, mardi matin 11 janvier, dans la région de Sarraméa, au centre de la Nouvelle-Calédonie, afin de rechercher les auteurs de la fusillade, survenue la veille, au cours de laquelle deux gendarmes mobiles ont été tués (*le Monde* du 11 janvier).

Menée par quatre pelotons de gendarmes mobiles, appuyés notamment par cinq hélicoptères, cette opération s'est traduite par l'interpellation de quinze membres de la tribu mélanésienne des Koindé, après que le village de celle-ci eut été encerclé.

Parmi ces hommes figure un ancien employé de l'exploitation forestière dont les activités sont à l'origine de l'incident. Plusieurs fusils ont été saisis. Un membre de cette tribu a pris la fuite. Le haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie, M. Roynette, a interdit le port et le transport des armes à feu dans le territoire.

Vive émotion dans le territoire

L'embuscade du lundi 10 janvier, dans le centre de la Nouvelle-Calédonie, au cours de laquelle deux gendarmes ont été tués, a provoqué une vive émotion dans le territoire.

Le R.P.C.R. (Rassemblement pour la Calédonie dans la République), dont le président est M. Jacques Lafleur, député R.P.R., a condamné *« la fatalisme aveugle qui a guidé le geste des extrémistes racistes encouragés par les propos irresponsables de ceux qui prônent la déstabilisation »*. Il a lancé un appel au calme en invitant la population *« à ne pas céder à sa légitime indignation et à ne pas tomber dans le piège de la violence »*.

L'association Fraternité calédonienne (anti-indépendantiste et multiraciale) a dénoncé ce qu'elle appelle l'*« action criminelle apparemment concertée »* des événements de Sarraméa. Pour elle, il s'agit d'*« un acte de guerre déclarée »*. Elle invite les habitants du territoire à *« se tenir près des forces vives de la Calédonie »*.

A Paris, M. Jacques Chirac a déclaré, lundi, au micro de R.T.L. : *« Le gouvernement a été extrêmement imprudent lorsqu'il a inventé ce que je ne peux appeler qu'une combine pour modifier la majorité au conseil de gouvernement de façon arbitraire et refusé de procéder à des élections générales afin que tout le peuple se prononce. A partir de là s'est créée une situation de tension. Mais il ne faut pas, dans une telle situation, perdre la raison. Il convient de garder son calme et de faire respecter la loi républicaine. »*

Dans l'attente d'informations plus précises sur les circonstances de l'incident, le secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, M. Henri Emmanuelli, s'est borné à souligner lundi : *« Pour juger des affaire mélanésiennes, il faut bien connaître la Nouvelle-Calédonie, et ne jamais oublier qu'il y existe un droit coutumier auquel les populations sont très attachées, mais qui est parfois en contradiction avec les modes d'application de notre législation. »*

L'IDENTITÉ DES VICTIMES

***Les deux gendarmes mobiles tués* lundi au cours de la fusillade de Koindé appartenaient au groupement d'Aulnay-sur-Odon (Calvados). Il s'agit de deux jeunes célibataires, Eric Galardon, vingt-deux ans, et Jacques Morice, vingt-trois ans. Quatre autres gendarmes ont été blessés : un chef d'escadron, le commandant Jean-Claude Depoire, du groupement de Thionville (Moselle), grièvement atteint, deux adjudants, Jean Adelis et Jacques Blanchard, et un gendarme, Christian Leguilloux, tous trois appartenant au groupement d'Aulnay-sur-Odon.**

POLITIQUE

LA SITUATION EN CORSE

L'INSTALLATION DE M. ROBERT BROUSSARD

Une déclaration de guerre du secrétaire d'Etat à la sécurité publique

De notre envoyé spécial

Ajaccio. – Heureusement, il y a eu ce gag : à l'heure où M. Joseph Franceschi s'en prenait sans détour aux clandestins séparatistes sous les lambris bonapartistes de la préfecture, le palais Lantivy, un autonomiste « socialisant », membre du parti du peuple corse, était arrêté en flagrant délit de « bombage » vengeur. Il venait de décorer un mur en face du commissariat d'un « *Broussard fora !* » (Broussard, dehors !) de belle couleur.

L'impertinent est réputé, à Ajaccio, pour son sens de l'agitation picturale, et on a bien ri de la plaisanterie après la mise en liberté de son auteur. Celui-ci aurait même pu être remercié. L'installation du nouveau commissaire de la République délégué pour la police en Corse aurait, en effet, revêtu sans cette pointe d'ironie un caractère trop constamment solennel. Plus que cela : d'une gravité extrême, dramatique. L'île, à travers ses élus, s'attendait à une cérémonie bon enfant de bienvenue, avec cocktail, petits fours et phrases finalement apaisantes. C'est par une déclaration de guerre agressive qu'on la conviait à reconnaître Robert Broussard parmi les siens.

Lorsque, à 14 heures tapantes, le Mystère 20 du Groupe de liaisons aériennes ministérielles (GLAM) se posait sur l'aéroport de Campo dell'Oro, on pouvait croire encore à l'un de ces traditionnels débarquements que la Corse accueille d'un sourire rayonnant d'arrière-pensées, à l'une de ces fanfaronnades continentales, folklore et autoritarisme mêlés, qui ont toujours annoncé dans l'île les campagnes de remise en ordre.

14 h 50 : le commissaire de la République foulait le sol de la Corse, guidé par son ministre et entouré de ses compagnons, MM. François Santucci, nouveau directeur du cabinet du préfet de la région Corse, et Ange Mancini, nouveau directeur du Service régional de police judiciaire (S.R.P.J.) de Corse... « Super-Dupont » – mais la Corse, ces jours-ci, propose aussi les surnoms de « John Wayne » ou de « Eliott Ness » – était à pied-d'œuvre, et, pour que nul n'en ignore, le parcours de l'aéroport à la préfecture avait été balisé de plusieurs dizaines de policiers et de nombreux C.R.S. Couleur locale encore : dix minutes plus tôt, une centaine de personnes en deuil strict, une famille corse, assistaient au retour du corps de Gavin Coppolani, caïd malchanceux du milieu grenoblois, récemment assassiné.

« Un effort encore plus important »

M. Franceschi a bien vite dépassé le niveau de simples fastes, de pompes un peu grandiloquentes, qu'il avait lui-même souhaités pour cette installation. Devant un parterre d'officiers de gendarmerie et de policiers médusés, il a fait comprendre qu'il était venu dans l'île, ce lundi, pour porter le fer contre le Front de libération nationale de la Corse (F.L.N.C.). Mieux, pour faire ce que peu d'élus insulaires ont encore osé : « criminaliser » l'organisation clandestine, l'insulter presque en lui refusant toute image de bandit d'honneur et toute vertu politique, la réduisant à l'état de bande sans légitimité historique.

Discours volontairement expéditif : des « *criminels* », des « *apprentis sorciers* », des « *personnages inconscients* », voilà ce que sont les membres du F.L.N.C. M. Gaston Defferre, le ministre de l'intérieur, avait-il atténué la semaine dernière les mesures répressives par un « *appel au dialogue* » ? M. Franceschi, lui, montre peu de souci d'apaisement. Ses menaces sont à peine voilées : « *Ces mesures sont adaptées au niveau actuel de la situation, et il est entendu – je suis très clair sur ce point – que nous sommes prêts, dans le cadre de la légalité républicaine, à faire un effort encore plus important si les circonstances l'exigeaient.* »

Etait-ce le ministre socialiste ou le Corse qui s'exprimait ? M. Franceschi a tenu aussi à dire en quel mépris il tenait l'obsession montrée par le F.L.N.C. à faire partir les « Français » de l'île. « *Sont-ils Corses,* a-t-il demandé, *ceux qui ont ainsi bafoué les traditions légendaires de respect d'autrui, d'hospitalité, de dignité, de courage, d'honneur, qui font la fierté de notre île ? Beaucoup d'entre eux seraient bien inspirés, avant de prétendre chasser l'étranger, de considérer leur propre situation et d'admettre le caractère pour le moins surprenant de leur démarche.* »

L'indignation : « *Les Français » dehors ». Comment un Corse digne de ses origines peut-il prononcer ces mots alors que tout au long de notre histoire commune, c'est par et à travers la France que la Corse a pu s'épanouir, se développer et rayonner bien au-delà de nos frontières ?* » Tout à ses règlements de compte avec l'organisation clandestine, M. Franceschi, avant d'adresser ses vœux de réussite à M. Broussard et à ses collaborateurs et de leur faire ses dernières recommandations – « *sachez vous montrer ardents mais sereins, fermes mais réalistes, rigoureux mais clairvoyants* », – a apporté peu de précisions sur le caractère de la « répression », dont est chargé le nouveau commissaire de la République. Il a toutefois cherché à atténuer le caractère « nationaliste » des séparatistes en indiquant que ces derniers entretenaient des liens étroits avec l'IRA. Les membres du F.L.N.C., pour le ministre de la sécurité publique, *auraient intérêt à interrompre leurs contacts avec ceux qui, au-delà de nos frontières, sont porteurs d'un message de violence et de déstabilisation : la Corse n'est pas l'Irlande* ».

Autorité

M. Franceschi, dans un autre appel, a aussi prévenu les jeunes Corses qu'ils allaient faire l'objet d'une attention particulière, ceux surtout « *qui se laisseraient engager dans une aventure qui ne peut que les conduire au drame et les plonger avec leur famille dans le malheur* ». Le secrétaire d'État à la sécurité publique confirmait ainsi les informations recueillies ces jours derniers en Corse. La plupart des militants « historiques » qui furent arrêtés sous le septennat précédent ont été neutralisés. Le F.L.N.C. a recruté, depuis 1981 de très jeunes gens turbulents ou victimes du chômage et de l'ennui que fait naître chez certains l'insularité.

Cette installation officielle, pour le reste, aura été perçue comme « une véritable charge de hussards » ; les propos de M. Franceschi ont été entendus par les élus présents – de M. José Rossi (U.D.F.) à M. Dominique Bucchini (P.C.) – comme « *la volonté politique manifeste de réinstaller l'autorité dans l'île* ». C'est le moindre des commentaires. Certains membres de l'assemblée régionale, certains élus ont même cru reconnaître des « *accents gaullistes* » dans le discours de M. Franceschi lorsque, par exemple, celui-ci a évoqué cette « *France que nous aimons par dessus tout comme l'ont aimée nos pères* », ou cet « *attachement forgé au feu de l'histoire dans la gloire...* »

Et Robert Broussard, entre ces professions de foi et cette sévère critique de l'adversaire ? Il n'a pas pris la parole, ou si peu. Quelques apartés pendant le cocktail qui devait clore cette cérémonie. Une phrase sur sa « *volonté de faire la paix et non la guerre* ». La verdeur de pensée de son ministre doit finalement l'arranger, lui, en qui la Corse ne voulait voir au premier jour que le « *cow-boy chasseur de séparatistes* ». Ce rôle-ci semble avoir été réservé à M. Franceschi. Le nouveau commissaire de la République s'apprête plutôt, dit-on, sans négliger la coordination des actions de police, à tenter des médiations en direction des élus et de la population corses pour les rassurer et s'attacher leur concours dans la poursuite du F.L.N.C. N'annonçait-on pas lundi à Ajaccio, que M. Broussard avait adressé une lettre-circulaire à tous les maires de l'île pour leur rappeler qu'ils étaient, aussi, des officiers de police judiciaire ?

PHILIPPE BOGGIO.

Liaisons étrangères

Lorsqu'ils sont interrogés sur l'existence d'une influence étrangère sur les membres du F.L.N.C., MM. Mitterrand et Defferre restent prudents. « *Ce n'est pas impossible* », répond le président de la République. Regardons l'avenir, dit en substance M. Defferre. Et le chef de l'Etat, dans cette perspective, indique : « *Il s'agit de dénoyauter le terrorisme sans faire de dragonnades.* »

Le secrétaire d'Etat à la sécurité publique adopte, pour sa part, une attitude plus « offensive », comme M. Michel Debré, pour qui la Corse est le théâtre d'une tentative de « *déstabilisation de la République et de la démocratie* », et M. François Léotard, secrétaire général du P.R. M. Franceschi avait déjà mis en cause, il y a quinze jours, « *des éléments étrangers à la Corse* ». Il précise aujourd'hui ses accusations en déclarant à *France-Soir* : « *J'ai la certitude, la preuve que des terroristes du F.L.N.C. entretiennent des relations organiques avec d'autres mouvements terroristes internationaux (...) A la fin de l'été dernier, les représentants du F.L.N.C. sont allés participer à une importante réunion en Irlande.* »

Ce sont là les seules informations officielles rendues publiques. Après les Palestiniens, le colonel Kadhafi, voici l'Irlande. En fait, les affaires mettant en évidence des liaisons entre le F.L.N.C. – depuis sa création en 1976 – et des organisations étrangères sont rares. On en relève deux. La première a fait l'objet d'un procès devant la Cour de sûreté de l'Etat, en 1980. Une enseignante de trente-trois ans avait piloté, en mars 1978, deux militants du F.L.N.C. dans des camps d'entraînement palestiniens au Liban. Les deux hommes s'étaient fait montrer des armes et des explosifs.

La deuxième affaire est d'une autre nature. La police a établi qu'un membre du F.L.N.C. de la région parisienne a fourni une voiture à « *deux amis de Carlos* », au mois de février 1982. Les deux amis en question, Magdalena Kaupp et Bruno Breguet, ont été arrêtés par hasard le 16 février, alors que leur voiture transportait notamment 5 kilos d'explosifs, probablement destinés à commettre un attentat dans Paris.

Hormis ces deux affaires, rien n'a transparu d'une éventuelle liaison entre le F.L.N.C. et l'étranger. Ce qui ne signifie pas que l'étranger – les puissances étrangères – ne s'intéresse pas à la Corse. M. Franceschi a raison, en ce sens, de déclarer : « *Je n'ose imaginer ce qu'il adviendrait de notre île une fois « libérée » de la prétendue occupation française. Livrée à elle-même dans ce champ de bataille obscur de la Méditerranée, elle serait une proie trop facile pour les puissances étrangères, grandes ou petites.* » Cela ne signifie pas non plus – bien au contraire – que les militants nationalistes refusent de nouer des contacts avec des « *organisations terroristes étrangères* ». Des militants de la Consulte des comités nationalistes ont indiqué, récemment, s'être rendus à Belfast (*le Monde* du 11 décembre 1982).

L. G.

M. BADINTER : L'ÉTAT DE DROIT N'EST PAS L'ÉTAT DE FAIBLESSE.

Le garde des sceaux, M. Badinter, lors de l'inauguration de la nouvelle cour d'appel de Reims, le 10 janvier, a déclaré notamment : « *Tous ceux qui par leurs agissements criminels violent la loi républicaine doivent en connaître les rigueurs. Mon propos à cet égard n'emprunte rien aux circonstances. J'ai maintes fois déclaré devant le Parlement et en d'autres enceintes que, pour moi, jamais l'état de droit ne saurait être confondu avec l'état de faiblesse. Au contraire, j'ai précisé que ceux qui, ayant bénéficié dans une volonté d'apaisement de mesures généreuses du législateur, réitéreraient leurs entreprises criminelles seraient poursuivis avec la plus grande fermeté. Car la liberté et la démocratie doivent être défendues avec la même passion qu'on apporte à les faire naître et à les fortifier.* »

La C.G.T. et la FEN prennent l'initiative de nouvelles manifestations contre la violence

De notre correspondant

Ajaccio. – « *Démocratie, oui ; terrorisme, non !* ». Les murs des villes de Corse sont peu à peu recouverts d'affiches du parti communiste portant ces quatre mots, ou expliquant la position de la formation. « *Le groupuscule factieux du F.L.N.C., qui allie la brutalité du fascisme à la lâcheté de la Mafia, voudrait imposer par la violence ce que le suffrage universel lui refuse. Non la Corse ne sera pas la Sicile* », déclare la Fédération de la Corse, duk Sud, qui invite la population à participer « *massivement* » aux manifestations que la C.G.T. et la FEN organisent le jeudi 13 janvier à Ajaccio et à Bastia.

Les deux organisations syndicales ont entamé lundi 10 janvier une semaine d'explications et d'actions comportant réunions et débats avec, c'est le temps fort, les rassemblements de jeudi, auxquels sont conviés « *celles et ceux qui sont soucieux de la paix, du calme, de l'avenir démocratique de l'île* ».

Ces manifestations publiques seront-elles plus mobilisatrices que les précédentes ? Leurs organisateurs l'espèrent, tant il est vrai que celles-ci avaient vocation de symbole bien plus que de riposte. A Corte, le 6 janvier, il s'agissait d'apporter un témoignage de solidarité au docteur Lafay ; à Petreto-Bicchisano, le 8 janvier, de montrer au pharmacien Thierry Cazon le désir de la population de le voir rester. M. Cazon d'ailleurs, qui était parti vendredi dans sa famille, est revenu samedi pour assister à la manifestation, et il avait en main une missive du F.L.N.C. précisant que l'organisation clandestine n'était pour rien dans l'attentat dirigé contre lui fin décembre. Il n'est d'ailleurs pas sans intérêt de rappeler qu'après le premier attentat, suivi d'une tentative de racket, le F.L.N.C. avait démenti un certain nombre de tentatives d'extorsion de fonds, dont celle qui visait M. Cazon. Il est précisé dans un communiqué du 27 avril 1982 : « *Le F.L.N.C. tient à mettre en garde ceux qui, pour couvrir des affaires de droit commun ou de rivalité commerciale, utilisent nos sigles. Le jour où certaines responsabilités seront clairement établies, l'organisation saura agir en conséquence et demandera des comptes.* »

Le communiqué relatif à l'institution de l'« *impôt révolutionnaire* » qui invitait à refuser d'affilier ceux qui ne recevaient pas une lettre codée du F.L.N.C. était-il une manière d'établir « certaines responsabilités » ? La statistique officielle des attentats perpétrés en 1982 peut le laisser penser : sur les sept cent soixante-quatre actions constatées, deux cent cinquante-cinq ont à ce jour fait l'objet d'une revendication du F.L.N.C.

C'est ce qui explique que le P.C.F. affirme « *Non, la Corse ne sera pas la Sicile* ». Et, d'ailleurs, on a observé depuis une semaine une régression très sensible du nombre des attentats : déjà l'effet dissuasif des décisions gouvernementales s'est fait sentir, tout au moins chez ceux qui se drapent abusivement dans la bannière nationaliste. La répression, n'était-ce pas d'abord la dissuasion ? On se gardera toutefois de crier prématurément victoire...

Car les responsables de la sécurité publique sont plus que jamais aujourd'hui sur le fil du rasoir, et leur marge d'action est étroite : il leur faudra beaucoup d'intelligence pour venir à bout des plastiqueurs. C'est ce que l'union régionale C.F.D.T. définit, dans un communiqué, comme le choix entre « *la stratégie de tension des tenants du* statu quo » et « *la stratégie de rupture du mouvement clandestin* ». La C.F.D.T. condamne « *avec la plus grande fermeté les menaces et les attentats* », mais elle ajoute que « *les seules réponses sérieuses à la violence sont celles qui effacent les causes* ».

Dans l'immédiat, on attend donc beaucoup des entrevues que le premier ministre accorde à l'assemblée de Corse, puis aux parlementaires.

Et l'on note que le tribunal de grande instance d'Ajaccio a condamné vendredi à cinq années d'emprisonnement Laurent Martini, l'un des auteurs de l'attentat contre le magasin de la rue Fesch, attentat qui n'avait d'ailleurs pas été revendiqué par le F.L.N.C. Ce jeune homme de trente et un ans a tenté de se suicider en s'ouvrant les veines dans sa cellule, mais il a été reconduit dans celle-ci après avoir reçu des soins.

PAUL SILVANI.

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

Entretenir l'espoir

Après la politique de la carotte, celle du bâton. Telle est la réflexion qu'inspirent le plus communément aux commentateurs de la presse hebdomadaire les mesures prises par le gouvernement pour remédier à la violence en Corse.

Certains approuvent, comme Paul Leduc, qui écrit dans *L'UNITÉ*, hebdomadaire du P.S. : « *Le large consensus que l'on constate aujourd'hui en Corse pour que l'Etat manie le bâton témoigne finalement du succès de sa politique, sans l'approbation massive de laquelle cette unanimité ne se dégagerait pas. Le passé le prouve. Ce consensus souligne encore l'absence de représentativité de la poignée de dangereux illuminés qui posent des bombes en prétendant exprimer « le sentiment national majoritaire ». Ce sentiment existe bien. Mais il récuse les bombes et mêle de manière indissociable le France et la Corse dans le cœur des insulaires.* »

D'autres s'inquiètent, comme Julien Bellecour, dans *L'ÉCONOMIE*, qui estime : « *Il ne fallait pas traiter la Corse, à la personnalité si forte et si ambiguë, par-dessus la jambe. Partagé entre le laxisme et la répression, impressionné par la multiplication des attentats, le pouvoir a trop hésité. Plutôt que de s'attaquer aux racines du mal (...) le gouvernement de Pierre Mauroy a choisi deux voies différentes : une première, de « nouveaux pouvoirs » politiques, dont les résultats, on l'a vu, sont voisins de zéro, et aujourd'hui une pression policière, dont il reste à mesurer les effets, qui ne traitera pas, au fond, le malaise de l'île, mais peut encourager au contraire ses indépendantistes sur la voie de la clandestinité et du combat armé.* »

Dans *HEBDO-T.C.-TÉMOIGNAGE CHRÉTIEN*, Georges Montaron ne doute pas que « *la tâche de la police est de faire respecter l'ordre* ». « *Mais,* ajoute-t-il, *la police ne doit être que l'instrument du pouvoir politique. Des opérations de ratissage, des arrestations massives, des emprisonnements de simples suspects, des bavures, une répression laissée à la seule initiative des policiers, et ce peut être la catastrophe. Le F.L.N.C. a besoin de martyrs. Et l'opinion publique se retourne facilement dans ces cas-là.* »

Inquiétude aussi pour Christian Picquet, qui note dans *ROUGE*, hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste) : « *Le gouvernement prend ouvertement le risque de faire couler le sang (...). Broussard, ancien « super-flic » de Giscard, auteur d'innombrables « bavures », a déjà montré quelles méthodes avaient ses faveurs.*

« *Il faut immédiatement arrêter cet engrenage infernal. Faute de quoi, les Corses y verront inévitablement la fin de leurs espoirs de changement et ne pourront que se dresser contre le pouvoir. Pour notre part, nous avons toujours, au moment où la répression s'abattait brutalement, manifesté notre entière solidarité avec le combat du peuple corse. Ce n'est pas pour admettre aujourd'hui d'un gouvernement qui se réclame des travailleurs et de la démocratie ce que nous refusions d'un régime réactionnaire. Parce que le capitalisme français est responsable seul de la situation de l'île, que les partis actuellement aux affaires n'ont pas répondu à l'attente des insulaires, chaque victime de l'action policière nous trouvera à ses côtés.* »

François d'Orcival, dans *VALEURS ACTUELLES*, relève : « *Le succès de la gauche en 1981 a d'abord eu pour effet de désarmer les militants révolutionnaires formés dans ce vivier. Le* « processus de lutte » *a été enrayé par* « l'espoir ». *Lequel a cédé quelques mois plus tard devant la réalité de la déception. Le processus a repris, accentué : il n'y avait plus d'espoir.* »

Comme François d'Orcival, Alain Griotteray, dans *LE FIGARO-MAGAZINE*, évoque le terrorisme international et il reproche au gouvernement non seulement de ne pas combattre mais encore de nier l'existence d'« *organisations acharnées à trouver quelque part en Europe, au Pays basque, en Irlande ou ailleurs, une plate-forme pour en faire un Etat castriste jouant ici le rôle déstabilisateur que tient Cuba en Amérique du Sud.* »

LUTTE OUVRIERE (trotskiste) estime de son côté : « *Le terrorisme du F.L.N.C. ne sert en rien les intérêts des masses populaires, mais c'est en partie à cause du mécontentement de celles-ci qu'il peut attirer des jeunes à lui, rencontrer peut-être un certain écho dans la population. Si responsabilité il y a de la part du gouvernement dans les événements de Corse, ce n'est sûrement pas dans le fait de ne pas avoir été assez répressif, mais dans celui de n'avoir rien proposé d'autre pour pallier le mécontentement qu'une assemblée de notables de plus.* »

« *Inquiétude, incertitude sur les chances d'une riposte efficace à la violence : tel est sans doute le sentiment dominant en Corse aujourd'hui* », relève, dans *L'EXPRESS*, Michel Labro, qui s'interroge : « *L'erreur du gouvernement, c'est de ne pas comprendre qu'une course de vitesse est engagée entre lui et les extrémistes. Combien sont-ils, ces enfants perdus de la cause corse, rejetés aussi bien par les autonomistes – leurs frères d'armes d'hier – que par une population excédée par la violence ? Quelques centaines, tout au plus, dit-on. Pourquoi, alors, n'est-on jamais arrivé à les arrêter ? La loi du silence – cette « omerta » à la mode corse – observée par la population est-elle une explication suffisante ? N'y a-t-il pas des liens entre les séparatistes et le terrorisme international ?* »

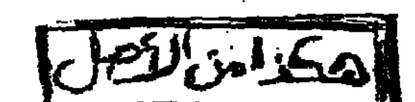
La « loi du silence » est également évoquée, dans *LE POINT*, par Jean-Marie Pontaut et Jean-Loup Reverier, qui la cite au rang des « *obstacles insulaires* » auxquels se heurteront les nouveaux « patrons », « *envoyés en Corse* » avec « *instruction de frapper fort* ». Le second obstacle est à leurs yeux la justice « *qui ne correspond pas aux normes continentales* ». Ils observent : « *Quelques magistrats manifestent une sorte de langueur conciliante. Un laxisme insulaire qui concerne autant les terroristes présentés à la justice à dose homéopathique (deux interpellations en 1982 pour huit cents attentats...) que les truands et les criminels.* »

Pour Jacques Julliard, « *il ne suffit pas à d'incurables romantiques de s'affubler du manteau sanglant de la terreur pour revêtir* ipso facto *l'impressionnante dignité de l'opprimé* ». L'éditorialiste du *NOUVEL OBSERVATEUR* estime que : « *La pire réponse à faire aux indépendantistes serait de les prendre au mot : le traumatisme économique de l'indépendance, déjà très fort dans les nations du tiers-monde, à faible niveau de vie, entraînerait probablement en Corse une régression insupportable et une sanglante anarchie,* ajoute-t-il. *Alors, entre une indépendance dont, au fond, personne ne veut et une autonomie locale en train de se mettre en place, il n'y a rien qui justifie le recours à la violence. Il y a encore de l'espace pour des aménagements. Pas pour une guerre civile.* »

Une façon comme une autre d'entretenir l'espoir. – A. Ch.

● *M. Léotard, secrétaire général du P.R.*, qui avait reproché à l'U.R.S.S., dans un entretien à *Paris-Match* d'« *utiliser le nationalisme corse comme levier pour déstabiliser la région* », a été dénoncé lundi 10 janvier par les *Izvestia* pour ces « *grossières attaques* » que « *même les ennemis les plus acharnés du socialisme ne s'étaient jamais permises* ». Le quotidien du gouvernement soviétique s'étonne qu'un tel « *irresponsable* » se trouve à la tête d'un parti qui prétend être une « *importante force politique* ». – (*A.F.P.*)





SAMEDI DIMANCHE

Le Monde propose pour le week-end une nouvelle lecture de l'actualité.

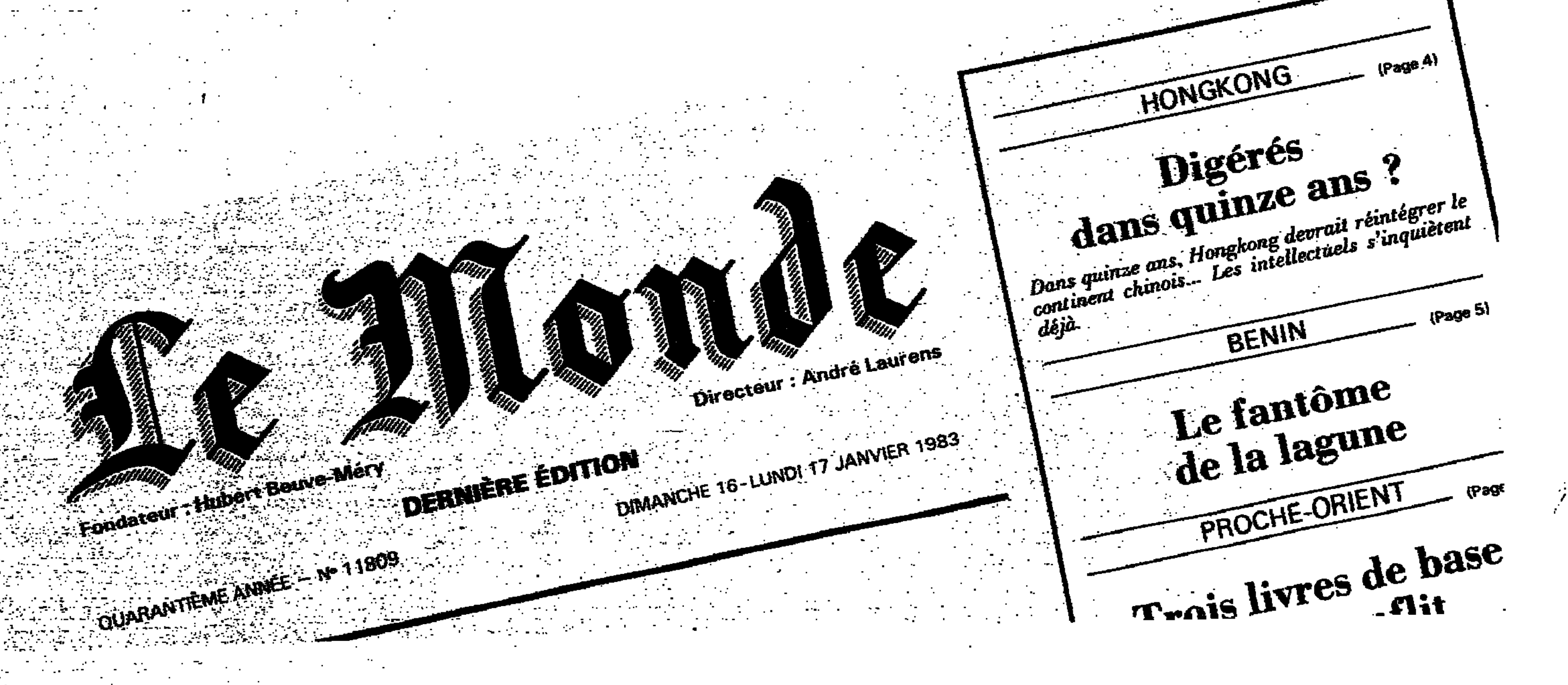
Dès samedi, Le Monde change la présentation de son édition du 6e jour, pour vous proposer, pendant le week-end, une nouvelle lecture de l'actualité.

Élargir la couverture de l'information internationale, développer une réflexion de fond sur les événements marquants, présenter les rendez-vous importants de la semaine à venir, telles sont les trois idées directrices qui inspirent ce changement.

Le supplément du Monde Dimanche innove lui aussi : il présentera désormais les programmes complets de la télévision et de la Radio – jusqu'ici publiés le mercredi (édition datée du jeudi) – en y donnant leur juste place aux nouvelles radios.

Ce Monde du 6e jour, journal de l'actualité quotidienne, sera aussi celui des grands dossiers indispensables à la compréhension de la société française et de l'univers où nous vivons.

La première édition de cette nouvelle formule sera datée du dimanche 16 – lundi 17 janvier. Elle sera en vente dès le samedi 15 janvier.



Le Monde

Directeur : André Laurens

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

DERNIÈRE ÉDITION

DIMANCHE 16 - LUNDI 17 JANVIER 1983

QUARANTIÈME ANNÉE – N° 11809

HONGKONG (Page 4)

Digérés dans quinze ans ?

Dans quinze ans, Hongkong devrait réintégrer le continent chinois... Les intellectuels s'inquiètent déjà.

BENIN (Page 5)

Le fantôme de la lagune

PROCHE-ORIENT (Page

Trois livres de base



Le Monde

société

JUSTICE

A PARIS

Un ressortissant roumain comparaît devant la première cour d'assises sans jury

Inculpé d'« intelligence avec les agents d'une puissance étrangère de nature à nuire à la situation militaire et diplomatique de la France ou à ses intérêts économiques essentiels », M. Traïan Muntean, ressortissant roumain arrêté le 16 juillet 1979, était alors promis au jugement de la Cour de sûreté de l'Etat. La suppression de cette juridiction par la loi du 4 août 1981 le rendit pour un temps justiciable du tribunal permanent des forces armées. C'est finalement devant la cour d'assises de Paris qu'il se retrouvait, lundi 10 janvier, mais une cour d'assises sans jurés, dont la composition a été prévue par la toute récente loi du 21 juillet 1982, qui supprimait les tribunaux des forces armées en temps de paix. Cette loi, en effet, comporte une modification du code de procédure pénale permettant la constitution de cour d'assises sans jury, réunissant seulement, autour de son président ordinaire, six assesseurs tous magistrats et nommés par le premier président de la cour d'appel.

C'est ainsi que, pour la première fois, cette cour d'assises particulière avait à siéger pour juger M. Muntean. A-t-il, pour sa part, prêté attention à ce changement ? S'est-il rendu compte que la nouvelle procédure lui retirait le droit de récusation accordé lors du tirage au sort des jurés traditionnels ? Et encore que la décision qu'auront à prendre les sept juges le sera à la majorité simple, quatre voix suffisant pour l'emporter au lieu des huit voix au moins prévues lorsque les neuf jurés siègent aux côtés des trois magistrats professionnels ? Aura-t-il eu devant ces derniers plus de chances pour accréditer un système de défense qui veut être, en fin de compte, celui d'une non-culpabilité ?

L'informaticien et les agents secrets

C'est bien un choix qu'il faudra faire à l'issue des débats entre les explications pas toujours claires de l'accusé — en dépit d'une maîtrise parfaite de notre langue — et l'affirmation sans nuances des spécialistes de la D.S.T. qui le tiennent, eux, pour un agent à part entière du service de renseignement roumain.

Assurément, avec ce visage romantique qu'on croirait sorti d'une toile de Delacroix, on le voit mal dans un tel emploi. Mais il y a quand même, trouvé sur lui, ce code de déchiffrement des messages, particulièrement sophistiqué et dont il a donné les clés au cours d'une garde à vue de six jours. Voilà où le bât blesse même si les enquêteurs et après eux l'arrêt de renvoi confessent qu'en fin de compte on ne sait pas trop et on ne saura jamais ce qu'il a réellement livré.

On lui accorde aussi qu'à l'origine il ne devait pas avoir une vocation particulière pour l'espionnage. Dans son pays, où il est né le 23 juin 1949, il fut très tôt un brillant sujet. Un baccalauréat avec mention très bien en poche, ce mathématicien dans l'âme arrivait en France à l'âge de dix-neuf ans, titulaire d'une bourse de son pays. Étudiant à Grenoble, il allait devenir, d'examen en examen, un informaticien hors pair, un spécialiste que ses collègues apprécient. Chaque année pourtant, au début, il devait revenir dans son pays. Mais, dit-il, dès 1973 j'avais pris la décision de rester en France définitivement. Il reste qu'il eut des rencontres avec des gens présentés comme des membres du service de renseignement de Bucarest et qu'on lui remit bel et bien ce code chiffré, seul élément matériel auquel il ne puisse pas opposer grand-chose.

« Octavian »

On lui a demandé s'il ne fit pas l'objet de pressions, si pour obtenir par exemple le renouvellement de son visa de départ pour la France chaque année il ne lui fallut pas consentir à ce qu'on exigeait. Il l'admet, mais ajoute aussitôt : « *Ce qu'on me reproche d'avoir transmis, ils auraient pu l'obtenir par bien d'autres moyens et ce sont, de toute façon, des publications qui n'ont jamais eu aucun caractère secret et qui sont échangées par les spécialistes de pays à pays.* »

Le dossier, grâce aux clés qu'il donna du fameux code et des lettres saisies et ainsi décryptées, a permis de découvrir qu'une série de rendez-vous lui fut donnée à l'étranger. A Vienne, sous les arcades de l'Opéra, à Genève, au Luxembourg, en Suisse, en Belgique. Il ne se rendit pas à tous. Mais, à deux reprises, il fit le voyage, et ce pseudonyme d'Octavian qui était le sien n'avait rien à voir avec le Chevalier à la rose.

Dans quel but de telles rencontres ? Pour le commissaire principal Roger Simon, de la D.S.T., ce code était tellement sophistiqué que personne, sans lui, n'aurait jamais pu parvenir à en déceler les combinaisons. A quoi, en informaticien habitué aux codes, il répond en souriant : « *Pour moi, ce n'était vraiment pas très difficile. Si un service français tient cela pour insoluble, je pense qu'il a encore des efforts à faire.* »

Ainsi, sa défense est simple : « *Pour moi, les Roumains que je rencontrais étaient des fonctionnaires de l'éducation nationale de mon pays qui voulaient seulement savoir où j'en étais de mes études, puis de mes travaux. Si j'ai accepté de leur répondre, c'est pour cela et parce que je pensais qu'il n'y avait là rien d'important ni de grave.* » Il parle aussi avec émotion de ses parents restés en Roumanie, son « *seul souci* ». N'était-il pas, de ce fait, vulnérable ? On cite des noms de Roumains qu'il rencontra : Stoïca, Pop... On voit en eux, selon le langage des renseignements, ses « *officiers traitants* ». « *J'ai appris l'existence de ces appellations quand j'ai été arrêté. Moi j'avais l'impression que c'était des enseignants.* »

Il n'empêche que le commissaire Simon a son idée depuis qu'un « *défecteur de haut niveau* », ce qui signifie dans son langage un agent retourné, a informé son service des activités de M. Muntean. C'était, dit-il, l'agent illégal, celui qu'on installe à côté des agents légaux que sont les attachés d'ambassade des pays de l'Est et qui, en cas de crise, de guerre, les suppléerait pour former une sorte de cinquième colonne, organiser des attentats, perpétrer des empoisonnements : « *Et le service roumain est particulièrement offensif. On a pu le voir récemment avec l'affaire Tanase.* » Aussi bien, dans cette optique, si Muntean a demandé sa naturalisation en France c'était sur ordre, pour mieux s'implanter. Il semble vouloir dire aujourd'hui qu'il fut contraint ? Dans ce cas, pourquoi ne nous a-t-il rien dit alors qu'il avait été convoqué par la D.S.T. à plusieurs reprises ?

En contrepoint, voici des chercheurs, des enseignants de Grenoble, des dirigeants de laboratoires où il travaillait qui, tous, disent qu'il n'avait en tête que ses recherches et surtout que les documents auxquels il pouvait avoir accès ne présentaient aucun caractère secret.

Reste aussi la question de la manière dont fut conduite cette garde à vue, rue des Saussaies, au cours de laquelle M. Muntean affirme avoir été bousculé, frappé. Une plainte a même été déposée, qui est en cours d'instruction.

Tout au long de cette première journée, l'avocat général, M. Gabriel Dupin de Beyssat, est apparu discret. En revanche, aux côtés du président, M. André Giresse, deux de ses assesseurs, l'un et l'autre conseillers à la cour d'appel de Paris, MM. Pierre Servat et Charles Franceschi, ont montré, par les questions qu'ils ont posées, la curiosité professionnelle des présidents de cour d'assises qu'ils sont, eux aussi, à leurs heures, dans les départements de la périphérie parisienne.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

Faits et jugements

UN TRIPLE SUICIDE

Les policiers du commissariat du huitième arrondissement, à Paris, ont découvert, lundi 10 janvier, dans un appartement du 12 avenue Franklin-Roosevelt, un couple de chirurgiens-dentistes, âgés d'une soixantaine d'années, M. et Mme Passy, et leur fils, âgé d'environ trente ans, qui s'étaient donné la mort par absorption de barbituriques. Le décès des trois personnes remonte à la nuit du dimanche 9 au lundi 10 janvier. La cause de ce suicide collectif serait due au fait que Mme Passy était atteinte d'un cancer généralisé. Une lettre a été adressée à un parent par M. et Mme Passy pour expliquer leur geste. Les voisins se sont étonnés en apprenant la mort de cette famille discrète et aisée.

● *Membre présumé de l'ETA politico-militaire* (8e assemblée), *Benito Firmin Martinez Vergara*, vingt-sept ans, originaire de Lodosa (Espagne), a été arrêté, le week-end des 8 et 9 janvier, à Ciboure (Pyrénées-Atlantiques) en possession d'un faux permis de conduire. Inculpé d'usage et recel de faux documents administratifs par M. Pascal Fau, juge d'instruction à Bayonne, il a été incarcéré à la prison de cette ville.

MÉDECINE

POUR COORDONNER LA RECHERCHE EN FRANCE

La création d'un institut national du cancer est envisagée

Montpellier. — La concertation nationale sur le cancer entre dans sa phase ultime avec la tenue dans différentes villes de France des dernières « réunions thématiques nationales ». Une réunion de synthèse, à laquelle participera M. Jack Ralite, ministre de la santé, sera organisée le 21 janvier (1) au siège de l'UNESCO à Paris. Diverses propositions seront ensuite formulées et adressées aux pouvoirs publics dans le but d'aider à définir une nouvelle politique nationale en matière de lutte contre le cancer.

La réunion consacrée au premier des douze thèmes retenus par les organisateurs de cette consultation — la recherche en cancérologie — a eu lieu le 8 janvier à Montpellier. Diverses critiques y ont été formulées concernant le poids inégal des différents types d'activités menées dans ce domaine et la prééminence des recherches de type biologique. A plusieurs reprises, on a évoqué la création d'une nouvelle structure — un institut national du cancer — chargée notamment d'assurer la coordination de la recherche anticancéreuse en France.

De notre envoyé spécial

« *Cloisonnement* » des différents secteurs de recherche. « *Saupoudrage* » et « *éparpillement* » des divers financements de travaux de laboratoire. Manque de rigueur dans l'affectation des fonds d'origine privée, dans l'évaluation des résultats obtenus. Course à la « *publication scientifique* », seule possibilité pour obtenir de nouveaux crédits. Les chercheurs réunis à Montpellier n'ont pas craint de dresser un tableau assez sombre de leur domaine d'activité.

Point central de leurs critiques : la « *priorité trop exclusive* » laissée aux travaux de biologie fondamentale au détriment d'autres types de recherche, comme les recherches clinique, épidémiologique ou en sciences humaines (2). « *Il faut*, a-t-on répété, *revenir aux malades. Il faut que les fondamentalistes se rapprochent de la cancérologie humaine.* »

Pour beaucoup, il ne faut voir là, au total, qu'un défaut de structures, responsable de l'absence presque totale de contacts et de communication entre les scientifiques qui travaillent sur un sujet commun. Le cloisonnement règne entre médecins et non médecins, entre établissements de statuts différent (publics, privés ou centres de lutte contre le cancer), mais aussi entre organismes de recherches eux-mêmes. « *Il n'existe pratiquement*, a-t-on rappelé, *aucune concertation entre l'Institut national de la santé et de la recherche médical (INSERM) et le Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.).* » « *Nous en sommes au point*, a expliqué M. Philippe Vigier (C.N.R.S.), *que des chercheurs étudiant le rôle des virus dans la genèse des mécanismes cancéreux ne se rencontrent jamais selon qu'ils travaillent sur des virus à A.D.N. ou sur des virus à A.R.N.* » A cette incohérence s'en ajoute une autre : la multiplicité des modes de financement — public ou privé — de ces travaux.

« *Au total*, a souligné M. Jean Léger, vice-président du conseil scientifique de l'INSERM, *on peut avoir l'impression, de l'extérieur, que les chercheurs en cancérologie constituent un lobby très sérieux qui a usé et abusé des crédits qui lui ont été offerts.* » Pour le docteur Jean-Claude Salomon, animateur de la concertation nationale sur le cancer, cette impression doit être nuancée, « *du fait que, si* lobby cancer *il y a, il ne correspond pas à un groupe de pression homogène, mais est lui-même constitué de groupes différents en compétition* ». « *Il est vrai*, a-t-il ajouté, *que le public n'a pas une opinion toujours très positive du monde de la cancérologie.* »

Jumelage et coordination

C'est pour trouver un remède à cette situation que de nombreux participants ont suggéré la création d'une nouvelle structure qui serait appelée « *conseil scientifique national des centres et départements de cancérologie* » ou « *institut national du cancer* ». Celle-ci aurait, notamment, pour mission de coordonner la recherche anticancéreuse en France, de promouvoir les recherches de type clinique, épidémiologique ou en sciences humaines, apportant ainsi un contrepoids à l'importance des travaux de biologie fondamentale. Elle pourrait aussi jouer un rôle d'expert auprès des différentes tutelles administratives de l'Etat. Des associations de malades et d'usagers de la santé pourraient y être représentées.

Autre type de solution proposé : la mise en place de procédures administratives visant au jumelage entre équipes de fondamentalistes et de cliniciens, l'aménagement des carrières permettant à des chercheurs de diverse origine d'effectuer des stages dans des établissements de soins ou dans des laboratoires de recherche.

La réunion de Montpellier a aussi permis à certains scientifiques d'exprimer leur étonnement devant le retard mis par le ministère de la recherche et de l'industrie à traduire dans les faits certaines conclusions du colloque national sur la recherche. « *Tout se passe*, a déclaré un participant, *comme si tous les vœux et toutes les motions n'avaient servi à rien.* »

Au-delà de la contestation de la prééminence de la recherche de type fondamental, c'est bien la définition même de la recherche en cancérologie qui est en cause. Où en situer les limites, quand on sait que les principaux acquis de la thérapeutique anticancéreuse de ces dernières années, tout comme les résultats les plus prometteurs ne proviennent pas, au départ, de travaux de cancérologie ? N'y a-t-il pas, dès lors, un risque majeur à définir de manière centralisée un « *programme de recherche* » ou des « *axes prioritaires* » ? A trop vouloir l'isoler, ne risque-t-on pas d'enfermer la recherche cancérologique dans un ghetto ?

De la même manière, il apparaît bien délicat d'évaluer à court terme les retombées des investissements effectués. Ainsi, certains estiment aujourd'hui que les importants moyens financiers consacrés dans les années 70 par le gouvernement américain à la recherche en cancérologie — qui furent vivement critiqués faute de résultats — commencent seulement à porter leurs fruits sous la forme des récents travaux sur les oncogènes (3).

Au total, c'est donc un difficile arbitrage que devra rendre dans ce domaine le ministre de la santé. Un arbitrage d'autant plus délicat que bon nombre des questions posées sont liées à l'actuelle réorganisation générale de la recherche en France, que la nécessité d'une plus grande cohérence risque de se heurter à l'impératif de régionalisation et que les chercheurs en cancérologie ne manquent pas, chaque fois que l'occasion leur en est offerte, de rappeler tout l'intérêt qu'ils portent au maintien de la part privée du financement de leurs travaux.

JEAN-YVES NAU.

(1) Et non le 21 février, comme nous l'avions indiqué par erreur dans nos éditions datées 19-20 décembre 1982.

(2) La recherche clinique est une recherche effectuée « au lit du malade ». La recherche épidémiologique porte sur l'étude des phénomènes pathologiques à l'échelon collectif.

(3) *Le Monde* a consacré, dans ses éditions des 8, 9 et 10 septembre 1982, une série d'articles sur l'état actuel des recherches en cancérologie.

RECHERCHE ET SECRET MÉDICAL

Tout le monde s'accorde aujourd'hui pour souligner l'importance considérable des travaux épidémiologiques et le retard pris par la France dans ce domaine. Selon une enquête du Centre international de la recherche sur le cancer, moins de 2 % des études épidémiologiques faites dans le monde sont réalisées en France, la majorité d'entre elles provenant d'Amérique du Nord, de Grande-Bretagne ou d'Europe du Nord. Ce type de travaux ne concernait, en 1981, en France, toutes pathologies confondues, qu'une cinquantaine de personnes à temps plein.

Les registres départementaux du cancer, qui assurent l'enregistrement permanent de l'ensemble des affections cancéreuses, source de très nombreux renseignements, n'existent qu'en nombre très limité (moins de cinq). Dus à la volonté acharnée de quelques médecins locaux, ils ne fonctionnent qu'au prix d'artifices budgétaires dont la précarité remet sans cesse leur existence en question.

La nécessité d'utiliser des banques de données et d'enfreindre — de manière illégale — la notion stricte de secret médical, posent en pratique un important problème.

Le ministère de la santé vient, à cet égard, de saisir le Conseil d'Etat afin de savoir si une interprétation plus large pouvait être faite du texte du code de la santé publique concernant le secret médical partagé. La Commission nationale informatique et liberté (C.N.I.L.) sera elle aussi amenée à émettre un avis. Il semblerait, d'après plusieurs spécialistes, que cette dernière risque fort de ne pas être favorable.

J.-Y. N.

SCIENCES

LA GESTION DES DÉCHETS RADIOACTIFS

Le gouvernement va être saisi du dossier

Le retraitement des combustibles irradiés et la gestion des déchets de toutes sortes produits par l'industrie nucléaire sont à nouveau sur la sellette avec l'examen, ce mardi 11 janvier, par le Conseil supérieur de sûreté nucléaire (C.S.S.N.) du rapport de M. Raymond Castaing, membre de l'Académie des sciences (*le Monde* du 25 décembre 1982). Par sa présence, le ministre de la recherche et de l'industrie, M. Jean-Pierre Chevènement, devait marquer l'intérêt que le gouvernement porte à cet épineux sujet (1).

Les avis réunis par le C.S.S.N. seront transmis aux pouvoirs publics qui, bientôt, devront se prononcer sur la politique qu'ils souhaitent mener dans ce domaine. Les choix ne seront pas simples, tant dans le domaine technique que sur le plan financier. Si, en 1983, près de 250 millions de francs ont été consacrés aux problèmes des déchets (contre 180 millions de francs en 1982), qu'en sera-t-il demain ?

Force est de constater que le C.S.S.N., ce « conseil des sages », dont la création remonte à près de dix ans, n'a guère fait la preuve de son dynamisme au cours des années écoulées ne se réunissant, finalement, que trois fois. Sa réanimation récente, le renforcement de son rôle et l'élargissement de sa composition devraient, en principe, lui redonner un nouvel élan. La présentation, outre la discussion du rapport Castaing, d'un second rapport sur la gestion des déchets radioactifs élaboré par l'Agence nationale des déchets radioactifs (ANDRA) va dans ce sens. Ce texte, dont les conclusions ne sont pas toujours en accord avec celles du rapport Castaing, devrait être examiné, le 19 avril, par le C.S.S.N.

Sur le premier texte qui lui est soumis, il y a fort à parier que le C.S.S.N. aura trouvé peu à redire et se contentera de transmettre le dossier au gouvernement et les remarques du premier des intéressés, à savoir le Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.). Il semble, en effet, si l'on en croit certaines informations, que le C.E.A. tout en soulignant le fait que la rédaction du rapport Castaing ait pu donner lieu à la signature de personnes d'origine et de sensibilité différentes, se félicite :

● Des conclusions relatives à la maîtrise industrielle du retraitement des combustibles nucléaires qui ne remettent pas en cause la construction des usines de retraitement du centre de la Hague (Manche).

● Des recommandations faites pour le lancement et la poursuite d'études relatives à une méthode de retraitement « *plus poussée* » permettant de mieux se débarrasser d'un certain nombre de produits radioactifs gênants — les actinides (comme par exemple le neptunium et l'américium), tout en s'interrogeant sur le coût financier — très important — de tels programmes de recherche.

Le C.E.A., en revanche, sans refuser nettement l'option de non-retraitement évoquée par le rapport Castaing, ferait remarquer, dit-on, que le degré de connaissances sur le stockage définitif des combustibles nucléaires, sans retraitement préalable, est très limité et qu'il s'agit d'une option *a priori* peu favorable tant sur le plan de la sûreté que sous l'angle des économies de matières nucléaires. Aussi ne faut-il pas s'étonner que le C.E.A., tout en reconnaissant qu'il faut tout faire pour améliorer et rendre plus performantes les options prises, insiste sur les risques graves d'un ralentissement du programme de recherche et développement actuellement lancé dans les domaines où il est déjà engagé.

Tout ce que propose le rapport Castaing ne peut, en effet, être pris en compte affirment certains spécialistes. Pour des raisons d'hommes, mais aussi pour des raisons budgétaires. Isoler et neutraliser les fameux actinides nécessiterait, selon certains experts, le lancement d'un programme, sur plusieurs années, de 100 millions de francs par an environ.

Quant au stockage définitif, sans retraitement préalable, des combustibles irradiés issus des centrales nucléaires, il réclamerait, paraît-il, un effort budgétaire du même ordre que celui réclamé par le retraitement. Évaluations fantaisistes diront les uns, estimations réalistes diront les autres.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(1) Ce rapport a été demandé par le gouvernement en décembre 1981, à la suite du débat parlementaire engagé deux mois auparavant à l'Assemblé nationale.

L'urgence d'un deuxième centre de stockage

Même s'ils ne sont pas toujours en accord, les auteurs des différents rapports rédigés sur la gestion à long terme des déchets radioactifs ont au moins un point commun : ils reconnaissent tous qu'il reste beaucoup à faire et que, dans ce domaine, les techniques sont loin d'avoir atteint le niveau, presque industriel, obtenu dans le retraitement des combustibles irradiés.

Pour ces raisons, un certain nombre d'engagements importants doivent être pris par le gouvernement dans les mois et les années qui viennent. De ce point de vue, le rapport récemment publié par l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs, qui dépend du Commissariat à l'énergie atomique, et sur lequel le Conseil supérieur de sûreté nucléaire sera appelé à se prononcer, le 19 avril, devrait aider les autorités dans leurs choix.

Dans son analyse, l'ANDRA part du principe qu'à l'horizon 2000 les volumes cumulés de déchets conditionnés depuis le début de l'ère nucléaire seront de l'ordre de :

● 800 000 mètres cubes de déchets contenant des radio-éléments à courte et moyenne période de vie (moins de trente ans), émettant des rayons bêta et gamma. Ces déchets proviennent pour l'essentiel des centrales nucléaires, des hôpitaux, des laboratoires de recherche et des usines du cycle du combustible ;

● 45 000 mètres cubes de déchets contenant des quantités significatives de radio-éléments à période longue et émettant des rayonnements alpha. L'essentiel de ces produits vient directement des usines travaillant dans le cycle du combustible ;

● 3 000 mètres cubes de produits présentant une très forte radioactivité, issus du retraitement des combustibles irradiés.

Soit un total de près de 850 000 mètres cubes de déchets.

Si pour tous les déchets émetteurs de rayonnements bêta et gamma l'ANDRA considère que le C.E.A. maîtrise actuellement toutes les étapes de leur gestion, *depuis le traitement initial* jusqu'au stockage définitif — à terre ou en mer — elle reconnaît, en revanche, que sur les deux autres types de déchets des travaux de recherche et de développement restent à accomplir. Les solutions techniques envisagées — l'ANDRA estime que leur faisabilité est accessible avec les moyens dont on dispose actuellement — supposent toutefois que soient créés :

● Rapidement, un second centre de stockage de surface des déchets de faible et moyenne activité, analogue à celui existant près de l'usine de la Hague (Manche) ;

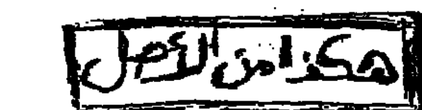
● Un centre de stockage en profondeur des déchets de type alpha, dont l'entrée en service devrait avoir lieu en 1990, pour accueillir les déchets existants sur les sites de production et ceux provenant de l'usine de la Hague, dont les nouveaux ateliers de retraitement seront alors en fonctionnement ;

● Une installation pilote de stockage en profondeur des déchets de très haute activité, enfin, à mettre en service au début des années 90.

Toutes ces opérations ne sauraient être menées à bien sans que soit, parallèlement, lancé un programme complémentaire de recherche et de développement, dont le poids financier est estimé à plus de 200 millions de francs annuels pendant dix ans, et surtout, que soit engagée une concertation sérieuse avec ceux chez qui de tels sites de stockage pourront être installés.

J.-F. A.





Le Monde

SCIENCES ET TECHNIQUES

La délicate biologie du fromage

...ou l'art d'obtenir un développement harmonieux de l'emmental

Depuis les dix dernières années, on assiste à un développement constant de la technique de l'ensilage pour la conservation des fourrages destinés à l'alimentation des vaches laitières. Si cette pratique présente un intérêt évident pour les producteurs agricoles, elle n'est pas sans incidence sur les qualités bactériologiques du lait. Les ensilages peuvent être à l'origine d'une fermentation particulière, dite « butyrique », dans les fromages finis, qui présentent alors des défauts importants et peuvent même éclater.

L'Institut technique du gruyère a estimé que cette fermentation avait entraîné, en 1978, une perte financière de 28 millions de francs pour les fabricants de fromage à pâtes cuites pressées (du type emmental). Diverses solutions ont été proposées pour résoudre ce problème. L'une d'entre elles, faisant appel à l'intervention d'une enzyme naturelle, le lyzozyme, paraît riche de promesses.

LA fabrication du fromage repose sur une ou plusieurs fermentations. L'une d'elles, commune à tous les fromages, se déroule dès les premières heures de la fabrication ; c'est la fermentation lactique.

Dans les fromages à pâte cuite pressée a lieu une seconde fermentation qui transforme l'acide lactique et l'acide propionique en dioxyde de carbone. C'est ce gaz qui est responsable des « trous » (les spécialistes parlent d'yeux) dans l'emmental. Les micro-organismes impliqués dans cette fermentation propionique ne peuvent se développer qu'à des températures relativement élevées (22-23 °C), qui sont celles régnant dans les caves d'affinage des pâtes cuites pressées.

Il existe dans le lait bien d'autres micro-organismes qui, généralement, ne se développent pas. Il entrent, en effet, en compétition les uns avec les autres et les plus « rapides », ici les ferments lactiques et propioniques, prennent le pas sur leurs concurrents.

Le réveil des spores

Certains germes sont pourtant particulièrement dangereux dans cette compétition. Ce sont les ferments butyriques, qui peuvent apparaître dans le lait sous forme de spores protégées par une coque thermorésistante qui les rend insensibles aux divers traitements thermiques, et notamment à la pasteurisation.

Ces spores, qui ne peuvent germer et devenir « vivantes » qu'en l'absence d'oxygène, trouvent dans les meules d'emmental en cours d'affinage des conditions propices à leur « réveil ». Elles concurrencent alors les ferments propioniques et métabolisent l'acide lactique qu'elles transforment rapidement en acide butyrique et en quantités importantes de gaz carbonique et d'hydrogène. A la place des yeux ronds et réguliers produits par la fermentation propionique, on assiste alors à la naissance d'ouvertures déchiquetées et de grande taille et, si, l'on n'intervient pas rapidement, les importants volumes de gaz dégagés peuvent même faire éclater les pièces de fromage. En outre, l'acide butyrique issu de cette fermentation provoque l'apparition de goûts et d'odeurs désagréables dans la pâte.

Ces germes butyriques, dont le plus important est le *Clostridium tyrobutyricum*, sont largement répandus dans le sol. Or, lors de la confection d'ensilages, de grandes quantités de terre sont souvent incorporées aux fourrages. En outre, une fois dans les silos, les spores ont tendance à se développer et à se concentrer. Ces micro-organismes à l'état latent sont ensuite consommés par les animaux dont ils traversent le tube digestif sans être digérés, pour se retrouver en nombre élevé dans les bouses.

Il suffit alors que de la bouse se trouve collée sur la mamelle de la vache pendant la traite, ou encore que des poussières d'ensilage entraînées dans l'air ambiant se déposent sur le lait, pour que ce dernier soit, à son tour, contaminé. Et cela d'autant plus que la bouse peut renfermer un nombre très élevé de spores : jusqu'à un million par gramme. Comme on estime qu'un lait peut présenter des dangers en fabrication s'il renferme plus de 200 spores de germes butyriques par gramme, on voit qu'il suffit de 0,1 gramme de bouse pour contaminer 500 litres de lait.

Le problème de la fermentation butyrique a atteint une telle ampleur que l'on assiste, dans certaines régions, à la mise en place de mesures de réfaction pour le paiement des laits renfermant une quantité importante de spores. D'ailleurs, dans les zones où l'on fabrique des pâtes cuites pressées à « appellation d'origine » (Beaufort, Comté), où dans des pays comme la Suisse, il est tout simplement interdit de fabriquer des fromages avec du lait provenant d'animaux nourris avec des fourrages ensilés.

Il n'en reste pas moins vrai que l'ensilage, qui constitue, d'autre part, un excellent procédé de conservation des fourrages, se développe rapidement, notamment en Bretagne, première région productrice d'emmental français. Il fallait donc tenter soit d'éliminer les spores dans le lait, soit de les empêcher de nuire. L'une des solutions les plus évidentes est de trier le lait et de n'utiliser que les liquides les moins contaminés. Mais cela n'est pas aisé, d'autant plus que l'on ne sait pas déterminer rapidement le nombre de spores contenues dans le lait.

On peut aussi avoir recours à la technique de crémage, qui consiste à laisser reposer le lait dans des cuves et à attendre que les matières grasses, qui absorbent un bon nombre de spores, remontent à la surface, avant de soutirer un lait maigre moins contaminé que le liquide initial. Mais il faut, dans ce cas, rajouter de la crème « propre » pour faire le fromage. D'autre part, ce crémage nécessite de très grandes surfaces de bac et est difficilement applicable dans l'industrie. Autre inconvénient et non des moindres, il n'élimine qu'environ 90% des spores, ce qui reste insuffisant dans les laits fortement contaminés.

C'est pourquoi les industriels préfèrent, le plus souvent, soumettre la matière première à une épreuve de centrifugation : les spores, plus denses que le liquide, sont ainsi séparées du milieu. Il s'agit là d'une technique purement physique, donc « neutre » vis-à-vis du consommateur. Souvent employée, la centrifugation n'élimine cependant que 90 % des spores. De plus, elle nécessite un matériel relativement sophistiqué, donc coûteux. Aussi ce procédé ne peut-il être employé que par des unités de fabrication de grosse ou moyenne capacité de production, car son amortissement suppose le traitement de volumes importants.

Une autre solution venant à l'esprit est d'avoir recours à une méthode biologique et d'utiliser un produit antibiotique pour tuer les bactéries nuisibles. A condition toutefois de pouvoir détruire sélectivement les germes butyriques sans toucher aux ferments lactiques ou propioniques. C'est cette idée qu'ont exploitée les ingénieurs de la firme Codipi, filiale du groupe allemand Boehringer Ingelheim, spécialisé dans les produits pharmaceutiques et la chimie fine, en mettant au point un procédé breveté de lutte contre les fermentations butyriques qu'ils ont nommés « Afilact ».

Dans les larmes et le lait maternel

Le principe actif de cette technique biologique est constitué d'une enzyme macromoléculaire, le lyzozyme, présente sous forme d'un complexe associé à des éléments synergétiques. Le lyzozyme, bien connu des microbiologistes, est une enzyme naturelle que l'on trouve notamment dans les larmes et le lait maternel. C'est d'ailleurs en recherchant des additifs pour les laits de type maternisé que les ingénieurs de Codipi ont été amenés à travailler sur le lyzozyme.

Cette enzyme, qui est extraite du blanc d'œuf pour son utilisation en fromagerie, coupe les parois du *Clostridium tyrobutyricum* sous sa forme végétative, et tue ainsi les cellules ou les empêche de se développer davantage. Elle agit d'une manière très sélective sans toucher aux ferments utiles.

L'Afilact se présente sous la forme d'un produit pulvérulent qui est ajouté au lait en cuve avant la mise de la présure. Il se fixe presque en totalité dans le caillé et peut rester efficace pendant toute la durée de l'affinage. Ce composé, qui a reçu une autorisation temporaire d'utilisation pour les fromages à pâtes cuites pressées (à l'exception des fromages bénéficiant d'une appellation d'origine), est employé par plusieurs entreprises fromagères, où il semble donner satisfaction. Outre son effet sur les bactéries butyriques, il améliore aussi la présentation des meules, ce qui se traduit par un gain d'une ou plusieurs classes dans l'échelle d'évaluation de qualité des fromages, classes qui déterminent le prix de vente.

Bien qu'utilisé en faibles quantités (25 mg/litre de lait), le complexe du lyzozyme est un produit « noble », donc cher. Et cela est d'autant plus gênant qu'il est difficile de connaître la quantité de spores à tuer, donc de déterminer la dose minimale de produit à employer.

L'emploi d'une méthode enzymatique apporte malgré tout une réponse intéressante et originale au problème de la fermentation butyrique. Mais, comme le précise M. Gilles Lagarde, l'un des responsables de la mise au point du procédé : *« Si ce traitement enzymatique est un précieux palliatif dans la situation actuelle, il ne doit en aucun cas être considéré comme une panacée et l'outil miracle permettant de fabriquer d'excellents fromages, quelle que soit la contamination butyrique initiale. »* Le mal, selon lui, dont être attaqué à la racine, donc à la ferme.

Plusieurs actions sont actuellement en cours dans ce sens, l'une des plus importantes étant le « programme national butyrique » engagé auprès des producteurs de lait par l'Institut technique d'élevage du bétail pour le compte de trois fédérations nationales de producteurs laitiers. Ce programme, qui touche trois cents exploitations réparties sur une zone-test couvrant neuf départements, prévoit d'importantes actions de conseil auprès des producteurs, en matière de confection des ensilages et d'hygiène de la traite.

ELISABETH GORDON.

Hasard statistique et fermentation contrôlée

LES divers processus qui se déroulent au cours de la phase d'affinage et qui modifient les qualités organoleptiques des pâtes de fromage sont encore très mal connus. On sait, en revanche, que les enzymes protéolytiques, en dégradant les protéines qui forment « l'armature » du fromage, jouent un rôle important. D'où l'idée d'ajouter au caillé de telles enzymes, des protéases pour accélérer l'affinage.

De nombreux essais ont été faits dans ce sens, mais ils se sont tous heurtés au même problème : les protéases libèrent souvent des peptides à courtes chaînes qui ont le triste inconvénient d'être amers.

Tel n'est pas le cas de la rulactine, protéase extraite du *Micrococcus caseolyticus* par les chercheurs du laboratoire de microbiologie laitière et de génie alimentaire de l'INRA à Jouy-en-Josas. Cette protéase semble intervenir dans la fermentation lactique, les peptides qu'elle libère stimulant les bactéries lactiques employées comme levain.

Cette enzyme, produite en quantités industrielles par Roussel-Uclaf, a été testée auprès de plusieurs fabricants de fromage. Utilisée par exemple dans la préparation des pâtes cuites pressées, elle conduit à une amélioration notable de la qualité des fromages et en particulier de leur texture.

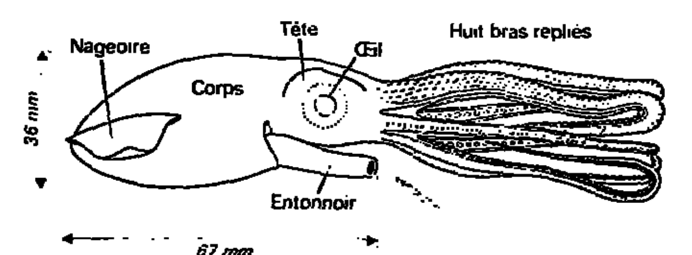
La « découverte » de la rulactine s'inscrit dans un programme beaucoup plus vaste suivi par le laboratoire de l'INRA à Jouy-en-Josas pour tenter de mieux comprendre les mécanismes — enzymatiques ou physico-chimiques — intervenant dans l'affinage et dans la formation de l'arôme final, « pur hasard statistique », comme le note M. Michel Demazaud, l'un des responsables de ces travaux.

Dans un premier temps, on cherche à modéliser le fromage et à travailler dans des bioréacteurs, enceintes fermées dans lesquelles on maîtrise tous les paramètres physico-chimiques. On pourra ainsi, en connaissant l'acidité, la concentration en oxygène... du milieu, déterminer les différents facteurs responsables de la croissance des micro-organismes, de l'apparition des enzymes, et, peut-être, parvenir à simplifier et à maîtriser l'affinage. Et pourquoi pas, un jour, renouveler complètement les méthodes de préparation du fromage en fabriquant les arômes uniquement par des fermentations contrôlées ?

E. G.

Poulpe, ardéchois... et vieux de cent cinquante-cinq millions d'années

LE plus vieux poulpe fossile connu au monde vivait, dans ce qui est aujourd'hui l'Ardèche, il y a quelque cent cinquante-cinq millions d'années (Jurassique moyen). Cette découverte repousse donc de soixante-quinze millions d'années l'existence des Octopodes : avant lui, on n'avait jamais trouvé de poulpe (appelé aussi pieuvre) dans les couches antérieures à la fin du Crétacé supérieur. En outre, ce poulpe apporte des informations sur l'évolution des Octopodes (un des ordres de la classe des Céphalopodes) et sur le « cousinage » des Octopodes avec les calmars (ou Teuthoïdes), un autre ordre des Céphalopodes, qui est apparu, en l'état actuel des connaissances, pendant le Jurassique inférieur aux alentours de — cent quatre-vingts millions d'années.



(Extrait des comptes-rendus à l'Académie des sciences)

Ce poulpe a été découvert par M. Bernard Riou, un étudiant en agrobiologie qui, passionné par les fossiles, a prévenu spontanément le Muséum national d'histoire naturelle de Paris de sa trouvaille. M. Jean-Claude Fischer, sous-directeur au Muséum, et M. Riou ont baptisé le poulpe de l'Ardèche *Proteroctopus ribeti* (en hommage à M. Edmond Ribet, le propriétaire du terrain qui autorise les fouilles scientifiques chez lui).

Le poulpe fossile de l'Ardèche est de taille modeste. Mais il est doté de bras très puissants, munis chacun d'une rangée de ventouses bien formées. La première paire de bras, plus developpée que les trois autres, est longue de 130 millimètres et large, à la base, d'un peu plus de 7 millimètres. L'arrière du corps porte deux nageoires relativement importantes, et l'entonnoir — le tube grâce auquel l'animal se propulsait par réaction en pompant et expulsant de l'eau — est proportionnellement très grand. Il s'agissait donc d'un animal bon nageur et chasseur actif.

Les particularités du poulpe de l'Ardèche sont telles qu'il a fallu créer pour lui un genre nouveau : *Proteroctopus*. Il est en effet très différent des poulpes fossiles (du genre *Palaeoctopus*) et des poulpes actuels (du genre *Octopus* pour la plupart).

Les *Palaeoctopus* avaient des nageoires rudimentaires alors que les poulpes actuels n'en ont pas. Les premiers, dont les ventouses sont très petites, ne pouvaient être chasseurs actifs : ils attendaient, très probablement, que les particules planctoniques passent à leur portée. Les seconds se divisent en deux catégories : les poulpes benthiques (vivant sur le fond) qui se camouflent dans des anfractuosités de rochers et chassent à l'affût grâce à leurs bras qui, chez certaines grandes espèces, atteignent plusieurs mètres de long ; les poulpes pélagiques (vivant en pleine eau), petits, se comportent en flotteurs passifs et se nourrisssent de plancton qui dérive en même temps qu'eux.

Par ses nageoires et sa capacité de mobilité le *Proteroctopus* rappelle le calmar. Mais il n'a pas de cou et il n'a que huit bras, alors que le calmar possède un cou et est muni de dix bras dont deux, tentaculaires, sont beaucoup plus longs que les huit autres. On peut donc penser qu'il a existé, il y a deux cent trente à deux cent quarante millions d'années, un ancêtre commun aux poulpes et aux calmars.

Enfin, le poulpe de l'Ardèche est exceptionnel car les conditions nécessaires à la fossilisations des organismes mous sont rarement remplies. L'animal mort ne peut se conserver qu'en milieu anaérobie. Cela implique un milieu marin très calme où n'existe pas de circulation verticale, et une sédimentation assez rapide pour que le cadavre soit très vite recouvert.

Toutefois, le même gisement fossilifère contient aussi des animaux benthiques tels que des ophiures (« cousines » des oursins et des étoiles de mer), des bivalves et des crustacés qui ont tous besoin d'oxygène dissous pour vivre. On peut donc imaginer que le poulpe de l'Ardèche vivait dans une mer où survenaient, de temps à autre, des phénomènes d'« eaux rouges » : il s'agit d'une prolifération soudaine de micro-organismes dont les cadavres empoisonnent l'eau de mer et dont la putréfaction utilise tout l'oxygène disponible. Des études biosédimentaires des marnes contenant le poulpe de l'Ardèche permettront, peut-être, de confirmer cette hypothèse.

YVONNE REBEYROL.

Edité par la S.A.R.L. le Monde
Gérant :
André Laurens, directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IX°

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	324 F	519 F	715 F	910 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	584 F	1 039 F	1 495 F	1 950 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	364 F	600 F	835 F	1 070 F
II. – SUISSE, TUNISIE	436 F	744 F	1 052 F	1 360 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

RECHERCHE PÉTROLIÈRE

Le nouveau matériel utilisé pour le premier forage en Méditerranée profonde a donné satisfaction

Le premier forage en Méditerranée profonde, commencé le 8 novembre 1982, s'est achevé le 4 janvier 1983. Réalisé par une profondeur d'eau de 1 714 mètres, ce qui bat largement le record de 1 486 mètres établi en 1979 au large du Canada, le forage a permis de tester le tube prolongateur (1) d'un type nouveau étudié par l'Institut français du pétrole, Total et la société nationale Elf-Aquitaine (S.N.E.A.) et construit par Creusot-Loire (le Monde *du 1er décembre 1982). Lorsque le forage a été arrêté, le trépan était à 1 893 mètres sous la surface du fond de la mer. Les séquences sédimentaires traversées sont conformes aux prévisions des géologues.*

Le nouveau tube prolongateur a pour caractéristique principale d'avoir des connecteurs à baïonnettes : ainsi espérait-on que l'assemblage-descente, puis le démontage-remontée des quatre-vingts éléments, longs chacun de 22 mètres, seraient plus rapides que ceux d'un tube prolongateur classique. La rapidité de ces opérations est très importante étant donné que les prévisions météorologiques ne sont fiables que pour quarante-huit heures au maximum et que descente et remontée ne peuvent se faire par mauvais temps.

Le tube prolongateur a tenu les promesses de ses concepteurs et réalisateurs : il a été descendu les 3, 4 et 5 novembre en trente-neuf heures, c'est-à-dire la moitié du temps qui aurait été nécessaire avec un tube prolongateur classique. Aucun incident n'a ralenti les opérations, ce qui est exceptionnel pour un prototype.

Total, qui était opérateur de ce premier forage pour une association le réunissant à la S.N.E.A. et à Esso-France, a passé le Discoverer Seven Seas *à la S.N.E.A. Celle-ci a, en effet, la responsabilité d'un deuxième forage en Méditerranée profonde (1 250 mètres d'eau) qui vient de commencer pour le compte de la même association à trois.*

L'analyse du risque

TOUTE entreprise humaine comporte des risques. Il en est ainsi de tout forage pétrolier, surtout lorsque l'opération est réalisée par grande profondeur d'eau, ce qui est exceptionnel dans l'état actuel des techniques (2). En outre, même si la Méditerranée n'est pas une mer riche – sa couleur bleue en témoigne, – elle est presque fermée et elle n'a pas de marées, si bien qu'une fuite accidentelle aurait de graves conséquences pour le milieu marin. Enfin, la location du *Discoverer Seven Seas*, qui vient d'être utilisé en Méditerranée profonde, est très chère (1,5 million de francs par jour) et le bateau est retenu deux ans à l'avance : un retard dû à un incident aurait donc pu avoir des répercussions sérieuses sur le déroulement du programme.

Dans ces conditions on comprend pourquoi la direction interdépartementale de l'industrie de Marseille a demandé une analyse qualitative du risque d'éruption, et pourquoi Total et la S.N.E.A. ont réalisé une analyse quantitative du risque de perte du tube prolongateur.

Ces deux analyses ont été faites selon la méthode dite de l'arbre des défauts, qui part d'un « événement indésirable » bien défini (l'éruption, par exemple) pour descendre palier par palier jusqu'à toutes les combinaisons d'événements élémentaires conduisant au déclenchement de cet « événement indésirable ». Ainsi décompose-t-on l'accident en éléments de plus en plus simples.

Pour sa part, l'analyse du risque de perte du tube prolongateur était quantitative. Le *Discoverer Seven Seas* ne dispose que d'un seul tube prolongateur. De novembre 1976 au printemps 1981, il a fait quatorze forages et a perdu son tube prolongateur lors du quatorzième (les quinzième et seizième forages se sont passés sans incident de ce genre).

Là aussi, l'arbre des défauts a permis de décomposer en causes élémentaires le risque de perte du tube prolongateur lors d'un forage réalisé par 1 800 mètres de profondeur d'eau. Au total, la probabilité de perte a été évaluée à 7,5 %, ce qui est élevé.

Ensuite, est intervenue l'étude statistique sur le nombre de fois où le *Discoverer Seven Seas* avait perdu son tube prolongateur (1 sur 14). Le calcul de l'intervalle de confiance a montré qu'il y avait 90 % de chances que la probabilité de perdre le tube prolongateur soit située entre 0,37 % et 34 %. La largeur de la fourchette étant due au fait que la série statistique tirée des opérations du bateau était trop courte.

En définitive, le risque de perdre le tube prolongateur a été jugé suffisamment élevé pour que l'on en fasse construire un par Creusot-Loire avant le début du forage des deux puits en Méditerranée profonde.

Y. R.

(1) Le tube prolongateur, ou *riser*, relie le bateau de forage à la tête de puits fixée sur le fond de la mer. C'est un gros tuyau d'acier à l'intérieur duquel tourne le train de tiges qui entraîne le trépan. Les boues de forage essentielles à la sécurité et à la réalisation du forage descendent par l'intérieur du train de tige et remontent par le tube prolongateur.

(2) Le forage qui vient de s'achever était le vingt-cinquième du monde à être pratiqué par des profondeurs d'eau supérieures à 1 000 mètres.

En toute logique

TAREZ LE TEE AU CARRÉ

Problème n° 235

TEE, ce mot innocent qui ne sort jamais tout à fait de l'imagination d'un amateur sérieux de jeux de lettres à cause de sa configuration particulière, voit son carré égalé à TAREZ si chaque lettre représente un chiffre différent et si l'on se borne, puisqu'il y a cinq lettres, à la base six.

Quelle est donc la valeur de chaque lettre dans :

TAREZ = (TEE) 2 ?

(Solution dans « le Monde des sciences et des techniques » du 26 janvier.)

Solution du problème n° 234

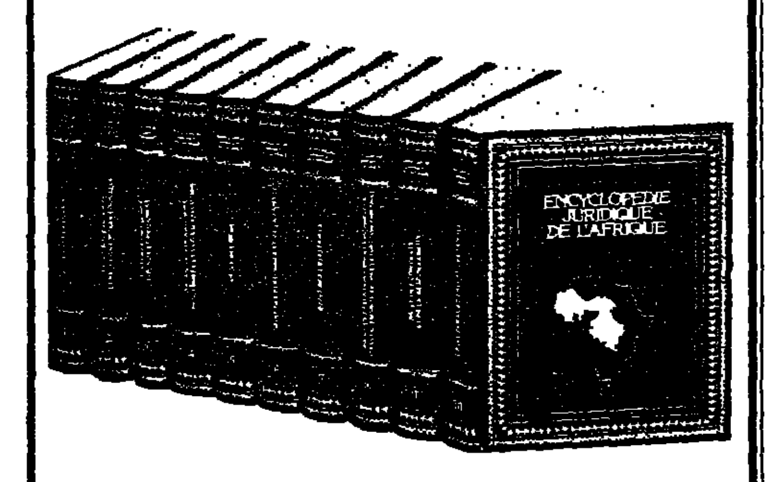
L'un des segments joignant un point quelconque M d'un cercle aux sommets A, B et C d'un triangle équilatéral inscrit est la somme des deux autres.

Soit M entre A et B. L'angle AMC valant 60 degrés, construisons le triangle de côté AB et le troisième sommet C' tel que MC' = MA. Ce triangle est isocèle donc équilatéral. Donc ABM et ACC' sont égaux et

MA = MC' = MC + CC' = MC + MB

PIERRE BERLOQUIN.





Les astronomes amateurs pourront utiliser un télescope de l'observatoire du pic du Midi

L'OBSERVATOIRE du pic du Midi et de Toulouse met à la disposition des astronomes amateurs, à partir du 1er février, son télescope de 60 centimètres d'ouverture (T. 60), actuellement en configuration Newton. Sa focale de 1,60 mètre le destine plus particulièrement à une fonction de collecteur de lumière. L'objectif recherché par l'observatoire est d'inciter les amateurs à développer des programmes scientifiques dans un site favorable, avec un instrument pour « professionnels ».

Cette initiative va dans le sens des recommandations faites lors des Journées nationales de la recherche et de la technologie de janvier 1982, qui invitaient les scientifiques à sortir de leur tour d'ivoire.

Les demandes de temps de télescope faites par les amateurs devront être soumises à l'agrément du Comité des programmes du T. 60, qui sélectionnera les candidats en fonction de leur compétence, de l'intérêt scientifique de leur projet et de la nécessité d'utiliser le télescope pour le réaliser. Les dossiers peuvent être présentés aussi bien par un amateur isolé, que par une équipe (maximum quatre personnes simultanément), appartenant ou non à une association ou à un club. A l'issue de la mission, les candidats retenus devront remettre au comité un compte rendu détaillé de leurs travaux, qui pourra éventuellement faire l'objet d'une publication.

Il faut préciser aussi que le travail dans un observatoire isolé et en altitude (près de 2 900 mètres) présente un certain nombre de contraintes (risques médicaux, vie communautaire, difficultés d'accès, etc.) qu'il importera aux candidats d'accepter.

Les frais de séjour sont à la charge des astronomes amateurs. A titre indicatif, en 1982, ils s'élevaient à 70 F par jour et par personne. Les candidats intéressés peuvent écrire au Comité des programmes du T. 60 – O.P.M.T., 14, avenue Édouard-Belin, 31400 Toulouse – en joignant à leur lettre six timbres à 1,80 F.

LE CENTRE SISMOLOGIQUE EUROMÉDITERRANÉEN DE STRASBOURG

Un instrument d'alerte efficace de tous les instants

Le Centre sismologique euroméditerranéen (C.S.E.M.) devrait commencer très prochainement son existence officielle. Les 16 et 17 décembre, des organismes scientifiques français (l'Institut national d'astronomie et de géophysique du Centre national de la recherche scientifique et l'Institut de physique du globe de Strasbourg), albanais, belge, espagnol, finlandais, britannique, israélien, portugais, ouest-allemand et suisse ont signé l'accord de création du C.S.E.M.

Celui-ci sera installé dans les locaux de l'Institut de physique du globe de Strasbourg auquel appartiennent les cinq personnes qui travailleront de façon permanente pour le C.S.E.M. Le président, élu, du C.S.E.M. est le professeur Heikki Korhonen (Finlande). Le secrétaire général, nommé, qui aura en charge le fonctionnement du Centre, est M. Jean Bonnin, professeur de géophysique à l'université Louis-Pasteur de Strasbourg.

A LA vérité, cette création n'en est pas tout à fait une. En 1975, à Grenoble, lors de la seizième assemblée générale de l'Union géodésique et géophysique internationale, la Commission sismologique européenne de l'Association internationale de sismologie et de physique de l'intérieur de la Terre avait décidé la création du C.S.E.M. et celui-ci a commencé à fonctionner dès le 1er janvier 1976 (avec le soutien de l'INAG, du ministère des relations extérieures et aussi de quelques organismes étrangers) à l'Institut de physique du globe (I.P.G.) de Strasbourg où il a pris la suite du Bureau central international de sismologie qui avait été créé au début du siècle.

Un réseau de surveillance

Pendant ses sept ans d'existence officieuse, le C.S.E.M., dont M. Elie Peterschmitt, physicien à l'I.P.G. de Strasbourg, avait la charge jusqu'à la fin de 1982, a peu à peu mis en place une organisation capable de prévenir, dans des délais de plus en plus brefs, les autorités responsables, la communauté scientifique et le grand public qu'un séisme important vient de se produire en Europe ou dans le Bassin méditerranéen.

Déjà, le 10 octobre 1980 à 13 h 45, le C.S.E.M. a transmis au bureau de l'Agence France-Presse de Strasbourg une courte information annonçant qu'un séisme de magnitude au moins égale à 7 s'était produit vingt minutes auparavant dans l'ouest de l'Algérie. A 14 h 20, un télex était envoyé à la sécurité civile du ministère français de l'intérieur. A 15 h 21, le C.S.E.M. précisait que la secousse avait eu lieu à El Asnam (ex-Orléansville).

Du 1er janvier 1976 au 31 décembre 1981, le C.S.E.M. a calculé et mis en mémoire les magnitudes et les épicentres de 6 608 séismes. Le nombre des tremblements de terre traités par le C.S.E.M. augmente peu à peu : de 1 000 en moyenne par an, il est passé en 1981 à 1 420. Cela tient au fait que les stations sont plus nombreuses, les sismographes meilleurs, les échanges de données plus rapides ; 30 % de ces échanges, par exemple, se faisaient par télex en 1976 ; en 1982, on en était à 70 %.

Actuellement, le C.S.E.M. dispose des réseaux installés par l'I.P.G. de Strasbourg autour du fossé rhénan (sept stations, auxquelles on peut ajouter les stations de l'Institut de géophysique de Karlsruhe en Allemagne fédérale) et autour de Nice (six et bientôt sept stations). Un réseau de huit stations est en cours d'installation autour de Marseille. Les stations du fossé rhénan transmettent leurs signaux à l'I.P.G. par radio, donc en temps réel. Celles du réseau de Nice seront reliées à Strasbourg par téléphone (système Transpac) en 1983 ; de même, cette année, la station de l'I.P.G. de Clermont-Ferrand. En 1984, peut-être, ce devrait être au tour des huit stations pyrénéennes d'Arette, de l'I.P.G. de Paris, d'être reliées à Strasbourg par Transpac.

Sonnettes et téléphones

Notons que, peu à peu, s'organise en France le réseau national de surveillance sismique (Renass) constitué par les observatoires sismologiques universitaires (celui de Grenoble en particulier). Devraient aussi se joindre au Renass dix des vingt-huit stations du réseau propre du Laboratoire de détection et de géophysique (L.D.G.) du Commissariat à l'énergie atomique. Mais le réseau du L.D.G. a été conçu pour détecter les explosions nucléaires dans le monde entier et non pour surveiller l'activité sismique nationale.

Le C.S.E.M. a mis au point une procédure d'urgence qui a déjà bien fonctionné pour le tremblement de terre d'El Asnam, mais celui-ci s'est produit un vendredi en début d'après-midi, donc à une heure ouvrable. Désormais, il suffit de l'enregistrement quasi simultané par toutes les stations du fossé rhénan de signaux sismiques d'une amplitude qui a été soigneusement choisie pour déclencher, trois cent soixante-cinq jours par an et à toute heure du jour ou de la nuit, des sonnettes dans l'I.P.G. (quelqu'un ne regarde pas forcément au bon moment les aiguilles des sismographes) et surtout le téléphone chez les scientifiques chargés de la garde permanente.

L'amplitude des signaux diminuant avec la distance parcourue par les ondes sismiques, l'alarme sera déclenchée pour la France par un tremblement de terre de magnitude égale ou supérieure à 5, pour le Bassin méditerranéen par une secousse de magnitude égale ou supérieure à 6, pour la Chine par un séisme de magnitude égale ou supérieure à 7,5 ou 8.

Les seuls signaux sismiques détectés par le réseau rhénan suffisent pour avoir une première idée, par rapport à Strasbourg, de la direction générale et de la distance du lieu où s'est produit le tremblement de terre et aussi de la magnitude approximative. Les informations (coordonnées géographiques et magnitude) sont affinées au fur et à mesure que parviennent au C.S.E.M. les données enregistrées ailleurs en Europe, dans le Bassin méditerranéen, aux Etats-Unis ou dans un pays équipé en sismographes. Evidemment, tous les pays ne disposent pas de bons réseaux sismologiques ou de bons systèmes de transmission. D'autres – telle l'U.R.S.S. – ont ces équipements, mais envoient toujours leurs données avec retard.

Un système unique en son genre

Les 6 608 données recueillies par le C.S.E.M. de 1976 à 1981 constituent un embryon de banque de données sur bandes, sur fiches perforées ou sur fichier informatisé. Cette année, l'I.P.G. disposera d'un nouvel ordinateur pour les déterminations et le traitement des données transmises par Transpac. Il y a un projet de vraie banque de données sismiques qui serait possible grâce à l'ordinateur du centre régional du C.N.R.S. à Strasbourg. Un groupe de travail du Conseil de l'Europe, d'ailleurs, recommande la création, à brève échéance, d'une telle banque de données sismiques européennes.

Le C.S.E.M. semble être un système régional international unique en son genre. Seul pourrait lui être comparé le système international d'alerte aux *tsunamis* (ces vagues, gigantesques sur les côtes, engendrées par certains séismes ou explosions volcaniques sous-marins), qui fonctionne tout autour du Pacifique depuis un quart de siècle.

Bien entendu, le C.S.E.M. détecte des séismes beaucoup plus faibles – on reçoit des informations sur eux – que ceux qui déclenchent la procédure d'urgence. Il publie les données sur ces tremblements de terre dans des fiches mensuelles qui sont envoyées à tous les observatoires sismologiques du monde correspondants du C.S.E.M. et à tous les organismes français et étrangers qui en font la demande. Bientôt ces fiches seront mises en vente pour toutes les personnes intéressées.

Y. R.

SPORTS

LA CRISE DE L'A.S. SAINT-ÉTIENNE

Une atmosphère empoisonnée

Robert Herbin, entraîneur et manager général de l'Association sportive de Saint-Étienne, a été évincé sans aucun mot de remerciements pour les services rendus au club depuis vingt-cinq ans. Ce simple constat résume l'atmosphère empoisonnée après une semaine marquée par une annonce de licenciement, un démenti, puis une confirmation. Les joueurs sont très divisés. Les nouveaux dirigeants, inexpérimentés, devront s'appuyer sur un cadre technique qui va découvrir le monde de la première division, M. Guy Briet, entraîneur jusqu'alors de l'équipe stéphanoise de troisième division et responsable du centre de formation.

Le climat politique est à l'unisson : le parti socialiste désapprouve ouvertement le maire communiste, alors que les deux partis sont censés, selon un arbitrage national, aller ensemble à la bataille des municipales. En ville, les commentaires vont bon train. Si la majorité des Stéphanois laissaient percer une certaine lassitude, on sent que les conditions de départ de Robert Herbin ainsi que les circonstances de son annonce par le maire en personne ont provoqué un grand trouble.

Saint-Étienne. – M. Paul Bressy, président depuis un mois de l'A.S.S.E., a raté son entrée publique. Nerveux, irritable, il a mal négocié son face-à-face avec la presse, lundi 10 janvier, à midi, après une entrevue avec l'entraîneur limogé Robert Herbin, auquel il avait fait savoir par lettre recommandée que le nouveau comité directeur du club *« se voit contraint d'envisager de mettre fin à vos fonctions »*.

De notre correspondant *régional*

« Je me suis rendu compte que [Robert Herbin] *était davantage intéressé par ses propres intérêts que par ceux du club »*, a déclaré M. Bressy, qui a expliqué que la crise était née au lendemain de la finale de la Coupe de France. Les nouveaux dirigeants du club ont donc choisi un bouc émissaire, l'entraîneur, alors qu'ils ont décidé de retirer toutes les plaintes déposées dans l'affaire de la *« caisse noire »* contre l'ex-président Rocher et ses amis (1).

Quant aux conséquences financières du licenciement de Robert Herbin et du recruteur Bernard Gardon, le président des « Verts » a dit : *« Je ne les ai pas évaluées. »* On peut néanmoins estimer que les indemnités de l'entraîneur atteindraient 2 millions de francs, et celles du recruteur plusieurs centaines de milliers de francs.

Avant de quitter ses fonctions, Robert Herbin s'était adressé aux joueurs. Il leur avait dit : *« Mon métier était de vous faire progresser et de vous critiquer. Mais, vis-à-vis de l'extérieur, j'ai toujours assumé mes responsabilités. A ceux d'entre vous qui m'ont critiqué, je dirai qu'il est plus facile d'expliquer ses contre-performances par un mauvais entraîneur que par sa propre défaillance. »*

Plus tard, en affirmant son intention de porter plainte en diffamation contre M. Joseph Sanguedolce, maire de la ville, qui avait évoqué son *« intempérance »*, Robert Herbin a noté : *« Je crois qu'en Pologne on a accusé Lech Walesa d'aimer les petits garçons. »*

La polémique n'est pas près de s'éteindre. D'autant qu'elle prend une coloration politique avec les prochaines élections municipales pour toile de fond. Dès lundi soir, M. Bruno Vennin, député socialiste, adjoint au maire, a pris très nettement ses distances vis-à-vis des initiatives du maire communiste, M. Sangueldoce : *« Nous sommes toujours opposés à toute ingérence de la politique dans le sport. Les prises de position du maire n'ont jamais été délibérées en conseil. Ce n'est pas son rôle de commanditer le départ de tel ou tel. Enfin, le club a trop souffert des attaques personnelles. »*

Mercredi 12 janvier, à 11 heures, est prévue une rencontre de pure forme entre l'entraîneur limogé et le président. Le premier devrait connaître les griefs officiels qui l'ont fait écarter. L'équipe professionnelle est en pleine préparation pour son prochain match de rentrée en championnat de France. Qui le public pourra-t-il siffler en cas de mauvaise performance ?

CLAUDE RÉGENT.

(1) A la suite de cette décision, M. Claude Faure, adjoint aux sports (P.C.F.), a *déclaré* : *« De toute façon, nous pouvons, à tout moment, nous constituer partie civile. »*

SPORTS MÉCANIQUES

PARIS-DAKAR : les premiers drames

Chirfa (Niger) *(A.F.P.)*. – Deux concurrents intoxiqués par les gaz d'échappement de leur voiture, trois motards blessés et ramenés sur Djanet (Algérie) par l'hélicoptère, de nombreux pilotes engagés sur une mauvaise piste vers la Libye, mais aussi la course *en tête*, avec André Trossat (Lada), vainqueur de 532 kilomètres de désert : le rallye Paris-Dakar a pris, lundi 10 janvier, entre Djanet et Chirfa une tournure dramatique.

Depuis le quartier général de la course, installé dans un D.C. 3 sur l'aéroport de Djanet, la radio a crépité sans interruption. En début d'étape, après que le départ eut été donné avec quatre heures de retard, parce que les camions de ravitaillement en *essence s'étaient égarés*, un contrôle de passage situé au centième kilomètre s'étonna de ne voir arriver personne. Au même moment, M. Thierry Sabine, l'organisateur, depuis son hélicoptère, récupérait, en amont, des concurrents qui avaient quitté la bonne piste et bifurqué vers l'est, en direction de la *Libye. Le* contrôle de passage était alors annulé et les commissaires envoyés à la recherche des égarés.

Plusieurs accidents de motards étaient signalés. Philippe Joineau avait un traumatisme crânien, Marc Jallon, une fracture ouverte à une jambe et le Néerlandais Rikkus *Lubbers*, une épaule cassée. *Ils* étaient ramenés sur Djanet dans l'attente d'un rapatriement sanitaire. Puis l'hélicoptère repartait vers Roland et Christian Maussi qui venaient d'être découverts inanimés, intoxiqués par les gaz d'échappement de leur Peugeot Dangel. Un médecin établissait par radio un premier diagnostic pendant que les secours s'organisaient, dans des conditions difficiles, à la nuit tombante.

A l'arrière, Thierry Sabine donnait alors l'ordre de former un convoi avec ceux qui avaient pris une mauvaise piste pour revenir vers *Djanet* au point de départ. A *Chirfa*, terme de cette étape, Philippe Vassard avait perdu sa place de leader des motards au profit de Hubert Auriol (B.M.W.), à nouveau vainqueur.

Quant à Jacky Ickx (Mercedes), il a conservé la première place au classement général des pilotes automobiles, mais a été battu à Chifra de huit minutes par André Trossat (Lada).

ÉDUCATION

POUR PRÉVENIR D'ÉVENTUELLES DIFFICULTÉS A LA RENTRÉE 1983

Le ministère fixe un calendrier rigoureux d'affectation et de rentrée des enseignants

Le ministère de l'éducation nationale a rendu publique une huitième note de service, signée par M. Jean-Paul Costa, directeur de cabinet du *ministre*, pour la *préparation* de la rentrée scolaire de 1983 *(le Monde* du 5 janvier). Cette note concerne exclusivement la gestion des personnels et exprime un souci constant : éviter qu'en septembre 1983 ne se renouvellent les difficultés de la dernière rentrée 1982.

Les instructions, formulées avec fermeté, ne dissimulent pas les contraintes qu'impliquent, pour les personnels, les nécessités d'une meilleure gestion de la rentrée scolaire. *« La volonté d'améliorer la qualité du service public de l'éducation nationale et d'en promouvoir la bonne image auprès de l'opinion publique particulièrement sensible au moment de la rentrée sur les éventuels difficultés de fonctionnement doit vous guider dans l'organisation des services rectoraux et académiques pendant la période de préparation de la rentrée »*, explique M. Jean-Paul Costa.

Le ministère fixe un calendrier rigoureux pour permettre une affectation des personnels plus *« précoce »* qu'en 1982. Les mouvements de titulaires devront être terminés au mois de juillet et les affectations seront définitives à cette date, sauf cas *« tout à fait exceptionnels »*. Les maîtres-auxiliaires seront considérés comme des *« prétitulaires »* et une série de mesures devrait permettre aux administrateurs de s'intéresser surtout à ceux qui souhaiteraient rester durablement dans l'éducation nationale. En effet, ceux qui *« n'ont pas satisfait aux exigences de leurs fonctions ne doivent pas être réemployés »*. Les démissionnaires, ceux qui ont fait l'objet d'une mesure de licenciement ou ont refusé une titularisation, perdront le bénéfice du réemploi. Les auxiliaires réemployés, en contrepartie, *« devront accepter tout poste vacant d'enseignement ou de remplacement sur tout point du territoire »*.

« Une politique correcte pour les auxiliaires suppose des contraintes pour les titulaires », précise-t-on au ministère. Pour ces derniers, les demandes de temps partiel doivent être formulées suffisamment tôt (avant le 31 mars) pour éviter une désorganisation de la rentrée. Ce seront les impératifs et l' *« intérêt du service »* qui décideront, en partie, de l'acceptation. De la même manière, les enseignants *titulaires* ou auxiliaires sont tenus d'accepter le poste auquel ils sont nommés, et d'y être présents le jour de la prérentrée, fixée au 6 septembre, même s'ils contestent *« légitimement »* leur affectation. Une journée supplémentaire de prérentrée, le mercredi 7, sera laissée à l'initiative des chefs d'établissement pour organiser la rentrée des élèves le jeudi 8.

Cette ou ces journées, préparées de préférence à la fin de l'année scolaire 1982-1983, *« afin d'éviter toute improvisation qui en atténuerait l'utilité »*, seront l'occasion d'informer les enseignants sur les *« objectifs précis arrêtés pour l'année 1983-1984 »*, ainsi que sur *« les grandes orientations qui se dessinent à la suite des commissions nationales »*. Elles devraient aussi leur donner le temps de se concerter. Enfin, les chefs d'établissement ou leurs adjoints sont soumis à une obligation de présence jusqu'au 13 juillet et à partir du 25 août.

LA CANTINE : « SÉQUENCE ÉDUCATIVE »

Les moments de restauration dans les cantines scolaires sont des « séquences éducatives » au même titre que l'enseignement, qu'il convient d'intégrer à la vie quotidienne des enfants. Tel est le sens d'une note de service publiée au *Bulletin officiel de l'éducation nationale* du 6 janvier qui attire l'attention des inspecteurs d'académie et directeurs d'école normale sur l'importance de la restauration scolaire. Pour l'améliorer, il faut porter les plus gros efforts sur la relation enfant-enseignant, la qualité du cadre d'accueil (qui peut souvent être aménagé à peu de frais) et de l'alimentation (éviter la monotonie, éduquer au goût et à l'hygiène). Les directeurs d'école normale sont invités à *« rendre obligatoire »* l'initiation des futurs instituteurs à cette activité.

Le directeur des écoles, signataire de la note, souhaite recueillir *un état de la situation de la restauration scolaire* dans chaque département avant le 1er avril 1983, en même temps que les réactions à ses suggestions et recommandations.

M. PIERRE LIVET EST ÉLU PRÉSIDENT DE L'UNIVERSITÉ DE LA RÉUNION

M. Pierre Livet, maître-assistant *de droit public, a été élu récemment* président de l'université de la Réunion. Cet établissement, qui avait depuis sa création en 1970 le statut de centre universitaire, a été « constitué » en université par un décret publié au *Journal officiel* du 23 octobre 1982. M. Livet, élu au premier tour de scrutin par 25 voix sur 31 *votants, succède à M. Yves Poirrier* dont le mandat arrivait à expiration.

[*Né le 1er novembre 1940 à Luxeuil*-les-Bains (Haute-Saône), M. Livet est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'Institut français de presse. Docteur en droit, il a *été assistant à la faculté de droit de Ma*dagascar, de 1965 à 1968, avant d'être nommé assistant à l'université de Besançon. Il enseigne à l'université de la Réunion depuis 1972. Ses travaux de recherche concernent les problèmes de l'organisation administrative de l'outre-mer française.

La candidature de M. Livet à la présidence de l'université était soutenue par l'intersyndicale groupant les organisations de personnels et d'usagers de gauche.

Après la prise de position de l'enseignement catholique

Tactique... électorale ?

Dès lundi, en fin de matinée, devant la presse, puis au cours *de conversations ultérieures,* les responsables de l'enseignement catholique ont paru étonnés de constater que leur refus de négocier ressemblait plus effectivement à un refus qu'à une couverture.

L'ouverture n'est pas absente. Elle se cache derrière deux expressions du texte adopté par le Comité national de l'enseignement *catholique : « Harmonisation du réseau scolaire »* et *« Aménagement de la participation et du soutien des collectivités locales »*. Sur le premier point, l'enseignement catholique est prêt à examiner le rapprochement *entre les règles d'ouverture* ou de fermeture de classes ou de sections appliquées au secteur public et à lui-même. La deuxième expression recouvre la recherche de solutions au problème posé par le versement du *forfait communal aux écoles primaires* sous contrat d'association, ne serait-ce qu'en vue de corriger les silences de la loi Guermeur à propos des charges de la commune pour les élèves domiciliés hors de son territoire.

Ces « propositions » – dix lignes dans un document de plus *de cinq feuillets – suffisent-elles* à effacer l'information et l'impression données par les développements sur les *« conditions d'un dialogue »* et le *« point de départ »* que le Comité national pose en préalable à toute négo*ciation ?*

Certains dirigeants de l'enseignement catholique *présentent* le texte comme *« modéré »*, car ils estiment avoir réussi, pour le moment, à éviter le pire. Ils affirment devoir *« étouffer en permanence des tentatives »* d'adhérents de leurs organisations qui les pressent de *« décider des actions dures »*.

*Mais l'étonnement de ces res*ponsables n'est pas sincère chez la totalité d'entre eux. Comment ne pas tendre l'oreille lorsque certains – deux au moins – laissent échapper cette phrase : *« A deux mois des élections municipales, nous n'allions tout de même pas faire un formidable cadeau au gouvernement en allant nous asseoir à la table des négociations ! »* Voilà une tactique qui n'a peut-être pas fait l'unanimité au sein du secrétairat général de l'enseignement catholique.

CHARLES VIAL.

M. MÉHAIGNERIE (C.D.S.) : un processus d'étatisation

Le collège exécutif du C.D.S. a décidé la *« convocation extraordinaire »* du conseil politique du parti le samedi 15 janvier, pour traiter de la *« défense de l'enseignement libre »*.

D'autre part, M. Pierre Méhaignerie, président du C.D.S., a adressé au premier ministre et au ministre de l'éducation nationale une motion adoptée par la majorité du conseil général d'Ille-et-Vilaine qu'il préside. Cett motion souligne notamment qu'*« en présentant son plan d'unification du système éducatif, le gouvernement se prépare en fait à remettre en cause (...) la liberté de l'enseignement »*.

Le conseil général d'Ille-et-Vilaine estime que *« les propositions de négociation présentées par le ministre de l'éducation nationale sous une forme banale constituent, en réalité, le début d'un processus d'étatisation complète de l'enseignement privé »*. Selon lui, *« trois fondements d'enseigner et d'éduquer* [sont] *remis en cause : le libre choix de l'école par les parents, le caractère propre de l'enseignement libre et l'autonomie de gestion des établissements »*.

URBANISME

Le parc de Bercy : 12 hectares d'arbres et de canaux

Gare de marchandises
Gare de Paris-Bercy
Pavillons de l'Exposition universelle
Ilôt Corbineau
Entrepôt vinicole
Gare de marchandises
Hôtel
Pavillon de Paris
Palais omnisports
PARC
Rue de Dijon
PARC
0 250 m
SEINE

M. Jacques Chirac, maire de Paris, a présenté à la presse, le 10 janvier, la maquette du futur parc de Bercy qui devrait s'étendre sur une partie des entrepôts à vins, dans le douzième arrondissement. Les 39 hectares situés le long de la Seine et encombrés de chais pittoresques *sont propriété* de la ville. Leur réaménagement prévu de longue date a déjà commencé. Le palais omnisport en cours d'achèvement occupe 8 hectares à l'extrémité nord-ouest ; à l'autre bout, les entrepôts vinicoles resserrés, modernisés et dotés d'une « maison des vins de France », auront droit à une dizaine d'hectares.

Entre les deux s'étend un vaste espace sur lequel la ville et l'Etat ont des visées différentes, mais pas forcément divergentes. L'Etat veut y installer, pour l'Exposition universelle de 1989, les pavillons consacrés aux industries. La municipalité a accepté ce principe, mais elle souhaite aussi ouvrir à cet emplacement un parc bordé successivement d'un hôtel, d'une maison des fédérations sportives, d'un « pavillon de la Ville de Paris » et de constructions sociales offrant huit cents logements.

« Afin d'éviter les malentendus » et *« de rendre publique »* l'idée que la ville se fait de l'aménagement de Bercy, M. Chirac a donc pris les devants, en présentant une maquette. Cependant, il a précisé qu'il ne s'agissait que de *« l'une des illustrations possibles des aménagements à entreprendre »* et que ceux-ci *« devront donner lieu à des consultations nombreuses »*. Il exprime, en somme, ses intentions avant de négocier.

Le projet de la Ville consiste à conserver, entre le temple des sports et le « royaume » des pinardiers, tous les arbres, parfois centenaires, qui font le charme de l'endroit. Des canaux reprendraient le tracé des anciennes *rues* pavées et, ici et là, quelques chais historiques seraient restaurés et affectés à l'animation du parc. A l'exemple des Tuileries, une terrasse isolerait le parc de la circulation automobile passant sur le quai de Bercy, mais permettrait d'admirer la Seine, que l'on pourrait, d'ailleurs, rejoindre par des passages souterrains.

En arrière de cet espace vert de 12 hectares s'élèverait une rangée de construction occupant 9 hectares : hôtels, maison des fédérations sportives, pavillon de Paris, logements. Ce sont ces derniers bâtiments que la Ville propose d'affecter d'abord à l'Exposition universelle, quitte à les transformer ensuite en habitations.

Reste à savoir si l'Etat se contentera de cet espace restreint, s'il acceptera de construire des structures transformables et quelle sera la répartition des frais. En tout cas, en définissant clairement et dès à présent sa *« volonté d'urbanisme »* sur Bercy, le maire de Paris a lancé la balle dans le camp du gouvernement. – M. A.-R.

● *Dans les comités économiques et sociaux.* – Deux présidents de comités économiques et sociaux (C.E.S.) viennent d'être réélus : M. Claude Ferté en Picardie et M. Pierre Madaule dans le Midi-Pyrénées. En Bretagne, en revanche, le C.E.S. a un nouveau président. Il s'agit de M. René de Foucaud, représentant de la catégorie « entreprises et activités professionnelles non salariées », qui a été élu le 5 janvier.

LA CONSTRUCTION DU MINISTÈRE DES FINANCES

Le lauréat a-t-il respecté le programme ?

Tous les projets présentés lors du concours d'architecture pour le ministère des finances de Bercy (dont les vingt-huit primés et le lauréat) sont exposés depuis le samedi 8 janvier à l'hôtel des Monnaies, quai de Conti, à Paris (1).

Mais déjà, une polémique est engagée. Certains concurrents estiment, textes à l'appui, que le projet lauréat, un bâtiment – pont qui enjambe la rue de Bercy et le quai de la Râpée, conçu par l'équipe Huidobro- Chemetov- Devillers- Duhart (*le Monde* du 9 décembre 1982), est hors concours.

M. Jean-Claude Moreau, architecte à Paris, nous écrit notamment : *« Le jury a récompensé un projet hors concours d'entrée de jeu, puisqu'il dépasse de plus de 50 mètres le périmètre à construire.*

» Dans le règlement très complet établi par le futur maître d'ouvrage, les limites à construire et les modalités de franchissement des voies étaient clairement exprimées : une dalle piéton ou des passerelles au-dessus du quai de la Râpée ; une dalle (ou des bâtiments) au-dessus de la rue de Bercy.

» Ce règlement, qui devrait avoir valeur de contrat définissant les limites et devoirs réciproques auxquels s'engagent les concurrents et le maître d'ouvrage, se trouve donc bafoué par ce dernier, et les conditions d'égalité des concurrents, de ce fait, remises en cause.

» D'ores et déjà, et sans que la qualité du primé soit en cause, des questions se posent. Un concours d'architecture est une compétition. Sans règles de jeu strictes, peut-il y avoir compétition équitable ?

(1) Jusqu'au 5 février, de 11 heures à 19 heures, du lundi au vendredi ; jusqu'à 17 heures le samedi.

ÉQUIPEMENT

La géothermie en échec à Avignon

C'est la déception dans la Cité des Papes. Le forage géothermique entrepris dans le quartier du Lavarin, qui devait permettre de chauffer toute une partie de banlieue sud d'Avignon, a été abandonné le 3 janvier. Pourtant, selon les spécialistes, tous les espoirs étaient permis, compte tenu de la configuration géologique du sol. Mais, à la cote – 2 250 mètres, la pression d'eau chaude à 67 degrés s'est révélée trop faible.

La ville d'Avignon, qui espérait dans l'avenir économiser 3 000 tonnes de fuel par an grâce à cette énergie nouvelle en chauffant l'hôpital, une clinique, une cité scolaire et trois mille appartements, devra trouver une autre solution. – (Corresp.).

DÉFENSE

● *M. Charles Hernu*, ministre de la défense, a déclaré, lundi 10 janvier à Villeurbanne, qu'il tenait à ce que le judaïsme s'affirme dans les armées, au même titre que les autres confessions, comme une religion de *« plein exercice »*, dans le respect de ses caractères culturels et de ses lois alimentaires. Le ministre a annoncé que serait expérimentée dans les armées la mise à disposition de rations casher – conforme aux rituels de la religion juive – afin que tout jeune pratiquant puisse respecter les rites de sa religion pendant sa vie militaire.

Languedoc-Roussillon

L'Hérault prend pied dans la télématique

Montpellier. – Le département de l'Hérault sera-t-il un des premiers à bénéficier de la mise en place de nouveaux moyens de communication ? La ville de Montpellier a *présenté récemment* un projet de câblage en fibres optiques. De son côté, le conseil général a annoncé que l'annuaire électronique serait mis en place rapidement dans le département. Mais tout n'est pas qu'une affaire de réseaux. Il faut s'intéresser au contenu. Certaines actions sont en cours dans le domaine de l'audiovisuel (*le Monde Dimanche* du 14 novembre 1982).

Pour le vidéotex, les choses n'avancent que *lentement. Si plus de 25 projets ont été* annoncés dans des domaines très divers (agriculture, enseignement, santé, bâtiment, collectivités, tourisme, culture, banques, entreprises *industrielles et commerciales*), la *plupart* consistent à mettre au point des maquettes d'une vingtaine de « pages-écrans » et... à attendre que l'on installe l'annuaire électronique afin de disposer d'une clientèle susceptible *d'appeler les services. Seul le projet de banque* de données culturelles régionales est assez avancé.

De notre envoyé spécial

L'administration des P.T.T. peut-elle *installer* l'annuaire dans des régions qui n'ont pas développé des banques de données locales ? Le service annuaire suffira-t-il à justifier à lui seul des investissements de télécommunications ? « *Certainement*, affirme M. Hervé Nora, qui vient de quitter la direction des affaires commerciales et télématiques de la D.G.T. pour C.I.I.-H.B. *Grâce aux économies de papier et à la baisse des coûts de personnel dans les services de renseignement, l'annuaire électronique est rentable* ».

Il faut espérer que le calcul est exact, car pour l'instant personne ne se bat pour constituer des banques de données accessibles au grand public dans l'Hérault. Toutefois, le ministère des P.T.T. semble moins pressé que les élus locaux pour installer l'annuaire. « *Aucune décision formelle n'a encore été prise car ce département ne figure pas sur la liste des opérations prioritaires. Rien ne devrait être fait avant 1985* », a déclaré un fonctionnaire de l'avenue de Ségur.

La situation de l'Hérault n'est pas exceptionnelle. *Elle montre simplement* que la télématique n'est pas qu'une affaire de volontarisme, fût-il celui de la D.G.T. ou celui des collectivités locales. Un certain consensus est nécessaire. Les P.T.T. souhaitent que dans la plupart des régions les différents partenaires (notamment la presse, les banques et les collectivités locales) se mettent d'accord sur des projets communs. Mais les situations locales ne se prêtent pas toujours à de tels arrangements. Les alliances traditionnelles demeurent : tel journal crée un G.I.E. (groupement d'intérêt économique) avec une banque, tel autre une association avec une collectivité territoriale.

A Montpellier, par exemple, le journal *le Midi libre* doit bientôt annoncer la création d'un G.I.E. avec la Caisse régionale du Crédit agricole afin de s'équiper d'un centre serveur et de proposer des services. Ce quotidien a constitué une *maquette de service vidéotex* d'une quarantaine de pages où sont présentées les diverses caractéristiques de l'entreprise (zone de diffusion, audience, rédaction, publicité,...) et un guide de la ville.

De son côté le *Journal de Montpellier* (dont le capital est détenu pour 66 % par *l'Indépendant* de Perpignan) a préparé sa maquette. Il propose des « télé-journaux » consacrés aux loisirs, aux activités de la ville de Montpellier et surtout un service d'information destiné aux entreprises locales. « *C'est dans le secteur professionnel que nous pensons jouer notre carte*, estime Jean-François Carenco, l'un des dirigeants du *Journal. Nous pouvons passer des accords pour relayer des banques de données nationales et apporter l'information spécifiquement locale* ».

Dans ce type de service « professionnel » le prestataire n'a pas à attendre l'installation problématique des terminaux de l'annuaire électronique. La direction régionale des télécommunications du Languedoc-Roussillon estime que 5 500 Minitel seront commercialisés en 1983 (l'annuaire électronique est fourni gratuitement, ces terminaux seront vendus ou loués 70 francs par mois).

On voit mal ces deux journaux se retrouver sur le même serveur alors que le *Midi libre* et *l'Indépendant* se sont livré une guerre commerciale assez féroce. Le problème se retrouve dans d'autres régions où des « *petits* » candidats prestataires de services n'acceptent pas de se faire abriter par le serveur « parapluie » d'un organisme concurrent. Ils peuvent alors s'équiper d'un matériel moins performant mais meilleur marché que celui de leurs confrères, un *microserveur télématique*. Ce type d'ordinateur permet de lancer des services professionnels très « ciblés » destinés aux entreprises locales, comme ceux qu'envisage le *Journal de Montpellier*.

Si d'autres prestataires de services suivaient cet exemple, on verrait apparaître des réseaux départementaux ou régionaux de microserveurs gérés par un ordinateur central chargé simplement d'une fonction d'aiguillage. Chaque *prestataire conserverait la maîtrise* de ses informations. L'idée directrice est que d'ici quelques années la baisse du coût des matériels permettra à des partenaires disposant de petits moyens financiers (par exemple les associations) d'accéder à ce réseau et de devenir fournisseurs d'informations électroniques.

RICHARD CLAVAUD.

Au service de la culture

Le département de l'Hérault participe au développement d'une banque de données culturelles au sein de l'Office régional de la culture du Languedoc-Roussillon. Cette banque fournira des informations sur les ressources culturelles de la région (*spectacles, salles et matériels* disponibles, circuits de diffusion, animateurs compétents...), des renseignements pratiques (filières de formation, aides à la *diffusion, formalités à respecter* pour l'organisation d'un spectacle...) et des renseignements permettant de préparer des spectacles.

Le système permettra également d'assurer la gestion des stocks, la comptabilité, et de tenir le fichier des associations volontaires. La banque ne sera *pas accessible au grand public* mais aux intervenants culturels qui désirent monter des spectacles dans la région et aux associations. Elle sera implantée dans six centres serveurs, un par département et un au centre *régional. Chacun sera équipé* d'un micro-ordinateur qui devrait être compatible avec les normes vidéotex. Les associations auront accès aux données grâce à des *terminaux Minitel*.

Le Gard sera équipé en avril 1983, l'Hérault vers juin, les autres départements vers septembre et le centre régional au *début de l'année 1984. Ce projet* nécessite un investissement de 650 000 francs pour les équipements et de 700 000 francs pour la réalisation. L'étude du projet a été confiée à la SIAGE (Société d'informatique et d'aide *à la gestion), organisme créé sur* l'initiative du conseil général de l'Hérault.

R. C.

Les bus gratuits de Montpellier font le plein

Au début de l'été 1982, la ville de Montpellier mettait en circulation quatre autobus gratuits, baptisés les « *Guilhem* », *nom des seigneurs de* la cité aux dixième et onzième siècles, faisant le tour des parkings du centre-ville à raison d'un passage toutes les dix minutes de 7 h 30 à 19 heures. Ces bus peuvent recevoir quarante passagers dont vingt et un assis.

Après six mois, l'expérience apparaît encourageante. En moyenne trois mille huit cents personnes sont transportées chaque jour pour une capacité journalière de cinq mille places, soit 76 % d'occupation.

Selon un sondage effectué par la SOFRETU (filiale de la R.A.T.P.), 26 % des usagers des « Guilhem » ne prennent plus leur voiture dans le centre-ville ; 9 % utilisaient un deux-roues ; 28 % sont des usagers habituels de la Société municipale de transports urbains (S.M.T.U.) et les autres sont des piétons reconvertis au bus. L'enquête montre que ces autobus gratuits sont surtout utilisés par les habitants de Montpellier (85 %).

Parmi les habitués, les plus nombreux sont les étudiants et les lycéens, *suivis par les retraités ou les* chômeurs, les employeurs et les cadres. Les employés de divers services administratifs ou privés représentent 12,50 % ; 43 % des usagers sont des passagers réguliers.

Pour décongestionner le centre-ville, sans pénaliser le commerce traditionnel, la ville a, pendant la période des fêtes de fin d'année, complété les « Guilhem » par des « bus-consignes », dans lesquels les acheteurs ont pu déposer leurs emplettes, leurs cadeaux ou les jouets encombrants.

Enfin, à l'horizon 1985, le conseil municipal envisage d'installer entre La Paillade (cité satellite à l'ouest), et Palavas-les-Flots, au sud-est, le système de transport « Aramis », actuellement *expérimenté* à Paris et à Roissy.

Dans une lettre à M. Charles Fiterman, ministre des transports, le maire de Montpellier, M. Georges Frêche (PS), envisage, selon ce même procédé, d'autres liaisons, notamment de Montpellier-gare vers l'aéroport de Fréjorgues et aussi, en suivant les stations du littoral, une liaison Montpellier-Palavas, Carnon, La Grande-Motte, le Grau-du-Roi.

« *Après délibération*, écrit M. Frêche, *il nous apparaît que ce moyen de transport pourrait être, dans la mesure de la fiabilité démontrée définitivement, le nouveau système Aramis étudié conjointement par Matra Transports et la R.A.T.P. La ville de Montpellier entend poser (...) sa candidature à ce mode de transport. Elle aimerait donc être associée aux études et aux expérimentations actuellement en cours dans la région parisienne.* »

ROGER BÉCRIAUX.

Le Sud en ses revues

En matière de revues, le Sud paraît plus actif que le Nord. Il est vrai que la revendication « occitane » y tient une grande place. *Volèm viure al païs*, « mouvement socialista autonomista occitan » (Dieu merci, on se comprend), traite dans son dernier cahier de « l'exil occitan » : *autrement dit, le sort douloureux des* enseignants, fonctionnaires et autres travailleurs condamnés à vivre autour de Paris ou, qui pis est, de Lille. Études fort sérieuses, avec tableaux statistiques. (Dossier nº 2, supplément au nº 41. 20 F. 34, bd Marcel-Sembat, *11100* Narbonne).

– Autre plainte d'*Aicé e ara*, « entre l'espoir et l'absence » : espoir d'une « reconnaissance de notre identité », « absence de pouvoirs pour *la* faire reconnaître ». (*4e trimestre* ; 18 F. B.P. 9007. Montpellier Cedex).

– *Des* « questions sur l'identité occitane », précisément, ouvrent ce numéro des *Cahiers d'histoire. Il se* voue à des « recherches sur une spécificité », sans omettre la découverte – récente – de la culture occitane par le P.C.F., qui n'avait jamais manifesté comme dans les toutes dernières années, « depuis sa fondation, autant d'intérêt pour la culture occitane ». (Nº 9-82. 40 F. - 15, rue Montmartre, Paris-1er).

– *Les Annales du Midi*, que nous signalons régulièrement, n'ont, elles, d'autre objet – comme le titre l'indique – que d'apporter une indispensable contribution à la connaissance archéologique, historique, sociologique de la France méridionale largement entendue. Ainsi, dans le présent numéro : la condition *des paysans dans* un village catalan du treizième siècle, ou « la violence des étudiants » aux quinzième et seizième siècles, à Toulouse. (Nº 158. 35 F. Privat édit., Toulouse).

– Au contraire, les *Études sur l'Hérault*, que nous découvrons, se *placent dans un espace géographi*que bien défini, avec même un intérêt particulier centré sur Pézenas. Mais elles aussi n'ont en vue que l'histoire et l'archéologie. Une histoire très proche des populations, mais dont les revendications, les révoltes même modernes, ne se distinguent pas de ce qu'elles peuvent être dans toute partie du territoire national. Ainsi, pour les quarante-huitards déportés après leur résistance au 2-Décembre ; ou de ces documents si révélateurs – journaux, poèmes – écrits par des soldats du 17e d'infanterie, insurgés par solidarité avec les vignerons lors des troubles graves de 1907. Les cahiers bimestriels publient des numéros spéciaux dans le même grand format et pareillement illustrés. (Le nº 12 F. Les « Amis de Pézenas », pl. Gambetta, 34120 Pézenas).

– Les *Dossiers d'Aquitaine* s'ouvrent toujours sur les horizons du monde, notamment avec cet inventaire tenu à jour du « génocide des poètes » : Salvador, Cuba, Libye, Pologne... Treize pays, vingt-cinq cas, pour cette fois. Compensation, la rubrique « La petite histoire des *hommes libres* » : *aujourd'hui*, le poète Pierre Béarn. Et une petite anthologie de la poésie poitevine. (Automne 82. Illustré. 8 F. 5, impasse Bordas, 33800 Bordeaux).

– *A l'autre bout de la diagonale* de l'Hexagone, les *Annales de l'Est* répondent à celles du Midi : elles sont la revue d'histoire lorraine. Le dernier sommaire est bien représentatif du large *éventail* que ces Annales déploient : la peste de 1521 à Nancy (P. Pageot) ; un « fragment biographique d'un peintre » : François-Nicolas de Bar (P. Chessé) ; mais aussi, par J-F. Eck : *l'Est républicain* et Louis Marin. (Nº 3-82. 30 F. *Université de* Nancy II. 25, rue du Baron-Louis, 54001 Nancy).

– Onzième numéro d'*Artus* : on se réjouira de la vitalité de ces beaux cahiers, « *ni revue herméti*que ni revue de la police politique nationaliste bretonne », qui mènent leur « combat culturel dans un espace à dimensions multiples ». Et c'est d'abord un espace de l'imaginaire, c'est-à-dire essentiellement celte. Est-ce pourquoi la région lui refuse une subvention ? Ses horizons seraient-ils trop au-delà de ce qu'on a appelé « les petites celtitudes politiques, socio-professionnelles » ? Dans ce numéro, une réflexion, entre autres, sur un nouveau paganisme ; l'esquisse d'une « petite sociologie de l'orgie », avec, l'une et l'autre, des images noblement érotiques. (25 F. B.P. 207-44007 Nantes Cedex).

– Dans *Spleimir*, qui se qualifie modestement, en dépit de son abondante illustration, de « bulletin d'informations culturelles normandes » (Supplément à *l'Unité normande*), une étude sur « la langue normande à Jersey ». (Nº 25, 8 F. B.P. 123 - 76190 Yvetot).

– Enfin, d'actualité la plus immédiate : *l'Almanach nouveau du Bourbonnais 1983.* Chaque mois avec ses travaux, ses jours, ses plaisirs – et ses informations régionales. Beaucoup de photos et de dessins humoristiques. On y trouve tout, et en bonne place La Reynière et la gastronomie. Mais on y sort aussi de chez soi : pour aller jusqu'en Pologne. Et on y prend vigoureusement parti : contre les lunettes noires. (38 F. Contigny, 03500 Saint-Pourçain-sur-Sioule. Signalons la réédition en fac-similé de l'*Armana nouveau des pesans, 1872*, « le premier almanach engagé à gauche paru en Bourbonnais ». 28 F. Même adresse).

– « Revue fortuitement régionale », parce qu'implantée à Grenoble avec des solides attaches universitaires et dont le directeur, Gérald Rannaud, est un stendhalien de bonne souche, *Silex* ne se donne pas de bornes provinciales, et même pas de bornes du tout. Mais son dernier numéro doit tenir dans cette rubrique une place *privilégiée, puisqu'il* traite de la régionalisation, de la décentralisation dans sa nature la plus profonde : la culture. Les approches sont diverses, qu'elles visent les *formes* de la culture, de la créativité, de la création, ou tels aspects particuliers (conseil culturel de Bretagne, maison de la culture d'Arras). *Silex* craint un peu que sous le poids de *l'histoire la culture ne reste une* « affaire d'État ». Il est vrai que d'autres craintes ou mises en garde se manifestent : que, tombée aux mains des « notables culturels régionaux », elle *ne se referme sur soi* et se sclérose. (Nº 22. 52 F. Illustrée. B.P. 812 R.P. 38035 Grenoble Cedex).

YVES FLORENNE.

OFFICIERS MINISTÉRIELS et ventes par adjudication

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Paris le JEUDI 20 JANVIER 1983, à 14 heures
UN APPARTEMENT
compr. 2 P. princ. au 1er étg., CAVE, dans Imm. à PARIS
15, RUE BAUDELIQUE
M. à P. : 22.000 F.
S'adr. Mes BETHOUT et LÉOPOLD-COUTURIER, avocats associés, 14 rue d'Anjou, PARIS (8e) 265-92-75.
Me PINOT, huis. Paris, 12, rue Bayen. Ts avocats pr. Trib. Gde Inst. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil.
Sur les lieux pour visiter.

Vente au Palais de Justice de CRÉTEIL le JEUDI 20 JANVIER 1983, à 9 h. 30
IMMEUBLE à VITRY-sur-SEINE (94)
102, rue Gabriel-Péri
TERRAIN - HANGAR à usage d'entrepôt UN ATELIER ACCESSOIRE, UNE COUR
cadastré Section : CZ 124 pour 4 ares 11 centiares
MISE A PRIX : 60.000 F
S'adr. pr ts rens. : Me Claude LE LAY, Avocat, 27, avenue Lucien-Français - 94400 VITRY-sur-SEINE, et sur place pour visiter.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de BOBIGNY le MARDI 25 JANVIER 1983, à 13 h 30
EN UN SEUL LOT :
UN APPARTEMENT EN DUPLEX
situé aux 2e et 3e étages du bât. B ; esc. 4, coursive J, comprenant : au 2e étage : hall d'entrée, salle de séjour, salon avec loggia, cuisine et W.C. – au 3e étage : dégagement, 2 ch., rangts, salle de bains et W.C.
UNE TERRASSE au 2e étage – UNE CAVE
UN EMPLACEMENT DE PARKING EN SOUS-SOL
à COUBRON (Seine-Saint-Denis)
Résidence « LA RENARDIÈRE » – 1, rue Jean-Jaurès
Mise à prix : 60 000 F.
S'adresser à Maître Bernard ETIENNE, membre de S.C.P.A. ETIENNE, DORE, WARET-ETIENNE, Avocat au Barreau de Seine-Saint-Denis, demeurant 11, rue du Général-Leclerc, 93110 ROSNY-sous-BOIS – Tél. 854-90-87.

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice de Paris
LE JEUDI 20 JANVIER 1983, à 14 h, UN LOT
UN IMMEUBLE A PARIS (18e)
90 bis, BD. ROCHECHOUART - 4 bis, RUE DANCOURT
de 5 étages et 6e étage sous combles – Cour, courettes.
Contenance totale au sol de 264 m²
MISE A PRIX : 1 620 000 FRANCS
S'adr. à Me Jean-Serge LORACH,
Avocat à Paris 8e, avenue Marceau. Tél. : 720-75-75.
Ts. avocats pr. Trib. Gde Inst. Paris, Bobigny, Nanterre, Créteil.
Sur les lieux pour visiter.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de BOBIGNY, le MARDI 25 JANVIER 1983, à 13 h. 30
EN UN SEUL LOT :
UN APPARTEMENT de 3 pièces
Type 6 au 5e étage, escalier 4, porte gauche au fond
UNE CAVE - DEUX EMPLACEMENTS DE VOITURE COUVERTS
dépendant d'un immeuble sis à
AUBERVILLIERS (93)
67, rue des Écoles
MISE A PRIX : 70.000 F
S'adr. à Me Bernard ÉTIENNE, membre de WARET-ÉTIENNE, Avocat au *Barreau de Seine-Saint-Denis, demeurant, 11, rue du Général-Leclerc* - 93110 ROSNY-sous-BOIS - Tél. : 854-90-87.

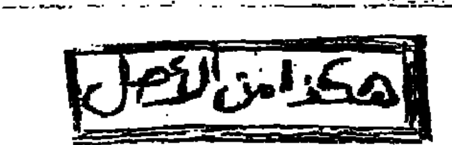
Vente au Palais de Justice de BOBIGNY, le MARDI 25 JANVIER 1983, à 13 h 30
PROPRIÉTÉ 408 m² AULNAY S/BOIS (93)
3, rue du PLANT D'ARGENT
s/cave, Rez de chaussée : entrée, cuisine, salle de séjour, salon. 1er étage : dégagement, 3 chambres, salle de bain, w.-c. 2e étage : dégagement, 3 chambres, salle de bain, w.-c. Garage, abri, jardin.
MISE A PRIX : 250 000 F
S'adr. à Me BOISSEL, Avocat à PARIS
14, rue Sainte-Anne – Tél. : 261-01-09.

Vente au Palais de Justice de Paris le jeudi 20 janvier 1983, à 14 h dans un immeuble d'une cont. de 335 m², lots de copropriétés suiv.
à PARIS 8e 74, rue de Rome
APPARTEMENT de 3 PIÈCES PRINC.
au 5e ét. gche. compr. entrée, cuisine, W.C., s.-d.-bains et 587/10 000es part. com. lot nº 28. UNE *CHAMBRE 6e ét. et 23/10 000es des part. com. formant le lot nº 41*
UNE CAVE au sous-sol form. le lot nº 55 et 10/10 000es part. com.
MISE A PRIX : 380.000 FRANCS
S'ad. à la *SCPA M. NORMAND, P. CHAIGNE, X. NORMAND-BODARD* ET P. PAILLARD Avocats à PARIS 37, rue Galilée 75116 PARIS
et sur place pour visiter

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de VERSAILLES le Mercredi 26 janvier 1983, à 10 heures
MAISON INDIVIDUELLE
avec jardin – *rue de l'Etang, numéro 8*
VOISINS LE BRETONNEUX (78)
MISE A PRIX : 325 000 FRANCS
S'adr. à Me COURTAIGNE, Avt 32, av. de Saint-Cloud à VERSAILLES (Tél. : 950-02-28) et à tous les avocats postulant près le Tribunal de Grande Instance de VERSAILLES

Vente sur surenchère du dixième au Palais de Bobigny
LE MARDI 18 JANVIER 1983 A 13 H 30
APPARTEMENT DE 5 PIÈCES
au rez-de-chaussée du Bâtiment 7, avec cave au sous-sol
RUE DES AULNES Nº 3
AULNAY-SOUS-BOIS (93)
MISE A PRIX : 160 600 F
Pr rens. s'adr. au cab. de Me J. WUILQUE, av. à AULNAY-SOUS-BOIS (93) 31, rue de Bondy.





CARNET

Décès

— La Confédération syndicale des familles a le très vif chagrin de faire part de la mort, le samedi 8 janvier 1983, à l'âge de quarante-neuf ans, de

Georges BEZIAT,
vice-président
de la Confédération syndicale
des familles,
responsable national
du secteur vacances, loisirs, culture
de la C.S.F.,
responsable
de la région C.S.F. Sud-Ouest,
membre du Comité économique
et social régional Midi-Pyrénées.

Victime d'un accident de la route qui avait coûté la vie à sa femme Marie-Claude en août 1982, Georges Beziat est décédé après de longs mois de souffrance.

Ses obsèques auront lieu le mercredi 12 janvier 1983, à 15 heures, à Toulouse, en l'église Sainte-Claire, 206, avenue Raymond-Nave.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

— M. et Mme Alain Boris,
Mme Robert Malançon,
M. et Mme Gérard Malançon,
Les familles parentes et alliées,
ont le regret de faire part du décès de

Mme Georges BORIS,
née Germaine Malançon,

survenu le 30 décembre 1982 à Saint-Tropez.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité le 6 janvier 1983, à Paris.

— Mâcon.
Mlle Meryem Bouché-Leclercq,
Mme Xavier Prinet,
ses enfants et petits-enfants,
Le docteur et Mme Raymond Denis,
leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Paul
BOUCHÉ-LECLERCQ,
née Suzanne Crochet,

survenu le 7 janvier 1983 dans sa quatre-vingt-seizième année.

Les obsèques ont eu lieu le lundi 10 janvier, à 9 heures, en la cathédrale Saint-Vincent de Mâcon.

Priez pour elle.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Pierre BOUDVILLAIN,
architecte départemental du Doubs,

survenu le 6 janvier 1983 à l'âge de soixante et un ans.

De la part de
Mme Pierre Boudvillain, son épouse,
M. et Mme Pierre Lalaurie
et leurs enfants,
Et toute la famille.
Cet avis tient lieu de faire-part.
7, square Saint-Amour,
Besançon.

— Mme Roger Géraud,
M. et Mme Claude Géraud, et leurs enfants Emmanuel et Frédéric,
M. Pierre Géraud,
M. Pascal Géraud,
M. et Mme C. Burgand et leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Roger GÉRAUD,
journaliste,
médaillé de la Résistance,
chevalier de la Légion d'honneur.

La levée du corps aura lieu le 12 janvier, à 8 h 30, à l'amphithéâtre de l'hôpital Beaujon.

L'inhumation aura lieu le même jour, à 11 h 30, à Belhomert (Eure-et-Loir).

Cet avis tient lieu de faire-part.
16, rue Molitor, 75016 Paris.

— Mme Michel Grange,
Emilie et Camille,
Le docteur et Mme Jean Grange,
Rosine Grange (dite Roseau),
Dominique Grange et Jacques Tardi,
Le professeur et Mme J.-D. Grange,
M. et Mme Philippe Grange,
M. et Mme Robert Sorlin,
ont la douleur d'annoncer la disparition, à l'âge de trente-quatre ans, du

docteur Michel GRANGE,
vétérinaire.

La cérémonie religieuse a eu lieu le 5 janvier 1983, à Lyon.
33, rue de Rivoli, 75004 Paris.
14, quai de Serbie, 69006 Lyon.
12, rue des Flandres, 69330 Lyon.

— Saint-André-de-Cruzières. Valence. Paris. Saulce. Casteljau. Marseille.
M. et Mme Jean Grimaud, leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Maurice Grimaud, leurs enfants et petits-enfants,
Mme Robert Martin, ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Roger Grimaud et leurs enfants,
M. et Mme Roger Talagrand et leurs enfants,
M. et Mme Pierre Grimaud et leurs enfants,
font part du décès, survenu à Valence le 1er janvier 1983, dans sa quatre-vingt-dix-neuvième année, de

M. Gaston GRIMAUD,
officier d'académie,
tertiaire de Saint-François-d'Assise,
leur père, beau-père, grand-père et arrière-grand-père.

Les obsèques religieuses et l'inhumation ont eu lieu, le 3 janvier 1983, à Saint-André-de-Cruzières (Ardèche).

— Mme Claudine Kawiak-Lemoine,
Mme Nicole Lemoine,
M. Tomek Kawiak,
Mlle Hélène Seriot,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Bernard LEMOINE,
survenu le dimanche 9 janvier 1983.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 12 janvier 1983, à 10 h 30, en l'église Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle, 9, rue du Docteur-Roux, Paris-15e.

Cet avis tient lieu de faire-part.
Mme Claudine Kawiak-Lemoine,
215, rue du Faubourg-Saint-Honoré,
75008 Paris.

— Dangé-Saint-Romain (86).
Mme Pierre Marie, son épouse,
M. le docteur Dominique Marie et Mme,
M. Pierre-Antoine Marie, ses enfants,
Jean-Christophe, David et Pierre-Louis, ses petits-enfants,
M. et Mme Jean-Paul Haas, son beau-frère et sa belle-sœur,
ont la douleur de faire part du décès, survenu le 6 janvier 1983 à son domicile, dans sa soixante-treizième année, du

docteur Pierre MARIE,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre,
ancien interne des hôpitaux,
conseiller général honoraire
de la Vienne,
ancien président
de la commission départementale,
maire adjoint
de Dangé-Saint-Romain (86).

Les obsèques ont eu lieu en l'église de Dangé, le samedi 8 janvier.

L'inhumation a été faite dans l'intimité familiale la plus stricte.

Cet avis tient lieu de faire-part.
12, rue des Trois-Moulins,
86220 Dangé-Saint-Romain.

— On nous prie d'annoncer le décès de

Me Jacques MERCIER,
avocat à la cour d'appel de Paris,
chevalier de la Légion d'honneur,
médaille militaire,
croix de guerre 1939-1945,
médaille des évadés,
engagé volontaire dans les parachutistes
du Special Air Service (S.A.S.)
de la France libre,
ancien député,

survenu à Paris le 6 janvier 1983.

Selon sa volonté, ses obsèques ont eu lieu à Nevers dans l'intimité.

Un service religieux sera célébré à sa mémoire le vendredi 14 janvier 1983, à 18 h 30, en l'église Saint-Pierre de Chaillot, à Paris-8e.

Cet avis tient lieu de faire-part.
70, avenue Marceau, 75008 Paris.

[Né à Nevers le 21 mai 1921, M. Jacques Mercier interrompt des études de droit, commencées à Paris, pour entrer dans la Résistance en 1941. Après s'être évadé par l'Espagne, il s'engage en 1943 dans les parachutistes du Special Air Service de la France libre ; parachuté en France occupée, il est blessé. A la fin de la guerre, il reprend ses études ; diplômé d'études supérieures de droit privé et de droit public, inscrit au barreau de la cour d'appel de Paris en 1945, il est deuxième secrétaire de la conférence du stage en 1947. Au barreau de Paris, il se spécialise notamment dans les problèmes d'édition.

En 1967, il est candidat (Ve République) dans la troisième circonscription de la Nièvre contre M. François Mitterrand. Le 30 juin 1968, il est élu député (U.D.R.) dans la troisième circonscription de l'Essonne. Il siège alors au comité fédéral de l'Union de la gauche Ve République-Front travailliste et du directoire de l'Alliance France-Israël. En 1973, il décide de ne pas se représenter pour raisons de santé. M. Mercier avait publié chez Julliard un ouvrage intitulé « le Touriste ».]

— Mlle Elia Beaulant,
Ses amis et sa famille,
font part du décès, survenu le 31 décembre 1982, de

Mme le docteur
Marguerite NAGEOTTE,
médaille des épidémies,
médaille de la Résistance française,
médaille de la Résistance belge,
croix de guerre belge avec palme,
Medal of Freedom U.S.A.,
K.M.C. (King's Medal for courage
in the cause of Freedom),
membre de la Royal Air Force
Escaping Society.

Le docteur Nageotte était la fille du
docteur Jean NAGEOTTE,
professeur au Collège de France,
décédé en 1948, et de
Mme le docteur Marie
NAGEOTTE-WILBOULHEWITCH,
qui a été un médecin actif et remarqué au Val-de-Grâce durant la guerre 1914-1918, décédée en 1941.

Les obsèques ont eu lieu, selon sa volonté, dans la plus stricte intimité.

L'inhumation a eu lieu au cimetière du Montparnasse dans le caveau de famille.

116, boulevard Raspail,
75006 Paris.

— Le Syndicat national autonome de la Banque de France,
Le groupe socialiste de la Banque de France,
ont le regret de faire connaître le décès, survenu le 4 janvier 1983 à l'âge de cinquante-sept ans, de leur camarade

Claude PAYRAUD,
ancien conseiller général
de la Banque de France,
représentant le personnel,
directeur des fichiers d'entreprises,
président de la Fédération
des associations sportives
de la Banque de France.

Selon sa volonté, son corps a été incinéré en présence de sa famille et de ses amis, le 10 janvier 1983.

A sa demande, une collecte sera faite en faveur d'Amnesty International.

M. et Mme François Girard-Leduc, ses enfants,
Mlles Philippine, Pauline, Charlotte Girard-Leduc, ses petites-filles,
M. et Mme Michel Chiner, ses neveu et nièce,
Les familles Kiner et Igla,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve Jacob RABINOVICI,
née Minta Chiner,

survenu le 6 janvier 1983 à Cahors.

Ses obsèques auront lieu le mercredi 12 janvier 1983 au cimetière de Pantin-Parisien.

Réunion à l'entrée principale du cimetière, à 11 h 30.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

1, rue Le Goff, 75005 Paris.

— Le colonel (C.R.) Paul Schoen et Mme,
L'ingénieur en chef de l'armement Francis Schoen et Mme, née Evrard,
Vincent, Antoine, Laure et Céline,
Leurs familles, leurs amis,
ont la douleur de faire part du décès accidentel de

Sébastien, Etienne SCHOEN,

survenu le 7 janvier, à vingt ans.

Il sera incinéré dans l'intimité.

Un service religieux aura lieu samedi 15 janvier, à 14 heures, à domicile.

Cette annonce tient lieu de faire-part.

8, bois du Cerf,
91450 Etiolles.

— M. et Mme Claude Petroff, leurs enfants et petits-enfants,
Le professeur Michel Schweich et le docteur Jacqueline Schweich et leurs enfants,
M. et Mme Michel Radiguet et leur fille,
Les familles Butler, Keet et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Roger SCHWEICH,
née Claire Meunier,

survenu en son domicile, dans sa quatre-vingt-quinzième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 12 janvier 1983 en l'église Saint-Honoré d'Eylau, 66 *bis*, avenue Raymond-Poincaré, Paris-16e, à 13 h 45, suivie de l'inhumation au cimetière du Père-Lachaise, dans le caveau de famille.

21, boulevard Flandrin,
75116 Paris.

— La famille Verdier
a la douleur de faire part du décès de

M. Philippe VERDIER,
chevalier de la Légion d'honneur,
le 7 janvier 1983 à l'âge de soixante et un ans.

L'inhumation a eu lieu le 11 janvier 1983 dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.
11, rue André-Brechet,
75014 Paris.

— Mme Jean-Pierre Weil
Et ses enfants Sandrine et Edouard,
Mme Albert Weil,
M. et Mme Robert Cerf,
M. et Mme Henri Weil,
M. et Mme Philippe Weil,
M. et Mme Didier Weil,
Et leurs enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Pierre WEIL,

survenu le lundi 10 janvier 1983.

L'enterrement aura lieu, à Besançon, le mercredi 12 janvier 1983 dans la plus stricte intimité.

Remerciements

— Mme Nina Boutboul
remercie vivement tous ceux qui ont témoigné de la sympathie à l'occasion de la perte cruelle de son mari, le

docteur Julien BOUTBOUL.

— Mlle Marie-Christine Masson,
M. et Mme Ludovic Masson et leurs enfants,
Mlles Anne et Jeanne Masson,
M. et Mme Alfred Masson, leurs enfants et petits-enfants,
Ainsi que toute la famille,
très sensibles aux marques de sympathie reçues lors du décès du

général de corps d'armée (C.R.)
Pierre MASSON,
vous prient d'accepter leurs très sincères remerciements.

— Mme Pierre Tissot, son épouse,
François, Jean et Henri, ses fils, leurs épouses,
Ses petits-enfants,
Toute sa famille,
très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Pierre TISSOT,
officier de la Légion d'honneur,
ancien sous-directeur
de l'Institut national agronomique,
maire de Garnay,
prient de trouver ici leurs plus vifs remerciements.

Anniversaires

— Pour le premier anniversaire de la mort de

Isabelle de FRONDEVILLE
et pour le vingt-cinquième anniversaire de la mort de son frère,
Thierry,
une messe sera célébrée le samedi 15 janvier, à 18 h 30, en l'église Saint-Ignace, 33, rue de Sèvres, 75006 Paris.

— Il y a un an, le 12 janvier,
Ali LARFAOUI
nous quittait. Tous ceux qui l'ont connu, estimé ou aimé auront une pensée affectueuse.

— Le 12 janvier 1981, à Antony,

Rémi NATAF,

était brutalement arraché à l'amour de sa famille. En ce jour anniversaire, elle demande à ceux qui sont restés fidèles à son souvenir de s'unir d'intention aux prières qui seront dites pour lui.
M. et Mme Nataf,
9, impasse P.-et-M.-Curie,
92160 Antony.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Messes anniversaires

— Le R.P. Fouquer, des Pères Blancs, ancien aumônier divisionnaire de la 2e D.B., célébrera, le mercredi 12 janvier 1983, à 18 h 30, en l'église Saint-Louis des Invalides, une messe anniverseire de la mort accidentelle de son ami, le

président E. AMAURY.

Il veut y associer le souvenir de son épouse,

Geneviève AMAURY,
décédée en 1974.

Le R.P. Fouquer invite tous les amis du président E. Amaury et tous eux qui sont restés attachés à sa mémoire à se joindre, par leur présence et leurs prières, à cette pieuse cérémonie de l'amitié et du souvenir.

Communications diverses

— L'Association des Lorrains de Paris organise, vendredi 28 janvier 1983, à 19 h 30, dans les salons du Pavillon Dauphine, son grand gala annuel, placé sous la présidence de :

M. Jean-Marie RAUSCH,
sénateur de Metz,
président de la région Lorraine.

Participation aux frais : **250 F** par personne.

Adhésions à l'Association et inscriptions :
Président Bentz, 18, rue Tiphaine, 75015 Paris. Tél. : 579-99-37.

Nane STERN
vous invite à venir voir trois peintres de province :
Alain GROSAJT, Carpentras,
Bernard-Marie LAUTÉ, Guingamp,
Yves-Marie PÉRON, Paris-Ouessant,
du 11 janvier au 5 février 1983, du mardi au vendredi : 15 h-20 h 30. Samedi : 10 h-12 h-15 h-20 h 30. 25, avenue de Tourville, 75007 Paris. Tél. : 705-08-46.

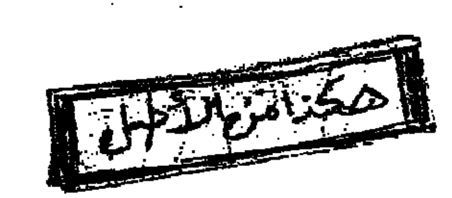
CIRCULATION

UN SEUL ORGANISME POUR RASSEMBLER LES SOCIÉTÉS D'AUTOROUTES

M. Charles Fiterman, ministre des transports, a inauguré, le 10 janvier, un tronçon de 11 kilomètres de l'autoroute A64 compris entre Mont et Artix (Pyrénées-Atlantiques) qui s'ajoute à une première section de 14 kilomètres entre Orthez et Mont. La mise en service de la liaison Artix-Pau (32 kilomètres) est prévue courant 1985, l'ensemble de l'autoroute Bayonne-Tarbes (141 kilomètres) devant être achevée à la fin du neuvième Plan.

Prenant la parole à Pau, M. Fiterman a mis l'accent sur les récents travaux engagés pour réformer les sociétés d'autoroutes et arriver à une uniformisation de la tarification sur le plan national. Ces travaux devraient déboucher sur la création d'un établissement public des autoroutes de France rassemblant la plupart des sociétés d'économie mixtes et privées exploitant actuellement le réseau.

A Tarbes, le ministre s'est déclaré déterminé à continuer le « désenclavement » de la ville, aussi bien vers Pau et Bayonne que vers Toulouse. — *(Corresp.)*



INFORMATIONS « SERVICES »

MODE

Éventail de maillots

Une nouvelle façon de s'habiller en vacances prend corps dans les tenues de plage pour l'hiver. Il s'agit du « maillot plus »... jupe, robe, séroual et gandoura. En effet, après des *années* passées à l'ombre de la *mode*, d'abord avec la mini-jupe génératrice du collant, puis du jean et du tout-aller, l'industrie du maintien, reconvertie *de la corseterie à la plage*, revient sur le devant de la scène par la création d'éblouissants maillots de bain une-pièce, à la fois dessus et dessous puisqu'il suffit d'ajouter un élément assorti, paréo drapé en jupe, robe-bustier à fronçage élastique, pour passer de la *plage à la discothèque, grâce à ce genre* de garde-robe capsule qui, de surcroît, ne se froisse pas dans l'avion.

A la base, un matériau très au point : *le lycra de Dupont de Nemours*, seconde peau mate ou satinée qui apporte juste assez de maintien pour gommer l'excédent de bourrelets, sans entraver le mouvement. Il boit les couleurs sans les déformer comme *un coucher de soleil de* l'île Maurice.

Relativement peu connue, *Gottex* est une marque israélienne, l'affaire d'une mère de *famille*, Lea Gottlieb *et* de ses filles, Myriam et Judith. A elles *trois, elles ont réussi à cerner les* problèmes de configuration et de formes, *habillant* aussi *bien les* corps longilignes sans problèmes que ceux demandant des coques intérieures de soutien-gorge, voire de modèles spéciaux mon*tants pour opérées* du *sein ou* brûlées, chez *Franck et Fils* et au *Printemps*.

En France, *Guy Laroche* et *Hanae Mori* se lancent aussi dans *les maillots d'hiver, à côté de Pascal, Nautic, Jeanne Robin, Arabel* et *Huit*, à des prix oscillant de 280 à 500 F.

Erès (2, rue Tronchet) occupe *une place à part sur le marché* français, avec l'extension des *maillots souples signés* de stylistes en renom, le lancement des hauts et bas séparables par tailles, les maillots débardeurs cotelés en coton. Cette saison, Irène Leroux *retravaille le modèle* à balconnets et fines bretelles, *rappelant la guépière de Brigitte* Bardot.

Dans le haut de gamme, *Léonard propose ses maillots une et* deux pièces, à paréos, voir draps de bain assortis, *dans les* boutiques de la marque, 28, faubourg Saint-Honoré, 234, rue de Rivoli, ainsi qu'aux *Trois Quartiers*, où se trouvent aussi les ensembles de lin et coton de *Micmac*, shorts, bermuda et bains de *soleil*.

Franck et Fils (91, avenue Paul-Doumer) suit *Guy Laroche* et *Pierre Cardin* parmi les couturiers, en tons frais de sorbets ou brillants comme un parterre de dahlias. Les tailles vont du 38 au *50 pour les classiques, jusqu'au* 44 pour les plus sophistiqués.

La Boutique exotique au *Printemps* qui vient d'être inaugurée comporte les maillots de marque, coordonnés à tout un groupe de séparables en tricots de coton *rayés bleu, vert, violet, rouge* et blanc, à accorder également aux maillots mini deux-pièces, tandis que les jupes unies en voile de coton se nouent en paréo sur plusieurs sortes de modèles.

Aux *Galeries Lafayette*, les *maillots et ensembles de plage* se complètent des sahariennes, shorts, bermudas et jupes-culottes destinées aux visites culturelles.

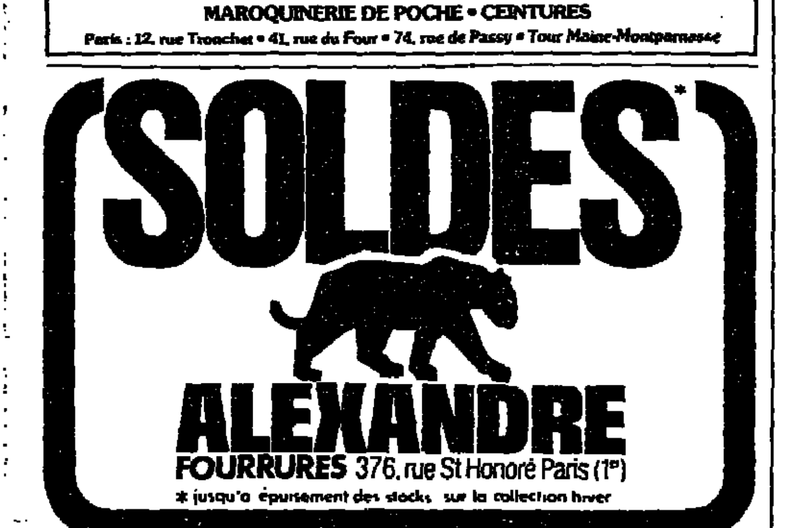
Signalons enfin que *Cadolle* (14, rue Cambon. Tél. : 260-94-94) *importe toujours des* Etats-Unis d'excellentes prothèses mammaires, spécialement conçues pour nageuses.

NATHALIE MONT-SERVAN.



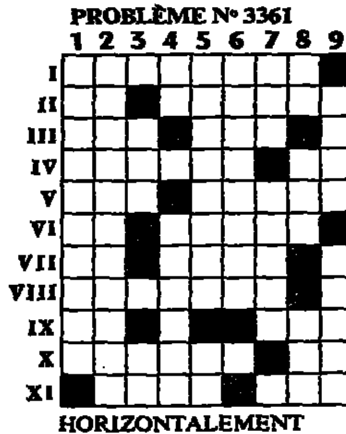
(Croquis de MARCQ.)

GOTTEX : ensemble de « maillots plus », une-pièce à bustier en lycra imprimé de fleurs géantes fuchsia et vertes sur fond noir, tandis que la robe à fronçage élastique forme un haut rayé jaune, fuchsia et vert, haut fendue sur le côté, à motif géant, à partir des genoux. 440 F env. et 1 400 F à la boutique *Soleil exotique* au Printemps.



MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3361



HORIZONTALEMENT

I. Canard à la sauce provençale. – II. Le temps pour une sphère de décrire une ellipse. Redoutable quand elle est maligne. – III. Article. État-major de divisions territoriales dans la campagne de Russie. – IV. Son mandat permet de vivre quelque temps aux frais de la princesse. Potinier intarissable. – V. De son petit, Bonaparte en a fait un grand. Telle une guerre d'usure. – VI. En trop. Sans elle, Molière n'aurait pu écrire une seule de ses pièces. – VII. Interjection. Un héros finit de s'y consumer après avoir revêtu une veste cuisante. – VIII. De *drôles d'oiseaux si l'on s'en rapporte* à leur nom. – IX. Personnel. Un charretier le pousse quand son cheval est fourbu. – X. Preuve hautement manifeste que la « dame de fer » n'est pas l'exclusivité des Anglais. Participe passé. – XI. Manifestation d'ardeur physique ou sentimentale. Ne peut s'affranchir de la mesure qu'on lui impose.

VERTICALEMENT

1. Oblige parfois les hommes à se lever de bonne heure. – 2. Système de reproduction ne reposant que sur du vent. – 3. Branche d'un arbre remontant au déluge. Eléments précurseurs de la flotte. – 4. Copulative. Emit un rire entendu, bien qu'étouffé. – 5. Deux pièces semblables. Préposition. – 6. Le bâtiment qui l'abrite n'a pas le même aspect que ceux qu'elle commande. – 7. Vaut dix. Retour à l'envoyeur non dépourvu de sécheresse. – 8. Participe passé. Vainc sa timidité. Royale incarnation de la bêtise. – 9. Entre le directeur et le sous-verge. Accès de gouttes.

Solution du problème n° 3360

Horizontalement

I. Somnifère. – II. Priorités. – III. Ignée. Apt. – IV. Ru. Tu. – V. Ie. Défi. – VI. Tir. Passe. – VII. Uligineux. – VIII. Elbe. Féru. – IX. Léo. Basse. – X. Lutter. Il. – XI. Exerce. SS.

Verticalement

1. Spirituelle. – 2. Orgueilleux. – 3. MIN. Ribote. – 4. Nœud. Ge. Tr. – 5. Ire. Epi. Bec. – 6. Fi ! Fanfare. – 7. Etatisées. – 8. Repu. Sursis. – 9. Est. Sexuels.

GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* des lundi 10 et mardi 11 janvier :

DES DÉCRETS

● Fixant la liste des départements dans lesquels le commissaire de la République est assisté d'un commissaire de la République délégué pour la police ;

● Portant dissolution du groupement de fait dénommé Front de libération nationale de la Corse ;

Modifiant le décret du 13 juillet 1979 portant création de l'établissement public du parc de La Villette.

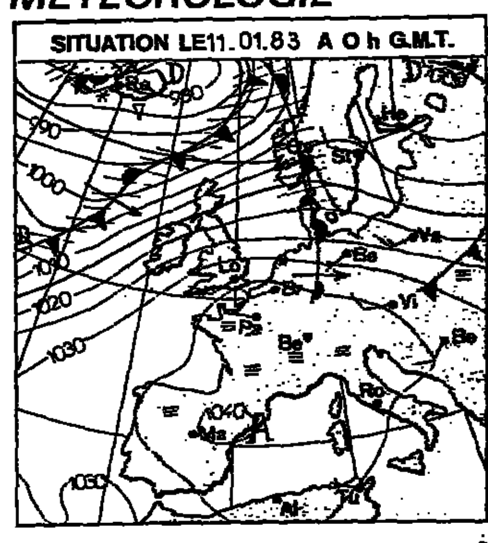
DES ARRÊTÉS

● Autorisant l'émission d'un emprunt par la Caisse nationale des télécommunications ;

● Fixant le montant minimal de la taxe dont le remboursement peut être demandé par les assujettis étrangers (année 1983) ;

● Fixant la valeur du coupon de l'emprunt d'État 7 % 1973 détachable le 16 janvier 1983.

MÉTÉOROLOGIE



PRÉVISIONS POUR LE 12.1.83 DÉBUT DE MATINÉE

Evolution probable du temps en France entre le mardi 11 à 0 heure et le mercredi 12 janvier à minuit.

La France restera sous l'influence et la protection des hautes pressions de Méditerranée. Les perturbations océaniques circulent au nord de l'Angleterre. Mercredi soir, l'anticyclone se décalant lentement vers l'est sera attaqué sur sa face nord-ouest par un front froid.

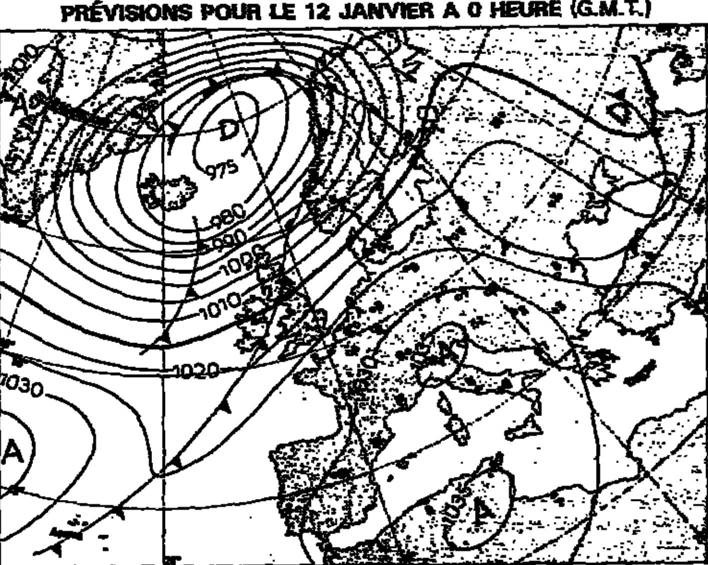
Mercredi, toujours un temps très brumeux le matin, moins froid que les jours précédents dans le Centre, où ce sera la fin des gelées. Sur la moitié nord, 5 à 6° avec un ciel très nuageux. Les bancs de brouillard seront tenaces et plus épais au sud de la Loire et vers le Massif Central.

Au cours de la journée, beau temps ensoleillé sur le Languedoc, la Provence et la Corse, 13 à 14°. Plus au nord, jusqu'au Jura, au Morvan et à la vallée de la Loire, un ciel partagé entre les nuages d'aspect brumeux et des éclaircies ; au meilleur moment de l'après-midi, 9 à 10°. Sur les régions au nord de la Loire, sur Paris, la Picardie, le Nord, la Champagne, la Bourgogne, la Lorraine et l'Alsace, ciel nuageux ; peu d'espoir de voir le soleil. 8 à 9° malgré tout. En soirée, à la pointe de Bretagne, menace de pluies intermittentes. Dans l'ensemble, vent faible en toutes régions.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 11 janvier à 7 heures, de 1 036,8 millibars, soit 777,7 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 10 janvier ; le second le minimum de la nuit du 10 au 11 janvier) : Ajaccio, 14 et 0 degrés ; Biarritz, 9 et 0 ; Bordeaux, 7 et 0 ; Bourges, 10 et 0 ; Brest, 10 et 6 ; Caen, 11 et 4 ; Cherbourg, 10 et 5 ; Clermont-Ferrand, 6 et – 1 ; Dijon, 7 et 0 ; Grenoble, 5 et – 4 ; Lille, 10 et 8 ; Lyon, 5 et 0 ; Marseille-Marignane, 11 et – 1 ; Nancy, 7 et 5 ; Nantes, 6 et 1 ; Nice-Côte d'Azur, 15 et 4 ; Paris-Le Bourget, 10 et 7 ; Pau, 8 et – 2 ; Perpignan, 11 et – 1 ; Rennes, 10 et 3 ; Strasbourg, 8 et 2 ; Tours, 5 et 0 ; Toulouse, 3 et – 1 ; Pointe-à-Pitre, 27 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 14 et 0 degrés ; Amsterdam, 9 et 8 ; Athènes, 12 et 3 ; Berlin, 6 et 6 ; Bonn, 10 et 8 ; Bruxelles, 10 et 8 ;



Le Caire, 17 et 8 ; îles Canaries, 20 et 16 ; Copenhague, 7 et 5 ; Dakar, 32 et 17 ; Djerba, 15 et 13 ; Genève, 4 et – 4 ; Jérusalem, 10 et 3 ; Lisbonne, 12 et 5 ; Londres, 12 et 8 ; Luxembourg, 6 et 5 ; Madrid, 13 et – 5 ; Moscou, 1 et 0 ; Nairobi, 27 et 14 ; New-York, 13 et 6 ; Palma-de-Majorque, 14 et – 3 ; Rome, 14 et 1 ; Stockholm, 5 et – 2 ; Tozeur, 16 et 8 ; Tunis, 15 et 8.

PRÉVISIONS POUR LA FIN DE SEMAINE

Jeudi. – Maintien du beau temps sur les régions méditerranéennes et le sud des Alpes. Des petites gelées dans l'intérieur, des maximums de 10° à 12° atteignant 15° sur la Corse et la Côte d'Azur.

Sur le reste du pays, matinée brumeuse et toujours froide de l'Aquitaine à la Bourgogne, où on notera des gelées. Le temps deviendra en général couvert dans la journée. Une zone de pluie située le matin sur la Bretagne et la Flandre va progresser vers le Sud pour atteindre le soir une limite Charente-Morvan-Jura. Il neigera en montagne. Cette zone de pluie sera suivie de rafraîchissement et d'éclaircies ainsi que de vent de nord-ouest assez fort.

Vendredi. – La zone de temps médiocre achèvera de traverser dans la matinée le sud du pays, puis ce sera la généralisation d'un temps frais, variable, avec quelques averses. Les vents de nord-ouest deviendront assez forts en Provence. On notera des averses locales et de la neige à basse altitude en montagne. Les maximums ne dépasseront guère 5 à 6° sur le nord, 6 à 9° ailleurs.

Samedi. – Après un début de journée assez froid dans l'intérieur et des gelées, le beau temps va prédominer au sud de la Loire, dans le sud des Alpes et vers la Méditerranée. Les vents de nord-ouest faibliront.

Sur les autres régions de France, c'est de nouveau le retour au temps doux, humide, pluvieux par intermittence, ces pluies ou bruines débutant le matin sur la Manche et gagnant le soir le Bassin Parisien, l'estuaire de la Loire et le Morvan. Les vents vont de nouveau souffler d'ouest à nord-ouest assez fort sur les côtes. Les maximums dans ces régions s'élèveront à 8-9°.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PARIS EN VISITES

JEUDI 13 JANVIER

« Hôtel de Sens », 14 h 30, 1, rue du Figuier, Mlle Brossais.

« Jean Giraudoux », 15 heures, 58, rue de Richelieu, Mme Legrégeois.

« La Mosquée », 15 heures, place du Puits-de-l'Ermite, Mme Vermeersch (Caisse nationale des monuments historiques).

« Exposition Fantin-Latour », 15 heures, Grand Palais (Approche de l'art).

« Manet et l'impressionnisme », 14 h 30, hall du Jeu de Paume (Arcus).

« La rue de Lille », 15 heures, 121, rue de Lille (L'Art pour tous).

« Palais de justice », 15 heures, métro Cité, M. Czarny.

« Rembrandt », 11 heures, cafétéria du Louvre, Mme Caneri.

« Techniques et histoire de la gravure dans l'atelier d'un taille-doucier », 15 heures, 187, rue Saint-Jacques, Mme Ragueneau (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« L'art irlandais », 15 h 30, Grand Palais (Visages de Paris).

« L'art du dix-huitième siècle dans les carmels », 15 heures, Petit Palais, Mlle Leblanc.

« Synagogues du quartier des Rosiers », 14 h 30, métro Saint-Paul (Paris pittoresque et insolite).

« Place des Vosges, hôtels Carnavalet et de Lamoignon », 14 h 30, 1, place des Vosges, E. Romann.

« Hôtels et église de l'île Saint-Louis », 14 h 30, 12, boulevard Henri-IV (Le Vieux Paris).

CONFÉRENCES

15 heures, 46, rue Barrault, M. G. de Souzenelle : « Du symbole, du rite et du mystère » (Université populaire de Paris).

18 heures, 33, faubourg Saint-Honoré, M. A. Castelot : « Le vrai visage de l'Aiglon ».

19 h 30, 12, rue Vivienne, Mme T. Collet : « Les deux aspects de l'âme et de la conscience » (Ergonia).

18 h 15, 35, rue de Sèvres, M. R. Cohen : « Reconnaître nos convergences, mais approfondir nos différences » (Fraternité d'Abraham).

18 h 30, 5, rue Las-Cases, M. B. Saint-Girons : « L'informatique dans la vie quotidienne ».

18 h 30, 9, rue Malher, M. J.-C. Allain : « Joseph Caillaux, un leader oublié ».

19 heures, 62, rue Madame : « Le culte d'Asclépios » (Arcus).

19 heures, 184, boulevard Saint-Germain, M. X. Bellenger : « Ayarichi y Chiriquano. Traditions musicales des peuples andins » (Société de géographie).

20 h 30, 5, rue Largillière, M. P. Poulain : « Les Templiers » (Nouvelle Acropole).

STAGES

FIBRES OPTIQUES. – Le Centre de perfectionnement des journalistes (C.P.J.) organise du 7 au 9 février un stage sur « Les télécommunications et les fibres optiques ». Une visite au Centre national d'études des télécommunications est prévue.

★ *C.P.J., 33, rue du Louvre,* 75002 Paris, tél. 508-86-71.

JEUNESSE

« Carole » retrouve ses « gros cubes »

Fermé depuis le 1er janvier dernier, en raison de graves problèmes de gestion, le circuit « Carole », point de ralliement des motards de l'Ile-de-France, a rouvert ses grilles samedi 8 janvier. Une convention de trois ans avait, en effet, été signée la veille par le ministère de la jeunesse et des sports et le syndicat intercommunal de gestion du circuit, qui réunit Tremblay-lès-Gonesse, Aulnay-sous-Bois et Villepinte en Seine-Saint-Denis.

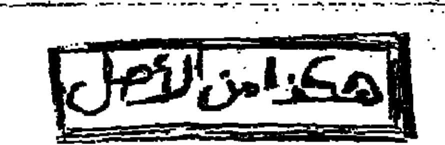
Situé à proximité de l'aéroport de Roissy, sur le territoire des trois communes, ce circuit de 2 kilomètres de pistes, aménagées à la hâte pour les motards, avait été ouvert en 1979 à la suite d'accidents mortels intervenus lors de « rodéos » dans les nouvelles halles de Rungis, habitées les nuits de fin de semaine par plusieurs centaines de « gros cubes ».

Près de 30 millions de francs ont, depuis, été investis dans l'aménagement de « Carole », qui n'est pourtant pas terminé. Dirigé par une association privée, le circuit accusait, fin 1982, un déficit de plus de 1 million de francs.

La nouvelle convention indique que la gestion sera désormais prise en charge par les communes, les autres collectivités territoriales et les associations d'usagers. Un comité consultatif permanent veillera à la bonne marche des installations, et l'Etat terminera les travaux nécessaires à leur bon fonctionnement.

VIVRE A PARIS

LES PRIX D'ENTRÉE DANS LES MUSÉES. – L'Union centrale des arts décoratifs annonce les nouveaux prix d'entrée dans ses différents musées : Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, Paris (1er) : 10 F et 5 F tarif réduit ; musée Nissim de Camondo, 63, rue de Monceau, Paris (8e) : 12 F et 16 F ; Musée de la publicité, 18, rue de Paradis, Paris (10e) : 15 F et 7,50 F ; carte trois musées, valable une semaine : 30 F et 15 F.



culture

CINÉMA

LA NOUVELLE POLITIQUE DU CINÉMA FRANÇAIS

La mise en application de la réforme

I. – CONCURRENCE ET PLURALISME

En application de l'article 90 de la loi du 29 juillet 1982 sur l'audiovisuel, un décret soumet les groupements et ententes de programmation à l'agrément préalable du C.N.C. Il précise le régime juridique des groupements et ententes de programmation, et de la procédure d'agrément auprès du Centre. *« La loi recherche notamment le respect du libre jeu de la concurrence et une large diffusion des œuvres. »*

« Clef de voûte du nouveau régime de la programmation, la commission de la programmation donne un avis sur les demandes d'agrément, apprécie à tout moment les situations de position dominante et de fonctionnement anormal du marché, est consultée sur les sanctions applicables en cas de non-respect des nouvelles règles de la programmation. » Elle est présidée par M. Dominique Brault, quarante-sept ans, administrateur civil hors-classe, rapporteur de la commission de la concurrence depuis 1977.

L'article 92 de la loi du 29 juillet a créé le *« médiateur du cinéma »*. Il *« arbitre les litiges relatifs à la diffusion en salle des œuvres cinématographiques qui ont pour origine une situation de monopole de fait »*. Son intervention doit, par *« une procédure rapide »*, permettre *« de parvenir, aussi fréquemment que possible, à des solutions de conciliation des litiges et éviter tout recours direct devant la commission de la concurrence ou les tribunaux judiciaires »*.

Un *« code de la concurrence loyale »* sera prochainement publié, après concertation avec les diverses branches concernées. Il *« dégage les principes déontologiques de nature à favoriser une diffusion des œuvres cinématographiques sur l'ensemble du territoire conforme à l'intérêt des œuvres elles-mêmes et du public »*. M. Jean-Michel Galabert, conseiller d'État et « médiateur » désigné, a rédigé ce code.

La création d'un institut de financement du cinéma et des industries culturelles *« sera le pivot de la politique de renforcement des entreprises »*. *« Il accordera sa garantie aux prêts accordés par les banques et les établissements financiers spécialisés. »* Un soutien accru sera donné aux distributeurs indépendants. La petite exploitation sera encouragée.

II. – CRÉATION, FORMATION ET RECHERCHE

La commission des avances sur recettes voit sa dotation portée de 30 millions de francs en 1981 à 60 pour 1983. Une agence pour la diffusion du court métrage est mise en place. Elle va *« constituer un centre de documentation et de consultation »* du court métrage et s'occuper de son passage dans les salles et à la télévision. Un projet de loi est en préparation sur l'œuvre audiovisuelle et le respect des intérêts de chaque ayant-droit.

La décentralisation devient une préoccupation première. On va renforcer les possibilités des établissements d'action culturelle. On a déjà mis en place *« plusieurs centres de création cinématographique de niveau professionnel »* : à Nanterre (Patrice Chéreau), à Vitrolles en Provence (René Allio), à Grenoble (Jean-Pierre Bailly), au Havre (Vincent Pinel), ainsi que dans le Tarn (Guy Cavagnac) et à Quimper (Nicole et Félix Le Garrec).

Une activité de formation *« portera dans un premier temps sur la mise à niveau des personnels techniciens »* de la région. Une production commerciale et non commerciale sera développée, plus de cinquante films de court et long métrage doivent être produits en 1983.

Dans les relations des sociétés de télévision avec le cinéma, un effort spécial sera consenti en faveur du cinéma d'animation. Par ailleurs le décret d'application de l'article 89 de la loi sur l'audiovisuel établit un délai de priorité pour la diffusion des œuvres : salles, puis vidéocassettes, télévision à péage, télévision proprement dite (*le Monde* du 7 janvier). La lutte contre la piraterie audiovisuelle va être accentuée.

Un programme de recherche va s'attacher à la mise au point de *« l'image de synthèse, clef du développement futur du cinéma d'animation »*. Les industries techniques vont être considérablement encouragées : équipement en matériel de transfert et de duplication vidéo, aide aux laboratoires. On favorisera la politique de retour aux studios.

Dans le cadre de la mission confiée à M. Jean-Denis Bredin sur l'enseignement du cinéma et la formation aux arts et techniques audiovisuelles, il sera *« procédé à un examen de la situation actuelle et à une évaluation des besoins des professionnels du cinéma et de l'audiovisuel »*. L'IDHEC se voit accorder une attention spéciale, son budget pour 1983 est porté à 16 577 000 F, en augmentation de 23,84 % sur celui de 1982. On annonce la collaboration prochaine de Jean-Luc Godard et du cinéaste turc Ylmaz Güney à l'enseignement de l'IDHEC.

III. – SALLES, PUBLIC

La politique d'implantation des salles dans les zones défavorisées, de diffusion du film en profondeur et d'animation cinématographique va être poursuivie. Elle ira de pair avec une politique des prix, qui ne pourront pas augmenter en 1983 de plus de 6 %. Une agence pour le développement régional sera créée en 1983 et confiée à M. Jack Gajos. Le but : *« La reconquête en trois ans d'une vingtaine de millions de spectateurs »*, avec, chaque année, *« la création d'une centaine de salles et la modernisation d'une centaine d'équipements existants »*. L'État, par l'entremise du ministère de la culture, allouera un budget de 45 millions de francs à l'équipement des salles et aux tirages des copies.

Il est constaté le rôle croissant des manifestations cinématographiques dans la vie culturelle : celles qui font connaître les nouveaux cinéastes et les nouvelles cinématographies – un budget de 5 millions de francs leur est alloué – aussi bien que le Festival de Cannes, qui, grâce à la modernisation de ses installations, pourra *« ouvrir plus largement ses portes à un public de cinéphiles et de jeunes »*.

L'Art et l'essai sera particulièrement encouragé. On cite en exemple cinq associations régionales déjà constituées. Les ciné-clubs ont un rôle important à jouer, surtout auprès des jeunes et du secteur scolaire.

IV. – PATRIMOINE

Un programme de restauration du patrimoine, d'une durée de cinq ans, est en cours. On développe considérablement les budgets des Archives du film à Bois-d'Arcy et de la Cinémathèque française. M. Jean Grundler, du C.N.C., est chargé *« d'harmoniser les actions de la Cinémathèque française et des Archives du film »* et des autres organismes nationaux.

Les têtes de chapitre cinq et six traitent de la diffusion du cinéma français dans le monde et de la création d'un conseil national de la cinématographie, *« instance permanente de dialogue »* entre le pouvoir et les professionnels. Un tableau synoptique final enregistre l'augmentation considérable du budget global du cinéma et de l'audiovisuel : plus de 600 % pour la contribution du ministère de la culture ; 105 % pour le compte de soutien.

DANSE

Le gala de Rudolf Noureev à Bordeaux a été interrompu

Le spectacle de Rudolf Noureev avec les Ballets de Nancy, qui devait être présenté le dimanche 9 janvier à Bordeaux, a été interrompu. La salle, installée dans le hall de la Foire, n'était ni conçue ni aménagée pour la danse. La sonorisation ne marchait pas. Les places, dont les plus chères étaient vendues 200 francs, n'étaient pas numérotées. Après avoir renoncé à trouver la sienne, M. Chaban-Delmas, maire de Bordeaux, est parti. Les spectateurs ont manifesté leur mécontentement, plusieurs sont montés sur scène.

Une information contre X... a été ouverte après le dépôt d'une plainte *« pour escroquerie et publicité mensongère »* au nom de « l'association de défense des spectateurs du Gala Noureev à Bordeaux », association en cours de constitution, dont les statuts doivent être déposés ce mardi 11 janvier à la préfecture de la Gironde.

VARIÉTÉS

Michel Lagueyrie à la Gaîté-Montparnasse

A quelques pas des théâtres où Raymond Devos et Bernard Haller font salle comble chaque soir, un jeune comédien, Michel Lagueyrie, s'affirme *dans le même genre de spectacle en développant un personnage moderne, tendre, insouciant et dont l'esprit loufoque et poétique vole à travers un univers léger.*

Michel Lagueyrie est un Pierrot lunaire qui joue avec le rêve et le quotidien, avec les mots, les sons et les ombres, avec les vagues à l'âme et les archétypes. Son spectacle – très court puisqu'il ne dure qu'une heure – contient de jolies trouvailles, ne manque ni de charme, *ni de finesse, ni de* drôlerie. Les sketches ont parfois l'allure de petites chroniques et s'enchaînent sur un rythme vif. – C.F.

★ Théâtre de la Gaieté-Montparnasse, 20 h 30.

ROCK

Un livre de rêves

Près de dix ans après sa première publication, le très beau livre de Guy Peellaert et Nick Cohn est réédité, augmenté d'une préface de Michael Herr. *Rock Dreams* nous projette dans l'époque magique du rock and roll, à la fin des années 50 et dans les années 60, dans un univers de rêves éveillés, d'états d'âme et de visions, de décors et de rituels.

***« Guy Peellaert,* dit justement Michael Herr, *est un peintre d'icônes dans un monde qui consomme les icônes comme des assiettes en papier. »* Les images « émotionnelles » composées par Guy Peellaert en suivant ses propres rêves, son propre imaginaire, racontent mieux que tout ouvrage historique ou sociologique la romance du rock and roll. – C. F.**

* Ed. Albin Michel, traduit de l'anglais par Philippe Paringaux. 90 F.

MUSIQUE

« RÊVES D'ÉCLUSE » à la Péniche-Opéra

Charentonneries et turlupinades

Dans l'entrepont d'une péniche, la Péniche-Opéra, ancrée en face du *188 quai de Jemmapes, sur* le canal Saint-Martin, une jeune équipe dirigée par Jean-Claude Pennetier a juré de nous réconcilier avec l'opérette de nos pères, fût-elle la plus éculée, avant de s'essayer en juin à la création d'« opéras louffes » écrits par des compositeurs « savants » d'aujourd'hui.

Un baron, une cocotte, deux évaporées, un lieutenant, un gigolo et un *faux naïf* jouent à perdre haleine *Rêves d'écluse*, une histoire sans queue ni tête (mais pas plus que bien des livrets d'opéra ou d'opérette) et souvent hilarante, à la poursuite d'enfants abandonnés finalement reconnus, non sans quelques méprises, grâce à *leurs grains* de beauté ; un parcours d'autant plus biscornu qu'il emprunte ses situations à deux douzaines d'opérettes.

Seul un spécialiste pourrait rendre leur bien à *Chonchette, la Rose de Saint-Flour, Panthéon Courcelles, l'Amour mouillé* ou *la Jolie Parfumeuse*, mais peu importe ; Pierre Danais a si bien emberlificoté les choses avec ses ciseaux et son pot de colle que le spectacle, branquignolesque, pot-pourri de coq-à-l'âne, de sous-entendus plus ou moins grivois et de contrepèteries, tient debout par miracle comme un buveur éméché.

Au vrai, ce n'est plus tout à fait l'opérette que l'on retrouve, mais plutôt une comédie musicale caricaturant le vieux répertoire avec autant de talent et de perfidie qu'Offenbach *parodiant le grand opéra* de son époque.

Mireille Larroche et Bernard Brocca ont eu bien du mérite à mettre *en scène* ces aventures échevelées dans un espace aussi restreint, aidés par les idées drolatiques du scénographe Christian Narcy et des costumiers (Evelyne Heftre et Michel Dussarat) qui disposaient, il est vrai, d'une abondante iconographie.

Fêtards du Maxim's (qui ont la délicatesse d'offrir des petits fours aux spectateurs), jardinier et jardinières, piou piou et Alsaciennes, colibri et orang-outang, nonnes et aliénés, satyre et scaphandrier, se bousculent dans un déballage à la Prévert, s'incarnent (et se désincar*nent aussi vite) dans* une troupe aux voix pimpantes et bien venues qui rendent leur fraîcheur aux airs fripés et s'ébrouent avec bonheur dans les fantaisies les plus énormes.

Les charmantes « Dugazon et Desclauzas » (Patricia Garnier et Francine Bouffard), l'inénarrable divette de Joëlle Vautier, Pierre Danais lui-même en *lieutenant, Daniel* Honoré en baron, Antoine Normand *tour* à tour gigolo, petit marquis et Bacchus, enfin l'étourdissant benêt de Patrice Dauzier, qui, à maintes reprises, réveille l'ombre de Bourvil, sans oublier les deux pianistes (Louis Langree et Jean-Paul Roth), sont les artisans de ce spectacle aussi fin que drôle à travers ces charentonneries et turlupinades, comme *disait Florimond Hervé.*

JACQUES LONCHAMPT.

★ Prochaines représentations les 16, 17, 23, 24, 30, 31 janvier, 1er, 2 et 3 février, à 21 heures (*réservations par téléphone* : 245-18-20).

EXPOSITIONS

Eiffel au Musée de la poste

Panama et panoramas

Fallait-il vraiment un timbre pour qu'on s'aperçoive, l'an passé, des cent cinquante ans qui s'étaient écoulés depuis la mort d'Eiffel ? Encore un anniversaire, se désole le préposé aux expositions commémoratives à l'instant de prendre la plume ! Tant mieux, se dit le même qui découvre, un peu tard, les bienfaits d'un petit rectangle dentelé : car le timbre à l'effigie d'Eiffel a suscité, au Musée de la poste, une bien intéressante exposition qui ferme dans peu de jours, et un excellent catalogue, qui coûte un peu trop cher (70 F).

Gustave Eiffel n'a pas de station de métro. Sans doute parce qu'aux tunnels il préféra les ponts, les gares (pour le chemin de fer), par accident les écoles et les églises, enfin les canaux, ce qui le conduisit prestement, passagèrement, en prison... Eiffel, à Panama, avait eu la mauvaise idée de vouloir se mettre aux écluses, au prix fort, alors qu'il venait d'achever, pour un prix non négligeable, la tour qui porte son nom à Paris.

Gustave Eiffel avait un père que Bernard Marrey, auteur du catalogue et conseiller de l'exposition, nous présente comme doté d'un tempérament plutôt artistique. Mais Gustave avait aussi une mère, Mélanie, dotée pour sa part d'un sens aigu des affaires, ce qu'elle sut excellemment transmettre à son fils. Au jeune Eiffel, elle avait fait apprendre la chimie, et finalement la métallurgie qu'elle estimait plus riche d'avenir. Gustave rate Polytechnique et réussit Centrale. Il était ingénieur, il devait devenir entrepreneur, habile constructeur, et terrible homme d'affaires. Il était aussi franc-maçon, ce qui paraît ne pas lui avoir été inutile.

Ainsi se dessine, au fur et à mesure de l'exposition, le portrait d'un personnage en noir et blanc, tour à tour séduisant et antipathique, attendrissant et haïssable ; une carrière jalonnée d'œuvres généralement inconnues (ou qu'on ne savait pas devoir lui être attribuées), sauf le viaduc de Garabit et le fameux monument de Paris. Architectes et ingénieurs, ou amateurs de l'un et l'autre art, ici réunis et réconciliés – mais l'antagonisme se développait déjà – trouve ainsi leur compte, comme un public moins spécialisé : outre le personnage de l'ingénieur, et le prodige de la tour, on lui offre simultanément un panorama pédagogique sur les sciences, les arts et les événements du temps, panorama qui peut reposer de l'aridité du fer.

Il est d'autres régions où cette exposition Eiffel se révèle riche d'enseignement. Il est intéressant de voir avec plus d'un siècle de décalage, se nouer les relations de la grande finance et de la construction, et réconfortant de voir que ce n'est pas forcément pour le pire. Il est curieux, dans la foulée, d'entendre les clameurs hostiles qui entourèrent la naissance de la tour, désormais si bien tolérée par le paysage parisien. L'architecte, le promoteur ou le « décideur », attaqué aujourd'hui par le critique, trouve là, en apparence, matière à consolation, et de bonnes raisons de poursuivre son œuvre pie. Encore que, si l'on peut s'interroger sur les aléas de la postérité, on peut aussi les mettre en parallèle avec l'évolution de la brutalité, des moyens de destruction, de la sensibilité. A sept ans de l'Exposition universelle de 1989, qui commémorera le centenaire de l'Exposition qui vit la naissance de la tour Eiffel, tout cela prête à rêver.

FRÉDÉRIC EDELMANN.

GRAFFIN AU MUSÉE D'ART MODERNE DE LA VILLE DE PARIS

Sculptures dirigeables

On a manqué de mots pour qualifier autour des années 70 ce qui se passait à la pointe des recherches en matière de tapisserie : les formes tissées détissées échappaient au mur, prenaient volume ou se trouaient, s'effilochaient... On a parlé d'art textile, de structure textile, de volumes textiles, de sculptures. Daniel Graffin est parti de là. Il a cherché un nouveau rapport entre les surfaces denses tissées et l'espace. Écartelées, courbées par des sangles, amarrées au sol, au mur, au plafond, ses œuvres évoquaient des voiles de bateaux, ou des tentes, semblaient attendre déjà un vent de mer ou un vent de sable.

Aujourd'hui, on manque toujours de mots pour qualifier ce vers quoi Graffin s'est engagé depuis. Dans ses œuvres récentes que le Musée d'art moderne accueille sous la rubrique ACT (Art et Création Textile), le textile reste un matériau, mais ce n'est pas pour en exalter la consistance. Au contraire, Graffin exploite l'inconsistance d'un tissu banal, léger, industriel, au profit de la couleur et du vent. Il s'agit de hisser les couleurs dans l'air, d'envoûter le ciel et c'est le vent qui est le matériau à plein temps. « Air art », « sky art », « art de l'air », « art céleste », vu par Frank Popper comme une variante de l'art cinétique : si l'on veut. Les plus proches parents de Graffin sont peut-être, en effet, les constructeurs de cerfs-volants, de parachutes, de structures gonflables, de dirigeables.

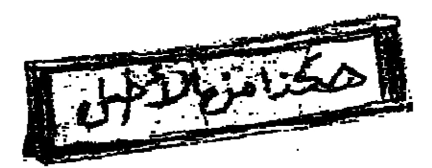
Immobilisées au musée ces œuvres perdent de leur ampleur ; faites précisément pour le plein air, elles manquent ici un peu de souffle, et nous voilà face à des structures de tissus *taillés en cellules, et pas si loin* de certains travaux de sangles des *désarticulateurs de toiles, au temps* de Support Surface.

Si l'exposition s'arrêtait là, le travail de Graffin y perdrait un peu de *son originalité et de son pouvoir* de fascination : on ne voit pas les couleurs *se déployer,* monter au bout des fils, tirer sur les amarres, jusqu'à craquer, se tendre, se détendre – tout cet aspect aléatoire, qui implique de la rigueur, du calcul. Mais il y a cette œuvre de 1979 où des poids, des coins de marbres taillés en formes de triangle pèsent sur des sangles de toile régulièrement espacées, et dont l'écartement progressif rappelle une forme de carène. C'est une sculpture ouverte aux multiples effets, avec un jeu de tensions extrêmes entre *le tissu et le marbre*, et c'est beau.

Tensions, extension, points d'appui... Graffin est engagé dans des recherches *qui juque-là ont été* fructueuses, et reconnues d'ailleurs au *plan international. Il est un peu éton*nant qu'on n'ait pas eu l'occasion de *le saluer plus tôt à Paris.*

GENEVIÈVE BRÉERETTE.

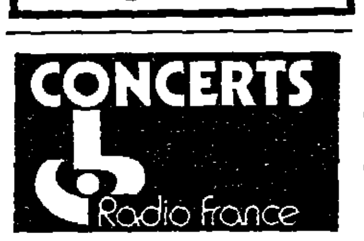
★ Musée d'art moderne de la Ville de Paris, jusqu'au 27 février.



CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

INSTITUT NEERLANDAIS 121, rue de Lille Mercredi 12 janvier à 18 h 30 (p.e. Valmalete)	JOAN BERKHEMER Violon MICHEL SAMSON Violon Alto NADIA DAVID Violoncelle BOCCHERINI SCHUBERT, DOHNANYI
OPÉRA-COMIQUE Salle FAVART Mercredi 12 janvier à 18 h 30 (p. e. Valmalete Musica Glotz)	Pierre AMOYAL Violon Daria Hovora Piano Beethoven, Ravel Chausson
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES Jeudi 13 janvier à 20 h 30 (p. e. Dandelot de Valmalete)	« Les Grands Concerts » avec la participation de l'Ademma Séance de Sonates Augustin DUMAY Jean-Philippe COLLARD Brahms - Schumann - R. Strauss
SALLE GAVEAU Mercredi 12 janvier à 20 h 30 (p.e. Dandelot et Gregoire)	J.M.FOURNIER PRODUCTIONS TRIO RAVEL MOZART, BEETHOVEN SCHUBERT
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES Vendredi 14 janvier à 20 h 30 (Valmalete)	Récital de Piano Pierre REACH Schubert, Schumann Debussy, Stravinsky
SALLE GAVEAU Samedi 15 janvier à 17 h (p.e. Werner)	AMIS MUSIQUE DE CHAMBRE PROGRAMME MUSICAL FRANCE-CULTURE QUATUOR de SYDNEY Chostakovitch Honegger, Beethoven
THÉÂTRE DE PARIS Samedi 18 h « Sous les lustres » le 15 janvier Rens. 280-09-30 (p.e. Mondial Musique)	Lauréats de la FONDATION MENUHIN TRIO HENRI piano, violon, violoncel BEETHOVEN, RAVEL SCHUBERT
SALLE PLEYEL Dimanche 16 janvier à 17 h 45 (p.e. Valmalete)	CONCERTS LAMOUREUX Dir. : Dimitri CHORAFAS Sol. : François-Joël THIOLLIER SCHUBERT, BRAHMS
T.M.P. CHATELET Dimanche 16 janvier à 18 h (p.e. Valmalete)	ORCH. COLONNE Dir. : Mauricio KAGEL BACH, WEBERN IVES, KAGEL BEETHOVEN « EGMONT » Récitant : Raymond GEROME

T.M.P. CHATELET Lundi 17 janvier à 20 h 30 (p.e. Valmalete)	I MUSICI WASSENAER VIVALDI, HAYDN LOCATELLI MOZART
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES Lundi 17 janvier à 20 h 30 (p.e. Dandelot Werner)	« Les Grands Concerts » avec la part. de l'Ademma Récital de piano GABRIEL TACCHINO Poulenc, Mozart Liszt, Chopin
INSTITUT NEERLANDAIS 121, rue de Lille Mardi 18 janvier à 18 h 30 (p.e. Valmalete)	ED BOGAARD Saxophone ERIKA WAARDENBURG Harpe HARRIE STARREVELD Flûte NIEK DE VENTE Piano
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES Mercredi 19 janvier à 20 h 30 (p.e. Dandelot)	« Les Grands Concerts » avec la part. de l'Ademma Unique concert à Paris du QUATUOR BARTOK Haydn, Bartok Schubert
SALLE GAVEAU Jeudi 20 janvier à 20 h 30 (p.e. Kiesgen)	ORCHESTRE du CONSERVATOIRE de PARIS Dir. : Kan KOTO avec Florent BOFFARD Piano M. Fischer, M. Ravel L. v. Beethoven
SALLE GAVEAU Vendredi 21 janvier à 20 h 30 (p.e. Valmalete)	Récital de piano BRUNO RIGUTTO CHOPIN, SCHUMANN LISZT
SALLE PLEYEL Samedi 22 Dimanche 23 janvier à 17 h 45 (p.e. Valmalete)	CONCERTS LAMOUREUX FESTIVAL WAGNER DEUX CONCERTS Dir. : Jerzy SEMKOW
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES Dimanche 23 janvier à 17 h 45 (p.e. Valmalete)	Assoc. des Concerts PASDELOUP « 50 ANS DE CARRIÈRE » de Henryck SZERYNG TROIS CONCERTOS BACH, MOZART BRAHMS Dir. : Gérard DEVOS



SAISON LYRIQUE

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES Mercredi 12 janvier 20 heures	DUKAS : Ariane et Barbe-Bleue K. CIESINSKY M. PAUNOVA - G. BACQUIER J. CHAMONIN - M. COMMAND A.M. BLANZAT - H. SCHAER CHŒURS DE RADIO-FRANCE NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE dir. : ARMIN JORDAN

MUSIQUE AU PRÉSENT

AUDITORIUM DU CENTRE CULTUREL DE BOULOGNE 22, rue de la Belle-Feuille Samedi 15 janvier 16 h 30	G. APERGHIS - H. RATIU M. OHANA I. Garcisanz, soprano ENSEMBLE INSTRUMENTAL DU NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE dir. : YVES PRIN

MUSIQUE DE CHAMBRE

RADIO FRANCE Grand Auditorium Lundi 17 janvier 20 h 30	QUINTETTE DE CUIVRES DE L'ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE PH. LAISNE - S. SCHEIDT M. DECOUST - J. PEZEL CHOSTAKOVITCH G. DELERUE

LIBRE PARCOURS - VARIÉTÉS
France-Culture

RADIO FRANCE Grand Auditorium Mardi 18 Janvier 20 h 30	CHANT PROFOND ARMÉNIEN Poèmes, chants et musiques de l'ARMÉNIE d'hier et d'aujourd'hui

ORCH. NATIONAL DE FRANCE

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES Mardi 18 janvier 20 h 30	dir. : GERD ALBRECHT Régis Pasquier, violon LISZT - TCHAIKOVSKY MENDELSSOHN

NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES Jeudi 20 Janvier 20 h 30	dir. : Hubert SOUDANT Joseph SUK, violon MOZART - BERG BRUCKNER

MUSIQUE DE CHAMBRE

RADIO FRANCE Grand Auditorium Lundi 24 Janvier 20 h 30	QUATUOR GRAZYNA BACEWICZ DE VARSOVIE BEETHOVEN - KRAUSE SMETANA

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

UNE MINUTE ENCORE. — Théâtre 14 (545-49-77), 21 h.
AVEC VUE SUR LA MER. — Poissy Carrières, l'Usine-Théâtre (074-70-18), 21 h.
LE ROI DES AULNES. — Cartoucherie de la Tempête (328-36-36), 20 h 30.
LES HABITS DU DIMANCHE. — Cité internationale, Galerie (589-38-69), 20 h 30.
TROIS FOIS RIEN. — Petit Montparnasse (320-89-90), 21 h 15.
L'AUTOCENSURE. — Dix Heures (606-07-48), 18 h 30.
UN GRAND AVOCAT. — Mogador (874-33-73), 20 h 30.
CHATTELISE. — Créteil, Comédie (339-21-87), 20 h 30.
LES BAS-FONDS. — Théâtre de la Ville (274-22-77), 20 h 30.
EL MEDJOUB. — (En langue arabe). Gennevilliers, Théâtre (793-26-30), 20 h 45.

Les salles subventionnées et municipales

SALLE FAVART (296-06-11), 19 h 30 : Carmen.
COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20) : 20 h 30 : La vie est un songe.
ODÉON (325-70-32), 20 h 30 : Superdu pont.
PETIT ODÉON (325-70-32), 18 h 30 : Comptine.
TEP (797-96-06) 20 h 30 : l'Oiseau vert.
PETIT TEP (797-96-06), 20 h 30 : l'Essuie-Mains des pieds.
THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83), 20 h 30 : la Veuve joyeuse.
THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) : 18 h 30 : Brandis quartett de Berlin.
CARRÉ SILVIA MONFORT (531-28-34), 20 h 30 : le Cocu magnifique.

Les autres salles

ANTOINE (208-77-71) 20 h 30 : Coup de soleil.
ARTS-HEBERTOT (387-23-23), 21 h : Moi.
ASTELLE - THÉÂTRE (238-35-53), 20 h 30 : le Malentendu ; 20 h 30 : les Bonnes.
BASTILLE (357-42-14), 20 h 30 : Léonce et Léna.
BOUFFES PARISIENS (296-60-24), 20 h 30 : En sourdine les sardines.
CARTOUCHERIE, Th. de l'Aquarium (374-99-61), 20 h : Correspondance.
CAVERNE D'ALIGRE (340-70-28), 20 h 30 : J.-L. Craver, M. Bloch, Kapia.
CINQ DIAMANTS (588-01-00), 21 h : Un si joli petit square.
CITE INTERNATIONALE (589-38-69) Resserre 20 h 30 : les Larmes amères de Petra Von Kant.
COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.
COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), 20 h 30 : Noblesse et bourgeoisie.
DEUX PORTES (361-49-92), 20 h 30 : les Fourmidiables.
EDOUARD-VII (742-57-49), 21 h : la Dernière Nuit de l'été.
ELDORADO (208-45-42), 20 h 30 : les Rustres.
ESCALIER D'OR (523-15-10), 20 h 30 : 1981.
ESPACE-GAITÉ (327-95-94), 20 h 30 : Valardy 83 ; 22 h : Kadoch.
ESPACE-MARAIS (271-10-19), 20 h 30 : le Mariage de Figaro.
FONTAINE (874-74-40), 18 h 30 : Mon Isménie - Gibier de potence ; 20 h 15 : Vive les femmes ; II : 20 h 30 : S. Joly.
GAITÉ-MONTPARNASSE (322-16-18), 20 h 30 : M. Lagueyrie : Rouleur.
GALERIE 55 (326-63-51), 21 h : The Lover.
GRAND HALL MONTORGUEIL (296-04-06), 20 h 30 : la Farce du roi Force.
HUCHETTE (326-38-99) 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : le Cirque.
LA BRUYÈRE (874-76-99), 21 h : Au Bois lacté.
LIERRE-THÉÂTRE (586-55-83), 20 h 30 : Armaguedon.
LUCERNAIRE (544-57-34), I. 19 h : Moman ; 21 h : Six heures au plus tard ; 22 h 15 : Tchoufa ; II. — 20 h 30 : la Noce. Petite Salle, 18 h 30 : Parlons français ; 22 h 15 : les Soupirs du lapin.

Mardi 11 janvier

MADELEINE (265-07-09) 20 h 45 : la Dixième de Beethoven.
MATHURINS (265-90-00) 21 h : l'Avantage d'être constant.
MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : On dînera au lit.
MONTPARNASSE (320-89-90), 21 h : R. Devos.
NOUVEAUTES (770-52-76, 20 h 30 : Hold-Up pour rire.
PÉNICHE-THÉATRE (245-18-20), 21 h : Intrigues.
SAINT-GEORGES (878-63-47), 20 h 45 : le Charimari.
STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-35-10), 20 h 45 : les Enfants du silence.
TAI THÉÂTRE D'ESSAI (278-10-79), 20 h 30 : Huis clos ; 20 h 30 : l'Ecume des jours.
TH. DES DÉCHARGEURS (236-00-02), 18 h 30 : Yes, peut-être ; 20 h 30 : la Nourrice des étoiles ; 22 h : Chant du monde.
THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 30 : les Babas cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.
THÉATRE DU MARAIS (278-03-53), 20 h 30 : le Misanthrope.
THÉATRE DE MENILMONTANT (366-60-60), 20 h 45 : Famille Fenouillard dare-dare.
THÉATRE DE PARIS (280-09-30), Petite salle 20 h 30 : la Fuite en Chine.
THÉATRE DU ROND-POINT (256-70-80), 20 h 30 : Camera oscura.
THÉATRE DU TOURTOUR (887-82-48), 20 h 30 : Le mal court.
THÉATRE DE LA VILLA (542-79-56), 21 h : Arlequin valet de deux maîtres.
TRISTAN BERNARD (522-08-40), 21 h : le Retour du héros.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 20 h 30 : Tohu-Bahut ; 22 h : le Président.
BEAUBOURGEOIS (272-08-51), 19 h 30 : Sur une île flottante.
BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), I : 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : Philippe Ogouz : Tout a changé ; 22 h 30 : Des bulles dans l'encrier. — II : 20 h 15 : Version originale ; 21 h 30 : Qui a tué Betty Grandt ? ; 22 h 30 : les Bonniches.
CAFÉ D'EDGAR (322-11-02), I : 18 h 30 : Laissez chanter les clowns ; 20 h 30 : Tiens, voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : L'amour, c'est comme un bateau blanc. — II : 18 h 30 : Pas de fantaisie dans l'orangeade ; 20 h 30 : Les blaireaux sont fatigués ; 22 h : Une goutte de sang dans le glaçon.
CAFÉ DE LA GARE (278-52-51), 22 h : Tragédie au radar.
LE FANAL (233-91-17), 20 h : La Musica ; 21 h 15 : J. Menaud -Le Mac-Amour.
LA GAGEURE (367-62-45), 20 h 30 : Quelque estaminet.
LES LUCIOLES (526-51-64), 20 h 45 : A poil ; 22 h 15 : S. Deschaumes.
PATACHON (606-90-20), 20 h : Clin d'œil à Irma la Douce ; 21 h : les Petits Hôtels ; 22 h 30 : Un sifflet dans la tête.
LE PETIT CASINO (278-36-50), 21 h : X. Lacouture ; 22 h 30 : Douby.
POINT-VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 : Tranches de vie ; 21 h 30 : les Démones Loulous ; 22 h 30 : Elle voit des géants partout.
400 COUPS (633-01-21), 20 h 30 : Ma vie en vrac ; 22 h : Excusez-moi d'exister.
RESTO SHOW (508-00-81), 20 h 15 : Un amour.
SENTIER DES HALLES (236-37-27), 20 h 15 : On est pas des pigeons ; 22 h : Autant en emporte le banc.
LE TINTAMARRE (887-33-82), 20 h 15 : Phèdre ; 21 h 30 : Apocalypse Na ; 22 h 30 : W. Anice.
THÉATRE DE DIX HEURES (606-07-48), 20 h 30 : Excuse-moi si je te coupe ; 21 h 30 : Les huîtres ont des bérets ; 22 h 30 : Nitro Goldwyn-Pinson.
VIEILLE GRILLE (707-60-93), 20 h 30 : Ka, l'infra-terrestre, Ch. Kummer ; 22 h : G. Delahaye.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : A la courte-paye.
THÉATRE DES DEUX-ANES (606-10-26), 21 h : A vos rouds... fisc.

La danse

THEATRE DE PARIS (280-09-30), 20 h 30 : Pilobolus Dance Theater.

Le music-hall

BOBINO (322-74-84), 20 h 45 : B. Haller.
CASINO DE PARIS (285-00-39), 21 h : A. Metayer.
CHEVALIER DU TEMPLE (277-40-21) 21 h et 23 h : R. Bahri.
NOUVEAU CHAPITEAU-PORTE DE PANTIN (758-27-43) 21 h : H. Salvador.
OLYMPIA (742-25-49), 21 h : R. Charlebois.
PALAIS DES SPORTS (828-40-90), 20 30 : Cirque de Moscou sur glace.
THÉATRE DE LA PORTE SAINT-MARTIN (607-37-53), 20 h 30 : A. Cordy.
TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (260-44-41), 21 h 30 : L. Rizzo, M. Fernandez, O. Guidi.

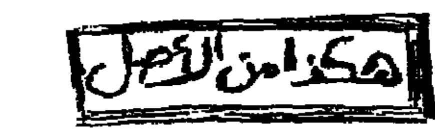
Les concerts

MARDI 11 JANVIER

RADIO-FRANCE, Auditorium 106, 18 h 30 : Groupe vocal de France, dir. : J. Alldis (Ohana, Arrigo, de Lassus...).
SALLE PLEYEL, 20 h 30 : Chœur et orchestre du Deutsche Staatsoper de Berlin (Wagner).
CITÉ INTERNATIONALE DES ARTS, 21 h : J.-M. Bonn, A. Sans (Weiss, Bach, Dowland...).
ÉGLISE SAINT-ROCH, 21 h : Chorale Saint-Thomas d'Aquin, Ensemble orchestral Harmonia Nova, dir. : J.-P. Lore (Ramirez, Cayre).
ÉGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE, 21 h : R. Troman, S. Sennari, J. Frisch (Couperin, Marais, Dieupart...).
SALLE GAVEAU, 21 h : Orchestre Cannes-Provence-Côte d'Azur, dir. : Ph. Bender (Bach, Mendelssohn, Copland...).
THÉATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 20 h 30 : N. et Y. Gotkovsky (Beethoven).
PORTE DE LA SUISSE, 20 h 30 : Germ (Vaggione).
SAINT-THOMAS D'AQUIN, 20 h 45 : J. Guillou (Bach).
CENTRE CULTUREL CANADIEN, 12 h 30 : L. Bessette (Brahms, Debussy, Clermont-Pépin...).
CENTRE CULTUREL DE YOUGOSLAVIE, 20 h : H. Todé, J. Kulagic, L. Jovanovic, V. Ogrizovic (Chopin, Jossif, Prokofiev...).

Jazz, pop, rock, folk

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : J. Caroff.
HIPPODROME DE PARIS (205-25-68), 20 h : Pat Benatar.
PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30 : J.-L. Longnon.
PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : Betina.
SLOW CLUB (233-84-30), 21 h 30 : M. Laferrière.



SPECTACLES

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

MARDI 11 JANVIER

15 h : David et Bethsabée, de H. King ; 19 h : carte blanche à W.K. Everson : My name is Julia Ross, de J. H. Lewis ; 21 h : hommage à F. Zinnemann : The Member of the Wedding.

BEAUBOURG (278-35-57)

Relâche.

Les exclusivités

AMERIQUE INTERDITE (A., v.f.) (**) : Rio-Opéra, 2e (742-82-54) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Marbeuf, 8e (225-18-45).

ANNIE (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Ambassade, 8e (359-19-08). – (V.f.) : Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (532-52-43) Miramar, 14e (320-89-52) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).

L'AS DES AS (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : 3 Haussmann, 9e (770-47-55).

LA BALANCE (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 15e (322-19-23) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Murat, 16e (651-99-65) ; Images, 18e (522-47-94).

LA BARAKA (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

BLADE RUNNER (*) (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LA BOUM 2 (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Le Paris, 8e (359-53-99) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Victor Hugo, 16e (727-49-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

BRISBY, LE SECRET DE NIMH (A., v.o., v.f.) : Marignan, 8e (359-92-82). – (V.f.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).

BRITANNIA HOSPITAL (Ang., v.o.) : Cluny Palace, 5e (534-07-76) ; Ambassade, 8e (359-19-08).

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARD (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). (V.f.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

LES FILMS NOUVEAUX

AMITYVILLE, LE POSSÉDÉ (**), film américain de Damiano Damiani. V.o. : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C. Normandie, 8e (359-41-18) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Magic Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

LE BRACONNIER DE DIEU, film français de Jean-Pierre Darras. Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-80) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94).

LE JAPON DE FRANÇOIS REICHENBACH, film français. Impérial, 2e (742-72-52) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Élysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

JOURNAL DE CAMPAGNE, film franco-israélien d'Amos Gitai. Saint-Séverin, 5e (354-50-91) ; République Cinéma, 11e (805-51-33).

PIRANHAS II (*), film américain de James Cameron. V.o. : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Passy, 16e (288-62-34).

DANTON, film franco-polonais d'Andrzej Wajda. Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; P.L.M. Saint Jacques, 14e (589-68-42) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

LA COLLÉGIENNE PREND DES VACANCES (It.) (**) (v.f.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40).

COMÉDIE ÉROTIQUE D'UNE NUIT D'ÉTÉ (A., v.o.) : Studio Alpha, 5e (354-39-47) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Élysées, 8e (720-76-23). – V.f. : Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

LA COURTISANE (A., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).

LE CRIME D'AMOUR (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).

DE MAO A MOZART (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

DEUX HEURES MOINS LE QUART AVANT JESUS-CHRIST (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08).

DINER (A., v.o.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Champs-Elysées, 8e (359-12-15) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

DIVA (Fr.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Panthéon, 5e (354-15-04) ; Ambassade, 8e (359-19-08).

DOCTEURS IN LOVE (A., v.o.) : Biarritz, 8e (723-69-23). – (V.f.) : Arcades, 20e (233-39-36) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Magic-Convention, 15e (364-51-98).

E.T. L'EXTRA-TERRESTRE (A., v.o.) Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50). – V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Mercury, 8e (562-75-90) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Nation, 12e (343-04-67) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse-Pathé, 14e (322-19-23) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

L'ÉTAT DES CHOSES (All., v.o.) : St-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

FIREFOX, L'ARME ABSOLUE (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Élysées, 8e (720-76-23) ; Paramount-City, 8e (562-45-76). – V.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

LE GENDARME ET LES GENDARMETTES (Fr.) : Marbeuf, 8e (225-18-45).

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

HECATE (Fr.) (*) Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

HITLER, UNE CARRIÈRE (All., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52).

L'HONNEUR D'UN CAPITAINE (Fr.) : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40).

IDENTIFICATION D'UNE FEMME (It., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Calypso, 7e (380-30-11). – V.f. : Impérial, 2e (742-72-52).

MAYA L'ABEILLE (Autr., v.f.) : Ciné-Beaubourg, 2e (271-92-36), hor. spéc. ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), hor. spéc.

LES MISÉRABLES (Fr.) : Rotonde, 6e (633-08-22) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Français, 9e (770-33-88).

MORA (Fr.) : Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Publicis Matignon, 8e (359-31-97) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

MUTANT (*) (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (225-18-45). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27).

NE SOIS PAS TRISTE (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).

NEW-YORK 42e RUE (A) (**) (v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

LA NUIT DE SAN LORENZO (It., v.o.) : ; 14 Juillet-Racine, 6e (326-19-68) ; 14 Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81). – V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

L'OMBRE DE LA TERRE (Fr.-Tun.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Louxor Pathé, 10e (878-38-58).

OPÉRATION GREEN ICE (A., v.o.) : Paramount-City, 8e (562-45-76) ; v.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10).

PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.) : Saint-Michel, 5e (326-79-17).

PIRATE MOVIE (Aus., v.o.) : Biarritz, 8e (723-69-23). – V.f. : U.G.C. Boulevard, 9e (770-11-24) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

PLUS BEAU QUE MOI TU MEURS (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (322-19-23).

LE QUART D'HEURE AMERICAIN (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Magic Convention, 15e (828-20-64).

QUE LES GROS SALAIRES LÈVENT LE DOIGT (Fr.) : Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

S.A.S. A SAN-SALVADOR (Fr.) : Rotonde, 6e (633-08-22) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; U.G.C. Boulevard, 9e (770-11-24) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44).

SUPERVIXENS (**) (A., v.o.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22) ; Hollywood Boulevard, 9e (770-10-41).

TELL ME (DAVID ET EVA) (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Studio Logos, 5e (354-26-42).

TIR GROUPÉ (*) (Fr.) : Capri, 2e (508-11-69) ; Paramount Opéra, 2e (742-56-31) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83).

TRON (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). – V.f. : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (322-19-23) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).

LA VENGEANCE EST A MOI (Jap., v.o.) (*) Studio Médicis, 5e (633-25-97).

VICTOR, VICTORIA (A., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnasse 83, 6e (544-14-27) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

UNE CHAMBRE EN VILLE (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Biarritz, 8e (723-69-23).

LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

YOL (Turc, v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Biarritz, 8e (723-69-23).

Les festivals

BUSTER KEATON : Marais, 4e (272-47-86), le Dernier Round.

MARX BROTHERS (v.o.) : Action-Ecoles, 5e (325-72-07) : Un jour au cirque.

SEPT PAGNOL : André Bazin, 13e (337-74-39), Topaze.

SCIENCE-FICTION ET FANTASTIQUE (v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04), Solaris ; Rencontres du troisième type ; Phase IV.

LUIS BUNUEL - ALAIN ROBBE-GRILLET : Denfert, 14e (321-41-01), 20 h : Cet obscur objet du désir ; 17 h : le Fantôme de la liberté ; 22 h : Glissements progressifs du plaisir.

JAMES BOND (v.f.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85), Opération tonnerre.

FESTIVAL HITCHCOCK (v.o.) : La boîte à films, 16e (622-44-21), Mr et Mme Smith ; la Maison du docteur Edwardes ; Psychose.

PROMOTION DU CINEMA (v.o.) : Studio 28, 18e (606-36-07), Comédie érotique d'une nuit d'été.

RITA HAYWORTH (v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), la Dame de Shanghaï.

Les séances spéciales

L'AMI AMÉRICAIN (All., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 12 h et 24 h.

BEAU-PERE (*) (Fr.) : Cité-Internationale, 14e (589-38-69), mar., 21 h.

CHERIE, JE ME SENS RAJEUNIR (A., v.o.) : Studio-Galande, 5e (354-72-71), 12 h, 14 h et 20 h 40.

CHINATOWN (*) (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 20 h 10.

LE CRI (It., v.o.) : Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42), 18 h.

EASY RIDER (A, v.o.) (*), Templiers, 3e (272-94-56), t.l.j., 20 h.

HAMMETT (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 20 h 15.

L'HOMME A LA PEAU DE SERPENT (A., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 12 h et 24 h.

MARATHON MAN (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 22 h 5.

MEAN STREET (**) (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77), 12 h et 24 h.

MORT A VENISE (It., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 16 h.

LA NUIT DU CHASSEUR (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.

PLAY-TIME (Fr.) : Templiers, 3e (272-94-56), 21 h 45.

QUE LE SPECTACLE COMMENCE (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 22 h 30.

QUERELLE (*) (All., v.o.) : Boite à films, 17e (622-44-21), 22 h 15.

QUI CHANTE LA-BAS ? (Youg., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 12 h et 24 h.

RAGTIME (A., v.o.), Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 17 h 35.

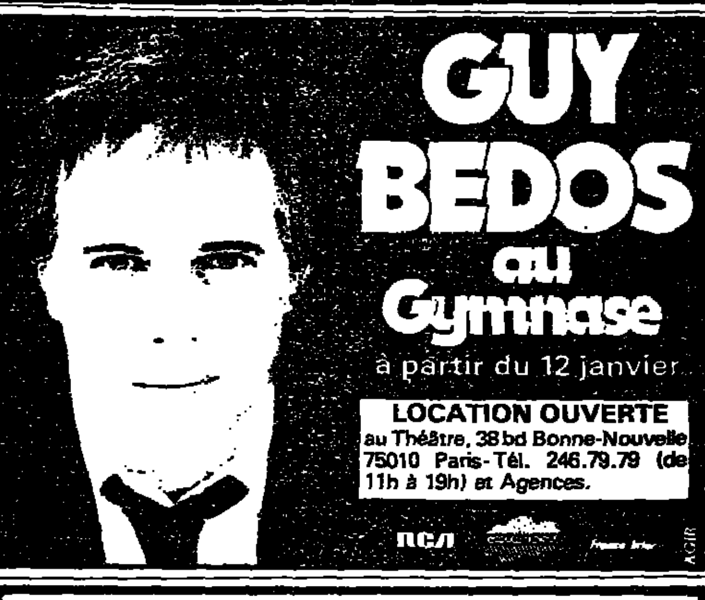
RENCONTRES AVEC DES HOMMES REMARQUABLES (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), 19 h 30.

TOUTE UNE NUIT (Fr.) : Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42), 18 h.

VIVA ZAPATA (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36), Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.

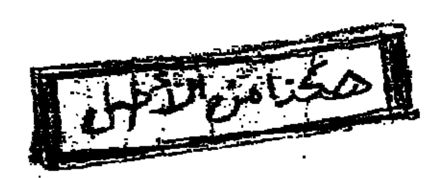
VIVRE SA VIE (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-19-68), 12 h et 24 h.











SPECTACLES

Les grandes reprises

ALIEN (A., v.o.) (*) : Cluny-Palace, 5e (354-07-76).
APOCALYPSE NOW (A., v.o.) : Boîte à Films, 17e (622-44-21).
LES ARISTOCHATS (A., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; La Royale, 8e (265-82-66) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Magic-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Napoléon, 17e (380-41-46).
LE BAL DES VAMPIRES (A., v.o.) (*) : Champo, 5e (354-51-60).
LA BELLE AU BOIS DORMANT (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).
BEN HUR (A., v.f.) : Haussmann, 7e (770-47-55).
CABARET (A., v.o.) : Noctambules, 5e (354-42-34) ; Lucernaire, 6e (544-57-34).
LES CHARIOTS DE FEU (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).
LA DAME DE SHANGHAI (A., v.o.) : Acacias, 17e (764-97-83).
DELIVRANCE (A., v.f.) (*) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).
EMMANUELLE (Fr.) (**) : Paramount-City, 8e (562-45-76).
L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.f.) (**) : Arcades, 2e (233-39-36).
LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).
ERASERHEAD (A., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04).
LA FEMME AUX DEUX VISAGES (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).
FEMME OU DEMON (A., v.o.) Gît-le-Cœur, 6e (326-80-25).
FRANKENSTEIN Jr (A., v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).
FREUD PASSION SECRÈTE (A., v.o.) : Action Christine bis, 6e (325-47-46).
GILDA (A., v.o.) : Olympic-Halles, 4e (278-34-15) ; Olympic-St-Germain, 6e (222-87-23) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Olympic, 14e (542-67-42).
LE GUÉPARD (It., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).
LA GUERRE DES ÉTOILES (A., v.f.) : Montparnos, 14e (327-52-37) ; Palace Croix-Nivert, 15e (374-95-04).
HELLZAPOPPIN (A., v.o.) : Saint-Ambroise 11e (700-89-16).
HISTOIRE D'O (Fr.) (**) : Lumière, 9e (246-49-07) ; Paramount-Montmartre 18e (606-34-25).
IL ETAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (A., v.f.) : Haussmann, 9e (770-47-55).
JEREMIAH JOHNSON (A., v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-52-56).
LE LAURÉAT (A., v.o.) Quartier-Latin, 5e (326-84-25).
MACADAM COW BOY (A., v.o.) : Rivoli-Beaubourg, 4e (272-63-32).
LA MAMAN ET LA PUTAIN (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42).
LE MEPRIS (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74).
MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).
LA MELODIE DU BONHEUR (A., v.f.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).
MONTY PYTHON, SACRÉ GRAAL (Ang., v.o.) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).
LA MORT AUX TROUSSES (A., v.o.) : Action-Ecoles, 5e (325-72-07).
NEW-YORK, NEW-YORK (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).
PAPA D'UN JOUR (A.) : Marais, 4e (278-47-86).
PAPILLON (A., vf.) (*) Capri, 2e (508-11-69).
PANIQUE DANS LA RUE (A., v.o.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37) ; Espace-Gaîté, 14e (327-95-94).
PASSION (Fr.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68).
PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).
LE PORT DE L'ANGOISSE (A., v.o.) : Action La Fayette, 9e (878-80-50).
LA POURSUITE IMPITOYABLE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46) ; Action La Fayette, 9e (878-80-50).
LES QUATRE CAVALIERS DE L'APOCALYPSE (A., v.o.) : Action-Christine bis, 6e (325-47-46) ; Mac-Mahon, 17e (380-24-81).
QU'EST-CE QUI FAIT COURIR DAVID ? (Fr.) : U.G.C. Marbeuf, 1er (225-18-45).
LA REINE CHRISTINE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).
LE SHÉRIF EST EN PRISON (A., v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56).
LA STRADA (It., v.o.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82).
LE TAMBOUR (All., v.o.) (*) : Cluny-Ecoles, 5e (354-20-12).
TEX AVERY FOLIES (A., v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (325-47-62).
THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (A., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11).
THE ROSE (A., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11).
TOMBE LES FILLES ET TAIS-TOI (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).
TOM JONES (Ang., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60) ; 14 Juillet-Bastille, 11e (357-90-81) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; Olympic-Entrepôt, 14e (542-67-42) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; (v.f.) : Lumière, 9e (246-49-07).
TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS VOULU SAVOIR SUR LE SEXE SANS JAMAIS OSER LE DEMANDER (A., v.o.) (**) St-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).
UN TRAMWAY NOMME DESIR (A., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic, 14e (542-67-42).
VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU (A., v.f.) (*) : Arcades, 2e (233-54-58).
WANDA (A., v.o.) St-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

RADIO-TÉLÉVISION

A VOIR

La qualité de la mort

A quoi rime toute cette agitation — on ne parle que de ça en ce moment — à propos du droit des gens à disposer de leur vie ? Donc à y mettre fin quand elle ne correspond plus à une certaine idée qu'ils en avaient. Le suicide n'est pas un délit, que je sache. Si vous ratez le vôtre, on ne vous traînera pas devant les tribunaux. Même l'Église ferme aujourd'hui les yeux et procède à l'enterrement religieux de ceux qui ont préféré devancer l'appel du Seigneur. S'il y a un droit qui ne prête pas à discussion, c'est bien celui-là. On n'a pas demandé à venir au monde, libre à nous de le quitter, si ça nous chante.

C'est d'ailleurs la possibilité de tirer sa révérence et de prendre la porte en cas de gros malaise qui permet à certains d'entre nous — j'en suis — de supporter, sans trop d'impatience, les chocs et les à-coups de l'existence. Rares, pourtant, très rares sont ceux qui empruntent la sortie de secours.

A cela de bonnes raisons. D'ordre purement techniques d'abord. Se tuer, c'est facile à dire. Et on ne s'en prive pas ! Dès qu'il s'agit de passer à l'acte, on bute sur l'obstacle. Se jeter par la fenêtre ? Ça fait peur, ça fait sale. Se tirer une balle dans la tête ? Avaler des somnifères ? Il faut se procurer une arme, des ordonnances. Faire provision de tubes et de flacons. Et les mettre et se mettre à l'abri des regards indiscrets.

Bref, le suicide, c'est comme la retraite, ça se prépare. Longtemps à l'avance. Histoire de ne pas se retrouver dans le cas de la dame que vous rencontrerez mercredi soir sur TF 1 (Ma dernière volonté). Agée, impotente, clouée à son fauteuil, très surveillée, incapable de descendre ses étages pour aller à la pharmacie, elle réclame à cor et à cri la potion qui la délivrerait de tous ses maux. Personne, bien entendu, n'ira se charger de la commission. Pas même l'Association pour le droit de mourir dans la dignité, qui se contente d'envoyer, au bout de trois mois, à ses nouveaux adhérents une brochure contenant quelques conseils fort utiles, certes. A condition de se montrer très débrouillard et très déterminé. Ce n'est pas fréquent. Surtout s'agissant d'un geste contraire à l'instinct le plus primitif qui soit, l'instinct de vie, de survie. Instinct assorti d'une faculté surprenante chez un animal doté de raison : celle de croire aux miracles.

Dans ce reportage, on vous montrera, d'entrée de jeu, parmi les pensionnaires d'un hospice de grands vieillards un monsieur qui n'attend plus rien, sinon ça précisément : le miracle susceptible d'améliorer et de prolonger une existence que d'aucuns semblent juger contraire à je ne sais quelle idée du respect humain. Le respect de qui ? Des témoins ? J'ignore comment vous réagirez, moi ça m'a profondément choquée.

La décision de débrancher...

En réalité, ces querelles pour ou contre l'euthanasie ne posent pas le véritable problème. De deux choses l'une, en effet : ou celui qu'il s'agit d'envoyer ad patres est conscient et donc capable de faire connaître sa volonté, la dernière, celle de l'instant présent et pas celle qui aura présidé à la rédaction déjà ancienne d'un quelconque « testament biologique ». Ou il ne l'est plus, il est à jamais réduit à l'état végétatif, et alors la décision de débrancher ou pas la machine ne présente plus aucun intérêt pour lui.

Quand on sait (1) — et cette enquête vous le confirmera — qu'il existe déjà en France des endroits inspirés de ceux qui se sont multipliés dans les pays anglo-saxons, où l'on ne tente pas de guérir — on n'en est plus à ce stade-là — où l'on s'efforce de soigner les mourants, de soulager et d'abréger leurs souffrances — l'un ne va pas sans l'autre — on ne voit pas très bien pourquoi la société représentée par son corps médical s'arrogerait le droit de vie ou de mort sur un grabataire, un cancéreux ou un handicapé, sous prétexte que sa situation est insupportable. Permettez-lui d'en juger. Tant qu'il nous restera une lueur d'espoir chevillée au cœur, je vous en prie, n'allez pas vous aviser de nous expédier, pour notre bien, dans un monde meilleur. Le moment venu, si on a besoin de vos services, on vous le fera savoir.

CLAUDE SARRAUTE.

★ Mercredi 12 janvier, *TF 1*, « Les mercredis de l'information » : « Ma dernière volonté ».

(1) *Le Monde Dimanche* du 24 octobre 1982.

PRESSE

L'« affaire Hersant »

LE JUGE D'INSTRUCTION RÉFUTE LES OBJECTIONS DE M. AUDINOT

M. Claude Grellier, juge d'instruction à Paris, a rejeté par ordonnance, lundi 10 janvier, conformément aux réquisitions du parquet, les conclusions déposées le 21 décembre par M. André Audinot, député de la Somme, président-directeur général de la société Le Figaro, président du Syndicat de la presse parisienne, poursuivi pour avoir servi de prête-nom à M. Robert Hersant à la tête de *Nord-Éclair*.

M. Audinot, assisté de Me François Sarda, son défenseur, avait déposé ses conclusions en même temps qu'il refusait de répondre aux questions du magistrat instructeur, car il soutenait que les conditions dans lesquelles ce dernier les lui avait notifiées, le 20 septembre 1982 (dernier jour de l'intersession parlementaire), rendaient nulle l'information judiciaire, du fait de la violation de l'article 26 de la Constitution, interdisant de poursuivre les députés pendant les sessions du Parlement.

Le juge, comme le parquet, constate que le Parlement n'était pas en session le 20 septembre et que l'envoi d'une convocation à M. Audinot pour le 16 novembre et sa comparution devant lui à cette date sont sans influence sur les actes d'instruction diligents.

TRIBUNES ET DÉBATS

MARDI 11 JANVIER

— *M. Michel Rocard*, ministre du Plan et de l'aménagement du territoire, est invité à l'émission « Radio libre » sur Europe 1, à 20 h 30.

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., est reçu au journal de 20 heures sur Antenne 2.

MERCREDI 12 JANVIER

M. Jean Lecanuet, président de l'U.D.F., sénateur centriste de Seine-Maritime, est invité au journal de 20 heures sur Antenne 2.

● *M. Jean-Pierre Guérin*, directeur délégué pour l'information à TF 1, nous écrit, à la suite de notre article sur les actualités de cette chaîne (*le Monde* du 8 janvier) : *« Je souhaite préciser que l'allusion au sentiment de précarité et de liberté de ma fonction était due à la période d'instabilité qui a régné jusqu'à la mise en application de la loi sur la communication audiovisuelle du 29 juillet 1982. La mise en place de la nouvelle équipe dirigeante et les projets qui doivent voir le jour dans les prochaines semaines prouvent bien que TF 1 a la volonté de mener à terme une politique globale et ambitieuse, et, ainsi, de mettre fin aux multiples attaques dont elle fait l'objet depuis quelque temps. »*

Mardi 11 janvier

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 **Soirée ouverte... aux jeunes : hommage à Elvis Presley.**
20 h 40 **Téléfilm : Le jour où Elvis est venu à Bremerhaven.**
Réal. : F. Bringmann, avec W. Drygalla, P. Biga, M. Shelley...
L'Amérique des années folles du rock'n roll, des cheveux gominés et des débuts d'Elvis Presley.
22 h 25 **Elvis, son dernier concert.**
Réal. D. Hemion. Enregistré par la chaîne de télévision américaine C.B.S.
23 h 10 **Journal.**

DEUXIÈME CHAINE : A2

20 h 40 **Cinéma : l'Imprécateur.**
Film français de J.-L. Bertucelli (1977), avec J. Yanne, M. Piccoli, J.-P. Marielle, M. Jobert, J.-C. Brialy, M. Lonsdale.
Des événements mystérieux mettent en danger l'ordre et la puissance de la filiale française d'une multinationale installée dans la tour Montparnasse. Il faut en découvrir le responsable.
D'après le roman de René-Victor Pilhes, une fable satirique, politique, fantastique aussi, solidement mise en scène, avec quelques défauts dans la seconde partie. Original.
22 h 25 **Mardi cinéma.**
Avec Claudia Cardinale et Lino Ventura.
23 h 30 **Journal.**

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 **Cinéma : les Grands Moyens.**
Film français d'H. Cornfield (1975), avec H. Dieudonné, Y. Maurech, A. de Beaumont, R. Carel, C. Rouvel, F. Sardou.
A Nice, la mère (corse) d'un policier assassiné mène avec ses deux sœurs octogénaires une vendetta contre les truands responsables du meurtre.
Tiré d'un roman de Charles Exbrayat, ce film hésite entre l'humour noir anglo-saxon et la comédie de mœurs méridionale. On aime surtout Hélène Dieudonné.
22 h **Magazine : Mémoires de France.**
Emission de P. Ory, réal. F. Chadeaux.
L'histoire du village de Bercy, avec C. Cabana, secrétaire général de la mairie de Paris ; E. Verdier, membre du collectif Bercy ; G. La Bella, auteur d'une étude économique et sociologique sur les entrepôts.
23 h 05 **Journal.**
23 h 35 ***Prélude à la nuit.***
Festival de Prades, sonate pour violoncelle de C. Debussy par L. Rose.

FRANCE-CULTURE

19 h 30, **Sciences** : La théorie des catastrophes, une philosophie scientifique (application à la neurophysiologie du comportement et à la psychanalyse).
20 h, **Dialogues** : Création et culture, avec J. Laurent et F. Aubral.
21 h 15 **Musique** : « Patchwork », journée (violon des Cyclades, violon baroque, violon roumain et violon de l'Inde).
22 h 30, **Nuits magnétiques** : Athènes en hiver.

FRANCE-MUSIQUE

20 h, **Premières loges** : Totti dal Monte ; œuvres de Rossini, Donizetti, Benedict, Verdi.
20 h 30, **Concert** : Festival estival de Paris (donné en l'église Saint-Séverin le 4 août 1982) : œuvres de J. Brahms, Mendelssohn, Distler, Bruckner, J. Brahms, Reger ; par le Freiburger Vokalensemble ; dir. W. Schafer.
22 h, **Cycle acousmatique.**
23 h, **La nuit sur France-Musique** : Musique de nuit ; 23 h 35, Jazz-Club.

Mercredi 12 janvier

PREMIÈRE CHAINE : TF1

11 h 15 **Vision plus.**
12 h **Météorologie.**
12 h 10 **Suspens.**
12 h 30 **Atout cœur.**
13 h **Journal.**
13 h 35 **Un métier pour demain :**
Professeur d'éducation physique, moniteur de natation.
13 h 50 **Mer-cre-dis-moi-tout.**
15 h 45 **Jouer le jeu de la santé.**
15 h 50 **Les Pieds au mur.**
18 h 25 **Le village dans les nuages.**
18 h 50 **Histoire d'en rire.**
19 h 5 **A la une.**
19 h 20 **Émissions régionales.**
19 h 45 **S'il vous plaît.**
19 h 53 **Tirage du Loto.**
20 h **Journal.**
20 h 35 **Les mercredis de l'information : Ma dernière volonté.**
Reportage de M. Honorin et A. Dupuy
Deux femmes et un homme qui souffraient d'une maladie incurable auraient demandé qu'on mette fin à leurs jours. Nicholas Reed les y aurait aidés. Il a été condamné à deux ans de prison « pour avoir été trop loin ». Il y a dans le monde une cinquantaine d'associations pour le droit de mourir. L'euthanasie en question.
21 h 35 **Série : Wallenstein.**
Les grandes transactions, réalis. F.-P. Wirth, avec R. Boysen, R. Pekny, W. Kreindl...
No 2 : Wallenstein devenu gouverneur militaire de Bohême devient indispensable à l'empereur Ferdinand II. Une fresque historique lourde, d'un classicisme vieillot.
23 h 25 **Journal.**

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 **A.N.T.I.O.P.E.**
12 h **Journal.**
12 h 10 **Jeu : L'Académie des neuf.**
12 h 45 **Journal.**
13 h 30 **Stade 2 midi.**
13 h 50 **Série : La vie des autres**
14 h **Les carnets de l'aventure**
« Sun Kosi en kayak », de T. Broodbridge.
14 h 30 **Dessins animés.**
15 h 5 **Récré A 2.**
17 h 10 **Platine 45.**
De P. Leguen et C. Puech.
Avec Jane Surrey, Christ de Burgh, Olivia Newton-John, etc...
17 h 45 **Terre des bêtes**
De A. Bougrain-Dubourg.
Ça marche (enfin) pour eux.
18 h 30 **C'est la vie.**
18 h 50 **Jeu : Des chiffres et des lettres.**
19 h 20 **Émissions régionales.**
19 h 45 **Le théâtre de Bouvard.**
20 h **Journal.**
20 h 35 **Téléfilm : Les enquêtes du commissaire Maigret.**
La colère de Maigret, réal. A Levent. Avec J. Richard, M. Beaune, J. Négroni, B. Costantini...
Maigret s'encanaille à Pigalle, découvre un homme assassiné de deux balles, à la sortie d'un bar. Le commissaire enquête.
22 h 10 **Magazine médical : Les jours de notre vie.**
A propos du cancer du sein : paroles de femmes.
Témoignages de femmes avant et après une opération du cancer du sein. Avec la participation du professeur Tubiana, directeur de l'Institut Gustave-Roussy de Villejuif, des docteurs Lacour et Petit, chirurgiens, et de Mme Andrée Lehman, psychanalyste.
23 h 5 **Journal.**

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 **Pour les jeunes.**
18 h 55 **Tribune libre**
Jeune République.
19 h 10 **Journal.**
19 h 20 **Émissions régionales.**
19 h 55 **Dessin animé.**
Il était une fois l'espace.
20 h **Les jeux.**
20 h 35 **Cinéma 16 : L'art de la fugue.**
De C.-Watton et A. Le Page, réal. A. Boudet, avec B. Haller, L. Vincendon, M. Biraud...
Si Martine n'a pas un enfant c'est à cause de son mari. Martine part avec un autre homme et reviendra au foyer : une comédie un peu triste.
22 h 5 **Journal.**
22 h 55 **Prélude à la nuit.**
Etude Opus 25, no 3 allegro, Etude Opus 25, no 4 agitato, Etude Opus 25, no 5 vivace piu lento, de F. Chopin.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, **Matinales** : Norvège : marais bleu et or noir.
8 h, **Les chemins de la connaissance** : Les sorciers et leur sabbat ; à 8 h 32, le Proche-Orient arabe.
8 h 50, **Echec au hasard.**
9 h 7, **Matinée des sciences et des techniques.**
10 h 45, ***Le livre, ouverture sur la vie*** : *Grand prix du Livre* pour la jeunesse.
11 h 2, ***La musique prend la parole.***
12 h 5, **Agora**, avec P. Tytell.
12 h 45, **Panorama**, avec Lionel Taccoen.
13 h 30, **Prélude à « Ariane et Barbe-Bleue »** : autour de Paul Dukas (et à 17 h 32 et 20 h.)
14 h, **Sons** : Mexico.
14 h 5, **Un livre, des voix** : « Aux pieds du vent du Nord », de F. Cariès.
14 h 47 **L'école des parents et des éducateurs** : Les maternités que l'on dit tardives.
15 h 2, **Les après-midi de France-Culture** : Le monde au singulier (l'actualité selon le professeur Yves Pélicier) ; à 15 h 45, Promenade dans la peinture d'Alfred Courmes ; à 17 h, Roue libre, histoire de bateau.
18 h 30, **Feuilleton** : Les bonnes femmes du XVIIIe siècle.
19 h 25, **Jazz à l'ancienne.**
19 h 30, **La science en marche** : L'imparfait du crime.
22 h 30, **Nuits magnétiques** : Athènes en hiver.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, **Musiques pittoresques et légères** ; œuvres de Strauss, Winkler et Neff, Carradot, Milchberg et Robles, J.-M. Defaye, Atello et Russo.
6 h 30, **Musiques du matin** : œuvres de Vivaldi, Smetana, Haydn, Vieuxtemps, Chostakovitch.
8 h 7, **Le Bougoisme 8-9.**
9 h 5, **Le matin des musiciens** : J.-Ph. Rameau.
12 h, **L'amateur de musique** : *Un ensemble vocal.*
12 h 35, **Jazz** : Earl Hines et les petits comités.
13 h, **Jeunes solistes (en direct du studio 119)** : œuvres de Samazeuil, Castérède, Pierné, Cordell, Lemeland, Benett, Wood.
14 h 4, **Microcosmos** : Le coin des enfants ; Un quart d'heure avec la maîtrise ; 14 h 30, Discotine ; La musique en dehors des notes ; à 15 h, Le musique et son public ; à 15 h 40, Zappa et Compagnie ; A vos crayons ; à 16 h 30, Haute infidélité ; Filigrane.
17 h 5, **Repères contemporains.**
17 h 30, **Les intégrales** : la musique de chambre de J.-S. Bach.
18 h 30, **Studio-Concert** : (En direct du Théâtre du Ranelagh à Paris) Œuvres de Mozart, Beethoven, J. Brahms, Schumann ; avec M. Rabinovitsj, violon ; E. Allen, piano.
19 h 38, **Jazz** : Où jouent-ils ?
20 h, **Concert** : (En direct du Théâtre des Champs-Elysées à Paris) « Ariane et Barbe-Bleue » de Dukas, par le Nouvel Orchestre philarmonique et chœurs de Radio-France ; Dir. A. Jordan ; Chef des chœurs, J. Jouineau ; Chef de chant, R. Altorfer ; Sol. K. Ciesinski, G. Bacquier, M. Pannova, H. Schaer, A.-M. Blanzat...
23 h, **La nuit sur France-Musique** : *Le club des archives.*

PROGRAMMES HEBDOMADAIRES DE RADIO ET DE TÉLÉVISION

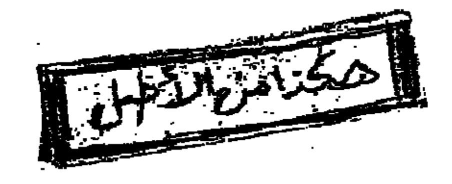
Le supplément hebdomadaire consacré aux programmes de la radio et de la télévision ne paraîtra pas dans notre prochain numéro. Il sera désormais publié chaque semaine dans notre édition datée dimanche-lundi, à l'intérieur du *Monde-Dimanche*.

Ce changement de parution s'accompagne d'une rénovation. La nouvelle formule comprendra quatre pages. Elle fera davantage de place aux radios (y compris locales) et aux présentations des émissions des chaînes de télévision. La mise en page sera elle aussi modernisée.

Ces quatre pages complètent la rubrique quotidienne « communication », récemment apparue dans nos colonnes avec la création d'un département spécialisé.

Ce premier supplément de la nouvelle formule sera publié dans *le Monde* daté 16-17 janvier, qui sera aussi marqué par une refonte de l'ensemble des pages de cette édition.

Ce mois-ci chez IBM:



Les ordinateurs vus par Pier

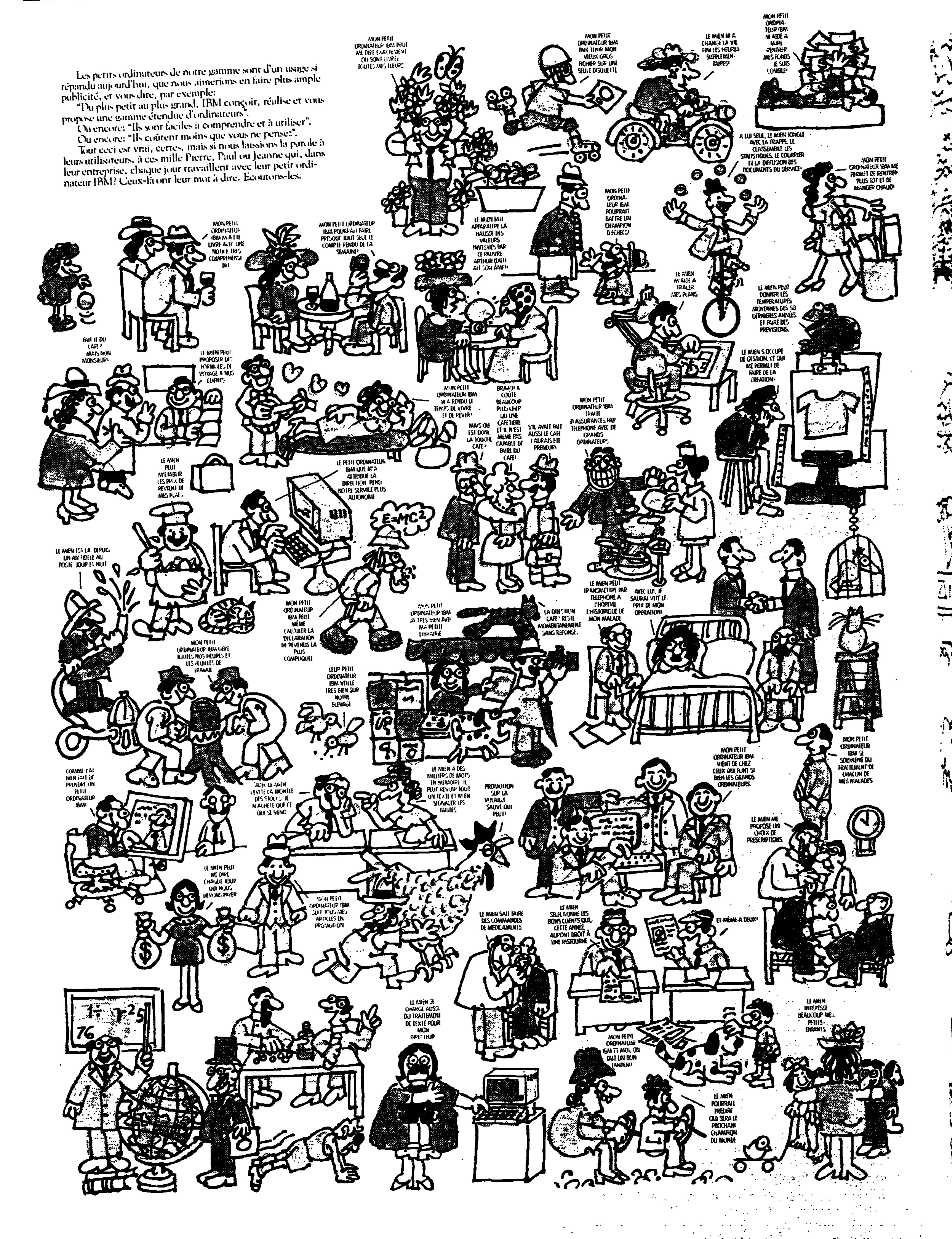
Les petits ordinateurs de notre gamme sont d'un usage si répandu aujourd'hui, que nous aimerions en faire plus ample publicité, et vous dire, par exemple:

"Du plus petit au plus grand, IBM conçoit, réalise et vous propose une gamme étendue d'ordinateurs".

Ou encore: "Ils sont faciles à comprendre et à utiliser".

Ou encore: "Ils coûtent moins que vous ne pensez".

Tout ceci est vrai, certes, mais si nous laissions la parole à leurs utilisateurs, à ces mille Pierre, Paul ou Jeanne qui, dans leur entreprise, chaque jour travaillent avec leur petit ordinateur IBM? Ceux-là ont leur mot à dire. Ecoutons-les.



Pierre, Paul et Jeanne.

Voilà donc leur point de vue. Mais peut-on vraiment dire que l'on "s'amuse" avec nos petits ordinateurs... (qui d'ailleurs, ne sont pas des jouets!)?

La réponse est "oui...", et ce n'est pas non plus une question de taille. Car ces "petits" d'aujourd'hui valent bien, et parfois même surpassent en puissance, certains grands ordinateurs d'autrefois.

Alors, comme Pierre, Paul ou Jeanne, vous pouvez vous exercer à leur usage, en mettant en oeuvre des programmes adaptés que vous aurez acquis ou écrits vous-même... Et bientôt, dans votre affaire, vous vous passionnerez aussi au "jeu informatique".

IBM

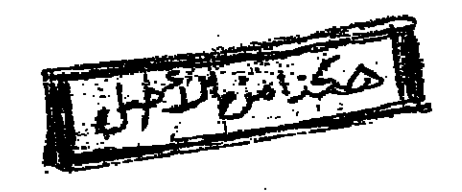
LM3

Si vous désirez plus ample information, ou une démonstration, écrivez à

Jacques DUEZ
IBM France
Centre de Services
92088 PARIS La Défense, Cedex 22

Désire : recevoir une documentation sur les petits ordinateurs IBM
être invité à une démonstration sur ce type de matériel.

M. ______
Fonction ______
Entreprise ______
Adresse (ville et code postal) ______
Téléphone ______

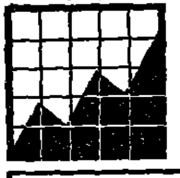


ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91.32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27.04
IMMOBILIER	52,00	61.67
AUTOMOBILES	52,00	61.67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Directeur du personnel

Nous sommes la filiale France de l'un des premiers groupes industriels européens.

Vous êtes de formation supérieure juridique.

Vous avez 5 années minimum d'expérience professionnelle en tant qu'Adjoint au Directeur du Personnel d'un grand groupe.

Vous avez pu y affirmer vos qualités relationnelles et votre sens de la gestion et de l'organisation.

Nous vous proposons en relation étroite avec la Direction Générale d'administrer d'organiser et de gérer la fonction «Personnel» à partir du siege à Paris.

La pratique de la langue anglaise est vivement souhaitée.

Les dossiers de candidature seront traités confidentiellement sous référence 785 A par notre conseil

claude debray conseil
78, rue Olivier de Serres 75739 PARIS Cédex 15

DIRECTEUR DU PERSONNEL
B.T.P.

Groupe leader dans notre branche spécialisée de T.P., nous employons plus de 1600 personnes dépendant de plusieurs sociétés et réparties sur de nombreux chantiers. L'extension de nos activités nous amène à rechercher un Responsable déjà expérimenté des divers aspects de la fonction personnel. Il se verra confier la gestion, le recrutement et la formation continue du Personnel. Il devra appliquer la politique salariale définie avec la Direction Générale, et en superviser l'application et l'harmonisation au sein du groupe. Rattaché au Secrétaire Général, il aura la pratique des problèmes sociaux et des contraintes conventionnelles générales et propres au BTP. Il sera à la fois un administratif compétent capable d'utiliser l'outil informatique et un homme d'extérieur capable d'assumer les contacts nécessaires à la bonne marche des chantiers. Ce poste situé dans l'Ouest des Yvelines (78) offre en cas de réussite d'intéressantes possibilités de développement de carrière.

Adresser votre CV sous la référence M 1024 aux consultants de GFC chargés de cette recherche. Discrétion absolue et réponse assurée.

350, rue de Vaugirard 75015 Paris

GFC

Société industrielle
(15 usines - 3000 points de distribution) recherche son

Directeur commercial adjoint

Notre activité se situant dans le secteur agicole, le candidat aura une formation supérieure, (AGRO, ESC, ou équivalent). une connaissance du secteur étant appréciée.
Les contacts fréquents qu'il aura avec la force de vente (100 personnes) et nos distributeurs lui permettront, après avoir participé à l'élaboration de la politique commerciale, d'en assurer l'application et le suivi.
- Rémunération correspondant à la fonction.
- Résidence : Ouest de la France.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant sur l'envoi la référence 6812 à Média-System 104, rue Réaumur 75002 Paris.

Société Coopérative performante dans le secteur de la construction électrique
800 personnes réparties
en trois usines voisines
(Normandie/Bretagne)
recherche son

Responsable des ressources humaines
200.000 FRANCS +

Ce jeune manager succédant au titulaire qui part en retraite sera rattaché à la Direction Générale pour l'ensemble des missions qui lui seront confiées : en plus de la gestion courante du personnel et de l'emploi (recrutement, clasification, rémunération, élaboration du bilan social, relations avec les représentants du personnel...). il sera l'animateur de la politique sociale d'une Entreprise qui donne une priorité à la formation, la promotion et l'épanouissement des hommes.

Il est indispensable pour assumer ce poste de justifier d'une expérience d'au moins 5 ans dans la fonction au sein d'une entreprise industrielle.

Adresser lettre manuscrite + c.v.
sous référence, ACP,
à Jean GAUTIER,
CGSCOP. 37, r. Jean-Leclaire. 75017 PARIS.

SEDIS
(GROUPE PEUGEOT)
1 100 personnes - 215 MF

L'UN DES PLUS IMPORTANTS FABRICANTS MONDIAUX DE CHAINES MECANIQUES DE PRECISION rech. à LEVALLOIS (92)
pour sa Division « VEHICULES »

DIRECTEUR DES VENTES AUX CONSTRUCTEURS AUTO
Français & étrangers

Avec un collaborateur, IL EST RESPONSABLE DES CONTACTS permanents AVEC LES CONSTRUCTEURS Tourisme et PL (Sces Achats, Etudes, Essais, Laboratoire). Sa fonction COMPLETE va du Marketing jusqu'à l'Après-Vente inclus, y compris la coordination avec les Services SEDIS impliqués. A également en charge la 2e monte.

HOMME DE L'AUTOMOBILE
- INGENIEUR diplômé (mécanique)
- parlant bien L'ANGLAIS
- EXPERIENCE DU CONTACT SUIVI AVEC LES CONSTRUCTEURS AUTO
Français et si poss. étrangers
(sinon s'abstenir)

DISCRETION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. dét., rémunér. et photo ss réf. 4981 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

200.000 F
DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES

Recherché par une importante société spécialisée dans la fabrication et la vente de produits chimiques, le candidat aura une expérience dans cette fonction de 4 à 5 ans.
Chargé de la gestion du personnel (400 personnes), il aura une mission de conseil et d'assistance auprès de la Direction Générale, dont il dépendra.
Poste basé dans l'Est de la région parisienne.
La pratique de la langue anglaise est souhaitée.
Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 82.053 M à :



Un des premiers groupes industriels français fabriquant à l'échelon international des ensembles de très haute performance technique, recherche

LE DIRECTEUR DU PERSONNEL
de son principal établissement
situé en grande région parisienne.

Il lui sera confié l'ensemble des responsabilités d'animation administrative et sociale d'une unité de 4 500 personnes à double vocation de conception, d'études et d'essais d'une part, de fabrication de prototypes et moyenne série d'autre part.

Le candidat devra avoir une taille psychologique, une formation et un passé professionnel répondant à la dimension de la fonction et du cadre décrits.

Il aura les possibilités d'évolution de carrière que peut offrir une grande entreprise nationale en croissance constante.

Adresser lettre de candidature et CV sous référence 101 M à

BAILLY CONSEIL
40, avenue Hoche
75008 PARIS.

Emplois et Entreprises

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TRANSPORTS recherche

1 DIRECTEUR
DE SUCCURSALE
pour son agence de
BORDEAUX

ayant une expérience approfondie dans le domaine du groupage et de l'affrètement ainsi que dans les transports routiers.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions sous n° 20.865 à : La publicité française. 23, av. de Neuilly. PARIS, qui transmettra.

BANQUE PRIVÉE
cherche pour son
Agence de TOULON
DIRECTEUR

- minimum 35 ans ;
- bonne formation générale ;
- ayant solide expérience de l'exploitation bancaire ;
- commercialement dynamique ;
- classification et salaire fonction de l'expérience.

Adr. C.V. photo et prétentions à O.C.B.F. 66, rue de la Chaussée-d'Antin – 75009 PARIS qui transmettra sous réf. 7 020 M.



emplois internationaux

(et departements d'Outre Mer)

URGENT
Organisme Semi-Public
recherche
CONSULTANTS

- Tres bonne pratique anglais.
- Experience petites industries
- Secteurs : ameublement cuir plastique.
- pour mission 2 mois pays C.E.E.
- Disponibilite immédiate.

Tel 727.51.49 M. Oberle.

Levi Tournay

Dans le cadre de son expansion à l'Etranger, Importante Société d'Ingénierie - Construction filiale de l'un des premiers groupes industriels français, *recherche pour son bureau de*
RABAT

un Ingénieur
Diplômé AM, ENSI ou équivalent

pour coordination de chantiers au MAROC.

Expérience 6 - 8 ans de preference en installations de traitement d'eau. Langue anglaise souhaitée

Adresser lettre manuscrite, CV détaille, *photo et pretentions sous ref* 6028 *a* L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

Levi Tournay



Une ville de 50 000 habitants à Ryad...

Pour compléter notre chantier de 5.000 villas, nous allons construire toute l'infrastructure de la ville, qui comprendra 152 bâtiments de types variés.
Nous complétons aujourd'hui les équipes du Bureau d'Etudes de chantier. Elles auront pour fonction générale de faire approuver par les consultants et le client les plans et les matériaux, d'effectuer les études de modifications et d'adaptation l'ensemble des études techniques étant effectué au siège en France.

Ingénieur responsable du service GO/VRD
Réf. LM 4011

Vous connaissez bien le gros oeuvre bâtiment et les normes VRD, vous avez quelques années d'expérience acquises en partie en bureau d'études sur chantier et vous avez l'habitude d'utiliser l'anglais comme langue de travail (écrit et parlé). Homme de contact, vous savez facilement vous adapter aux mentalités.

Nous vous proposons de prendre en charge le service Bureau d'Etudes, gros oeuvre et VRD. Sous la direction du responsable du Bureau d'Etudes et en relation avec le siège, vous aurez à analyser et à contrôler tous les plans, ainsi qu'à faire approuver les plans et les matériaux.

Ingénieur VRD
Réf. LM 4017

Adjoint du responsable du service GO/VRD, vous serez plus particulièrement chargé de la préparation de tous les documents soumis aux consultants et aux clients.

Ce poste pourrait convenir à un ingénieur débutant ou à projeteur expérimenté.
La pratique de la langue anglaise est nécessaire.

Ingénieur ou technicien
- **Plomberie climatisation** Réf. LM 4020 • **Electricité** Réf. LM 4021

En relation avec le service achats, vous serez chargé de soumettre au client et de faire approuver tous les matériaux et produits concernant l'équipement en plomberie et climatisation d'une part, en électricité bâtiment et VRD d'autre part. Une excellente pratique de l'anglais écrit et parlé est indispensable.

Projeteur ou technicien
- **Plomberie climatisation** Réf. LM 4027

L'anglais est votre langue de travail, et vous connaissez bien les matériaux utilisés dans votre profession. Vous consulterez localement les fabricants Europe et aux Etats-Unis.
Vous établirez les éléments de comparaison et préparerez les commandes locales.

Pour tous ces postes à pourvoir immédiatement, de larges possibilités de carrière sont proposées.
Le séjour en famille peut-être envisagé et dans ce cas la scolarité sera assurée.
Merci d'adresser votre dossier de candidature avec CV, photo et prétentions à DUMEZ en précisant la référence choisie, Service des Relations Humaines 345 avenue Georges Clemenceau 92022 Nanterre Cédex.

Mettez votre avenir en chantier

média-system





DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

directeur marketing

GROUPE INDUSTRIEL recherche DIRECTEUR MARKETING pour une de ses divisions industrie lourde, leader européen dans son domaine.

Ce poste à créer conviendrait à un

INGENIEUR GRANDE ECOLE + MBA, INSEAD, ISA...

4 à 7 ans d'expérience dans l'industrie (si possible de grande série).

Anglais courant indispensable, l'allemand et/ou l'espagnol sont un plus notable.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. détaillé sous réf. 7818-M à I.C.A., 3 rue d'Hauteville 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

Directeur de production

170 000 F +

Notre client est un spécialiste des **produits d'emballage** personnalisés par les techniques **d'impression modernes.**

Cinquantenaire en expansion régulière, cette société bien installée et équipée est connue sur le marché pour la qualité de ses produits et la vivacité de ses réactions au service du client.

Le candidat recherché aura vocation à participer rapidement au comité de direction et il lui sera confié les missions suivantes :

- **assurer** la fabrication dans les **délais** fixés après liaisons avec les services planning et expéditions,
- **optimiser** l'utilisation du **personnel** à tous les stades de fabrication et **animer** avec une intelligente fermeté un effectif d'environ 130 personnes,
- traduire concrètement, aussi bien dans les cadences de production que dans l'entretien préventif et les investissements nouveaux, un suivi permanent de **productivité du matériel,**
- veiller au respect de la **qualité** prévue par le service commercial sans augmentation des taux de déchets.

Ingénieur de formation **Arts et Métiers** ou équivalent, disposant d'une expérience de fabrication et de commandement, sachant à la fois organiser et réagir rapidement, le candidat sera surtout un homme de **liaisons** et de contacts à tous niveaux.

Pour ce poste basé dans la banlieue **lilloise**, la rémunération proposée ne sera pas inférieure à 170 000 F.

Merci d'envoyer une lettre manuscrite avec C.V. et photo sous la référence 504 à

RV Consultants – Société de Conseiller de Direction – 7 bis, square Morisson 59800 LILLE

MEDIA PA

Photogravure Lyon

DIRECTEUR TECHNIQUE

Cette société, filiale d'un groupe international, est leader sur son marché : la gravure de cylindres d'impression et de gaufrage.

Compte tenu de son évolution, elle renforce ses structures et recherche son directeur technique.

Rattaché au directeur de la division photogravure, il anime un atelier de 70 personnes. Ses missions principales sont d'établir le programme de fabrication, ordonnancer et lancer la production, participer aux études des programmes d'investissement. Bien sûr il anime son atelier en s'appuyant sur une maîtrise ayant une grande expérience de la société.

Nous souhaitons rencontrer un ingénieur de 30 minimum, diplômé d'une Grande Ecole (AM, INSA...) qui justifie d'une expérience professionnelle de 3/5 ans en milieu industriel.

La connaissance de l'anglais est indispensable.

Les perspectives de développement technique donnent à ce poste un intérêt particulier pour un praticien qui souhaite exercer pleinement ses responsabilités.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M 16748 A, à

EGOR RHONE-ALPES
Tour Crédit Lyonnais
129 rue Servient 69431 Lyon Cédex 3

egor – PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL MADRID

média-system

emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

INTER G

Exporter ses méthodes et ses hommes, sur les marchés étrangers, c'est faire faire la preuve de sa compétence.
Nous offrons une expérience internationale développée au cours de 50 années, dans de très nombreux pays, en toute indépendance, avec une parfaite autonomie d'organisation et de décision.

De la mission partielle à la prise en charge globale, nous intervenons dans les secteurs

- énergie, industrie, infrastructures
- industries de transformation, agro-alimentaires, diverses
- chimie, pétro-chimie
- urbanisme, santé, tourisme
- manutention, stockage, conditionnement, services généraux.

Nous recherchons pour nos départements

INDUSTRIE/PETROCHIMIE

chef de projet ingénierie

Ingénieur Grande Ecole (Centrale, Mines, ...), vous avez l'expérience de votre spécialité. Homme à fort potentiel, bilingue anglais, vous aspirez à prendre des responsabilités importantes, à développer les activités du département et à élargir vos secteurs d'intervention.

GENIE ELECTRIQUE

chef de projet

Ingénieur G.E. avec 5 à 10 ans d'expérience dans le domaine ingénierie des centrales thermiques et des réseaux électriques, vous pouvez maîtriser des problèmes d'études économiques et techniques d'implantation.
Bilingue anglais (espagnol souhaité), vous êtes disponible pour des déplacements à l'étranger.
Des connaissances en informatique seraient appréciées.
Vous aurez chez nous l'opportunité d'évoluer rapidement vers des responsabilités importantes, aussi bien techniques que commerciales.

GENIE CIVIL

ingénieur bâtiment à l'étranger

Ingénieur diplômé, vous avez 5 à 10 ans d'expérience, si possible à l'étranger. Dans le cadre d'une mission en Afrique francophone (expatriation en famille possible), vous vous intégrerez à une équipe pluri-disciplinaire de maîtrise d'œuvre, dans laquelle vous serez responsable de la prise en charge de programme, conception, suivi et réalisation d'équipements collectifs.

GENIE HOSPITALIER

ingénieur biomédical

Spécialiste en équipements hospitaliers et médicaux, vous pourrez assurer la prise en charge des appels d'offres, des contrôles et des données financières. Vous possédez si possible une bonne connaissance des lots techniques bâtiment.
Bilingue anglais, vous avez une formation Compiègne ou une expérience similaire.
Après une mission d'environ un an (expatriation en famille possible) dans un pays de langue française, vous serez réintégré au Siège.

INGENIEURS GRANDE ECOLE, débutants ou confirmés

Même si vous ne relevez pas de ces spécialités, mais si notre métier vous intéresse, si vous souhaitez vous investir dans une profession essentiellement de matière grise, venez parler avec nous de ce que nous pourrions faire ensemble.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier (C.V., photo récente et prétentions) en précisant le poste choisi à :
INTER G - Direction du Personnel - l'Orme des Merisiers SAINT-AUBIN - 91190 GIF S/YVETTE.
Votre candidature sera étudiée avec toute la discrétion d'usage.

Importante Société Commerciale travaillant
en Côte d'Ivoire
recherche

CONTROLEUR COMPTABLE

ayant :
- *niveau expertise comptable*
- *expérience organisation et informatique*

Le titulaire du poste travaillera en étroite liaison avec le responsable des comptabilités dans le domaine contrôle et organisation et devra participer à la mise en informatique de la comptabilité.

Connaissance Afrique Noire très appréciée.

Résidence Abidjan.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V.
4, rue Amiral-Courbet
75116 Paris ss réf. 57113

Cabinet Leconte – RECRUTER POUR L'AFRIQUE NOIRE...

DOM-TOM

PATRON HAUT SALAIRE

300 000F

+ logement + voiture + intéressement.
Pour diriger usine avec partie agricole et partie commerciale.
Nous recherchons un Gestionnaire rigoureux, de bon sens et attentif au profit.
Possibilité de contrat de 3/5 ans avec réinsertion en Métropole en fin de contrat.

Adresser lettre manus. C.V. sous réf. 55325
Contesse Publicité
20 av. de l'Opéra
75040 Paris Cedex 01

emplois internationaux

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

ingénieurs agronomes

Asie du Sud-Est et Australasie

ROUSSEL UCLAF recherche pour sa **division agrovétérinaire** un **délégué TECHNICO-COMMERCIAL**. Il interviendra sur l'**Asie du Sud-Est** et l'**Australasie** (Indonésie, Malaisie, Singapour, Vietnam, Cambodge, Laos, Thaïlande, Birmanie, Australie, Nouvelle-Zélande, Nouvelle-Calédonie).

Sous la responsabilité du chef de zone, il exercera les fonctions technico-commerciales relatives à la **promotion des ventes des produits agrovétérinaires.**

Il devra essentiellement assurer l'animation et le suivi des distributeurs ainsi que l'assistance technique sur le terrain auprès des utilisateurs.

Il sera associé à la définition des objectifs et à la préparation des plans de ventes.

Ce poste requiert une **formation d'ingénieur agronome** et une **expérience de quelques années** dans la vente de ce type de produits et donc l'animation d'un réseau de distribution.

Le **lieu de résidence** sera **SINGAPOUR** avec de fréquents déplacements sur la zone.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant la réf. M/83 à

ROUSSEL UCLAF
DIVISION AGROVETERINAIRE
Service de Gestion des Cadres
35, boulevard des Invalides
B.P. 12007 - 75007 PARIS.

MEDIA PA

Filiale pétrolière d'un important groupe industriel français

recherche des

INGÉNIEURS

pour installer et démarrer des procédures et logiciels d'engineering de maintenance dans des ensembles pétrochimiques.

Profil recherché:
Chef de service entretien, maintenance ou méthode.

Expériences souhaitables:
- *Responsabilité dans le domaine de la maintenance d'unités pétrolières ou pétrochimiques.*
- *Bonnes connaissances technologiques des grosses machines tournantes, de la génération et distribution MT/BT et de la régulation.*
- *Familiarisé avec l'outil informatique et les logiciels appliqués à la maintenance.*

Postes à pourvoir en régime d'expatriation en rotation ou en famille après une formation spécifique en région parisienne.
Langue de travail: Anglais.

Envoyer curriculum vitae, photo et rémunération souhaitée sous référence: S 1004 à Contesse Publicité, 20, av. de l'Opéra - 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.



emplois régionaux

Ingénieur responsable d'opérations

CORSE

Importante Société de **PROMOTION IMMOBILIERE**, filiale d'un puissant Groupe Financier recherche pour son implantation de **CORSE**, un INGENIEUR RESPONSABLE D'OPERATIONS, diplômé CENTRALE - MINES - ESTP ou similaire.

Vous serez chargé du suivi des opérations dans leur phase de réalisation (permis de construire, animation des équipes d'ingénierie, démarrage des travaux).

Vous serez responsable du prix de revient et de la bonne qualité du produit.

Une expérience de 2 à 5 ans dans le Bâtiment est indispensable.

Adresser C.V., photo et prétentions, sous la référence 3960 à :

Organisation et Publicité
2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

MEDIA PA

Jeune Ingénieur Centrale Paris, Lyon, AM,...

Prendre en main la fabrication

... d'un atelier de produits très techniques, au sein d'une division performante de 2000 personnes liée à un grand groupe français, ne s'improvise pas. Nos produits sont nouveaux, chers, de très haute technicité ; le marché en fort développement. C'est pour cela que nous cherchons un ingénieur jeune, mais ayant l'envergure d'un futur patron. Nous exigerons une formation d'excellent niveau, valorisée par 2 à 4 ans d'expérience industrielle.

DANS NOTRE USINE LYONNAISE, vous prendrez la direction d'un nouvel atelier après avoir contribué à sa conception et à son démarrage.

Vous y ferez la preuve de vos indiscutables talents d'animateur, sachant mobiliser et utiliser à bon escient les qualités de votre équipe (+ de 100 personnes travaillant en 4 x 8).

Inventif, vous ferez évoluer les technologies en liaison avec les Services Développement et Technique pour les nouveaux procédés et produits.

Gestionnaire, vous répondrez des délais et coûts de production.

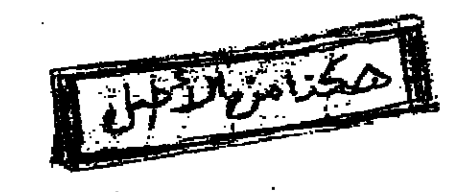
Responsabilités humaines, économiques et techniques qui vous prépareront à prendre à terme une fonction de plus haut niveau.

Nous avons confié au Cabinet ALGOE le soin d'étudier, très confidentiellement, votre candidature. Adressez-la sous réf. 745 M à Carole de Chilly,

ALGOE 9 bis, route de Champagne - 69130 ECULLY.

Membre de Syntec

Dessein





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

MATRA

poursuit sont développement en SOLOGNE et recherche pour son Centre de fabrication à SALBRIS (650 personnes) :

Jeune Ingénieur

moyens d'essais de structure

En relation étroite avec les synthèses et des bureaux d'études, il définit *les programmes d'essais de structures et les moyens d'essais à mettre en oeuvre.*

Il définit, suit la réalisation et l'exploitation des essais, et à ce titre, coordonne l'activité d'une équipe de techniciens.

Ce poste peut convenir à un ingénieur débutant (Centrale, A & M. . .) compétent en résistance des structures et intéressé par des perspectives d'évolution vers des responsabilités plus larges.. Réf.A.

Ingénieur Ordonnancement

En liaison étroite avec les services méthodes et les ateliers de fabrication.

Il est chargé d'établir et d'analyser les plans de charge à moyen et à long terme et d'orienter ainsi la politique de sous-traitance et d'investissement du Centre.

Ingénieur diplômé à dominante mécanique (A & M - ENI ou équivalent. . .). il peut avoir une première expérience professionnelle de l'ordonnancement ou de la gestion de projet.

Son sens de l'analyse des problèmes concrets et ses capacités à prévoir et à anticiper sur les problèmes sont des qualités déterminantes pour réussir dans ce poste.

Une formation complémentaire en gestion du type IAE serait très appréciée. Réf.B.



Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence **SM 1016** au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres - Centre de MONTIGNY - 3 avenue du Centre – 78182 SAINT–QUENTIN YVELINES CEDEX

MATRA

poursuit son développement en SOLOGNE et recherche pour son Centre d'Intégration à SELLES-SAINT-DENIS Loir et Cher (150 personnes) un

Responsable Entretien et Travaux neufs

Il sera responsable de :

- l'entretien de l'ensemble des matériels (engins de manutention. . .) et des installations,
- des études et recherches d'amélioration technique et des projets concernant les nouvelles implantations,
- des prévisions et de la gestion des investissements en relation avec le directeur du centre.

Nous attendons un ingénieur électromécanicien de formation, possédant une réelle expérience de la fonction.



Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence **SM 1017** au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres - Centre de MONTIGNY - 3 avenue du Centre – 78182 SAINT–QUENTIN – YVELINES CEDEX

IMPORTANTE ENTREPRISE ORLÉANS

recherche

JEUNE ADJOINT
à
DIRECTEUR DU PERSONNEL

Le candidat, diplômé de l'enseignement supérieur (écoles supérieures de commerce, licence en sciences économiques, CELSA, CIFFOP), aura 2 à 3 années d'expérience dans une entreprise industrielle, pas nécessairement dans la fonction personnel.

Il sera chargé en particulier :

- De la gestion des rémunérations ;
- De la gestion de la formation ;
- Des enquêtes et études sociales ;
- Du tableau de bord et bilan social de l'entreprise.

Il assistera par ailleurs le Directeur du Personnel pour l'ensemble de la fonction dans le cadre d'une gestion dynamique des ressources humaines.

Fonction évolutive selon personnalité du candidat.

Rémunération annuelle de départ déterminée selon compétences.

Adresser lettre de candidature manuscrite, C.V. avec photo + salaire actuel s/réf. 2.220 à PIERRE LICHAU S.A., B.P. 220-75063 Paris Cedex 02 qui transmettra.

BORDEAUX

Concilier savoir faire et art de vivre

Deux choses contribuent au bien-être d'un individu :

- **sa réussite professionnelle,**
- **l'environnement dans lequel il peut se détendre.**

La qualité de la vie est vraiment réelle s'il peut se réaliser dans le climat de travail dynamique d'une entreprise jeune, où des responsabilités diversifiées lui permettent de déployer pleinement ses qualités d'animateur, de décisionnaire et de commerçant, ceci en faisant appel constamment à son esprit d'initiative et d'entreprise.

C'est le contexte dans lequel s'inscrit le poste de

RESPONSABLE COMMERCIAL

qu'une grande société de distribution a à pourvoir dans son magasin de BORDEAUX.

Formation et qualités requises:

- 25 ans minimum.
- Formation économique ou technique supérieure ou niveau équivalent avec quelques années d'expérience commerciale appréciées.

Les candidats jeunes du type self made man, hommes de terrain, *répondent parfaitement au profil souhaité.*

Pour réussir, vous devez être:

- Gai, enthousiaste, disponible, apte à créer un climat de confiance avec vos collaborateurs,
- Commerçant et autonome, déterminé pour obtenir vos objectifs professionnels.
- *Vos chances de réussir sont augmentées par une formation de départ dans l'activité.*

90.000 F pour un jeune débutant.

Salaire de départ plus élevé pour des candidats ayant une expérience professionnelle.

Il sera étudié par rapport à l'adéquation au poste et évoluera ensuite en fonction des résultats personnels.

Adresser lettre manuscrite, C.V. photo et prétentions à:

promonor 52, rue de Douai, 59000 LILLE

qui vous convoquera à BORDEAUX, traitera chaque dossier avec discrétion et répondra à toutes les demandes.

Un job passionnant sur la Côte d'Azur

NICE - BIENS D'EQUIPEMENT INDUSTRIELS - SECTEUR MECANIQUE

Objectif 1986 : tripler notre Chiffre d'Affaires

Nous disposons de moyens financiers importants pour le réaliser. Nous recherchons des hommes dont la compétence professionnelle est à la hauteur de notre ambition.

Contrôleur de gestion

Outre la direction des Services Comptables et Informatique, il aura à définir les systèmes de gestion, à mettre en oeuvre la procédure budgétaire et à établir les situations de trésorerie. Cette fonction importante et très évolutive ne pourra être confiée qu'à un gestionnaire de haut niveau, justifiant d'une large expérience acquise dans le secteur industriel. Une très bonne pratique de l'informatique est nécessaire (gestion de production). réf. 386 A

Directeur commercial

Il aura pour première mission de participer à la restructuration du réseau de distribution. Il dirigera l'action commerciale, l'administration des ventes, l'assistance technique pour les ventes France et à l'exportation. Nous souhaitons rencontrer des professionnels de la vente de biens d'équipement, de formation supérieure, technique ou commerciale, mais justifiant d'une solide technicité. Langue anglaise impérative, allemande souhaitée. réf. 386 B

Les dossiers de candidature seront traités confidentiellement sous référence concernee, par notre Conseil

claude debray conseil

78, rue Olivier de Serres 75739 PARIS Cédex 15

THOMSON-CSF



AVIONIQUE ET QUALITÉ DE VIE

Le Département Avionique Générale conçoit et fabrique *des équipements de haute technologie dans un secteur* appelé à une croissance très importante au cours des prochaines années. Ces perspectives nous conduisent à *proposer des postes* à des

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS GRANDE ÉCOLE

DÉBUTANTS OU EXPÉRIMENTÉS

Suivant leurs compétences et affinités, ils seront orientés vers les spécialités suivantes : **électronique générale, logiciel de base, logiciel d'application, études avancées, soutien logistique, maintenance et chantiers à l'étranger.**

Nous sommes installés dans un cadre agréable, à moins de 10 km de BORDEAUX, dans un établissement de 550 personnes.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. BIEM, à Monsieur *MAHE, THOMSON-CSF*, B.P. 3, 33160 LE HAILLAN.

DIVISION ÉQUIPEMENTS AVIONIQUES, CENTRE DE BORDEAUX-LE HAILLAN

HAVAS CONTACT

Usine de Construction Mécanique située dans la région lilloise et à vocation internationale

recherche

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Il aura en charge :

- La comptabilité générale et analytique.
- La gestion financière.
- L'informatique.
- Les relations avec les organismes financiers.

Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure (HEC, ESSEC, Sup. de Co,...).

Agé de 30 à 35 ans, il devra justifier d'une expérience de quelques années dans un service financier en milieu industriel.

INGÉNIEUR D'AFFAIRES

Il aura pour mission :

le développement des marchés et la recherche de nouveaux produits de haute technicité s'inscrivant dans le type de *fabrication de la société.*

Le candidat sera âgé de 30 ans au minimum, de formation supérieure : ingénieur ou assimilé et bilingue français-anglais (la connaissance de l'allemand constitue un atout supplémentaire).

Il pourra justifier d'une expérience confirmée dans une fonction de technico-commercial au sein d'une entreprise de construction mécanique de série.

Si une de ces offres vous intéresse, envoyez votre candidature accompagnée d'un C.V. détaillé et de vos prétentions sous nº 252.420 M,

REGIE-PRESSE

85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

Il sera répondu à toutes les lettres de candidature.

Pour participer à sa forte croissance



HAY RHONE-ALPES

recherche plusieurs

CONSULTANTS CONFIRMES

- HAY RHONE-ALPES exerce ses activités de Conseil en Stratégie, Organisation, Management et Ressources Humaines, auprès des Entreprises, des Administrations et des Organisations de la région Rhône-Alpes. Son siège est situé dans le centre de LYON.
- Les consultants que nous recherchons devront, au sein d'une équipe constituée de **professionnels** :
  - développer, auprès de notre clientèle, et à un niveau élevé, des actions commerciales
  - réaliser des missions d'étude, d'organisation et de conseil en parfaite collaboration avec nos clients et répondant à leurs besoins réels.
- Les candidats auront une formation supérieure, une expérience du consulting et/ou une dizaine d'années à des postes de responsabilités en entreprise.
- Veuillez faire parvenir votre C.V. avec photo à M. Christian PHELIP, Directeur Général - **HAY RHONE-ALPES** - 94 rue Servient, 69003 LYON. **Tél. 16 (7) 862.88.22.**

OUEST **250.000 F**

Un des Chefs de file dans son domaine d'activité cherche pour une de ses principales usines (800 personnes) son

responsable des affaires sociales

Adjoint direct du Directeur *d'établissement, en liaison* avec la Direction des Affaires Sociales du groupe, sa mission sera :

- de maintenir une politique de communication et d'information particulièrement dynamique,
- d'animer une politique d'établissement motivante pour encadrement et personnel,
- de développer des contacts constructifs avec les partenaires sociaux,
- de participer à l'élaboration *d'une politique cohérente au niveau* du groupe,
- et bien entendu, d'assurer les divers aspects de la fonction : administration, application des réglementations...

Par sa personnalité alliant équilibre, besoin de réaliser, diplomatie et rigueur, il doit être en mesure, au travers d'une conception évolutive de la fonction, d'épauler efficacement le Directeur d'Etablissement.

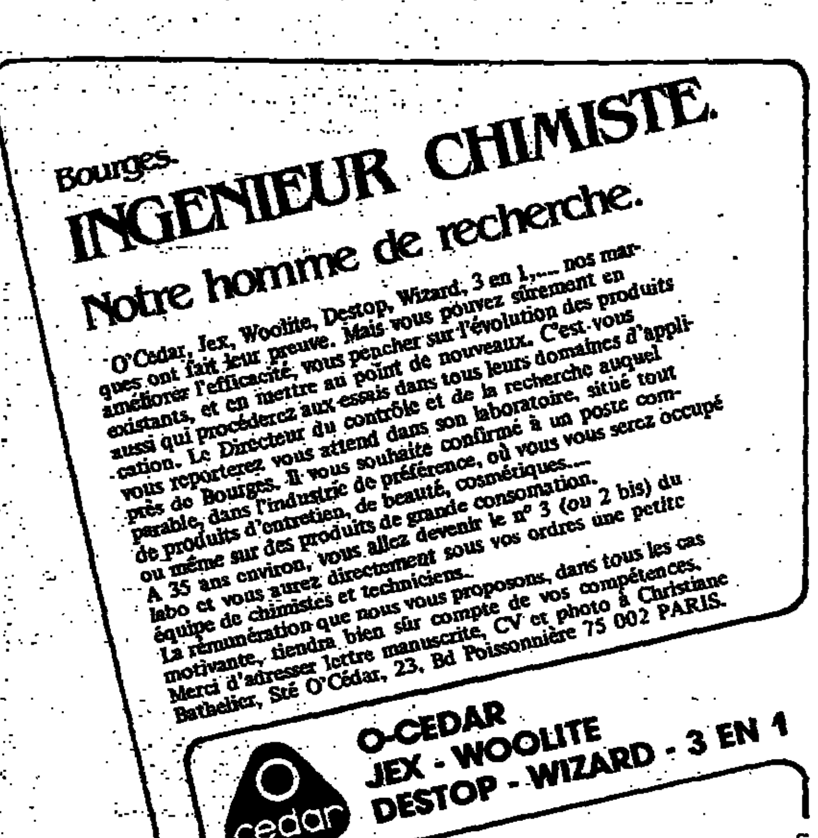
Il a plus de 30 ans et donc au minimum 5 ans d'expérience de la fonction acquise en milieu de production ou dans un cabinet de consultant.

Les candidatures (lettre manuscrite et C.V. sous référence 2180-M) seront examinées avec la discrétion d'usage par.



CHAMBRE SYNDICALE NATIONALE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux





Ingénieurs électroniciens

Un marché porteur, une société en expansion

Filiale du **Groupe MATRA, PICART LEBAS** développe et industrialise des systèmes d'**intercommunication** et d'**autocommutation électroniques.** Dans le cadre de notre expansion (ouverture récente d'une unité de production et industrialisation de produits nouveaux), nous proposons à des **ingénieurs électroniciens, débutants et dégagés des O.M. ou expérimentés,** *des opportunités de développement professionnel dans un environnement à forte technicité.*

Ces postes sont à pourvoir à **Châteaudun** (bord de Loir, 130 km au Sud-Ouest de Paris) dans les domaines suivants :

Etudes et développement

Vous travaillerez sur des projets de systèmes téléphoniques et *bureautiques dans le cadre des programmes de développement de la* branche « Télécommunications » de Matra. Il s'agira d'études complètes, ou de finition et personnalisation d'études, suivant les projets.

Ce poste implique des **connaissances en microprocesseurs, logique câblée et linéaire.** La connaissance de l'**anglais** serait appréciée (réf. LM/I/2.1).

Moyens de tests

Vous animerez une équipe de 5 techniciens confirmés dans la conception et la réalisation de moyens de tests nécessaires à la fabrication. De plus, en relation avec notre direction études et développement et notre département qualité, vous coordonnerez l'activité de votre secteur.

Des **connaissances en logique programmable** sont nécessaires pour mener à bien votre fonction. Une bonne pratique de l'**anglais technique** est souhaitable (réf. LM/I/2.2).

Industrialisation de systèmes radiotéléphones

Dans le cadre de la création d'une équipe « projet radio », vous vous *verrez confier l'analyse du produit pour ensuite prendre en charge le* transfert technologique. Vous participerez aux études, au développement et à la mise au point.

S'agissant d'un produit développé au niveau de la branche Télécom, vous assurerez l'interface sur le plan des études entre les différents centres concernés.

Ce poste requiert de **bonnes connaissances en UHF + VHF** et en logique, **renforcées, si possible, par une première expérience** acquise en bureau d'études, bancs de contrôle.

Jusqu'en septembre 83 environ, ce poste est basé à Saint-Quentin-en-Yvelines puis, dans le cadre du transfert du produit, à Châteaudun (réf. LM/I/2.3).

*****

Vous avez le goût des responsabilités techniques, le sens de l'organisation et du concret.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à **T.P.L.** - La Boissière - Service du Personnel - B.P. 89 - 28200 CHATEAUDUN. en précisant la référence du poste choisi.

PICART LEBAS
MATERIELS TELEPHONIQUES ET TELEMATIQUES



MEDIA PA

Ingénieurs agronomes

PROCIDA, filiale du **Groupe ROUSSEL UCLAF,** spécialisée dans les produits phytosanitaires, recherche un *ingénieur agronome pour lui confier une fonction technico-commerciale dans le cadre de la Division des Ventes* France.

Après une période de formation spécifique, il sera chargé, sous la responsabilité du Chef régional des Ventes, **de la promotion commerciale et technique de nos produits.** Cette mission consistera essentiellement en l'**animation, la coordination et le suivi** des actions menées auprès des agriculteurs/distributeurs et prescripteurs du **secteur VAR.**

Nous souhaitons rencontrer, pour ce poste, un **jeune diplômé** qui assistera l'ingénieur régional et prendra, à terme, de plus larges responsabilités.

Il devra posséder le goût de la pédagogie, le sens des contacts et une grande disponibilité.

Le lieu de résidence sera situé sur le secteur d'activités.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant la référence M/IA/11 à **ROUSSEL UCLAF** - Service de Gestion des Cadres - 35, boulevard des Invalides - B.P. 12 0007 - 75007 PARIS.

Rejoignez notre équipe d'ingénieurs technico-commerciaux

MEDIA PA



ORGANISME BANCAIRE en pleine expansion recherche

RESPONSABLES DE GROUPE D'AGENCES

Chacun d'eux sera chargé de suivre et d'assister un groupe d'agences dans son développement commercial.

Ces postes conviendraient à des hommes de terrain ayant prouvé leur efficacité commerciale dans une expérience de direction d'agence bancaire.

Lieu de travail : CAEN.
Fréquents déplacements régionaux.

La rémunération sera fonction de l'expérience.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et prétentions à notre Conseil qui étudiera votre candidature en toute discrétion sous réf. M 5 010.

SRC 57 rue de Richelieu 75002 PARIS.

LILLE — PARIS — LYON

CSMCR

CORNING FRANCE
Leader des verres spéciaux recherche pour son usine de CHATEAUROUX

jeunes ingénieurs G.E.

(E.C.P. - MINES - IDN - A.M. ou équivalent)

• INGÉNIEUR DÉBUTANT

Poste d'entrée classique dans l'entreprise ; il se formera à la technologie en prenant en charge des actions process.
Anglais indispensable.

• JEUNE INGÉNIEUR
(2 ans expérience souhaitée)
DÉVELOPPEMENT PRODUITS ET QUALITÉ

Il sera responsable de la définition des nouveaux produits et des outillages avant la mise en fabrication, de l'étude emballage - conditionnement et du service qualité (35 personnes) nécessitant des relations techniques avec la clientèle.
Anglais indispensable. connaissance de l'allemand et formation gestion souhaitable.

Le groupe peut offrir des évolutions de carrière diversifiées aux personnalités disposant d'un réel potentiel.

Envoyer CV lettre manuscrite et photo à CORNING FRANCE
Direction Développement du Personnel
44, avenue de Valvins. 77210 Avon.

AMEP PA



Le leader mondial de l'outillage électro-portatif est présent dans 50 pays du globe et gère 22 000 personnes.
La Société française (1 200 personnes : C.A. 800 M.F ; forte croissance) occupe une position prépondérante au sein de la structure européenne.

Pour faire face à son développement et à sa politique de diversification, elle cherche à renforcer ses structures d'études en engageant pour son siège près de LYON :

UN INGÉNIEUR AVANT-PROJETS
(Réf.736)

Rendant compte au Directeur du Bureau d'Études, il se verra confier la responsabilité d'une cellule avant-projets chargée d'apprécier la faisabilité technologique de produits de grande série de type électro-mécanique.
Cette opportunité s'adresse à un jeune ingénieur électro-mécanicien âgé de 28 ans environ, présentant une première expérience industrielle en B.E ou production/méthodes acquise dans un environnement de produits de grande série.
Des connaissances en matière plastique et fonderie d'aluminium seraient un atout supplémentaire.

UN INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN
(Réf. 746)

Rattaché au Directeur de "l'Advanced Technology" il participera à l'étude et à l'industrialisation de nouveaux produits de grande série.

Cette fonction convient à un Ingénieur diplômé en électricité ou électro-technique ayant au moins 2 ans d'expérience dans le domaine électrique, en Bureau d'Études ou dans un service industrialisation.

Nous recherchons deux candidats réalistes souhaitant valoriser une première expérience dans le contexte d'une entreprise dynamique ayant établi sa notoriété sur la fiabilité de ses produits et son sens de l'innovation.
La connaissance de l'anglais est nécessaire et il existe de réelles perspectives d'évolution.

Ecrire en précisant la référence avec C.V. et prétentions à BLACK et DECKER, à l'attention de C. NICOLAZZI - B.P. 0633 - 69239 LYON Cédex 02

SOCIÉTÉ DE BIENS D'ÉQUIPEMENT DESTINÉS AUX INDUSTRIES DE L'ÉNERGIE NUCLÉAIRE ET DE LA PÉTROCHIMIE

recherche

pour ses services technico-commerciaux situés en Dordogne

INGÉNIEURS
DIPLOMÉS AM, INSA OU ÉQUIVALENT

Ils seront chargés :
- soit de définir et traiter les questions d'applications du matériel.
- soit d'analyser et de gerer le cahier des charges d'affaires complexes (soumises aux codes ASME, ASTM.) et de rédiger des spécifications particulieres.

Anglais exigé.

Ecrire avec C.V., photo et pretentions
Service du Personnel
Société AMRI
"Les Tours Mercuriales"
40, rue Jean-Jaurès - 93176 BAGNOLET

bleu

Jeune «pro» de la gestion

Diplômé de l'Enseignement Supérieur et dépendant du Responsable du Contrôle de Gestion il sera directement Responsable des Études de rentabilité et de productivité mettant en oeuvre des raisonnements échappant la plupart du temps aux outils classiques. Cet

ADJOINT au Contrôle de Gestion

aura pour missions principales :
- *les prévisions budgétaires (analyses, interprétations, améliorations, synthèses);*
- *l'exploitation et l'organisation de la rentabilité financière*
- *la dynamisation, l'optimisation de la politique financière;*
- *Imagination, précision et bon contact de rigueur!*

Prière d'envoyer votre C.V. détaillé avec *lettre manuscrite* aux Relations Sociales et Humaines du Crédit Agricole Mutuel de Haute Normandie 76230 Bois-Guillaume.



FILIALE INDUSTRIELLE D'UN DES PREMIERS GROUPES MONDIAUX D'EMBALLAGE ET DE CONDITIONNEMENT (C.A. 250 MILLIONS)

recherche

UN INGÉNIEUR ÉLECTRO-MÉCANICIEN

Pour assurer la direction de l'entretien, des travaux neufs et des investissements de son usine, située dans le centre de la France.

Le candidat devra avoir environ 35 ans et une bonne connaissance de l'anglais.

Adresser C.V., photo + prétentions sous nº T 037655 M, à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

Société de construction électrique

recherche

B.T.S. ou DUT ÉLECTRONICIENS

Connaissances en logique et analogique

Expérience souhaitée en optique et opto-électronique.
Une expérience de 5 ans minimum est nécessaire.

Poste à pourvoir en Picardie.

Envoyer votre C.V. à nº 57.420 Contesse Publicité. 20, av. de l'Opéra. 75040 Paris. Cedex 01 qui tr.

THOMSON-CSF

Département des Techniques Acoustiques Spécialisées

en forte expansion recherche pour sa nouvelle unité située à **VALBONNE** (Alpes-Maritimes)

UN RESPONSABLE DE SERVICE MARKETING ET VENTE

pour composants acoustiques à ondes de volume et de surface.

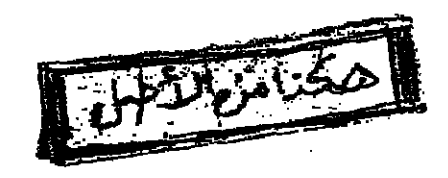
Le candidat, de formation Ingénieur Grande École, devra avoir des connaissances en systèmes et matériels de détection et télécommunication.

Ce poste, qui requiert beaucoup de dynamisme, nécessitera de nombreux déplacements en France et à l'Étranger.

Anglais indispensable.

Envoyer CV + photo à THOMSON CSF, *Service du Personnel, Chemin des Travails* 06801 CAGNES CEDEX.

HAVAS CONTACT





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

THOMSON-CSF

BORDEAUX PESSAC

Dans le cadre de la mise en place d'outils de conception et de fabrication assistées par ordinateur, le département R.C.M. au sein de la DIVISION AVIONIQUE, recherche

CHEF DE PROJET

Vous êtes de formation supérieure (ENSI - MIAGE...).

Vous avez une expérience d'environ 3 ans dans un poste similaire.

Vous aurez à mettre en œuvre :
— LE PILOTAGE AUTOMATIQUE DU MAGASIN en temps réel et en relation avec le système Central de production type MRP.

INGENIEUR ELECTRONICIEN

pour participer AU DEVELOPPEMENT DE SYSTEMES AVIONIQUES DANS LE DOMAINE DE RADARS AEROPORTES.

Ecrire avec CV et prétentions au Service du Personnel B.P. 94 - 33605 PESSAC.

ENERTEC

Filiale industrielle du Groupe Schlumberger est au premier rang mondial des entreprises d'installations de systèmes de

télécommande centralisée

et recherche pour son établissement de Chasseneuil (86) près de Poitiers

Ingénieur d'études

Electro-Technicien

débutant ou première expérience, de formation supérieure: ESE, ENST, ENSERG, ENSEEIHT,... Anglais impératif, allemand souhaité, possédant de solides connaissances en courants forts, semi-conducteurs de puissance, automatisme et électronique de commande.

Responsable d'une équipe de techniciens et de dessinateurs, il aura pour mission :
– d'assurer le suivi technique du matériel existant,
– de compléter la gamme des produits Emission,
– de suivre l'évolution des produits en fonction des technologies nouvelles apparaissant sur le marché.

Ce poste constitue un excellent tremplin pour évoluer à terme et, par exemple, vers la responsabilité des Etudes Générateurs-Emission.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet, sous la référence S 205, à P. COTON, ENERTEC, Z.I. de Chasseneuil, B.P. 23, 86380 Chasseneuil-du-Poitou.

ENERTEC
Schlumberger

Chimiste

REGION LYONNAISE

Société Nationale de Travaux Publics, nous recherchons pour notre Laboratoire Central situé en Region Lyonnaise un CHIMISTE, titulaire d'une maîtrise de chimie (chimie organique et macromoléculaire).
Débutant ou possédant une première expérience, son activité principale sera orientée vers **la recherche et le contrôle de liants routiers.**
Position cadre.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 4082 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

FLONIC

Société du Groupe Schlumberger, leader mondial de la mesure et de la régulation de l'eau, recherche pour son

Département eau et industrie

situé près de **STRASBOURG**

Jeune Ingénieur d'études

AM, INSA, ECAM, ICAM...

Electromécanicien et possédant de bonnes *connaissances en mécanique* des fluides.
Ce poste s'adresse à un jeune ingénieur débutant ou ayant une première expérience, parlant si possible l'Allemand et l'Anglais. Il ouvre de réelles perspectives d'évolution au sein de notre groupe international.

Merci d'adresser votre candidature sous la réf. S 222 à A. Juillet de Saint-Lager 12, Place des Etats-Unis, 92541 Montrouge Cédex.

FLONIC
Schlumberger

MECILEC

Notre société, filiale de ELF AQUITAINE, spécialisée dans les instruments de mesure et de contrôle de haute technologie, recrute pour son usine *d'Issoudun, à 2 heures de Paris :*

INGENIEUR METHODES

Placé sous l'autorité de la direction de la production, le service méthodes industrialise nos produits, conçoit au mieux les postes de travail pour les nouvelles fabrications. Il propose, réalise et gère les investissements de production.

Nous recherchons un candidat, ingénieur ESE, Arts et Métiers, INSA ou équivalent ayant l'expérience de ce métier depuis 7 ou 10 ans, connaissant les les moyens de production utilisant les micro-processeurs.
Il aura vocation à devenir chef du service des méthodes.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite, photo, rémunération actuelle) au service Recrutement de *MECILEC - 91 bis, rue du Cherche Midi - 75006 PARIS. Tél : 549 02 60.*

Dessein

GROUPE INDUSTRIEL FRANCAIS
recherche

CHARGE DE MISSIONS

AUPRES DU RESPONSABLE DES SERVICES COMPTABLES.

De formation supérieure, le candidat devra posséder une expérience de quelques années, une bonne connaissance de la comptabilité générale, de la comptabilité analytique, de la *trésorerie et de la fiscalité.* réf. 1

JEUNE COMPTABLE

Formation supérieure de gestion, DECS, pour assister le responsable *de la Holding dans ses différents* travaux (bilans, consolisation des comptes, budgets). réf. 2

RESPONSABLE "CREDITS CLIENTELE"

Possédant des notions financières étendues et de solides connaissances *juridiques, capable d'animer une équipe d'une vingtaine* de personnes qui assurent la gestion d'un nombre important de comptes clients. *Il sera chargé de conseiller les responsables* commerciaux dans leur politique de crédit, et de suivre plus particulièrement les clients les plus importants. réf. 3

Ces trois postes sont à pourvoir près d'une grande ville du Centre Ouest. Rémunération selon qualification et expérience.

Adresser lettre manuscrite, C.V., prétentions et photo en précisant la référence du poste concerné sous No 56507 à Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris cedex 01 q.tr.

MERLIN GERIN

15000 personnes, 35 filiales en France et dans le Monde - *Chiffre d'affaires 82 : environ 5 milliards,* en progression de plus de 30%, réalisé pour près de 50% à l'exportation.

L'une de nos divisions - 2000 personnes - cherche à améliorer la compétitivité *de ses «cols blancs» : administratifs, bureaux* d'études... et propose à un jeune spécialiste de l'

ORGANISATION ADMINISTRATIVE

de rejoindre son équipe
«développement compétitivité».

Cet ingénieur - 3 ans environ d'expérience en cabinet d'organisation - *sera chargé de rechercher et proposer des solutions* adaptées aux besoins, de promouvoir les choix retenus, de participer *à leur mise en œuvre.*

De bonnes connaissances en informatique, bureautique sont souhaitées.

Anglais indispensable.

Bonnes perspectives d'évolution pour un candidat de valeur.

Ecrire avec C.V. et prétentions sous réf. MTM 205 à
MERLIN GERIN
Service GCE
38050 GRENOBLE Cedex.

Entreprise mondialement connue
leader sur les marchés de loisirs et du bricolage
recherche pour son Département
RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT à LYON

INGENIEUR REGLEMENTATION

Notre plan de développement de produits nouveaux nous amène à renforcer notre cellule réglementation.

C'est un travail de coordination permanente. A l'intérieur de l'entreprise, tout d'abord avec le Marketing, pour lequel il faut *fournir une synthèse des réglementations* des différents pays afin d'établir le cahier des charges, avec les Chefs de projets, les Responsables des essais, pour vérifier la conformité des produits avec la réglementation. Mais vous êtes aussi en relation avec les organismes extérieurs à l'entreprise : Organismes de normalisation, Ministères, Labos d'essais.

Vous êtes ingénieur et avec quelques années d'expérience en réglementation de construction d'appareils.

Bonnes connaissances en électricité, goût du travail sur dossiers *et sens des négociations.*

Anglais nécessaire et *Allemand souhaité.*

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à No 56.938, Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transm.

Logistique et administration usine

Normandie

Pour une unité de production (150 p.) d'un groupe pharmaceutique français. Rattaché au Directeur d'Etablissement, l'homme fera partie d'une petite équipe nouvelle et sera chargé de gérer tous les services en amont et en aval *de la production : gestion des commandes, achats-approvisionnements,* gestion des stocks, expéditions, avec la mission d'optimiser la circulation des flux matières dans l'usine. Il sera également responsable de la gestion du personnel. Le poste s'adresse à un organisateur confirmé capable de définir et de mettre en place de nouvelles procédures dans un contexte de fort *développement (doublement des volumes produits en un an).*
Le candidat recherché aura acquis une expérience de gestionnaire dans un contexte de production ; il est souhaitable qu'il ait déjà été utilisateur de l'informatique. Le salaire de départ ne saurait être inférieur à 200.000 francs.

Adresser C.V., lettre manuscrite, sous référence 2951/A à :
ORGANISATION et PUBLICITE - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui trans.

VOUS ÊTES :

UN JEUNE INGÉNIEUR

Vous vous intéressez au DEVELOPPEMENT et à L'INDUSTRIALISATION.

Nous sommes :
UNE SOCIÉTÉ FABRIQUANT DES BIENS *D'EQUIPEMENT INDUSTRIELS PERFORMANTS.*

Nous créons :
Une branche développement-recherche.

Nous souhaitons :
25/30 ans, Bilingue souhaité. Diplôme AM, CENTRALE, ENSM, etc.
Expérience bienvenue dans études et recherches biens équipements. Débutant accepté.
Société dans ville de SARTHE, 40 km LE MANS, sur Autoroute PARIS-RENNES.
Rémunération Intéressante et Motivante.
Poste à pourvoir Rapidement.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + photo à Havas Nº 11.350, BP 319, 72007 Le Mans Cedex.

Dans le cadre de son expansion
SEITHA
Conditionnement d'air
chauffage, *énergies nouvelles*
recherche

INGENIEURS CHARGES D'AFFAIRES

expérimentés

L'expérience acquise devra leur permettre de prendre en charge la totalité d'une affaire : responsabilité du budget et du planning, coordination des études, organisation de l'approvisionnement et *montage.*

Postes évolutifs, sur un marché en expansion, pour des hommes d'action voulant accéder à un large niveau de responsabilité.

Ces postes sont basés au Siège à LYON-VILLEURBANNE. Ecrire à SEITHA, Service du Personnel, 274 Cours Emile Zola 69100 VILLEURBANNE, sous *réf.* 15.

média-system

Chef d'agence

Messageries

Bretagne

Diversifiée dans le transport terrestre et notoirement connue, notre Société fait face à son expansion et complète ses structures.

Au siège de notre activité « Messageries », nous créons une *fonction de Chef d'agence à qui nous confierons la res*ponsabilité commerciale, administrative et d'exploitation *d'une unité déjà rodée avec un effectif de 50* personnes dont il sera l'animateur. Il répondra à la D.G. de ses résultats et disposera de ses moyens propres qu'il optimisera.

Une expérience des transports, si possible orientée vers le commercial, et une personnalité affirmée sont indispensa*bles à ce poste basé dans une grande ville de Bretagne* Ouest. Rémunération : 120 000 F+.

Adresser lettre de candidature + C.V. + photo à CAPFOR BRETAGNE - 13, boulevard de Kerguelen - 29000 QUIMPER - Tél. : (98) 95.14.30, sous la référence CA/5124.

CAPFOR

[illegible]

MEDIA PA

Vous assumez actuellement
vos responsabilités dans un secteur lié aux
TRAVAUX PUBLICS ou au BATIMENT
Vous êtes diplômé des

MINES de DOUAI ou D'ALES

- Vous êtes âgé de 30 ans minimum et avez au-delà de vos compétences techniques orienté votre carrière vers la gestion globale d'unités *de taille* humaine.

- L'animation des hommes vous motive.

Au sein d'une entreprise de 1200 personnes vous serez chargé de la direction d'une unité de 150 personnes située en VAL DE LOIRE.

Outre l'attrait de vivre dans une grande ville de province, vous bénéficierez de la sécurité de l'emploi au sein d'une société saine et sereine.

Adresser CV, prétentions sous Nº 8362 à
PARFRANCE Annonces
4, rue Robert-Estienne - 75008 PARIS
qui transmettra

Importante Industrie du Bas-Rhin
Fabrications Mécaniques de précision
en grande série, plus de 500 personnes
recherche

JEUNE CHEF DES SERVICES FINANCIERS

ESC - IECS option Finances - Comptabilité, ou DECS
5 à 10 ans d'expérience de gestion
financière et de contrôle de gestion.
Anglais courant indispensable.
allemand efficace souhaitable.

Mission :
Il sera responsable des services financiers : comptabilité générale, analytique, informatique, et achats (20 personnes).

Une solide expérience des techniques de contrôle de gestion (informatisée) et de la comptabilité analytique en milieu industriel performant lui seront indispensables pour animer et orienter un service de comptabilité analytique déjà développé, pour mettre *en place, exploiter, affiner de nouveaux outils de* contrôle de gestion.

Poste d'avenir stable - Logement facilité.

Adresser C.V. dét *s/réf.* 1031 à **seletec** Conseil 67084 STRASBOURG CEDEX



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

CERG

L'une des principales S.S.C.I. françaises (plus de 120 personnes) recrute pour sa **DIVISION PRODUITS LOGICIELS** en pleine expansion

1 INGENIEUR COMMERCIAL réf. 100 M

chargé d'analyser les besoins des clients et de leur vendre :
- des logiciels standards ou spécifiques,
- de l'assistance,
- et des équipements « clef en main ».

Diplômé Ingénieur ou Ecole de Commerce.
Expérience nécessaire, si possible dans une S.S.C.I.
Importantes perspectives d'évolution à terme.

DES INGENIEURS INFORMATICIENS réf. 101 M

pour la conception et le développement de logiciels d'application.
Diplômés Ingénieur ou niveau, avec quelques années d'expérience.
Débutants acceptés avec diplôme d'ingénieur option informatique obigatoire.

DES ANALYSTES PROGRAMMEURS réf. 102 M

pour réaliser des logiciels d'exploitation.
DUT ou équivalent, option informatique exigée.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi à Lydie Van Haver, CERG
Tour d'Asnières 4, av. Laurent Cély 92606 - ASNIERES Cédex.

SOLVING
Management Consultants

recherche

CONSULTANTS DE HAUT NIVEAU

pour les associer à ses missions dans les groupes européens :

- étude des stratégies de développement
- organisation générale des structures
- amélioration de l'efficacité et de la productivité des fonctions R & D, commerciales, logistiques, administratives.

Nous souhaitons rencontrer :

des ingénieurs (X, Centrale, Mines, Télécom,...), HEC, MBA, MS, Ph D... dont la formation initiale est valorisée par :
- une personnalité de tout premier plan :
  - un profil d'organisateur,
  - grande rigueur intellectuelle et forte capacité de travail,
  - excellente aptitude à communiquer et à promouvoir le changement,
- une expérience professionnelle réussie.

pour les seniors consultants :
au moins 7 à 8 ans d'expérience concrète ;
participation à des projets majeurs ;
position proche de la Direction Générale.

pour les consultants :
une première expérience industrielle ou commerciale.

Les missions que nous confierons à ces candidats de valeur leur ouvriront de grandes possibilités de développement.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature à : SOLVING *Management Consultants*
4, rue de l'Arcade 75008 Paris.

CADRE DE FORMATION JURIDIQUE

chargé au sein de la division Administrative et Financière d'un établissement public du secteur nucléaire, de la rédaction des contrats de l'agence.
Il apportera son soutien à la division industrielle pour la préparation des appels d'offres et participera à la négociation commerciale.

D'une façon générale ses connaissances *juridiques* seront mises à profit pour la préparation des conventions de financement et pour l'ensemble des problèmes juridiques posés par l'activité de l'agence.
Expérience 3 à 5 ans dans fonction similaire.

Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé à :
RÉGIE-PRESSE N° 252.567 M,
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

NICE

PME 50 personnes
25 millions de CA sur marché porteur

DIRECTEUR d'EXPLOITATION

Appelé à devenir le bras droit du Président, il prendra rapidement, comme Directeur Général, la conduite de l'entreprise dont il devra assurer la RENTABILITE de son compte d'exploitation.

- Vous êtes : ingénieur diplômé + IAE, ICG, etc...
- Vous avez : au moins 10 ans d'expérience de GESTIONNAIRE d'une société industrielle
  : l'envergure pour rendre PERFORMANTE cette société familiale
- Vous souhaitez : une motivation financière attractive

Dans ce cas, adressez votre C.V., photo, prétentions avec un numéro de téléphone, à

GUY POSTEL CONSEIL B.P. 19 06480 LA COLLE SUR LOUP
qui personnalisera votre candidature avec une totale discrétion

---

Société française, en pleine expansion filiale d'un important groupe américain, leader dans sa spécialité, recherche son

CONTROLEUR DE GESTION

Rattaché au directeur financier, il sera chargé :
- de développer le système de comptabilité analytique,
- d'élaborer les budgets et analyser les écarts,
- de suivre l'évolution des stocks et des prix de revient,
- d'évaluer la rentabilité des investissements.

Agé d'au moins 30 ans, il devra posséder :
- une bonne formation comptable (DECS souhaité),
- une solide expérience industrielle dans une société multinationale,
- une bonne connaissance de l'anglais.

Une première expérience de l'informatique serait un atout supplémentaire.

Le poste est à pourvoir dans l'Est de la France.

Adresser C.V. et lettre manuscrite s/réf. 9831 à VALENS CONSEIL
BP 359 - 75064 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

ECP, Mines, AM, INPG...

DEVELOPPER UNE VERITABLE CARRIERE INDUSTRIELLE...

Choisir les systèmes informatiques les plus performants pour concevoir certains équipements complexes indispensables à une fabrication techniquement élaborée, animer l'atelier d'entretien de ces équipements (120 professionnels qualifiés), gérer sur le plan économique le budget du service en recommandant une stratégie (sous-traitance ou intégration). Ce sont les 3 aspects majeurs du poste qu'offre, au sein de sa plus grande unité industrielle (2000 personnes), la filiale très performante (40 % du CA à l'export) d'un des premiers groupes industriels français.

Nous souhaitons rencontrer pour ce poste très complet, un ingénieur généraliste diplômé d'une grande école. Il a, de préférence, acquis une première expérience industrielle lui ayant permis de se familiariser avec les technologies de pointe et de s'intéresser à la gestion humaine et économique.

La taille de l'usine (implantée en Haute-Normandie, bord de mer), son évolution technique, son appartenance à un grand groupe, font que les possibilités de développement de carrière sont nombreuses et variées.

Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous réf. M 4197 AE à :

EGOR S.A.
8 rue de Berri 75008 Paris.

egor
PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL MADRID

média-system



NANTES

SOCIETE D'ELECTRONIQUE PROFESSIONNELLE
recherche
pour plateforme essais

INGENIEURS ELECTRONICIENS

CONFIRMES

3 à 5 ans d'expérience

Adresser CV et photo à SERCEL
BP 64 - 44471 CARQUEFOU CEDEX

TRES IMPORTANT ORGANISME TECHNIQUE en expansion régulière recherche pour Nancy

JEUNES INGÉNIEURS ÉLECTRICIENS

ENSI - INSA ou simil.

Une première expérience même courte (éventuellement stage de longue durée) souhaitée : Etudes, travaux neufs, entretien équipements importants, connaissance pratique des réseaux HT et BT.

Poste d'avenir stable.

Adresser C.V. détaillé sous *référence 983* à

SELETEC
Conseil
67009 STRASBOURG Cedex.

INGÉNIEUR GÉNIE CHIMIQUE

pour étude applications séparations solide/liquide par centrifugation ou filtration, conduite essais pilote, mise au point auprès clientèle française et étrangère, anglais indispensable, recherché par Entreprise moyenne région lyonnaise.
Ecrire C.V., manuscrit, photo et prétentions à :
HAVAS ANNONCES 5.828
81, rue de la RÉPUBLIQUE
69002 LYON.

IMPORTANT ORGANISME
recherche pour le SUD-OUEST
avec résidence à BORDEAUX, un

INGENIEUR DIPLOME

SPECIALISE DANS LE BATIMENT ET LA CONSTRUCTION

ayant une expérience de plus de 10 années dans les études ou le contrôle.

Ecrire avec C.V. détaillé sous réf. 56809 à Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

---

Importante Société (800 pers.) produisant et installant d'importants équipements thermiques, grande ville universitaire de l'Est recherche un

INGÉNIEUR THERMICIEN

ENSI, INSA ou similaire

5 à 10 ans d'expér. technique et commerciale de domaines tels que : *études d'installations thermiques importantes, transfert de chaleur, etc...*

MISSION :
conception et devis d'importantes installations, négociations technico-commerciales à niveau élevé, supervision d'une équipe de projeteurs. Poste d'avenir stable.

Adr. C.V. dét. s/réf. 1.023 à

SELETEC
CONSEIL
67009 STRASBOURG Cedex.

Important Groupe Industriel
- filiale groupe américain-
recherche pour l'une de ses unités de production (350 personnes), située à 200 km Paris Ouest environ, son

Chef du personnel

Répondant directement au Directeur de l'Usine, il devra, avec l'aide de son Service, assumer toute la responsabilité de la fonction. Ce poste ne peut convenir qu'à un cadre de formation supérieure ayant déjà exercé des responsabilités similaires et désirant progresser dans sa carrière.
Veuillez écrire sous réf. 6825.

INTERCARRIÈRES
5 rue du Helder 75009 Paris.

Importante Industrie en expansion produits modernes pour le bâtiment à Strasbourg recherche

JEUNE CADRE EXPORT

ESCE, ESC + formation export, ou similaire

1 à 2 ans expér. exportation parlant bien l'anglais et l'allem.

Mission :
- Assistance au responsable de l'exportation pour développer des marchés d'exportation déjà actifs.
- Etudes de débouchés, de canaux de distribution.
- Organisation de réseaux.

Adr. C.V. dét. ss réf. 1.007 à

SELETEC
Conseil
67009 STRASBOURG Cedex

JEUNE SCOP recherche

INGÉNIEUR

Grandes écoles, dynamique. 2 à 3 ans d'exp. pr conduite projets C.A.O., informatique, rech. opérationnelle, intelligence artificielle.
Adresser C.V. et prét. à :
ALMA-25, rue de Constantine
38100 GRENOBLE.

SUD-FRANCE
LYON

INGÉNIEUR

études B. A.
expérience 3-5 ans, stable
C.V. précis
1, cours d'Herbouville
LYON (4). Tél. (7) 828.63.58.

Usine métallurgique proche Nancy recrute un

JEUNE INGÉNIEUR

Adjoint du directeur technique.

Tél. : (8) 335-42-63
SLIQUE B.P. 3097.
54013 NANCY Cedex.

INSIGHT
Côte d'Azur, cherche

INTERPRETES

Ecrire 29, av. R.-Soleau
06.600 ANTIBES.

---

l'ADIP
propose à

22 JEUNES

demandeurs d'emploi
18 ans à moins de 26 ans
Bac, Bac + 1, Bac + 2

UN STAGE GRATUIT

7 MOIS RÉMUNÉRÉS PAR L'ETAT
de formation professionnelle
débouchant sur des postes de

RESPONSABLE INFORMATIQUE

EN PME/PMI

Dossier de candidature à retirer d'urgence : ADIP, 63, avenue de Villiers
75017 PARIS. Tél. : 766-84-22.

PROMOTION IMMOBILIÈRE GROUPE LEADER DANS LE DOMAINE DU LOISIR

recherche

Jeune diplômé Grandes Ecoles
(H.E.C., ESSEC, E.S.C.P...)

Première expérience en immobilier.
Dynamique, efficace, ambitieux,

pour

GESTION DE PROGRAMMES

Ecrire avec C.V., photo et prétentions à DELIA,
16, rue des Huissiers,
92200 NEUILLY, qui transmettra.

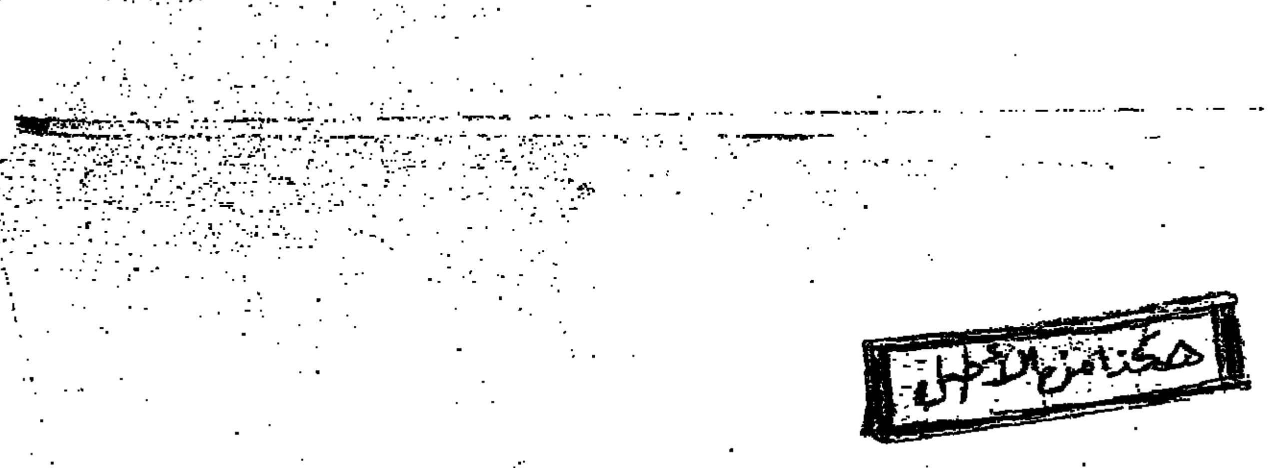
Société de fabrication et de commercialisation de peintures *(600 personnes - 440 millions C.A.)* désire intégrer à son équipe d'Aubervilliers (93)

UN ANALYSTE-PROGRAMMEUR

- 130.000 F/an ou + selon expérience.
- Système informatique constitué d'un IBM 38 T.P. 4 sites avec 40 écrans et mise en place de 10 sites P.D.P. 11-23.

Mission :
- Gestion de multiples applications dans un environnement de plus de 20 sociétés.
- Connaissances en GAP indispensables ; en IBM 38 et en COBOL appréciées.
- Expérience professionnelle de trois ans nécessaire.
- Possibilités importantes d'évolution en fonction de notre développement informatique.

Merci d'envoyer votre C.V. avec lettre manuscrite et photo sous réf. 5670/JR à A.M.P.
40, rue Olivier-de-Serres - 75015 PARIS



OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

PAPETERIES DE VOIRON ET DES GORGES

recherchent pour Paris

CADRE COMMERCIAL

adjoint au chef des ventes

Le candidat justifiera d'une bonne expérience papetière et/ou diplômé d'une école commerciale

(REF. 8.174)

CADRE ADMINISTRATIF

Le candidat sera chargé de l'administration des stocks (commandes, façonnage, livraisons, etc.).

Une expérience similaire ou professionnelle en atelier façonnage sera exigée.

(REF. 8.175)

REPRÉSENTANT EXCLUSIF

des connaissances dans le domaine du papier sont indispensables.

(REF. 8.176)

Ces postes sont à pourvoir immédiatement *ou entrée en fonctions à négocier.*

Adresser lettre manuscrite + C.V en indiquant dernière rémunération à

B.E.O. 3, rue de Téhéran, 75008 PARIS *en rappelant la référence du poste.*

IMPORTANTE SOCIÉTÉ MUTUALISTE QUARTIER MONTPARNASSE

recherche

Pour sa direction Organisation et Méthodes Informatiques :

1 RESPONSABLE DE LA DIVISION « MÉTHODES-PLANNING »

MISSION : Il élaborera les pertes globales et le suivi des plannings correspondants, en particulier pour le démarrage de 150 centres de travail, il apportera son appui pour la mise en place des méthodes existantes.

PROFIL : Formation supérieure, expérience en planification, capacité d'encadrement, sens des contacts.

1 ANALYSTE ORGANISATION ET MÉTHODES

MISSION : Au sein de la division « Relations utilisateurs » et en contact avec le chef de projet et les utilisateurs, il participera à l'élaboration et au suivi de projets informatiques importants en prenant en charge les aspects relationnels avec les utilisateurs. (Formalisation des besoins, circuit d'information, codification, contrôle de qualité, préparation des consignes...).

PROFIL : DUT ou licence de Gestion, 1 ou 2 ans d'expérience en Gestion et/ou informatique, expérience en *organisation appréciée.*

Adresser C.V. et prétentions sous référence 14 PLA à :
S.S.C.I. département recrutement, 47, rue de la *Chaussée-d'Antin, 75009 PARIS.*

INGENIEUR

touché par le virus de la Formation

Le développement de nos interventions de formation en milieu industriel nous amène à rechercher pour travailler avec nous

UN JEUNE INGENIEUR

ayant eu des responsabilités hiérarchiques en production (animation, formation sur le tas, recherche d'amélioration de la productivité, information du personnel).

Il s'intégrera à une petite équipe intervenant dans les entreprises pour préparer l'encadrement d'atelier à répondre à ses nouvelles responsabilités.

Il apporte son expérience du terrain, son goût des contacts, son envie d'aider les gens à progresser.

Nous lui transmettons nos méthodes et notre compétence pédagogique.

Poste basé à Paris avec déplacements de courte durée.

Ecrire avec C.V. *détaillé s/réf. 292 M* à Alain Sarton

plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines.



Société, à vocation internationale, de première transformation des métaux et située dans la région *de l'Oise (près de Beauvais)*

recherche

INGÉNIEUR

Attaché à la Direction Technique, il se consacrera, dans un premier temps, à l'amélioration de la production puis sera, assez rapidement, chargé de la gestion de production et de la budgétisation.

Ce poste s'adresse à un Ingénieur **Mécanicien**, type ARTS & MÉTIERS ou équivalent, âgé de 25 ans minimum et possédant une ou deux années d'expérience en atelier.

Si cette offre vous intéresse, envoyez votre candidature *accompagnée d'un* C.V. *détaillé et de vos* prétentions au nº 252.419 M., RÉGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra. Il sera répondu à toutes les lettres de candidature.



4,rue Massenet 75016 Paris

Écrire en précisant la référence - Discrétion absolue

Directeur de filiale

référence FR 345 AM

UN GROUPE FRANÇAIS IMPORTANT, performant et leader sur son marché en développement constant, recherche un **Directeur pour une de ses filiales.**

Il s'agit de diriger une unité de 200 personnes environ dans le cadre d'un groupe pratiquant une politique de décentralisation et de délégation des responsabilités. Ce poste conviendrait à un candidat, de formation supérieure (grande école de commerce ou d'ingénieurs) disposant d'environ 10 ans d'expérience professionnelle et ayant déjà assumé un poste de dirigeant opérationnel d'une PME ou d'un centre de profit, impliquant négociations commerciales, animation de personnel et gestion.
Formation aux techniques du groupe assurée.
Poste : grande ville sud France.

Responsable des projets ingénieur ECP, IDN, AM *ou équivalent*

référence LX 351 CM

***LE DÉPARTEMENT CONDITIONNEMENT D'AIR POUR L'INDUSTRIE* d'un important groupe mondial** recherche pour succéder à son *Responsable Projets partant en retraite, un* ***Ingénieur diplômé ECP, IDN, AM ou* équivalent.**

Cette fonction est orientée sur l'assistance technique *auprès du réseau commercial* (valeur unitaire des affaires jusqu'à 5 millions de francs) : étude, préconisation des *solutions techniques, supervision du chiffrage des propositions et conseils aux clients.* Ce poste conviendrait à un jeune ingénieur ayant une première expérience professionnelle et si possible des connaissances en conditionnement d'air. Poste attrayant et évolutif dans une firme renommée.
La connaissance de l'allemand serait appréciée.

Lieu de travail : banlieue immédiate est de Paris.

HEC, ESSEC, ESCP option finances comptabilité...

référence VH 359 CM

Valeo GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS DE DIMENSION INTERNATIONALE **(CA 6,8 milliards - 27000 personnes) 70 sociétés dans 17 pays, recherche pour une de ses directions centrales à Paris 17e, un jeune Cadre** pour assister le Responsable ORGANISATION et CONSOLIDATION des comptes du Groupe en assurant un travail important en *relation avec des sociétés françaises et étrangères.*

Vous développerez ainsi votre maîtrise des techniques de consolidation comptable d'un groupe international et participerez à la réflexion concernant le développement et l'informatisation de ces techniques.
Pour ce poste, une première expérience d'environ 2 ans dans le *domaine serait* appréciée.

A partir de cette première expérience, notre politique de promotion interne et notre gestion prévisionnelle des ingénieurs et cadres vous ouvrent d'intéressantes opportunités de carrière dans le Groupe.

Ingénieur organisation industrielle poste évolutif

référence KZ 341 CM

UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE RENOMMÉE DU SECTEUR MÉCANIQUE (5 usines) leader dans son domaine et rattachée à un grand groupe international, recherche un Ingénieur qui sera chargé d'étudier tous problèmes *d'organisation se posant aux usines (à court et long terme), de proposer* des solutions, de participer activement à leur mise en œuvre.

Il travaillera, au début, en liaison avec un cabinet d'organisation extérieur.
Poste très formateur, permettant une évolution ultérieure de carrière, qui *conviendrait à un ingénieur, ayant une première expérience industrielle acquise* en fabrication, gestion de production ou organisation, témoignant de bonnes capacités d'analyse liées à un tempérament de réalisateur et à un sens marqué des contacts.
Poste banlieue ouest Paris.

Cadre commercial

référence PB 354 AM

UNE SOCIÉTÉ FRANÇAISE DU SECTEUR TERTIAIRE, solidement implantée (prestations de services industriels) recherche un **Cadre Commercial France et étranger.**

Rattaché au Chef de Département Commercial, il sera chargé de négocier et de suivre des contrats de prestations de longue durée auprès d'une clientèle industrielle. Ce poste conviendrait à un candidat, bonne formation de base, ayant une expérience réussie de la vente (la connaissance du domaine des services, et plus particulièrement de la logistique, sans être indispensable serait un atout).
Des qualités d'analyse, pour bien appréhender le besoin du client et jouer un rôle de conseil, ainsi que les talents d'un négociateur fin et diplomate sont indispensables.
Connaissance de l'espagnol appréciée.

Poste à Paris. **Rémunération : 150.000 F**

Jeune secrétaire général dominance gestion

référence RD 355 AM

UN GROUPE DE 2000 personnes, dynamique et performant, constitué par 18 sociétés et rattaché à un groupe français de premier plan, crée, dans le cadre de son développement, le poste de **Secrétaire Général.**

Bras droit du PDG, il sera chargé :

- d'harmoniser et de faire progresser les méthodes de gestion, les procédures comptables, les systèmes de traitement informatique des sociétés,
- de jouer un rôle d'audit et d'assistance dans tous les domaines de la gestion,
- de traiter les problèmes d'assemblées et conseils.

Ce poste conviendrait à un candidat, diplômé d'une grande école, ayant de bonnes connaissances en comptabilité, contrôle de gestion et informatique, désireux de valoriser une première expérience d'environ 5 ans (la connaissance des PME ou des grands groupes structurés en centres de profits autonomes serait un atout).
Son dynamisme, ses compétences, ses qualités de *contact, lui permettront* d'être l'interlocuteur avisé des directeurs des sociétés et du Président.
Poste au siège à Paris.

Ingénieur débutant pour poste évolutif en production

référence AP 333 CM

FIRME INDUSTRIELLE EN CROISSANCE CONSTANTE appartenant ***à un secteur porteur (production liée à l'alimentaire)*** offre à un **Jeune Ingénieur débutant** AM, ENSI, INSA... une réelle opportunité de carrière en production.

L'équipe de Direction Technique, dynamique et performante souhaite, suite à la promotion d'un de ses jeunes ingénieurs de fabrication, confier ce poste, après une période de formation sur le terrain, à un candidat ayant le goût de l'encadrement et des réalisations concrètes. Poste motivant dans un groupe disposant *d'équipements modernes s'appuyant sur une informatisation de sa gestion de* production et pratiquant une politique de développement alliant l'économique et le social.
Lieu de travail : région Chartres-Rambouillet.

etap — 4,rue Massenet 75016 Paris

SORO ÉLECTRO OPTICS
GROUPE C.G.E.
recherche

• POUR SA DIVISION OPTIQUE

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Équipements et systèmes, 3 à 10 ans d'expérience souhaités, poste à responsabilité.

• POUR SA DIVISION ÉLECTRO-OPTIQUE

DES INGÉNIEURS OPTICIENS ou PHYSICIENS

(expérimentés ou débutants pour travaux d'études et de développement).

• POUR SA DIVISION MOYENS INDUSTRIELS

TECHNICIENS D'ÉTUDES ÉLECTRONICIENS HARD

(B.T.S. ou équivalent) logique et analogique.

Opportunités à saisir dans une société dynamique en croissance sur un marché porteur.

Envoyer C.V. et *prétentions* à :
Société SORO – B.P. 36
26, rue Berthollet, 94118 ARCUEIL.

Importante Société Automobile dans les Yvelines
recherche

1 FORMATEUR

POUR CHEFS D'ENTREPRISE

Il sera chargé au sein d'une équipe de la conception et de l'animation de stages.

FORMATION : école supérieure de commerce option gestion financière.
Connaissances approfondies en droit commercial.

EXPERIENCE : bancaire ou service financier d'une *entreprise ou audit au* sein d'un cabinet d'expertise.

Pratique de la formation avec animation des groupes si possible.

Déplacements fréquents dans toute la France.

Langue allemande et connaissance informatique appréciées.

Envoyer CV, photo et prétentions sous *No* 56798 à *Contesse Publicité* 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transm.

GENERAL ELECTRIC

crée pour son département "Commandes Numériques et Automatismes" le poste d'

ANALYSTE FINANCIER

rattaché au Directeur Financier Européen il a la responsabilité du

CONTROLE FINANCIER

pour la Zone Méditerranéenne (France, Italie, Espagne).

Responsable du budget annuel et de la formulation des objectifs financiers, il contrôle les résultats mensuels et en effectue l'analyse par rapport au budget et aux estimations. Il participe à l'organisation administrative et informatique à l'occasion de la mise en place en 1983 d'un système de gestion par centre de profits.

Agé de 27 ans environ, le candidat a reçu une formation supérieure de gestion (ESSEC - HEC - EDHEC ou équivalent).
Il a une première expérience de trois ans de la comptabilité anglo-saxonne et du contrôle budgétaire.

Le candidat doit être suffisamment *autonome et créatif pour organiser* efficacement sa fonction.

Anglais courant indispensable.
Poste basé à Evry.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à GETSCO - Service du Personnel 42, AV. MONTAIGNE 75008 PARIS

IMPORTANT CENTRE TECHNIQUE
Grande banlieue Nord de Paris
recherche

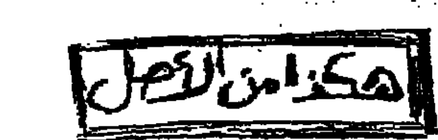
INGENIEUR DIPLOME

ayant une bonne expérience en
GESTION DE PRODUCTION.

Cette expérience, acquise dans l'industrie mécanique de moyenne importance, s'exercera au sein d'une équipe dynamique de recherche et de conseil qui étend son action aux méthodes modernes de gestion de production.

Ce poste implique :
- d'être un «homme de terrain» et de contact
- dynamique, esprit d'initiative
- la connaissance de l'anglais lu et parlé
- des déplacements fréquents en *France* (courte durée).

Adresser CV, photo et prétentions No *56204* à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 *qui trans.*



OFFRES D'EMPLOIS

L'INFORMATIQUE REALISTE

Filiale du Groupe Thomson, nous sommes une des toutes premières société de conseil en informatique. Notre maîtrise des techniques nouvelles et l'esprit pionnier de nos équipes nous amènent à traiter, dans le cadre de notre développement, de nombreux projets souvent de grande envergure et dans des domaines variés. Aussi nous sommes conduits à renforcer notre équipe dirigeante et recherchons des

COLLABORATEURS DE HAUT NIVEAU

Diplomés Grande Ecole, ils ont acquis au cours de leur expérience professionnelle suffisamment de savoir-faire (technique, humain, commercial) pour évoluer maintenant vers des fonctions plus importantes (niveau Ingénieur en Chef).

Les candidats pourront selon leurs compétences et leurs souhaits s'orienter vers des postes de

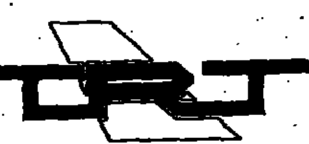
DIRECTION D'AGENCE

Paris (administration, banques, industries, distribution...)
Province (Nancy-Lyon-Bordeaux).

Ils évolueront dans une entreprise où nous savons déléguer les responsabilités, et attacher de l'importance à la dimension humaine. Les possibilités d'évolution et de formation constante aux nouvelles techniques sauront satisfaire des candidats motivés.



Merci d'écrire sous réf. DG 01,
Direction Générale 135, rue de la Pompe 75116 Paris - Paris Tél. 504.26.50



TELECOMMUNICATIONS RADIOELECTRIQUES ET TELEPHONIQUES

Leader sur le marché des TERMINAUX TELEMATIQUE-VIDEOTEX
recherche pour renforcer son équipe et poursuivre son expansion

INGENIEUR COMMERCIAL
ADMINISTRATIONS

INGENIEUR COMMERCIAL
SECTEUR PRIVE
(industries, informatique, services, SSCI...)

INGENIEUR COMMERCIAL
EXPORT

Les candidats devront avoir une formation Ingénieur Grande Ecole, de bonnes connaissances techniques, une première expérience de 2 à 5 ans dans la conception ou la vente de produits de télécommunications ou d'informatique et, si possible, la connaissance du secteur commercial ainsi que la pratique des contacts à haut niveau avec des Responsables Télécommunications,

Ils auront le sens de l'autonomie et des responsabilités, une bonne connaissance de l'anglais (et si possible de l'espagnol) est nécessaire pour l'exportation et facilite pour les autres postes une évolution de carrière au sein de la Direction Commerciale.

Postes à pourvoir à Paris 13ème.

Adresser CV, prétentions et photo à TRT, 5, avenue Réaumur 92350 LE PLESSIS ROBINSON.

Diplômés de grandes écoles commerciales, IEP, ESCAE, et universités (gestion).

La BANQUE HERVET vous propose :

dans un premier temps *une formation* spécialisée de 6 mois dans une filière entreprises ou clientèle privée,

dans un deuxième temps *une affectation comme responsable* de portefeuille au sein d'une succursale parisienne et... le démarrage d'une carrière.

Si ces perspectives vous intéressent, nous vous remercions de nous adresser lettre manuscrite, c.v. *et photo à* : BANQUE HERVET, *Direction du Personnel, Service Recrutement*, 127, av. Charles-de-Gaulle 92201 NEUILLY-SUR-SEINE.

Plain Champs



GROUPE VICTOIRE

1981 : le Groupe Victoire première Société d'Assurances du Secteur Privé, crée un département "produits financiers" (C.A. + 50%)
1982 : ce même département améliore son score de + de 100%
1983 : avec votre concours **combien ?**

Afin de renforcer notre force de vente nous recrutons

Futurs Cadres Commerciaux
DIPLOMÉS DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

DISPONIBLES : 31 Janvier 1983

- 23 ans minimum
- Formation à nos méthodes
- Plan de carrière - Rémunération élevée

Merci d'adresser C.V., photo et lettre manuscrite à :
Chantal DELALANDRE
Groupe VICTOIRE
64, rue de Provence
75009 PARIS
réponse assurée

bleu

Administration des ventes
200-230 000 F

C'est pour nous un poste clef de l'Entreprise puisque vous serez le point de coordination entre le commercial et l'usine, entre nos clients et le siège.

Il vous faudra donc suivre le carnet de commandes, *les stocks disponibles à la vente, la préparation des* programmes de fabrication, des tarifs, le traitement des litiges, la gestion des transports et des dépôts, toutes ces actions tendant bien sûr à l'amélioration du service à la clientèle.

Vous savez animer une équipe d'une douzaine de personnes, vous maîtrisez bien l'outil informatique et vous avez déjà géré avec succès les ventes d'un fabricant possédant une large gamme de produits.

Un diplôme d'Ecole de Commerce ou Universitaire de gestion serait un plus, mais nous nous attacherons essentiellement à vos qualités de commandement, d'organisation et de méthode.

Nous sommes l'un des leaders européens de notre spécialité de produits industriels.

Merci d'envoyer votre dossier à notre Conseil sous la référence LM/268.

MEDIA PA



Ressources & Développement
6, rue Casimir Delavigne 75006 PARIS

Chargé d'études

Sous l'autorité du Directeur Commercial, vous aurez pour mission les études commerciales, c'est-à-dire le *calcul des objectifs, l'estimation des marchés potentiels, la définition des cibles de prospection* ainsi que la publicité et la promotion des ventes.

Vous êtes jeunes diplômés d'une Ecole Supérieure de Commerce ou IUT et vous faites la preuve d'une expérience réussie de 2 à 3 ans dans un service Marketing et Publicité.

Vous êtes imaginatif, créatif, tout en restant précis, rigoureux et synthétique.

Nous sommes une importante société du secteur tertiaire et nous bénéficions d'une forte notoriété.

Merci d'envoyer votre dossier à notre Conseil sous la référence LM/269.

MEDIA PA



Ressources & Développement
6, rue Casimir Delavigne 75006 PARIS

Ingénieurs-Conseil en développement industriel

Notre mission est le CONSEIL et l'ORGANISATION auprès d'Entreprises industrielles soucieuses d'évoluer en matière de DEVELOPPEMENT DES PRODUITS : élaboration des plans, amélioration de la compétitivité et des méthodes de développement.

Nous faisons appel au marketing industriel, à l'analyse de la valeur, value engineering, design to cost, la planification de projets, l'analyse stratégique.

INGENIEURS GRANDE ECOLE vous connaissez ces domaines d'intervention, ces techniques. Vous possédez une expérience réussie de la direction et du fonctionnement d'entreprises et des qualités certaines de contact et d'animation. Après formation à nos méthodes d'action, nous vous proposons de valoriser vos connaissances dans un environnement économique et industriel.

Rémunération de départ très compétitive. Lieu de travail PARIS. Courts déplacements à prévoir.

Intégrer notre équipe n'est pas une finalité, mais un point de départ vers une carrière passionnante et évolutive.

Adressez-nous votre lettre manuscrite, C.V., photo - DG CONSEIL - 23, boulevard du Montparnasse 75006 PARIS



DG conseil *"un savoir-faire utilisé par de grandes entreprises"*

Jeune diplômé

Ingénieur ou Ecole Supérieure de Commerce, vous souhaitez démarrer votre vie professionnelle dans une fonction commerciale.

C'est l'opportunité que nous vous offrons en vous proposant de prendre en charge la commercialisation de nos produits péri-informatiques, *les plus sophistiqués : banque de données*, traitement de l'information, impression informatisée.

Vos interlocuteurs chez nos clients sont les responsables informatiques ou de documentation et votre *approche sera celle d'une SSCI.*

Nous avons décidé d'investir sur un débutant à fort potentiel et donc, nous mettrons tout en œuvre au sein du groupe pour vous aider à réussir.

De notre côté, nous attendons de vous une incontestable volonté et capacité à vous former et évoluer, et donc à réussir.

Merci d'envoyer votre C.V. + lettre manuscrite à notre Conseil sous réf. LM/267.

MEDIA PA



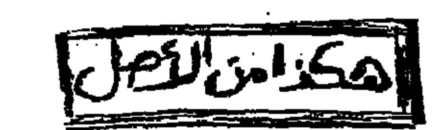
Importante société du secteur du bâtiment et des travaux publics
recherche pour **l'une de ses filiales** travaillant essentiellement à l'étranger

Trésorier d'entreprise

Diplomé d'une grande école de gestion (débutant ou première expérience) ou maîtrise de droit + première expérience de la fonction en entreprise ou en banque, vous serez chargé en relation directe avec le Chef du Service Financier de la gestion multidevises et de l'approvisionnement en trésorerie des diverses entités dont dépend le siège ainsi que des prévisions de trésorerie à court terme. Vous serez en liaison permanente avec les banques.

Pour ce poste basé en proche banlieue Ouest, la pratique de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier de candidature avec CV, photo et prétentions, sous réf. 103-E, à *M. du MAZET*, BP 186, 75062 Paris Cédex 02, qui transmettra.



directeur informatique

LES BRASSERIES KRONENBOURG - 2,5 Md de F de CA et 2600 personnes - sont une entreprise dynamique, leader sur le marché de la bière en France, et tournée vers le développement international.

Dans cette société performante, l'informatique joue bien sûr un rôle très important. Un plan bureautique, informatique et télématique définit les choix stratégiques et politiques de Kronenbourg en matière de systèmes d'information. Il repose sur des moyens techniques diversifiés: 2 IBM 4341, 25 mini et micro répartis, une centaine de terminaux, bases de données, Info-centres, bureautique. Cinquante personnes assurent les Études, le Système et la Production de l'information.

A la tête de cet ensemble, le Directeur informatique élabore et recommande le plan bureautique, informatique et télématique adapté aux objectifs de la société. Et bien sûr il en assure la mise en oeuvre grâce aux moyens humains, financiers et techniques qu'il propose. A la fois force de proposition et de réalisation, ses principales responsabilités sont évidemment de concevoir, coordonner, animer et gérer.

Nous souhaitons confier cette fonction de haut niveau à un Diplômé d'Études Supérieures disposant d'une dizaine d'années d'expérience informatique. Il aura déjà assuré la coordination de projets et l'animation d'équipes comme Responsable d'un service Études. Une expérience complémentaire acquise en Exploitation serait appréciée.

Le siège des Brasseries Kronenbourg est situé à Strasbourg.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. J 1 M, en précisant rémunération actuelle à: BSN Gervais Danone, Service Recrutement Cadres - 7, rue de Téhéran - 75008 Paris.

bsn.gervais danone **bsn.gervais danone . bsn**

HAVAS CONTACT

recrutement des cadres

LE GROUPE BSN - 21,5 Md de F de CA. 27000 personnes en France dont 2500 cadres - réunit des sociétés présentant une grande diversité de tailles et d'activités (emballages, boissons, produits laitiers frais, aliments pour bébés, pâtes, plats préparés, condiments et sauces, confiserie, pâtisserie).

Le Service Recrutement des Cadres assure la recherche et la sélection des cadres débutants et confirmés, de toutes fonctions, nécessaires au développement de ces sociétés. En 1982, cette équipe de 4 chargés du recrutement *a mené à bien 200 recherches, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Groupe.*

Chacun de ses membres assure de façon autonome les recrutements qui lui sont confiés, depuis l'étude du besoin, le choix des moyens appropriés, jusqu'à la recommandation finale d'embauche. Il exerce sa fonction d'assistance et de conseil en associant étroitement les services demandeurs à tout le processus de recherche et de sélection des candidats. Des échanges fréquents au sein de l'équipe permettent d'enrichir la compréhension des problèmes posés et d'améliorer l'efficacité des interventions.

Nous souhaitons accueillir dans cette équipe un(e) jeune diplomé(e) d'études supérieures bénéficiant *de quelques années d'expérience du recrutement des cadres en entreprise ou en cabinet.* Il ou elle trouvera dans cette fonction une opportunité d'enrichissement personnel et de développement *professionnel. De nombreux contacts lui permettront de faire apprécier ses compétences* et *ses qualités humaines*, facteurs déterminants de son évolution au sein du Groupe dans quelques *années.*

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. J 3 M en précisant rémunération actuelle à: BSN-Gervais Danone, Service Recrutement Cadres - 7, rue de Téheran - 75008 Paris.

bsn.gervais danone **bsn.gervais danone . bsn**

HAVAS CONTACT

chef de service process

GERVAIS DANONE FRANCE - 3,2 Md de F de CA, 4300 personnes, 7 usines - couvre plus de 30% du marché français des produits laitiers frais. Sa croissance rapide (+ 15% en volume en 1982) et le lancement de produits nouveaux nécessitent une *adaptation constante de l'outil de production. Le budget d'investissement sera* d'environ 200 MF en 1983.

Au sein de la Direction Technique, le Service Process Automation a pour mission:
- *d'assurer le développement technologique et l'automation des process de fabrication,*
- de gérer pour les 7 usines les projets d'investissement liés aux process de fabrication,
- *d'apporter aux usines l'assistance technique nécessaire au maintien et à l'amélioration de leur outil de fabrication.*

Le Chef du Service Process anime et coordonne les activités de son service. Il est assisté d'une équipe de 3 *ingénieurs. Il prend plus particulièrement en charge le développement du schéma directeur process* des usines, la planification des évolutions technologiques du process et l'évolution des systèmes d'automation.

Ce poste conviendrait à un ingénieur de formation Génie Alimentaire - Génie Chimique. Il doit *avoir un minimum de 5 ans d'expérience en ingénierie de process et automation dans l'industrie alimentaire.* Cette expérience aura été acquise en entreprise ou dans une société d'ingénierie et *lui aura permis de gérer des projets d'investissement.* La connaissance de l'anglais est nécessaire. Le poste est à pourvoir à Levallois-Perret, en proche banlieue parisienne.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. E 28 M en précisant rémunération actuelle à: BSN-Gervais Danone, Service Recrutement Cadres - 7, rue de Téhéran - 75008 Paris.

bsn.gervais danone **bsn.gervais danone . bsn**

HAVAS CONTACT

ingénieur organisation haut niveau

Vous êtes depuis 5 ans dans un cabinet d'organisation. Vos missions vous ont permis d'aborder les différents domaines d'activité de l'entreprise. De formation supérieure, vous savez prendre du recul par rapport au quotidien, mais vous avez également le goût des applications concrètes. Vous souhaitez maintenant mettre en place ce que vous préconisez.

C'est ce que vous pourrez réaliser au sein d'un Groupe en fort développement où l'organisation tient une place importante: **LE GROUPE BSN.**

La politique de décentralisation appliquée dans le Groupe donne une autonomie de gestion complète au Département Flaconnage - 400 MF, de CA, 1200 personnes, emballages en verre pour la pharmacie et la *parfumerie.*

Responsable du Service Organisation-Formation, vous ferez partie de l'équipe de Direction de ce Département et participerez activement à son évolution. Vous contribuerez à son développement technique, humain et économique en conseillant les différentes Directions dans la réflexion et la mise en oeuvre des changements d'organisation et de structure. Convaincu que ces changements passent par les hommes, vous mettrez en place une politique active de formation et de participation du personnel.

Pour saisir cette opportunité d'exprimer pleinement votre efficacité, merci d'adresser votre candidature, sous réf. F 24 M en précisant rémunération actuelle à: BSN-Gervais Danone, Service Recrutement Cadres - 7, rue de Téhéran - 75008 Paris.

bsn.gervais danone **bsn.gervais danone . bsn**

HAVAS CONTACT

chef service contrôle qualité
industrie alimentaire

PANZANI-MILLIAT FRÈRES — 1800 personnes, 1,5 Md de F de CA — a une position de leader sur ses principaux marchés. *La qualité de ses produits contribue de manière importante à assurer et à développer l'image de la société auprès de ses consommateurs.*

L'une de ses usines (400 personnes), située près de LAON dans l'Aisne, fabrique une large gamme de plats cuisinés: raviolis, cannellonis, quenelles, couscous, paëlla, sauces,... Ces fabrications font appel à une grande variété de matières premières.

Le chef de service que nous recherchons assure le contrôle de la qualité tout au long du *processus de fabrication. Il veille au respect des standards aux divers stades de production.* Il propose toute solution permettant d'améliorer les procédés de fabrication et la qualité des produits. *Il assure les relations avec les services officiels et laboratoires extérieurs.* Il anime une équipe de 12 personnes et est l'interlocuteur reconnu des différents services de l'usine.

Ce poste sera confié à une personne de formation supérieure ayant acquis une expérience de quelques années dans le contrôle qualité en industrie alimentaire.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. R 26 M, en précisant rémunération actuelle à: BSN-Gervais Danone, Service Recrutement Cadres - 7, rue de Téhéran - 75008 Paris.

bsn.gervais danone **bsn.gervais danone . bsn**

HAVAS CONTACT

ingénieur pour imaginer et réaliser de nouveaux procédés de fabrication chez le n° 1 de l'alimentaire

Ingénieur, les technologies et les équipements de l'industrie alimentaire vous passionnent.

Quelques années d'expérience chez un constructeur de matériels ou dans une société d'ingénierie vous ont *déjà rodé à la conception, à l'installation et au démarrage de lignes de fabrication de produits alimentaires.*

Ou alors vous avez déjà participé, dans une industrie alimentaire, au développement de nouveaux process.

LE GROUPE BSN vous propose de valoriser vos compétences et d'élargir vos responsabilités dans le Centre *de Recherche et Développement de sa Branche Produits Secs.*

Vous serez chargé d'imaginer, définir et mettre au point de nouveaux procédés et matériels de fabrication pour des produits alimentaires existants ou nouveaux. Vous serez responsable de vos projets, sur les plans technique et financier, jusqu'au stade semi-industriel. Vous apporterez votre assistance aux unités de production pour le démarrage industriel des installations.

Interlocuteur des services marketing et technique de 7 sociétés en France, votre champ d'activités couvrira une très grande diversité de produits, de process et de matières premières.

Un travail créatif, des problèmes techniques variés, beaucoup de contacts et des moyens importants de recherche. Une opportunité intéressante à saisir. D'autant que ce poste est à pourvoir à Brive dans une région agréable du Sud-Ouest de la France.

***Merci d'adresser votre candidature, sous réf. J 2 M en précisant rémunération actuelle à:* BSN-Gervais Danone, Service Recrutement Cadres - 7, rue de Théhéran - 75008 Paris.**

bsn.gervais danone **bsn.gervais danone . bsn**

HAVAS CONTACT

CENTRALE, MINES, A.M., DÉBUTANTS
DÉCOUVREZ LES CARRIÈRES QUE VOUS OFFRE LE N° 1 DE L'ALIMENTAIRE

LES BRASSERIES KRONENBOURG, GERVAIS DANONE FRANCE, LA SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE BRASSERIES, entreprises leaders sur leurs marchés, vous proposent de participer à leur *développement et vous invitent à rejoindre leurs équipes d'ingénieurs.*

Plusieurs opportunités sont offertes en usine, dans des domaines proches de la production. Des responsabilités concrètes vous seront confiées dès le départ pour vous former aux technologies mises en oeuvre.

Vous profiterez ensuite des perspectives de carrière particulièrement ouvertes et attractives que le **GROUPE BSN** *(21,5 Mds de C.A., 38 700 personnes)* propose, en France et à l'étranger, à des jeunes ingénieurs à fort potentiel.

Vos qualités personnelles de dynamisme, de contact et d'ouverture seront des éléments majeurs de votre *réussite.*

Des réunions d'informations sur ces opportunités auront lieu courant janvier. Pour y participer, merci de nous transmettre très rapidement votre candidature, sous référence R. 1 M, BSN-Gervais Danone, Service Recrutement des Cadres, 7, rue de Téhéran - 75381 PARIS Cedex 08.

bsn.gervais danone **bsn.gervais danone • bsn**

HAVAS CONTACT

jeunes HEC, ESSEC, ESCP le marketing vous attire

LE GROUPE BSN vous invite à rejoindre ses équipes pour y bénéficier:

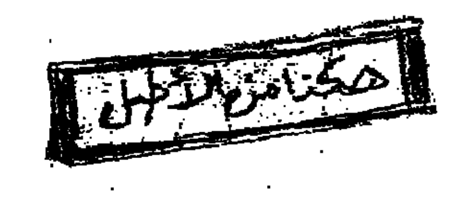
- d'une excellente formation auprès de véritables professionnels;
- *dans des Sociétés Alimentaires Françaises dont les marques* jouissent d'une forte notoriété et occupent les premières places de leurs marchés;
- de responsabilités à la mesure de vos talents;
- d'opportunités d'évolution tant en France qu'à l'international.

Nous proposons plusieurs *postes d'Assistant Chef de Produits à Strasbourg et en Région Lyonnaise.*

Merci d'adresser votre candidature en precisant vos impératifs géographiques éventuels, sous réf. J 4 M à: BSN-Gervais Danone, Service Recrutement Cadres, 7 rue de Téhéran - 75008 PARIS.

bsn.gervais danone **bsn.gervais danone**

HAVAS CONTACT



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

THOMSON-CSF

LE CENTRE ÉLECTRONIQUE DE SARTROUVILLE

situé en Banlieue Nord-Ouest de Paris
recherche

INGÉNIEUR SYSTÈMES ÉLECTRONIQUES

(ESE - ENSEEG - ENSEEIHT...) Réf. 4104 M

Il viendra renforcer une équipe d'ingénieurs et de techniciens chargés de la mise au point d'un matériel radar. Ultérieurement, il suivra la réalisation et les essais en phase finale du système et encadrera une équipe d'une dizaine de techniciens.
Ce poste implique des déplacements fréquents en région parisienne.

INGÉNIEURS PRODUITS

(Grandes écoles d'électronique) Réf. 4266 M

Débutants ou ayant une courte expérience, ils auront la responsabilité technique des essais d'un matériel radar.

INGÉNIEUR BUREAU D'ÉTUDES Réf. 4252 M

Débutant ou ayant quelques années d'expérience de formation ingénieur en électromécanique, il assurera l'interface entre le Bureau d'Études et le Service Technique Concepteur.
Il participera à l'établissement des dossiers de définition.
Il devra répondre aux problèmes qui se posent en cours de fabrication et participera à la mise en place de la CAO.

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

(ENSEA - ISEP - ISEN...)

Débutants ou ayant quelques années d'expérience dans les domaines suivants :

– Études et développement Réf. 4010 M
Il participera à l'étude et à la mise au point d'équipements électroniques professionnels.

– Tests automatiques Réf. 4264 M
Il réalisera les programmes de tests automatiques de cartes et participera à la mise en place de la XAO dans le secteur.

– Circuits électroniques rapides Réf. 4181 M
Il s'intégrera dans une équipe d'ingénieurs et de techniciens chargés des essais des circuits électroniques MF ou hyper.
A terme, il prendra la responsabilité technique et de réalisation d'une ligne de produits du laboratoire.

– Mesures Réf. 4267 M
Il aura la charge de la maintenance et de l'évolution du logiciel du système de mesures des antennes à balayage électronique.
Connaissances souhaitées en hyperfréquence ou en informatique.

Merci d'adresser CV détaillé + prétentions en rappelant la référence du poste souhaité à THOMSON CSF, Service Recrutement, 17, quai Pierre-Brunel 78501 SARTROUVILLE CEDEX.

HAVAS CONTACT

Nous sommes une société française solidement implantée en France et aux U.S.A.
Notre C.A. de 130 MF progresse constamment depuis 16 ans
Nous recherchons pour notre DIVISION ÉLECTRONIQUE

TECHNICIENS SUPERIEURS ELECTRONICIENS

Formation D.U.T., débutants
Pour étude et mise au point en électronique numérique. (Référence 10763 A)

Formation D.U.T. ou B.T.S., 2 à 6 ans d'expérience.
Pour étude et mise au point de processeurs spécialisés à base de microprocesseurs en tranches.
Ces postes nécessitent une solide expérience en électronique numérique et en micro-programmation.
Connaissances système 29 et famille 2900 appréciées. (Référence 10763 B)

Formation D.U.T. ou B.T.S., 1 à 3 ans d'expérience.
Pour intégration et mise au point d'ensembles électroniques faisant largement appel aux microprocesseurs en tranches, électronique numérique, microprogrammation. (Référence 10763 C)

Ces postes offrent à des candidats de valeur des perspectives d'évolution vers des fonctions de coordination d'études ou de coordination technique de projets.

INGENIEUR DE MAINTENANCE

Pour maintenir des matériels d'informatique graphique.
Ce poste nécessite une grande disponibilité en cas d'incidents, le salaire étant en conséquence.
Une très bonne connaissance des tubes cathodiques est nécessaire.
Une formation complémentaire initiale sera fournie, en France et aux Etats-Unis. (Référence 10763 D)

INGENIEUR LOGICIEL DE BASE

Débutant à 2 ans d'expérience.
Pour développer du logiciel de base sur micro et mini-ordinateurs. (Référence 10763 E)

CHEF DE DEPARTEMENT APRES-VENTE

Pour créer et développer l'activité après-vente comprenant : intervention sur site, gestion des rechanges et formation de nos clients.
Ce poste s'adresse à un ingénieur expérimenté, bon gestionnaire, ayant l'expérience de l'après-vente de systèmes informatiques à l'échelle mondiale.
Il offre l'opportunité à un candidat de valeur de prendre à court terme de larges responsabilités.
Connaissance de l'anglais indispensable. (Référence 10763 F)

INGENIEURS LOGICIEL D'APPLICATION

Diplômés grandes écoles, débutants ou première expérience.
Ces postes consistent :
- à analyser des phénomènes physiques en vue de leur simulation
- à réaliser le logiciel de systèmes de simulation : programmation, documentation, intégration, test et recette. (Référence 10763 G)

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

Niveau D.U.T. minimum (mesures physiques, électronique, informatique)
Débutants ou première expérience.
Pour participer à la réalisation de systèmes de simulation. (Référence 10763 H)

TECHNICIEN

Niveau BAC.
Pour travail de saisie sur matériel informatique.
Possibilité d'évolution vers la programmation. (Référence 10763 I)

Lieu de travail : **PARIS-OUEST**

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence correspondante à JEAN RÉGNIER Publicité 39, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

J.R.P.

IMPORTANTE ENTREPRISE TÉLÉCOMMUNICATIONS
Proche banlieue nord-ouest
recherche

INGÉNIEUR DE PRODUCTION

ENSAM, ICAM, HEI, INSA, ECL, IDN
débutant ou quelques années d'expérience pour étude et mise en place de moyens nouveaux de fabrication et de gestion de production.
— Le poste proposé est situé dans un service méthodes montage-câblage.
— De bonnes notions d'informatique sont souhaitées.

Ecr. avec C.V. détaillé, photo et prétent. à IMPACT M.C., 9, rue Arsène Houssaye. 75008 PARIS, qui transmettra.

Dans le cadre d'un contrat de solidarité la Société des Transports Pétroliers par pipeline

Trapil

recherche pour son Siège à PARIS 15ème

INGENIEUR INFORMATICIEN DEBUTANT

120 000 F. an

pour système d'informatique industrielle micro et mini.
Connaissances indispensables :
Assembleur micro - 8 bits - anglais.
Déplacements de courte durée en France et à l'étranger.
Envoyer C.V., photo et disponibilité au Chef du Personnel, 7 et 9 rue des Prêtres Morane 75738 Paris cedex 15.

IMPORTANTE SOCIETE DE LA METALLURGIE
Proche banlieue Nord de Paris
recherche pour son DEPARTEMENT DU PERSONNEL

2 JEUNES CADRES

LE PREMIER *sera chargé au sein du Service* des Ressources Humaines, du recrutement du Personnel Collaborateurs et Cadres.

Il développera les contacts avec les écoles et les diverses sources de recrutement et participera à la mise en place d'une politique de gestion prévisionnelle du personnel.

LE SECOND, *au sein du Service des Relations* Industrielles, assistera le Chef du Service dans les relations avec les partenaires sociaux et prendra progressivement en charge les développement des activités sociales.

Pour ces postes des Etudes Supérieures et une formation spécifique à la fonction Personnel sont souhaitées.

Une première expérience en milieu industriel ainsi qu'une bonne connaissance de l'anglais seront des atouts supplémentaires.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature sous référence 57078 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra - 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

JEUNE DIPLOME ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE OU UNIVERSITAIRE

La comptabilité vous intéresse et vous avez choisi l'option Finance-Comptabilité. L'informatique ne *vous est pas étrangère.*
Au sein des services comptables, nous vous proposons la fonction :

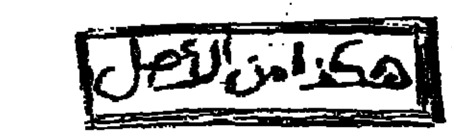
Responsable "Procédures-Organisation"

Vous devrez :
— analyser l'organisation actuelle de nos services afin de détecter le besoin de nouvelles procédures;
— en définir les objectifs et les moyens;
— participer à leur élaboration, rédaction et mise en place définitive;
— analyser et exprimer les besoins à nos correspondants informatiques.

Le développement de notre société (Paris - La Défense), leader dans son domaine, et notre dynamisme permettront à un candidat de valeur d'élargir ses responsabilités.

Envoyer lettre + CV sous référence 50036 à HAVAS CONTACT, 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS.

HAVAS CONTACT





DÉPARTEMENT TRANSMISSION

CIT Alcatel

RECHERCHE :

Pour sa division Composants
Semi-Conducteurs et optoélectroniques

INGÉNIEUR TECHNOLOGIE SEMI-CONDUCTEURS

Réf. MAR/M

Placé à la tête d'une *petite équipe Composants optoélectroniques*, vous vous verrez confier l'organisation du travail de celle-ci et toute la responsabilité sur le plan technologique.

Vous aurez à assurer, à partir des process élaborés par les laboratoires, le développement et la production des échantillons.

Votre formation d'Ingénieur physico-chimiste aura avantageusement trouvé son application *dans le domaine des semi-conducteurs*. Vous y ajouterez une finesse de contact et des capacités de management.

Lieu de travail : Région de Montlhéry, MARCOUSSIS (91).

Pour son activité export

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Réf. COQ/EX

En réponse aux appels d'offres internationaux, vous participerez à l'élaboration de projets techniques et aux négociations avec les clients étrangers dans les domaines suivants :
- *Transmissions numériques* (réseaux à grande distance, multiplexeurs, équipement de lignes).
- Réseaux hertziens (équipements émission/réception à base analogique ou numérique, antennes...)

De formation supérieure en électronique, vous aurez si possible une expérience de plusieurs années d'études, de projets ou encore de réalisations chantiers dans les domaines cités.

Lieu de travail : PARIS.

Pour son activité liaisons sous-marines

INGÉNIEUR D'ÉTUDES

Réf. BRO/ZO

Votre action, appliquée à nos équipements immergés à fibres optiques de haut débit, vous amènera à concevoir et à réaliser des équipements de modulation d'émetteurs laser.

Votre formation d'ingénieur électronicien vous aura doté d'une compétence dans la technique d'utilisation des circuits logiques à haute vitesse ainsi que dans la technique de mesures correspondante.

Anglais lu et parlé, désir et capacité d'encadrer une petite équipe constitueront d'autre part les arguments qui vous permettront de valoriser votre fonction.

Lieu de travail : Région d'Orsay (91).

Pour son activité Télématique

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

Réf. ST/EN

Au sein d'une petite équipe expérimentée, vous participerez à la conception de systèmes de TRANSMISSION DE DONNÉES (modems pour lignes téléphoniques, modems larges bandes, multiplexeurs).

De formation supérieure en électronique, vous aurez des connaissances en matériels et logiciels et si possible une jeune expérience dans les domaines cités.

Lieu de travail : Région d'Orsay (91).

Adresser CV et prétentions en précisant la référence du poste choisi à CIT ALCATEL
Service Recrutement Cadres - 10 bis, rue Louis-Lormand. Boîte Postale 22 -
78320 Le MESNIL-ST-DENIS.

JEUNE RESPONSABLE DU PERSONNEL

REALISEZ-VOUS, DANS UNE EQUIPE, AU SEIN DE NOTRE GROUPE

Vous vous réaliserez...
Nous vous confierons la responsabilité de la gestion du personnel de deux de nos établissements, dans une de nos filiales. Une responsabilité globale, dans un contexte industriel à taille humaine. L'occasion de vous impliquer concrètement, de vous mesurer, d'agir...

Dans notre équipe...
Dans notre fonction la gestion du quotidien est une formation riche et indispensable. Elle éclaire et conditionne l'évolution de nos politiques et méhodes de gestion du personnel. Vous serez étroitement associé à cette évolution, à notre réflexion. Vous vous verrez confier des projets spécifiques.

Dans notre groupe...
Notre groupe, international, est présent en France par de nombreuses activités et possède plusieurs sociétés. C'est pour vous la garantie d'un échange avec d'autres responsables du personnel. À terme votre formation supérieure, votre maîtrise de l'anglais vous ouvriront de réelles et larges possibilités d'évolution au sein de notre groupe.

Le poste est basé à Chartres. Adressez votre candidature à PH. Gombeaud - *Copers* - 1 rue Moncey 75009 Paris, en joignant une photo et en indiquant votre rémunération actuelle.

COPERS

SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE LA DÉFENSE

Nous réalisons des ensembles industriels de très grande dimension, intégrant des développements technologiques avancés. Pour notre Département ÉTUDES, nous recherchons

INGÉNIEURS
CALCUL DE STRUCTURES
(Ponts, Centrale, Mines, Sup'Aéro, ENSTA, AM,...)

intéressés par les domaines suivants :
- calculs de structures : tuyauteries, équipements des circuits auxiliaires et eau vapeur ;
- méthodes de calcul : application des programmes existants ainsi que création et développement de nouveaux programmes ;
- *mécanique de la rupture ;*
- définition et suivi des essais dans le cadre d'actions de R & D.

Ces postes peuvent intéresser des Ingénieurs possédant une expérience de quelques années dans un ou plusieurs de ces domaines, ou de jeunes débutants, désireux de se former à notre produit à partir de cette première expérience.

Merci d'adresser votre dossier complet de candidature, sous référence 50026 à HAVAS CONTACT - 1, place du Palais-Royal - 75001 PARIS, *qui transmettra.*

Assistante du Directeur Général

Notre entreprise d'aménagement et de construction, en forte progression, recherche pour *son Directeur Général la Collaboratrice capable de prendre en charge la multiplicité des tâches* d'une assistante : secrétariat des réunions de Direction, suivi des dossiers, tableaux de bord, organisation des contacts, ...

Par sa maturité, elle doit pouvoir s'imposer dans cette fonction à créer qui demande le sens de l'organisation, des relations à tous niveaux, de l'initiative et des responsabilités.

La candidate souhaitée : 30 ans minimum, est de formation supérieure et peut justifier d'une réelle expérience dans un poste similaire.

La rémunération se situe aux alentours de 110.000 F par an.
Le lieu de travail est en proche banlieue est de PARIS.

Merci d'adresser rapidement votre lettre de candidature accompagnée d'un C.V. et d'une photo sous référence 7201 M à François CORNEVIN

EQUIPES ET ENTREPRISES
33, rue Vivienne 75002 PARIS

MAITRES-D'ŒUVRE DE L'ANNUAIRE ELECTRONIQUE

CAP SOGETI LOGICIEL, filiale de CAP GEMINI SOGETI - première société européenne pour ses prestations intellectuelles en informatique, a toujours été le partenaire privilégié de grandes réalisations informatiques, notamment dans le domaine de la Télématique et des Télécommunications.

Dans le cadre de l'extension de *l'ANNUAIRE ÉLECTRONIQUE*, nous recherchons plusieurs

INGÉNIEURS EN CHEF

INGÉNIEURS III

prêts à investir leurs connaissances et leur expérience pour assurer la coordination d'un projet important.
Ingénieurs confirmés, ils ont développé pendant plusieurs années leurs connaissances en
- *bases de données,*
- langages de haut niveau,
- *protocoles de transmission.*

Une expérience complémentaire sur système MINI 6 serait appréciée.
Nous leur proposons une opportunité concrète de renforcer leur niveau technique d'intervention et d'évoluer vers des responsabilités d'encadrement ou d'expertise.

HAVAS CONTACT



Adressez rapidement votre dossier de candidature à Robert NOELL
CAP SOGETI LOGICIEL 5, rue Louis-Lejeune, 92128 MONTROUGE CEDEX.

INFORMATICIEN A LA CGI
UNE FORMATION — UN MÉTIER
UNE CARRIÈRE

LA COMPAGNIE GÉNÉRALE D'INFORMATIQUE, leader européen du progiciel, recrute, pour renforcer les équipes opérationnelles, des

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES
DÉBUTANTS

A *l'issue d'une formation* de quelques mois aux méthodes, outils et techniques actuels de l'informatique, ils participeront à divers projets d'importance croissante. Leur évolution au sein de la C.G.I. leur permettra ensuite d'assimiler *les progrès techniques dans de nombreux* domaines et d'élargir leur responsabilités.

Quelle que soit votre date de disponibilité, vous pouvez adresser une candidature, accompagnée d'un CV et d'une photo à Mme Jamet
CGI - 84, rue de Grenelle - 75007 Paris.

CGI

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

CORT

Consultants de haut niveau

Filiale d'une des plus importantes sociétés d'ingénierie informatique européenne, équipe volontairement restreinte d'ingénieurs de toutes formations, la CORT se situe parmi les tout premiers cabinets d'Ingénieurs Conseils en France.

Elle a acquis en 40 ans une large réputation de compétence et de sérieux et se voit consultée par les groupes internationaux les plus puissants et les plus performants.

Dans un environnement qui connait de profonds changements, la vocation première de la CORT en effet est d'aider les entreprises à tirer un parti positif de ces changements grâce à sa propre expérience, de les aider à choisir les outils modernes les mieux adaptés à leurs propres structures afin de leur permettre d'atteindre leur plus haut niveau de performance.

C'est pourquoi nous recherchons des

Consultants à fort potentiel,
Ingénieurs grande école, universitaires + ICG, CPA, IAE,...

âgés de 32 ans environ, ayant déjà une expérience de la vie industrielle.

Après une période d'expérience approfondie dans nos domaines d'intervention, essentiellement du secteur industriel, ils se verront confier progressivement l'établissement de diagnostics (analyses et synthèses) engageant une large responsabilité.

Au-delà, ils participeront au développement de la CORT en perfectionnant sa méthodologie, en améliorant le service rendu à ses clients, et en prenant, s'ils en ont le goût, une part active à la promotion commerciale de la société.

Une évolution certaine vers des responsabilités élargies leur est ouverte.

Ils devront faire preuve d'imagination, de créativité, trouver des solutions nouvelles de progrès, être capables d'appréhender une large palette de problèmes et d'établir des synthèses dans des situations comportant des aspects techniques très divers.
Anglais indispensable.

Envoyez CV, lettre manuscrite et prétentions sous référence 2885 à D. Danger Service Recrutement – CORT – 65, avenue Kléber - 75 116 PARIS.

Desseln

INGENIEUR METHODES
E.N.S.A.M. - I.N.S.A. - E.N.I. mécanique

Filiale d'un groupe international de premier plan, notre société recherche un ingénieur méthodes pour l'une de ses unités (1.200 personnes) implantée dans l'Ouest.

Cet homme jouera un rôle essentiel dans l'industrialisation des produits nouveaux, la conception et la mise en place de nouvelles techniques (usinage, traitements thermiques). Il sera l'interlocuteur des Méthodes générales, des Etudes et Recherches et des Services Techniques de production.

Fonction de la qualité de son expérience, le niveau de rémunération est attractif.

Adresser confidentiellement un C.V. sous référence 533/M à A. AUPETIT
CENTRE DE PSYCHOLOGIE DU TRAVAIL
3, Boulevard René Levasseur 72000 LE MANS



LE MANS · ANGERS · LIMOGES

CSRCQ — COFAP

csee
5300 personnes dont 620 cadres

INGENIEURS ENTREPRENEURS ELECTRICITE

CHANTIERS, ingénieur d'AFFAIRES, bureau d'ETUDES, devis EXPORT

• Distribution électricité (réseaux, postes sources HT - THT) • Projets et automatismes industriels • Equipements tertiaires • Installations spécialisées (centrales électrogènes, ensembles de gestion de trafic aérien • Ingénierie de centres de télécommunications militaires.
La diversité des postes à pourvoir permet d'intégrer DES PRATICIENS et DES DEBUTANTS; des tempéraments à prédominance meneur d'hommes, gestionnaire, commercial, technique; des formations type ESE, ENSAM, ENSI, ESME, ESIEE, EEMI et des cadres promus.

Lieu de travail : PARIS (principalement), BORDEAUX, BREST, REIMS, ROUEN, TOULOUSE.

COMPAGNIE de SIGNAUX et d'ENTREPRISES ELECTRIQUES Direction du Personnel
Service Emploi et Développement des Cadres, 17, place Etienne Pernet 75015 Paris

SSCI filiale d'un important groupe de services recherche dans le cadre de son expansion

un ingénieur développement

(ORIENTE GESTION) (réf. 392)

Spécialiste dans son domaine, il prend en charge l'informatisation de PME-PMI à base de micro et mini ordinateurs. Il intervient à la définition des besoins, élabore études et propositions d'équipements ou de logiciels, assure leur implantation. Sa formation de base (ingénieur, Miage...), son expérience de 2 à 3 ans dans un poste similaire et si possible sa connaissance du matériel Intertechnique, le rendent apte à mener des négociations en véritable professionnel de l'informatique et à conseiller une clientèle.

un ingénieur commercial

(réf. 393)

Bon négociateur, il est chargé de développer une clientèle existante et potentielle dans le but de vendre toutes prestations destinées à la mise en place d'équipements informatiques. Véritable gestionnaire, il allie à sa fonction première, celle de la définition des besoins, du choix du matériel et des systèmes de gestion. En contact permanent avec la clientèle qu'il tient informée, il assure le suivi commercial tout au long de la vie de l'équipement. Ce poste s'adresse à un homme de 27 ans environ, qui possède une formation supérieure commerciale et si possible une première expérience de la vente de systèmes informatiques.

un technico-commercial

(réf. 394)

Chargé dans un premier temps de promouvoir des programmes de paie, comptabilité, facturation... tout en assistant les ingénieurs commerciaux dans leur activité de démonstration et, dans un second temps, d'assurer la mise en route du système choisi en liaison avec les utilisateurs. Ce poste s'adresse à un jeune candidat de formation supérieure comptable ou de gestion, désireux de diversifier son expérience et d'élargir son horizon professionnel.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions
en précisant la réf. du poste choisi à INTER PA, BP 508, 75066 PARIS Cédex 02 *qui transmettra.*

THOMSON - BRANDT
Branche Brandt Armements

recrute dès à présent pour sa
DIRECTION DES ÉTUDES ET DU DÉVELOPPEMENT des

INGÉNIEURS DIPLÔMÉS *HF*

ENSTA – ECP – ECL – ESE – ENSERG – ENSAE – ENSAM – ENSMA – ESPCI

Débutants ou première expérience d'application, pour conception, essais, industrialisation dans des nouveaux programmes d'armements.

Diverses possibilités d'évolution de carrière.

Lieu de travail :

Saint-Denis (93) ou La Ferté Saint-Aubin (45)

Ecrire à Monsieur PERRIN, Service du Personnel 52 Champs-Elysées 75008 PARIS.

Analyste organique

Le SERVICE ORGANISATION ET INFORMATIQUE de la S.E.I.T.A. regroupe une soixantaine de personnes et est équipé d'un ordinateur central (2000K) situé à PARIS, et d'un réseau, basé sur TRANSPAC, de plus de 120 mini et micro ordinateurs.
L'analyste qui sera recruté(e) participera à des projets qui mettent en jeu les différents matériels. Dans le cadre d'un travail en équipe, il (elle) contribuera à l'élaboration du cahier des charges des projets et sera responsable de la réalisation des dossiers d'analyse et de l'animation d'une équipe de programmeurs.
Ce poste intéresse un(e) candidat(e) de formation MIAGE ou équivalent, ayant une expérience de plusieurs années, capable de s'adapter à des matériels et à des langages différents. Statut cadre et nombreux avantages garantis. Lieu de travail : PARIS.

La S.E.I.T.A., Société nationale, industrielle et commerciale qui emploie 9000 personnes, réparties en 40 établissements, conduit, dans le cadre d'un plan triennal décidé au plus haut niveau, une politique de développement en informatique et en bureautique.

M.L. GUIOMAR étudiera en toute discrétion votre candidature à envoyer sous réf. 22071/M.
Sélé-CEGOS Tour Chenonceaux 204 Rond-point du Pont de Sèvres 92516 BOULOGNE.

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC — Publival



CISI
COMPAGNIE INTERNATIONALE DE SERVICES EN INFORMATIQUE

Notre réputation dans le domaine de l'informatique *scientifique et technique n'est plus à faire.* Mais nous avons aussi réalisé cette année près *de la moitié de notre chiffre d'affaires en* **INFORMATIQUE DE GESTION**, tant dans ses *aspects traditionnels (gestion administrative et* comptable) que dans des applications nouvelles (aide à la décision, gestion de production, informatique de santé, *produits professionnels...*).

Afin de poursuivre cette progression, nous souhaitons intégrer à l'activité **GESTION APPLIQUEE**, dès le début de 1983 :

DES CHEFS DE PROJET : de formation supérieure, complétée par une expérience informatique de plusieurs années et de solides connaissances en gestion administrative et financière et/ou en gestion du personnel. Ils seront chargés d'animer des équipes d'ingénieurs et de programmeurs sur de grands projets de gestion appliquée. *(réf. CP)*

DES INGENIEURS D'ETUDES : *titulaires d'une MIAGE ou diplômés* d'une Ecole de Gestion, option informatique. Débutants ou possédant une première expérience en analyse/programmation de gestion, de préférence sur système transactionnel. (réf. IE)

DES INGENIEURS METHODES : expérimentés dans la conduite de projets de gestion, doués de qualités de pédagogue, connaissant si possible la méthode d'analyse MERISE. Intégrés à une petite équipe, ils auront en charge le développement et la maintenance de méthodes et d'outils pédagogiques associés, la formation et le monitorat du *personnel et des clients, l'assistance aux clients et le contrôle de projets.* *(réf. IM)*

Ces postes sont à pourvoir en **REGION PARISIENNE** et impliquent quelques déplacements de courte durée en **PROVINCE**.

Ecrivez-nous en joignant un C.V. détaillé et en indiquant vos prétentions à :
CISI, Direction du Personnel, 35 Bd Brune 75680 PARIS Cédex 14



SOCOTEC

Groupe français, leader du contrôle technique (contrôles bâtiments et ouvrages de génie civil, qualité des constructions, de l'environnement, économies d'énergie, contrôles industriels, gestion et assurance de la qualité, sécurité des personnes et formation, etc.) dont la totalité des actions sont détenues par le Personnel.
2 400 personnes dont plus de 900 cadres – CA + 600 MF honoraires – 135 agences en France et à l'étranger (USA, RFA, GB, Moyen-Orient, Afrique).
Dans le cadre du développement de son activité QUALITÉ INFORMATIQUE, SOCOTEC CRÉE à Saint-Quentin-en-Yvelines (20 mn du pont de St-Cloud) le poste :

INGENIEUR CONSULTANT
QUALITE INFORMATIQUE

Il assistera les entreprises clientes lors d'interventions telles que :
- diagnostic, prévention et maîtrise de leur système informatique et de leur fonctionnement ;
- étude critique du plan informatique ;
- contrôle de la cohérence des procédures manuelles et automatiques ;
- avis sur la faisabilité et rentabilité de projet, du cahier des charges et de la réalisation ;
- développement de programme d'assurance de la qualité informatique, y compris la formation des personnes.

Le titulaire de ce poste participera à la création et à l'élaboration de nouveaux produits et à leur lancement.
- possibilité à moyen terme d'aménagement du temps de travail ;
- déplacements de courte durée à prévoir ;
- avantages sociaux importants.

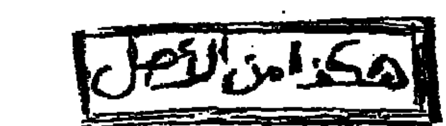
De formation ingénieur, 29 ans minimum, le candidat aura une expérience confirmée de Chef de Projet, de préférence sur matériel IBM (DOS/VSE, MVS, VM) en SSCI et/ou entreprise.

Les candidats retenus seront reçus à Paris le jeudi 27 janvier 1983.

Veuillez téléphoner (233.86.30) ou écrire en indiquant votre salaire actuel, sous réf. LM, à notre conseil Monique LAVRUT ou Richard BÉNATOUIL, GROUPE BBC, 37, boulevard Sébastopol - 75001 Paris.

Discrétion absolue et réponse rapide assurées.

HAVAS CONTACT





MACHINES FRANÇAISES LOURDES

LE NOUVEAU LEADER FRANÇAIS DE LA MACHINE-OUTIL LOURDE

regroupant FOREST-LINE & BERTHIER-ST-ÉTIENNE M.O.

MET EN PLACE LES MOYENS CORRESPONDANT A SON CONTRAT D'ENTREPRISE AVEC L'ÉTAT ET A SES OBJECTIFS (DOUBLEMENT DE SON C.A. DANS LES 5 ANS) ET RECRUTE

PLUSIEURS INGÉNIEURS COMMERCIAUX

- EXPORT (par zône)
- PAR MARCHÉ (monde entier)

RESPONSABLES DES VENTES DANS LEUR ZONE OU LEUR MARCHÉ. ILS SONT LE TRAIT D'UNION MAJEUR ENTRE LES CLIENTS ET L'INTÉRIEUR (B.E. et Sce Technico-Commercial).

POSTES A POURVOIR

MARCHÉS : CHEMINS DE FER
ÉNERGIE
AUTOMOBILE.

Ces 3 Ingénieurs résidant à ST-ÉTIENNE, CAPDENAC (près Figeac) ou à ALBERT (Somme, près Amiens).

ZONES : a) résidence dans la zône (3 postes)
AMÉRIQUE DU SUD
ORIENT
EXTRÊME-ORIENT

b) résidant à ALBERT, ST-ÉTIENNE ou CAPDENAC :

2 ou 3 postes pour zones + rapprochées

INDISPENSABLE

- Formation technique : INGÉNIEUR ou équivalent
- ANGLAIS tout à fait COURANT (+ ESPAGNOL pour l'Amérique du Sud)
- EXPÉRIENCE VENTE & NÉGOCIATIONS A L'EXPORTATION POUR BIENS D'ÉQUIPEMENT LOURD (sinon s'abstenir) DANS UNE ZONE et/ou un MARCHÉ à préciser.

S.C. GARANTIT UNE DISCRÉTION ABSOLUE. Lettre manuscrite, C.V. détaillé, rémunération et photo ss réf. 4977 (préciser région choisie) à



GROUPE DEVANLAY RECOING

ORLY Timwear Exciting LACOSTE

souhaite intégrer à l'échelon du Groupe un

ACHETEUR de haut niveau

Directement rattaché à la Direction des Achats du Groupe, il devra assurer la liaison avec les services décentralisés.

Sa mission sera d'assister le Directeur des Achats dans les fonctions suivantes :

- Définir les politiques d'achat pour certains produits.
- Réunir les informations utiles aux décisions.
- Prospecter les marchés (France et Etranger).
- Négocier et conclure des contrats.
- Intervenir si nécessaire dans l'exécution des contrats.
- Animer, assister, coordonner, contrôler les services Achats décentralisés.
- Représenter le Groupe auprès des fournisseurs.

Ce cadre de haut niveau doit donc avoir :

- Une formation commerciale supérieure.
- Une connaissance du textile au sens large.
- Une expérience des négociations d'achats au plan international.
- La pratique de l'anglais et si possible d'une autre langue.
- Une bonne disponibilité.

La rémunération sera en rapport avec ces exigences.

Résidence à TROYES ou PARIS.

Les candidatures (lettre manuscrite et C.V. sous référence 2168-M) seront examinées avec la discrétion d'usage par

a. et j. ourlin CONSEILS DE DIRECTION
47, AV. ALSACE-LORRAINE
92160 ANTONY

Dans le cadre de sa politique de Développement à l'Etranger
IMPORTANT GROUPE FRANCAIS DU SECTEUR DE L'EAU recherche un

RESPONSABLE DES OPERATIONS INTERNATIONALES

Ce poste conviendrait à un Ingénieur disposant d'une quinzaine d'années d'expérience professionnelle, dont au moins 5 ans à l'étranger ou à l'export en pays anglophones en tant que responsable opérationnel dans une entreprise de B.T.P. ou d'ensemblier clefs en main.

Le poste est à pourvoir à Paris, avec de fréquents déplacements à l'Etranger. Il comporte de larges perspectives de développement de carrière dans l'un des rares secteurs en expansion assurée au cours de la prochaine décennie.

La rémunération pourra être élevée pour une homme de valeur.

Adresser C.V., photo et prétentions s/réf. 56562 à Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris cedex 01 qui transmettra.



BOIS-COLOMBES

DIRECTION PRODUCTION

INGÉNIEUR Service Devis

ref. : 16

Diplômé Grande Ecole, option mécanique. *Jeune ingénieur, mais ayant* quelques années d'expérience

- Encadrer l'équipe chargée d'établir les catalogues pour les différents matériels, ce travail étant effectué par valorisation de la main-d'œuvre interne à partir des gammes, des approvisionnements à partir des indications achats, et le prix du produit étant établi par l'intermédiaire de la nomenclature
- Liaisons fonctionnelles avec le Département Organisation, ainsi qu'avec les Services Informatiques pour l'ensemble du Service Devis

— Compétences en Organisation et Gestion appréciées
— Connaissances en informatique indispensables.
— Effectif à commander : 6 personnes

INGÉNIEUR D'ATELIER

réf. : 17

Diplômé Grande École ayant quelques années d'expérience.
Attaché au Responsable Mécanique Générale
— Dans une première phase, l'intéressé sera attaché au Responsable Mécanique Générale pour une courte période de formation et afin *de faire connaissance avec la Société ; il sera alors chargé de suivre* les rebuts, les aléas, etc
— A terme : prise du commandement d'un ou plusieurs ateliers de fabrication mécanique.
Expérience en mécanique générale
Goût pour les relations humaines

INGÉNIEUR MÉTHODES

réf : 18

Diplômé Grande École ayant quelques années d'expérience
Attaché au Responsable Méthodes-Préparation
— Préparation du travail.
— *Mise au point des fabrications nouvelles*
— Amélioration des fabrications en croisière par réduction des aléas et *des rebuts.*
Anglais indispensable
Expérience en mécanique souhaitée
Responsabilité à terme sur plusieurs techniciens

DIVISION TURBOMACHINES

CHEF DU BUREAU D'ÉTUDES

réf. : 19

SÉRIE ET DÉVELOPPEMENT DES TURBOMACHINES INDUSTRIELLES

INGENIEUR GRANDES ÉCOLES
(type AM - INSA ou assimilés).

Assumer la responsabilité des études technologiques liées
— A l'industrialisation des liasses de définition série des turbines à gaz industrielles
— Aux améliorations de la définition des machines en exploitation.
— Aux développements des turbomachines industrielles.
- Gérer les budgets d'études associés aux tâches précitées
- Assurer les liaisons techniques avec le Bureau des Méthodes Série.
- *Autorité hiérarchique sur un bureau d'Études.*
- Expérience souhaitée de plusieurs années
- Bonnes connaissances en résistance des matériaux, notions d'aérodynamique et de la métallurgie des alliages à haute résistance
- Sens du commandement, esprit d'analyse et de synthèse
- *Anglais lu indispensable.*

INGÉNIEUR DE COORDINATION FABRICATION

ref. : 20

DES TURBOMACHINES INDUSTRIELLES

INGÉNIEUR MÉCANICIEN
(type AM - INSA ou assimilés).

Le titulaire du poste doit assumer.
La coordination des travaux liés à la fabrications et au montage des *prototypes des turbomachines industrielles*
Les liaisons avec l'Unité de Production Série des turbines à gaz industrielles

Expérience de 10 années dans des fonctions similaires.
Bonnes connaissances en particulier dans le domaine des méthodes de fabrication des machines tournantes de haute technologie.
Sens du commandement et du contact humain — esprit d'initiative, d'analyse et de synthèse.
Anglais lu souhaité.

DIRECTION CONTROLE QUALITÉ

INGÉNIEUR DE CONTROLE FABRICATION

réf. : 21

Diplôme Grande École
Rattaché au Responsable du Contrôle

Dans le cadre du Contrôle des fabrications réalisées par l'Usine de Bois-Colombes sur les matériels aéronautiques
- Assurer l'encadrement de 4 Chefs de Groupe
- Ces Chefs de Groupes sont chargés de faire réaliser les contrôles des Ateliers Spécialisés utilisant des matériels électroniques tridimensionnel ou contrôle multicotes, ou des machines spéciales de contrôle d'engrenages
- Suivre les niveaux Qualité des matériels produits dans les ateliers spécialisés
- Suivre la productivité des opérateurs

Connaissance en mécanique fine et si possible en engrenages. Bons contacts humains. Connaissance de l'Anglais. Expérience 5 à 15 ans.



Adresser candidature sous référence correspondante avec C V et photo à la Direction des Relations Sociales. 333. Bureaux de la Colline - 92213 SAINT-CLOUD Cedex.

Un marketing de développement

Voici le décor : *l'univers des produits de grande consommation non-alimentaire - Un groupe français, le premier en* France dans sa spécialité, présent aussi en Europe et aux U.S.A. - Un secteur d'activité aux cibles multiples, aux produits très variés et en renouvellements *fréquents.*
Dans ce décor imaginez une Direction Recherche et Marketing dont l'unique vocation est de penser 1984 -1987.

Le marketing de développement pratiqué recouvre donc : les *études exhaustives des marchés existants, potentiels et* de la concurrence ; la recherche fondamentale de produits ; les choix stratégiques en terme de cibles, concepts, moyens ; la création *effective de produits pour les marchés français et étranger* ; leur définition complète en terme de spécifications, packagings, prix, préconisations de lancements.

Vous pouvez venir renforcer cette *structure* aux *postes de*

Chef de groupe et chef de produits

Si vous avez une formation supérieure, un anglais courant, l'expérience du marketing de produits de grande consommation d'au moins 2 ans pour le second poste, obligatoirement pour le premier poste la pratique du développement à une position de chef de produit senior.
Si vous vous sentez capable, pour vous adapter à ce marché et *ses fonctions, d'une extrême curiosité sans aucune* dispersion, d'un effort de longue haleine autant que d'adaptabilité immédiate, et de travailler beaucoup. Postes en proche banlieue *Nord-Est de Paris et nécessitant des déplacements* fréquents en France et à l'étranger.

Nous remercions les chefs de produits intéressés(ées) de nous écrire sous référence GP 186M en précisant le poste auquel ils sont *candidats* et leur niveau de *rémunération.*

SEFOP 11 Rue des Pyramides, 75001 Paris. — *MEMBRE DE SYNTEC* —

Ingénieurs, participez à notre expansion !

Filiale de l'un des principaux groupes pétroliers français, notre activité s'exerce dans le domaine de la **chimie de spécialité.** Notre **vocation exportatrice** est concrétisée par plus de 50 % de notre chiffre d'affaires réalisé à l'exportation. Nous recherchons

Ingénieur chimiste

Sa mission consistera à effectuer des recherches sur des produits destinés à des applications routières, émulsifiants, dopes d'adhésivité, etc.

Le candidat retenu aura acquis une première expérience industrielle dans ce domaine.

Ce poste est basé à **Paris-19e** (réf. 2293. 1).

Ingénieur technico-commercial

Sa mission consistera à promouvoir la vente en France de produits à base d'extraits d'algues (alginates, carraghénates), et de végétaux (guar, pectine), qui sont utilisés dans les applications alimentaires et industrielles.

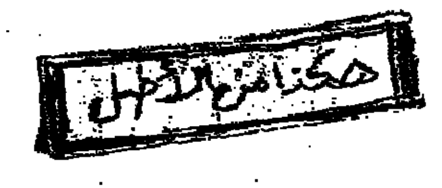
Ingénieur chimiste de formation, il possèdera une **expérience de plusieurs années** dans la vente de produits chimiques.

Une bonne connaissance de la **langue anglaise** sera appréciée.

Ce poste est basé à **Vélizy (78)** (réf. 2293. 2).

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en indiquant sur l'enveloppe la référence du poste choisi à

MEDIA PA. 9, Bd des Italiens 75002 Paris qui transmettra



csee

5300 personnes dont 620 cadres
Centre d'Etudes d'ORSAY (91)
Ingeniérie PLESSIS ROBINSON (92)

INGENIEURS LOGICIEL MINI et MICRO

LOGICIEL D'APPLICATION ET LOGICIEL DE BASE

Analyse, production, test et mise en service client, en très petite équipe au sein du groupe de projet. Fiabilité et sécurité sont primordiales dans les systèmes ferroviaires.

Les activités télématique et téléphonie privée se développent également!

INGENIEURS SYSTEMES MINI et MICRO

SYSTEME INFORMATIQUE A CARACTERE SECURITAIRE

Analyse, prise en charge de l'établissement des spécifications, rôle de chef de projet selon tempérament et expérience.

GENERALISTE Grandes Ecoles avec complement LAAS, IMAG, LAM...

MAITRE D'ŒUVRE SYSTEMES MINI et MICRO

AUTOMATISMES A BASE DE MATERIELS INFORMATIQUES

Définition de l'architecture, coordination de la réalisation, définition de logiciels standardisés et modulaires à partir de la variété des problèmes susceptibles d'être posés et supervision de leur réalisation.
Forte personnalité s'imposant en douceur.

INGENIEURS ETUDE ELECTRONIQUE

CHAINES ASSERVIES, ELECTRONIQUE RAPIDE, MICROPROCESSEURS

Au sein d'une petite équipe, de l'avant-projet à la mise au point sur site, en relation avec le groupe de projet, le client, les fournisseurs et l'usine.
Deux des postes développent des EQUIPEMENTS MILITAIRES.
Formation type ESE et ENSI avec première expérience ou débutants passionnés de technique.

JEUNE CHEF DE PROJET TELECOMMUNICATIONS MILITAIRES

RADIOELECTRICITE, TELEPHONIE, MULTIPLEXAGE, TRANS. DONNEES

Définition des équipements, de leur compatibilité, de leurs conditions et limitations d'emploi, supervision technique de la réalisation (sous traitée), mise en service, documentation client.
Débutant possible si connaissances certaines et goûts affirmés.

ENSAM ETUDE ELECTROMECANIQUE

SYSTEME comprenant ELECTROMECANIQUE, ELECTRONIQUE, LOGICIEL

Conception et développement des sous ensembles électromécaniques du système. Relations internes fréquentes avec différents services d'études et l'usine de production. Relations clients avec quelques déplacements courts France et Etranger. Dynamisme et efficacité des contacts avec d'autres spécialités.

COMPAGNIE DE SIGNAUX ET D'ENTREPRISES ELECTRIQUES Service Emploi et Développement des Cadres 17 place Etienne Pernet 75015 Paris

---

ENTREPRISE NATIONALE DE BATIMENT
région Sud de Paris

recherche urgent

INGÉNIEUR DE TRAVAUX

10 ans expérience tous corps d'état

ou

DIRECTEUR DE TRAVAUX

Pour direction d'importants chantiers Région Parisienne

Age : 35 ans minimum

Ecrire avec C.V., prétentions et photo sous réf. 52945 M à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Lebel 94307 VINCENNES CEDEX - Q.T.

---

codec una

recherche pour son service Études (20 personnes) équipé IBM 4341 (OS/VS et MVS, CICS, DL1, PL1) et 16 CII-HB mini 6 (COBOL)

ANALYSTE

Formation Ingénieur ou MIAGE.
Expérience souhaitée.
Poste à pourvoir à LONGJUMEAU.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V., photo et prétentions à CODEC UNA, Service GPC, B.P. E 122, 91167 LONGJUMEAU CEDEX.

Alain Chignès

Relations publiques...

Notre société (1000 p - 740 MF) est la filiale française d'un groupe *pharmaceutique international*. Elle recherche un(e) Chargé(e) de Relations Publiques pour appuyer et prolonger le rôle représentatif *de la Présidence*.

La fonction à pourvoir concerne donc l'image globale de l'entreprise à la fois dans l'environnement économique et industriel général et dans son contexte professionnel spécifique ; la presse non spécialisée, les pouvoirs publics, les institutions fédératives et professionnelles constitueront les principaux domaines d'intervention.

Une première expérience de ces différents contextes relationnels enrichirait une formation supérieure impérative ; des compétences rédactionnelles, des qualités personnelles de contact, une large disponibilité et une bonne connaissance de l'anglais sont nécessaires à la fonction.

Adressez lettre manuscrite + CV + coordonnées téléphoniques + prétentions sous réf. RP au

CNPG CONSEIL EN RECRUTEMENT 105 av. Victor Hugo 75116 Paris

CSNCR — Dessein

Contrôle de gestion puis,...

Spécialisée dans le transport, notre Société (CA : 70 MF, 100 p) est située en proche banlieue Nord.

Notre Directeur Général recherche son «second» pour lui confier dans un premier temps la mise au point des procédures de contrôle de gestion et leur exploitation.

Conçue comme une mission très opérationnelle, cette première étape *permettra au nouveau collaborateur d'intégrer* tous les rouages de l'entreprise, d'être étroitement associé aux décisions et d'évoluer ensuite vers *une fonction de Secrétariat Général* regroupant finances-comptabilité, administration et Personnel.

Une double formation finances/comptabilité et juridique et une première expérience réussie sont indispensables pour envisager une collaboration autour de 180 000 F/an.

Adressez lettre manuscrite + CV + coordonnées tél sous réf CGP au ....

CNPG CONSEIL EN RECRUTEMENT 105 av. Victor Hugo 75116 Paris

CSNCR — Dessein

CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE

recherche
Pour sa Direction Informatique à St-Quentin en Yvelines (78)

Responsable de Gestion et normalisation de données réf. D 1

Animateur d'une équipe, il définira et mettra en oeuvre la politique de **gestion des données**.
A ce titre il participera à l'élaboration du **Schéma Directeur** des systèmes d'information et coordonnera les travaux de **normalisation** du Crédit Agricole.

Ce poste exige une formation supérieure, une large expérience en informatique et une habitude des contacts à haut niveau.

Ingénieur Informaticien réf. D 2

pour participer à la realisation du logiciel du nouveau système de messagerie électronique du Crédit Agricole et à la mise en oeuvre de ce système.
Ce poste conviendrait à un ingénieur en informatique (option systèmes), 3 à 5 ans d'expérience, possédant une très bonne connaissance pratique de la *programmation système sur mini-ordinateur DEC (PDP 11, VAX...)*.
La connaissance des langages évolués de type PASCAL ou C serait appréciée.

Ingénieur Système réf. D 3

possédant 3 à 5 ans d'expérience en logiciels de base IBM... MVS, systèmes de temps partage ou transactionnel, VTAM, etc ..
pour assurer l'étude, l'optimisation et l'évolution de systèmes conversationnels supportant des fonctionnalités d'infocentre (VSPC, VSAPL ...).
Ce poste conviendrait à un ingénieur grande école, université ou équivalent intéressé par une entreprise dynamique utilisant des technologies avancées, en particulier en informatique de décision

Adresser CV, photo salaire et prétentions en précisant
la référence du poste à **CNCA Gestion des Personnes**
75710 Paris Brune

Bari Tournay

L'activité de notre société (eff. 800 - 500 MF, 20 implantations en province) filiale d'un Groupe français à vocation internationale, est axée sur la

GESTION DE L'ENERGIE.

Pour assurer notre développement, nous nous diversifions dans tous les domaines concernant les économies d'énergie, les énergies nouvelles et de substitution.

Nous recherchons pour PARIS un

INGENIEUR D'AFFAIRES

Le poste s'adresse à un ingénieur grande école : *X, ECP, Mines... âgé de 30 ans environ*, ayant acquis une réelle expérience de la négociation et de *la réalisation de projets industriels importants*.

Après une brève période d'initiation à nos techniques, il prendra la responsabilité de mener à bien plusieurs de nos projets (quelques dizaines de millions de francs) : négociation commerciale, montage financier, suivi de la réalisation.

Envoyer CV, lettre manuscrite et prétentions sous référence 4316 à l'agence DESSEIN, 69, rue de Provence - 75009 PARIS, qui transmettra.

Dessein

Groupe **PREMAMAN** filiale de **LA REDOUTE** recrute
pour faire face à son développement

DIRECTEUR DES VENTES
CONFECTION FEMININE

Mission :
- travailler avec nos acheteuses à l'amélioration des assortiments,
- rechercher les emplacements pour les succursales,
- recruter des franchisés,
- superviser le recrutement et participer à la formation du personnel de vente,
- animer les succursales sur le plan commercial, gestion et personnel,
- déterminer la présentation de la marchandise en veillant à la clarté de l'offre,
- *superviser l'aménagement des nouveaux points de vente.*

Profil :
- minimum 30 ans,
- expérience indispensable de plusieurs années dans la confection féminine, la direction de points de vente, la constitution de réseaux de succursales ou de franchisés,
- excellent contact humain,
- *très bonne présentation.*

Lieu de travail : **PARIS** fréquents déplacements à prévoir.

CHEF DES VENTES
SPECIALISE DANS LA CHAUSSURE.

Mission :
- superviser le recrutement et participer à la formation du personnel de vente,
- *animer les succursales sur le plan commercial, gestion et personnel,*
- donner des directives sur la présentation des produits sur le lieu de vente,
- faire remonter les informations en provenance des succursales vers le Siège et les bureaux d'Achats.

Lieu de travail : **Banlieue Sud de PARIS,**
nombreux déplacements à prévoir.

CHEF COMPTABLE

titulaire du DECS complet.

Il faut avoir une expérience de quelques années en comptabilité générale dans une Société travaillant *sur matériel informatique*.
Lieu de travail : **Banlieue Sud de PARIS.**

Possibilités de promotion pour candidats de valeur.

Envoyer C.V., lettre *manuscrite*, photo et prétentions à **PREMAMAN 20, Bld Poissonnière 75009 PARIS.**

Groupe Thomson

recherche

Chef du personnel
Formation supérieure

Pour un établissement industriel de la banlieue parisienne (banlieue Nord, desservie par le métro) dont les effectifs - 200 personnes environ - sont composés pour l'essentiel d'ingénieurs et de techniciens de haute compétence. Il aura la maîtrise de l'ensemble des aspects de la fonction dans sa conception large.

Adressez dossier de candidature complet sous ref. 1303 à

SVP RESSOURCES HUMAINES
7, rue de Logelbach, 75017 Paris.

Jeunes analystes à potentiel
(2 à 3 ans d'expérience)

Après une formation supérieure, vous avez choisi de vous orienter vers l'informatique et vous avez intégré soit une SSCI soit une Entreprise.
Depuis 2 ans ou un peu plus, vous êtes analyste et aujourd'hui, vous vous posez le problème de votre évolution.
Peut-être sommes-nous en mesure de vous proposer une opportunité intéressante ?
Notre société (effectif 4 000 personnes) est filiale d'un très important groupe anglo-saxon, leader dans son domaine (biens d'équipements).
Plus de 2% de notre C.A. est consacré à nos investissements informatiques
Employant 140 personnes (moyenne d'âge 30 ans) notre Direction des Systèmes d'Information s'appuie sur un environnement technique particulièrement riche (IBM 370/158 et 370/168, PDP 11/70, mini 6, réseau télétraitement)
Analyste, vous aurez la responsabilité du développement de projets, et progressivement, vous serez amené à encadrer une petite équipe
A court terme (environ 2 ans), votre succès dans la fonction vous permettra d'évoluer dans une structure très ouverte, soucieuse d'optimiser son potentiel humain. Une orientation Chef de Projets ou Système est tout aussi concevable qu'une orientation organisation ou Comptabilité
Poste à pourvoir **proche banlieue Nord Est.**

Yves KERNEVEZ étudiera confidentiellement votre dossier que vous lui ferez parvenir sous réf. **M 143** .

KM — Mutte, Kernevez & Ass. s.c.m
27, rue du Général Foy 75008 PARIS

Bari Tournay

Quartier IENA

SOCIÉTÉ IMMOBILIERE
liée à un groupe financier d'importance nationale, recherche

Responsable Gestion Personnel et Paye

100 salariés - Bonnes connaissances *comptables et législation sociale.*

Lieu de travail PARIS.

Ecrire avec CV + photo + prétentions et date de disponibilité (impérative) à No 24549 - COFAP - 40, rue de Chabrol 75010 PARIS, qui transmettra.

RESPONSABLE PRODUCTION

Notre société, rattachée à un groupe français important, est leader dans le domaine des installations électriques industrialisées (effectif : 260; C.A. : 90 M). Nous avons besoin d'hommes à fort potentiel pour poursuivre notre expansion.

L'ingénieur recherché pourra s'intégrer rapidement à l'équipe de direction et deviendra le responsable d'un département.

Nous voulons lui confier, dans un premier temps, la fabrication, les méthodes, le planning.

Vous êtes *diplômé AM, ECAM, ICAM, ESME, ENSI* et, au cours de vos premières années d'entreprise, vous avez acquis une expérience de responsable de production. Vous vous êtes trouvé confronté aux préoccupations quotidiennes d'une PME, vous savez animer, conduire des hommes, aller "sur le terrain".

Nous veillons à la qualité de nos produits, mais nous avons toujours présente à l'esprit la notion de services que nous devons rendre à nos clients, c'est pourquoi le savoir-faire commercial fait également partie des qualités requises pour réussir dans ce poste.

Le poste est à pourvoir en très proche banlieue parisienne nord.



Paris - Lille - Strasbourg

Merci d'adresser C.V. avec photo et prétentions sous la référence 2885 M à Danielle Jalbert.

65, avenue Kléber 75116 PARIS.

MEMBRE DE SYNTEC





OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

GROUPE BANCAIRE
recherche dans le cadre de son développement,
pour son Siège situé à NANTERRE (préfecture)

inspecteurs de banque

VOUS AVEZ :
- ITB ou formation supérieure économique,
- 5 à 10 *ans expérience bancaire (3 ans minimum en inspection)*

VOUS SEREZ :
Inspecteur dans un groupe diversifié offrant des opportunités d'évolution en exploitation (réseau).

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions à :
N. 2661 - PUBLICITÉS RÉUNIES - 112, Bd Voltaire
75011 PARIS qui transmettra.

SOCIÉTÉ DE FABRICATION **ARTICLES DE BUREAU**
(Mécanique, petite et moyenne série)
LEADER DANS SON DOMAINE
PARIS EST **300 PERSONNES**
recherche

ACHETEUR CONFIRMÉ

MÉTHODIQUE et ACCROCHEUR

- Pour prise en main service approvisionnement et magasin.
- Connaissances en usinage, découpage injection plastique, sous-traitance.
- Goût pour l'informatique.

Adresser C.V. et prétentions sous réf. 52946 M à BLEU Publicité
17, rue du Dr Lebel, 94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra

GROUPE



VALORISER UNE PREMIÈRE EXPÉRIENCE EN INFORMATIQUE

SG2 (3.500 personnes - CA 900 millions de francs) poursuit une rapide évolution de ses activités, dans tous les domaines de l'informatique :
conception et réalisation "clé en main" de systèmes informatiques (Gestion - Industrie - Informatique scientifique), conseil de direction, automatismes, assistance-systèmes.
Pour renforcer nos équipes opérationnelles, nous souhaitons recruter de jeunes

DIPLÔMÉS D'ÉTUDES SUPÉRIEURES

Écoles d'Ingénieurs ou Universités

désireux d'enrichir un premier acquis professionnel en bénéficiant d'une formation complémentaire plus particulièrement adaptée à la spécialisation qu'ils souhaitent donner à leur carrière d'informaticien.

En nous apportant leurs compétences, ils trouveront, au sein des équipes opérationnelles, des atouts majeurs pour rester constamment à la pointe du progrès technique, en élargissant leurs responsabilités et en assurant à leur carrière de réelles perspectives d'évolution.

HAVAS CONTACT

Un dossier complet de candidature est à adresser, sous référence PHT/1/83 à SG2 - 12/14, avenue Vion-Whitcomb - 75016 PARIS.

Jeunes diplômés

HEC, ESSEC, ESCP, ESCAE, IEP.

Hewlett-Packard France, 3e société française exportatrice de mini-informatique et leader mondial de l'instrumentation de mesure électronique avec un chiffre d'affaires de 2 milliards de francs, étoffe ses services administratifs et financiers afin de poursuivre sa croissance (40% d'augmentation du C.A. en moyenne ces dernières années) et sa décentralisation (23 bureaux en France).

Assistant financement des ventes

Evry (réf. 015)

Vous assisterez et conseillerez les ingénieurs de vente sur le type de financement à proposer en clientèle.
Dans ce cadre, vous serez chargé de l'établissement du diagnostic commercial et financier des clients, afin de proposer la solution optimale la mieux adaptée.

Vous assurerez également la promotion de nos solutions financières auprès de notre clientèle.

Analyste de crédit et de recouvrement

Evry (réf. 016)

Vous êtes débutant ou peut-être avez-vous déjà une première expérience de l'analyse de crédit. Votre intérêt pour le domaine financier, ainsi que votre goût pour les contacts commerciaux vous permettront de prendre en main au sein d'une petite équipe :
— la responsabilité complète de la gestion d'un portefeuille clients,
— l'analyse des risques potentiels et les propositions de solutions optimales.

Pour ces 2 types de postes largement évolutifs, la connaissance de l'anglais est indispensable.

Les dossiers de candidature comprenant une lettre manuscrite, *un C.V., une photo, et prétentions sont à envoyer en précisant* la référence du poste choisi à Didier Gabin.
Hewlett-Packard France. Service recrutement. 91947 Les Ulis Cedex.



HEWLETT PACKARD

média-system



UN LEADER MONDIAL DE L'INGENIERIE INFORMATIQUE ET TELECOMMUNICATION.
Maître d'œuvre et fournisseur de
- TRANSPAC.
- RESEAUX PUBLICS : AUSTRALIE, BRESIL, LUXEMBOURG
- RESEAUX PRIVES : CHASE MANHATTAN BANK, AGENCE SPATIALE EUROPEENNE
- GRANDS SYSTEMES : EDF, PTT, SNCF.

SESA *renforce ses activités aéronautiques et spatiales.* Différents postes sont à pourvoir à court et moyen terme en

GRANDE BANLIEUE PARIS ET A TOULOUSE.

1. INGÉNIEURS TRÈS EXPÉRIMENTÉS

en systèmes informatiques temps réel,

profil gestionnaire d'affaires et d'encadrement d'équipes. Goût pour contacts commerciaux.

2. INGÉNIEURS

2 à 5 ans d'expérience, connaissant VAX.

Pratique de l'anglais pour l'un des postes qui peut nécessiter un séjour de *plusieurs mois en Angleterre.*

3. INGÉNIEURS DÉBUTANTS.

Analystes programmeurs expérimentés.

(Pratique du MINI 6 indispensable pour l'un des postes, connaissance SOLAR, PDP 11 et SEL 32 appréciées.)

Ecrire ou prendre contact avec Monsieur Berthomieu à SESA – 20, chemin de la Cépière – 31081 Toulouse Cedex. Tél. (61) 41.06.93 – 44.39.39.

GROUPE FINANCIER PARIS
recherche

CADRES COMMERCIAUX

POUR FINANCEMENTS AUTOMOBILES

Profil :
- Jeunes diplômés enseignement supérieur ou école de commerce.
- Ayant réussi une première expérience dans la vente de produits ou services.
- Postes à pourvoir sur toute la France.

Ecrire avec C.V. et photo sous réf. 52090 M à BLEU Publicité
17, rue du Docteur Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX - Q.T.

Chef Comptable

L'expert Comptable d'une importante société de négoce implantée à Rungis recherche CHEF COMPTABLE possédant le DECS ou une formation équivalente mais sûre.

Le candidat devra avoir un minimum de 5 ans d'expérience dans la fonction. Ce poste est réservé à une personnalité dynamique.

Envoyer C.V, photo et prétentions à GESCO S.A. 27, rue Jean Jacques Rousseau 75001 PARIS

Jeune Société d'Engineering et de Production
recherche

JURISTE D'ENTREPRISE

principalement chargé :
- des procédures juridiques des Sociétés (Conseils d'Administration, *Assemblées Générales, etc...*
- des services généraux, (Assurances, Baux),
- *des contrats (engineering, travail, publicité).*
- des montages juridiques de dossiers,
- *du contentieux.*

Nous souhaitons :
Un candidat de 30 ans environ, titulaire d'au minimum une maîtrise de droit et ayant au moins 5 ans d'expérience de *Juriste en P.M.I.*
Adresser C.V. détaillé, en précisant votre rémunération actuelle, *sous référence GA 212 M à :*

EGS CARRIERES
19, rue de la Paix - 75002 PARIS

Contrôle de gestion

Cette Société de 1000 personnes est en très fort développement dans le domaine de la télématique. Son C.A. (360 millions en 1981) progresse de 30% par an.

Pour renforcer l'équipe du contrôle de gestion, elle recherche un jeune professionnel, de formation supérieure et possédant au moins 3 ans d'expérience opérationnelle du contrôle de gestion.

Il prendra en charge le suivi et le contrôle d'un ou plusieurs centres de profits, départements ou filiales.

Evoluant... se situant dans le contexte d'une société en forte croissance dans laquelle les structures évoluent rapidement, de réelles capacités d'adaptation et de relations humaines sont demandées.

Une fiche d'information sera envoyée à tous les candidats présélectionnés.

Env. lettre manusc. + CV + photo sous référence 245
17, rue La Boétie - 75008 PARIS.
Membre de Syntec

Soderhu

Duquesne Purina s.a.

Filiale du nº 1 mondial en *Aliments du Bétail* propose à deux

jeunes cadres de gestion

*des postes de responsabilités comme Conseil*lers de Gestion. Après une formation de quelques mois, ils auront pour mission, sur une Région, d'assister les concessionnaires de la Marque en Gestion Financière, et d'assurer le *suivi des Crédits Clients.*
Ces postes conviennent à des candidats de 27 ans minimum de formation E.S.C. ou équivalent, avec une expérience de l'ordre de 2 à 3 ans.
Affectation géographique à *définir ultérieurement.*

Merci d'écrire avec C.V. et photo sous réf. K 168 à
PAJ Conseil
2, rue des Dardanelles
75017 Paris

paj CONSEIL EN RECRUTEMENT

Societé en expansion, recherche

jeunes ingénieurs chimistes ou génie chimique

. Ingénieur procédé, ayant de préférence expérience *dans le domaine du traitement de surface.*

. Ingénieurs d'affaires, ayant de préférence expérience nucléaire (retraitement ou centrales) dans l'un des domaines suivants : conception - réalisation - essais - installations chaudes - déchets - assainissement.)

Merci de prendre rendez-vous en téléphonant au :
928.01.73 poste 361

Organisation et Publicité

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS



SOCIETE ANONYME DE TELECOMMUNICATIONS
recherche

. pour ses **LABORATOIRES DE PARIS**

INGENIEURS DEBUTANTS

attirés par les techniques de **TRAITEMENT DU SIGNAL**, pour étude et développement d'équipements de transmission d'informations numériques rapides par faisceau hertzien. (Réf. I1)

. pour son **DEPARTEMENT INGENIERIE INTERNATIONAL**

JEUNE INGENIEUR

ENST *ou* ESE, *quelques années d'expérience en* **COMMUTATION TELEPHONIQUE.**
Cet Ingénieur sera chargé de l'etablissement des projets de centraux téléphoniques destinés à **l'exportation** et de leur intégration éventuelle dans les réseaux de télécommunications.
Il sera appelé à se déplacer à l'etranger pour les contacts techniques avec les clients, nécessaires à l'établissement des projets et contrats et pour le suivi du déroulement technique des affaires.
Anglais *lu et parlé indispensable.* (Réf. I2)

Envoyer C.V. et prétentions en précisant la référence du poste choisi à :
SAT - Service Central du Personnel - 41, rue Cantagrel - 75624 PARIS CEDEX 13

Organisation et Publicité



150 000 + +

Intégrés à notre Direction Commerciale (basée à Paris Est), de formation «électricité», *les hommes que nous recherchons* ont une expérience réussie de 3 à 5 ans dans la vente sur devis d'équipements électriques industriels.

Habitués aux contacts du tertiaire, il seront capables de traiter, à haut niveau, des affaires de l'ordre du million de francs.

Nous leur offrons une rémunération d'excellent niveau et de *nombreux avantages.*

Nous vous remercions d'adresser votre lettre de candidature manuscrite, C.V. et photo, sous réf. n° 40101 à notre conseil qui *vous garantit une entière* discrétion.

Staff Consultants
91, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris.
STRASBOURG PARIS LYON NEW-YORK

média-system

Filiale Société Américaine Informatique
recherche

SON CHEF DU SERVICE FINANCIER
210.000 F/AN.

PROFIL : 30-35 ANS - GRADE DE BANQUE ou ESSEC ou équivalent. Imaginatif et homme de rigueur - Dynamique. Le poste sera confié à un *homme maîtrisant les techniques d'analyse financière pour les avoir pratiquées* quelque années.
Expérience des établissements financiers, sociétés de crédit-bail, et des locations financières.
Anglais indispensable.

FONCTION : Gestion des contrats avec une clientèle de haut standing. Appréciation et suivi des risques commerciaux. Elaboration d'instruments de gestion prévisionnelle. Définition des plans de financement et des budgets de *trésorerie. Trouver de nouvelles sources de financement et* négocier avec les banques les conditions de leurs concours. Fonctions classiques de crédit-recouvrement.
Lieu de travail, proche banlieue Sud Ouest.

Merci d'adresser C.V. manuscrit + photo s/réf. 2212 à
PIERRE LICHAU S.A., BP 220, 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

Groupe de services PARIS-8e recherche

JURISTE D'ENTREPRISE

spécialisé en droit du travail. Il sera l'interlocuteur direct de nos agences de Paris et de Province pour tous les problèmes juridiques ressortissant à ce domaine.
Ce poste nécessite une solide pratique de 4 ans min. acquise en entreprise ou dans un cabinet de conseil, ainsi que de réelles aptitudes aux relations *humaines et à la négociation.* De courts déplacements en France sont à prévoir. Merci d'adr. lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et *prét. s/réf.* 399 à *INTER PA.* B.P. 508, 75066 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

ORGANISME CULTUREL

recherche pour chaque département

UN CHARGÉ DE MISSIONS

Ces postes s'adressent à des H. ou F., même retraités, disposant de quelques heures par semaine. Bénéficiant d'une bonne *introduction auprès des collectivités* locales et fortement motivés par la création artistique.
Statut indépendant avec indemnités de fonction.

Adresser C.V. détaillé + photo sous n° T 037.688 M, REGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur, Paris 2e.

INGÉNIEUR débutant disponible immédiat. Chimie. Env. C.V. à M. MARTINON Ecole des Mines, 35, r. St-Honoré, 77305 Fontainebleau

---

L'AGENCE FRANCAISE POUR LA *MAITRISE DE L'ENERGIE* (A.F.M.E.)
recherche

2 INGENIEURS

(Référence 2792 A)

pour la responsabilité de l'aide et de l'incitation à l'innovation pour la maîtrise de l'énergie dans les procédés industriels et dans les équipements énergétiques destinés à l'industrie.

5 à 10 ans d'expérience

Solides connaissances scientifiques générales et du tissu industriel français. Compétences particulières souhaitées dans un ou plusieurs des domaines suivants : Thermique, Régulation, Automatismes, Micro-informatique, *Economie d'entreprise, Ingénierie des procédés*, Chimie lourde, Génie chimique.

pour son Service BIOMASSE

2 INGENIEURS

— **UN INGENIEUR DE PRODUCTION** *(Référence 2792 B)*
ayant occupé une fonction technico-commerciale au sein d'un groupe de biens d'équipement.

— **UN INGENIEUR COMMERCIAL ou ECONOMISTE** *(Référence 2792 C)*
pouvant justifier d'une fonction similaire, soit dans une société de production de biens d'équipement ou de consultants *industriels internationaux, soit ayant exercé une fonction d'analyste industriel dans une banque* d'affaires.

Pour ces deux postes 10 ans d'expérience du monde industriel.
Pratique de l'approche des marchés français et étrangers.
Bonnes connaissances financières de base.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions, en précisant la référence du poste choisi à :
A.F.M.E. Secrétariat *Général - 27 rue Louis Vicat - 75015 PARIS.*

pmp

CGEE ALSTHOM
EQUIPEMENTS ET ENTREPRISES ELECTRIQUES

recherche pour son Siège Parisien un

INGENIEUR

Pour le Département Marketing de son activité

régulation, automatismes et contrôle - commande

des processus industriels

Il sera chargé de l'analyse de la demande et de l'offre sur ce marché et participera à l'élaboration des *cahiers des charges* pour les *gammes* futures de produits/systèmes du Groupe.

Il est ingénieur électronicien Grande Ecole, ayant acquis 5 à 10 ans d'expérience chez un constructeur et utilisant l'Anglais couramment.

Applications industrielles des *micro-processeurs*, *logiciels/temps* réel, systèmes de communication lui sont familiers. .

Envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions sous référence 57161
à Contesse Publicité - 20, av. de l'Opéra
75040 *Paris cedex 01, qui transmettra.*

Constructeur de logements sociaux, filiale d'un important C.I.L., recherche un **Cadre expérimenté** *pour Paris.*

Responsable de programmes

Envoyer C.V., prétentions, photo et disponibilité en précisant sur l'enveloppe la référence 2296/LM à

MEDIA PA
9, Bd des Italiens, 75002 Paris
qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)

MEDIA PA

TRESORERIE / FINANCES
150/190.000 F an

Une entreprise de travaux publics spécialisés, leader dans sa branche, étend ses activités et souhaite s'adjoindre un cadre financier orienté vers les problèmes de trésorerie.

Disposant de 3 à 5 ans d'expérience en entreprise, il se verra confier :
- la gestion de la trésorerie du Groupe et l'établissement des plans de prévision à court et moyen terme
- le contrôle et la coordination des trésoreries d'une douzaine de filiales en France et d'opérations de chantier à l'étranger
- des relations avec les banques
- la prise en charge de divers problèmes d'ordre financier, fiscal et administratif.

Ce poste d'avenir pour un candidat de valeur est situé dans l'Ouest des Yvelines (78).

Adresser votre CV sous la référence ZM 1002 aux consultants de GFC chargés de cette recherche.
Discrétion absolue et réponse assurée.

350, rue de Vaugirard 75015 Paris

GFC

INGENIEUR



L'Etablissement AMX-APX est chargé au sein du G.I.A.T (groupement industriel des armements terrestres) de *l'étude et de la maîtrise d'œuvre de systèmes d'armes* complexes.

Au sein du Département Automatique, vous serezchargé de la définition de systèmes.

CONCEVOIR - ANALYSER - ORGANISER

CONCEVOIR : c'est assurer la définition fonctionnelle des systèmes.

ANALYSER : les différents problèmes en s'intégrant aux équipes techniques du Département.

ORGANISER : c'est participer à la gestion technique, en liaison avec les *autres départements et avec les sous-traitants.*

Un poste complet donc pour un jeune ingénieur ouvert et créatif dont la formation (écoles ou universitaire) n'est pas nécessairement celle d'un électronicien mais qui aurait un intérêt marqué pour le domaine considéré.

Envoyer lettre, C.V., photo et prétentions à
l'Etablissement **AMX-APX** - Service Personnel
Route de la Minière SATORY RP 1342 -
78013 VERSAILLES Cédex.

Organisme National à caractère industriel et commercial
recherche

INGENIEUR

pour son Département Mécanique et Essais d'Equipement

Ce collaborateur de formation ENSAM, ENSM ou équivalent sera responsable :
— des essais de caractérisation de matériaux ou de matériels
— des études de méthodes d'essai et de recherches appliquées
— de la promotion de son activité auprès des donneurs d'ordre
— de la représentation de l'organisme auprès des instances de normalisation.

Quelques années d'expérience en résistance des matériaux seront appréciées.

Cabinet Leconte

Envoyer lettre manuscrite avec C.V., 4, rue Amiral Courbet 75116 PARIS, sous référence 57172

Opérateurs
Gérants obligataires

Importante Banque, nous cherchons à pourvoir plusieurs postes au sein de notre **Direction Financière : des Opérateurs sur le marché primaire et secondaire** et des ***Gérants obligataires.***

Nous souhaiterions rencontrer des candidats diplômés **d'études supérieures** et/ou bénéficiant d'une **formation actuariat finances.** Une expérience de 2 à 5 ans serait appréciée.

Les candidatures de débutants motivés pour ce type de fonction seront examinées. De réelles perspectives d'évolution sont possibles.

Envoyer C.V., lettre *manuscrite* et *prétentions* à *Direction des Carrières* - B.P. 704.08 - 75361 PARIS CEDEX 08, en précisant le poste choisi.

MEDIA PA



Adjoint au Délégué Général
Organisme Professionnel

Vous avez un diplôme juridique, Sciences Po, ou équivalent, une expérience de 4 à 5 ans qui vous a permis la pratique de la *législation sociale.*
Dans ce cas, vous pouvez, à Paris, participer au développement d'un important organisme professionnel.
Rattaché au Délégué Général, vous aurez la charge de créneaux très variés : la politique sociale, les informations de type économique, les rencontres avec les adhérents, les formalités administratives, l'édition d'un bulletin, ...
Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V + photo) sous référence *63301 M à Madame Claude FAVEREAU*

EMPLOI **centor**

13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS

CADRE FINANCIER

chargé auprès du Responsable de la Division Administrative et Financière d'un établissement Public du secteur Nucléaire.

- De la comptabilité commerciale et industrielle.
- Des procédures de la comptabilité analytique et du *contrôle budgétaire.*
- De la préparation et des discussions des budgets.

Pour ce nouveau poste il est recherché un cadre de *formation supérieure* (universitaire ou école de commerce) possédant au moins 3 à 5 ans d'expérience dans un poste similaire.

Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé à
RÉGIE-PRESSE, sous n° 252.566 M,
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS IMPORTANT
offre à un

CADRE COMPTABLE CONFIRMÉ
titulaire DECS

un poste de Responsable comptabilité fournisseurs qui peut laisser entrevoir à terme une intéressante opportunité de *développement de carrière au sein de la Direction Comptabilité.*
Poste à Paris.

Nous vous remercions d'adresser votre curriculum vitae accompagné d'une photo sous **référence 3.111 M** à **PUBLIPANEL,** 20 rue Richer, 75441 Paris Cedex 09, qui transmettra.



SINTRA Alcatel

INGENIEURS ELECTRONICIENS

Notre Société en expansion recherche pour une activité INGENIERIE NAVALE

2 JEUNES INGENIEURS DIPLOMES

Ils seront chargés de la maîtrise d'œuvre de systèmes électroniques complexes. Possibilité d'évolution vers la fonction de responsable d'affaires.

Bonne connaissance de l'anglais indispensable.

Déplacements à l'étranger liés à l'activité.

Adresser votre dossier de candidature à J.F. SILVESTRE
SINTRA ALCATEL 1 avenue Aristide Briand 94117 ARCUEIL

Engineering for insurance... Why not!

We represent in France one of the world's largest industrial risk insurance groups which has achieved a unique reputation of expertise in fire prevention engineering.

To reinforce its engineering team, our Paris-office seeks «GRANDE ECOLE» ENGINEERS.

Through a comprehensive in-house training, including short periods in the U.S., they will become fire prevention consultants to the management of large industrial plants.

Applicants should meet the following criteria :
. Fluency in both English and French - Extra language (Spanish or Italian) will be a serious asset
. Availability to travel (essentially in Europe)
. At least one year working experience.
. Easy contacts and good communication.

Factory Mutual System

Send application with C.V. and salary expectations
to M. Cournier
FACTORY MUTUAL INTERNATIONAL
8 rue de l'Hotel de Ville
92200 NEUILLY SUR SEINE

---

olivetti olivetti olivetti

3 analystes

Les analystes que nous recherchons pour notre département informatique situé à Aubervilliers ont une expérience de 3 ans sur IBM 43/41, DOS/VSE/VSAM/CICS. Parmi les postes à pourvoir l'un d'eux requiert la connaissance de GIP/SIGA PAYE sous DOS/CICS, une autre celle de PAC 700.

Sur un plan personnel, ils (elles) bénéficieront d'une large autonomie et seront en prise directe avec des utilisateurs particulièrement motivés. Ils pourront élargir leur champ de compétences à la micro-informatique et à la bureautique.

Si vous avez du punch et de l'ambition, adressez votre dossier de candidature (CV et prétentions) à :

Monsieur Bernard - Direction du Personnel et des Relations Humaines - Olivetti France
91 rue du Faubourg Saint-Honoré - 75008 Paris.

olivetti olivetti olivetti

LE GROUPE SOFRESID est l'un des premiers de l'Ingénierie Internationale, plus de 3000 INGENIEURS / TECHNICIENS 80 % du C.A. à l'exportation, des contrats dans 70 pays dans les domaines suivants : MINES - METALLURGIE - PETROLE - PETROCHIMIE - ENGRAIS - CHIMIE - OFFSHORE - PIPELINES - CENTRALES

SOFRESID recrute des :

Acheteurs

parfaitement bilingues FRANCAIS / ANGLAIS possédant au minimum 3 à 4 ans d'expérience dans le domaine de la négociation et de l'établissement des contrats de gros matériels mécaniques et de travaux, tant en France qu'à l'étranger.
Ces postes sont susceptibles de nécessiter des déplacements de courte ou longue durée en France ou à l'étranger.

Merci d'adresser votre C.V. + photo + prétentions
sous référence 754 à B. MAZIERES
SOFRESID 59, rue de la République
93108 MONTREUIL Cédex



IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ÉTUDES ET DE CONSTRUCTION

SIÈGE BANLIEUE OUEST DE PARIS

recherche

POUR ASSURER LE SUIVI DE CONSTRUCTION ET MISE EN ROUTE D'INSTALLATIONS INDUSTRIELLES DE SÉCHAGE

INGÉNIEUR

ARTS ET METIERS ou équivalent.

- 30 à 35 ans ;
- expérience de 3 à 5 ans ;
- anglais indispensable ;
- déplacements France et étranger.

Écrire avec C.V. et prétentions s/n° 8164 à :
PRAIRIAL 47, rue des Tournelles.
75003 PARIS, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS
recherche pour une de ses filiales en AFRIQUE FRANCOPHONE

JEUNE DIPLOMÉ

ESCAE ou équivalent

- Expérience inspection vente automobile appréciée.
- Avantages habituels d'expatriement.

Adresser C.V. à n° 57.327
Contesse Publicité, 20, avenue Opéra, 75040 Paris Cedex 01
qui transmettra.

C.N.R.S. recherche

INGÉNIEURS

CHIMISTES connaissance chimie photographique.

INGÉNIEURS

CHIMISTES MI-TEMPS spécialistes analyses polymères.
Écrire CRCDG.
36, rue Geoffroy-St-Hilaire.
75005 PARIS.

Travail des métaux

CHEF DE PRODUITS

Cette Société, filiale d'un groupe international de la pétrochimie, fabrique et distribue des lubrifiants et produits chimiques pour l'industrie.

Dans la gamme des produits de lubrification destinés à l'usinage et au travail des métaux, il apporte une assistance marketing au service commercial et détermine les secteurs de développement les plus prometteurs. Il est assisté par un Ingénieur d'application qui suit les essais et la mise au point des produits nouveaux en clientèle.

Pour ce poste à responsabilités, nous souhaitons rencontrer un Ingénieur Mécanicien (type INSA ou CNAM) ayant une bonne expérience théorique ou pratique du travail des métaux. Il est surtout motivé par une action de conseil au réseau de vente.
Poste basé en proche Banlieue Ouest.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 11475 G

EGOR PROMOTION.
63 rue de Ponthieu 75008 Paris.

egor
PARIS LYON TOULOUSE MILANO PERUGIA LONDON NEW YORK MONTREAL MADRID

media-system

Nous recherchons pour une des sociétés (Banlieue Sud-Ouest) parmi les plus performantes en TELEMATIQUE et AVIONIQUE plusieurs

INGENIEURS ELECTRONICIENS-INFORMATICIENS

débutants ou ayant une première expérience (1 à 4 ans) dans l'un des domaines suivants :
SYSTEME TEMPS-REEL,
MICROPROCESSEURS,
TELECOMMUNICATIONS,
LOGICIEL DE BASE.

Merci de nous adresser votre C.V., sous référence CG DA 31 M ou de téléphoner pour prendre rendez-vous au 742.21.11

CGS INFORMATIQUE 19 rue de la Paix 75002 PARIS

ROCKWELL COLLINS FRANCE
recherche

UN INGÉNIEUR LOGICIEL

De formation supérieure (grandes écoles, maîtrise informatique) et désireux de mettre ses 3 à 5 années d'expérience en micro-informatique et Temps Réel, au service du développement de notre activité SOFTWARE.

Le candidat (H ou F) devra posséder l'anglais courant, être autonome et avoir le sens des responsabilités.

Poste basé à TOULOUSE avec déplacements en France.

Écrire avec C.V. photo et prétentions à R.C.F. Service du Personnel 6, Avenue Didier Daurat 31700 BLAGNAC

bleu

GROUPE KORBER

DÉCOUFLÉ



Constructeur d'équipements spéciaux pour l'industrie du tabac
recherche pour son usine d'ÉVRY (91)

ingénieurs d'études

BE mécanique

Nous proposons à Ingénieurs Mécaniciens ayant une expérience de 8 à 10 ans en mécanique, cinématique, pneumatique et automatisme, d'un esprit créatif et faisant preuve de dynamisme, de venir compléter l'équipe de notre bureau technique.

Adresser CV, prétentions et photo aux :
Relations Sociales
DÉCOUFLÉ S.A.R.L.
Z.I. - 54, rue du Cantal - 91019 ÉVRY

amp

Groupe distribution gérant plus de 70 Magasins
recherche

CHEFS COMPTABLES STAGIAIRES

appelés, après 3 mois de formation
- aux procédures internes,
- aux particularités de la distribution,

à devenir adjoints puis chefs comptables de Magasins (Région Parisienne).

Le poste conviendrait à jeunes cadres
- ayant solides bases comptables (B.P., B.T.S. ou niveau D.E.C.S.) et première expérience concrète.
- désirant endosser rapidement responsabilités.
- jouissant d'une certaine mobilité géographique.

Adresser CV détaillé, photo et prétentions sous référence 1088 à
CEREC
BP 361-08 - 75365 PARIS CEDEX 08
qui transmettra

MATRA

Le Centre de Fabrication prototypes du CHESNAY poursuit son développement et recherche dans le cadre de l'évolution de son organisation, un

Ingénieur Mécanicien

Directement rattaché au Responsable du Service Contrôle Mécanique, il est chargé de la gestion technique et administrative du Service et anime une équipe de Techniciens.

Ses principales fonctions l'amènent à :
- coordonner et planifier la répartition des tâches,
- s'assurer de la conformité des matériels et équipements, en relation avec les services de fabrication, bureau d'études et qualité,
- participer à l'amélioration des moyens techniques et des méthodes de travail.

Le poste s'adresse à un Ingénieur Mécanicien (Arts & Métiers - INSA - IDN . . .) débutant ou, si possible, disposant d'une première expérience industrielle.

Il doit faire preuve d'une bonne curiosité technique, avoir le sens de l'organisation et des aptitudes naturelles au commandement pour s'imposer dans un rôle d'encadrement.



Adresser CV, rémunération souhaitée et photo en indiquant la référence SM 1015 au Service Recrutement des Ingénieurs et Cadres — Centre de MONTIGNY — 3 avenue du Centre — 78182 SAINT-QUENTIN YVELINES CEDEX

THOMSON-CSF DCH

DÉPARTEMENT CIRCUITS HYBRIDES

Spécialiste de longue date des circuits hybrides couche épaisse et couche mince pour applications professionnelles, THOMSON-CSF s'est attachée à développer et industrialiser des filières technologiques innovatrices. Pour poursuivre notre forte expansion, notre centre de Puiseaux, 400 personnes, CA 200 millions de F.,
recherche un cadre performant :

PATRON LIGNE DE PRODUCTION

Responsable de la ligne de production, vous aurez à assurer l'étude, le developpement des prototypes et la fabrication de petites et moyennes séries.
Vous aurez constamment à l'esprit les impératifs de la production et de sa rentabilité industrielle en optimisant les facteurs temps, performances techniques et coût...

Ingénieur en électronique, rompu aux relations humaines, vous saurez vous imposer à une infrastructure technique très pointue et diriger un service production de 30 personnes. Autant et plus que votre formation technique, c'est votre ouverture industrielle qui sera déterminante.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions, à THOMSON CSF - DCH
Route de Malesherbes - BP 32 - 45390 Puiseaux

EB

L'Européenne de Banque

recherche pour sa

Direction Informatique

Analystes confirmés Analystes Analystes-programmeurs

pour participer au développement de ses projets bases de données et réseau de mini-ordinateurs.

Diplôme d'études supérieures et expérience bancaire souhaités.

Adresser lettre manuscrite, photo, CV, prétentions à :
L'Européenne de Banque.
Mme DUCLOUX.
21 rue Laffitte 75009 Paris.

média-system

SOCIETE DE SERVICES GESTION DE L'ENERGIE (eff. 800 - CA 500 MF - 20 implantations en province) recherche pour siège PARIS

Juriste d'Entreprise

POUR PRENDRE LA RESPONSABILITE DE SON SERVICE JURIDIQUE ET ASSURANCES.

Ce juriste aura pour tâche :
- d'effectuer toutes études juridiques nécessaires et de fournir les assistances internes ou externes dans les branches du droit concernées, de spécialiser ses connaissances dans les domaines juridiques afférents aux activités exercées par la Société et à la nature de sa clientèle (génie climatique - construction - marchés publics et privés)
- de gérer les affaires contentieuses générales et les recouvrements sur la clientèle.
- de gérer les assurances et le contentieux technique.

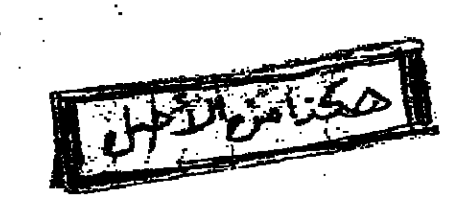
Ce poste d'adresse à un Docteur en Droit, DESS, ou DEA justifiant d'une expérience d'au moins 5 ans dans le Service Juridique ou Assurances d'une Entreprise moyenne, où il aura de préférence acquis une bonne maîtrise juridique des responsabilités techniques du domaine de la construction de second œuvre.



Ecrire avec CV, lettre manuscrite et prétentions sous référence 2884 a D. DANGER — Service Recrutement CORT — 65, av. Kléber - 75116 PARIS

Paris - Lille - Strasbourg — MEMBRE DE SYNTEC

Dessein



OFFRES D'EMPLOIS

SOCIÉTÉ BANLIEUE EST (RER)
Secteur distribution
recherche son

CHEF DE SERVICE COMPTABLE

D.E.C.S. complet + 5 ans d'expérience
Connaissances en informatique et gestion de trésorerie appréciées.
Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous nº 656 *le Monde* Pub.
service ANNONCES CLASSÉES
5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE
recherche

CHEF DE PRODUIT

Lieu PARIS OUEST, formation école d'électricité, anglais courant. Expérience min. 5 ans. Technico-commercial, industrie électrique, électronique. Biens d'équipements. Rémunération :
200.000 F à 250.000 F
Selon expérience. Env. C.V., photo s/réf. 3.377 à SWEERTS B.P. 269. 75424 PARIS Cedex 09 qui transmettra.

P.M.I. FRANÇAISE
recherche
CHEF COMPTABLE
Lieu PARIS NORD. Formation Ecole de Commerce ou équivalente, âge minimum 35 ans, expérience minimum 10 ans comptabilité générale informatique gestion. Rémunération :
140.000 F
Envoyer C.V. photo s/réf. 3.378 à SWEERTS B.P. 269, 75424 PARIS Cedex 09 qui transmettra.

Cie INDUSTRIELLE DE MONTAGE
46, rue des Fusillés
94400 VITRY-SUR-SEINE
recherche

AGENT ADMINISTRATIF

Pour SERVICE ACHATS
5 ans exp. minim., connaissance matériel robinetterie, tuyauterie et saisie sur terminal informatique souhaitées pour *codification et enregistrement* des commandes en liaison directe avec responsables des achats.
Disponible de suite *ou très rapidement.*
41 h 30 sur 5 jours.
Tickets restaurant.
Adresser C.V. avec prét. à J. André (ne pas téléphoner).

ENTREPRISE DE PRESSE CENTRE DE PARIS
recrute
JOURNALISTES
Spécialistes des questions économiques et de l'informat. sur les Sociétés.
Adr. candidat. avec réf. à : S.G.P., 13, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS.

PARIS

TRADUCTEUR

indépendant, pour traduire anglais technique juridique en français, 2.400 pages (400 pages par mois).
Écrire à : nº 52.686 M. BLEU, 17, r. Label, 94307 Vincennes, Cedex qui transmettra.

Importante Société Négoce produits métallurgiques
recherche

RESPONSABLE SERVICE PAYE

5 ans expérience dans les domaines suivants : paye informatique, gestion administrative, règlements et déclarations URSSAF, Assedic, caisses de retraites, bilan social, etc.
Lieu de travail : PARIS.
Libre suite si possible.
Écr. avec C.V. et prét. à : nº M. 53.266 BLEU, 17, rue Label, 94307 Vincennes, Cedex qui transmettra.

PARIS ET ÉTRANGERS

INGÉNIEURS

TÉLÉTRANSMISSION
LOGICIEL et SOFT-HARD RÉDACTIONS TECHNIQUES DÉBUTANTS ou EXPÉRIMENTÉS.
Ecrire SOPRAS E.T.T. 100, bd Voltaire, PARIS-11e.

SOCIÉTÉ proche *banlieue OUEST*
recherche

PHARMACIEN-BIOLOGISTE

Débutant ou pouvant justifier d'une expér. professionnelle dans l'un ou l'autre des domaines suivants :
- Enzymologie.
- Hémostase.
- *Réactifs de laboratoire.*
- Laboratoire d'analyses, internat...

Anglais indispensable, pour activité recherche dans *domaine réactifs diagnostiques.*
Situation évolutive.
Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo, prétentions à : nº M. 53.118 BLEU, 17, rue Label, 94307 Vincennes, Cedex qui transmettra.

GROUPE DE PRESSE
Centre PARIS
RECHERCHE
DOCUMENTALISTE EXPÉRIMENTÉE
Bonne connaiss. des probl. économiques indispensable. Bonne connaissance anglais/allem. souhaitable.
Écrire : S.G.P., 13, av. de l'Opéra, PARIS-1er.

LA FILIALE FRANÇAISE
d'un groupe National situé au Nord-Est de Paris recherche

1 AIDE-ACHETEUR

Cet Agent de Maîtrise sera responsable :
- sous l'autorité de notre acheteur
- de la Gestion et de la négociation d'une partie des achats effectués.

Ce poste intéresse un candidat du niveau de l'école de commerce ou de gestion. Agé d'environ 30 ans et ayant si possible une expérience de même type.
QUALITÉS REQUISES :
BON NÉGOCIATEUR,
BON GESTIONNAIRE
et posséder la langue anglaise.
Salaire envisagé :
90.000 F par an.
Env. C.V. et PHOTO à :
Sté VYNCKIER, M. BRAVIN,
5, rue Nicolas-Robert,
93600 AULNAY-SOUS-BOIS.

GROUPE TEXTILE
recherche

RESPONSABLE COMMERCIAL FRANCE ET EXPORT

Lieu PARIS OUEST. Formation Ecole de Commerce ou équivalente. Age minimum 30 ans. Expérience minimum 5 ans. Vente domaine textile, industriel ou revêtements muraux. Anglais cour. Rémunération :
150.000 à 200.000 F
Envoyer C.V., photo s/réf. 3.379 à SWEERTS, B.P. 269, 75424 PARIS Cedex 09 qui transmettra.

GROUPE FINANCIER *PRIVÉ*
quartier ETOILE
recrute pour son service comptable

UN COMPTABLE QUALIFIÉ

Niveau D.E.C.S.,
5 à 10 ans d'expérience et connaissances informatiques souhaitées. Sera appelé à prendre *la responsabilité d'un* groupe
- 13e mois ;
- avantages sociaux.

Adresser C.V., photo et prétentions sous référence 8.742 à L.T.P., 31, boulevard Bonne-Nouvelle, 75083 PARIS Cedex 02 qui transmettra.

Société BIJOUTERIE en gros
recherche

OPÉRATRICE

2 à 3 ans expérience contrat 9 à 10 mois, pour travail sur HERMES 211 et MAI 710. Expérience dactylo souhaitée. *Libre rapidement.* Ecr. avec C.V., photo et prét.
GUIHENEUC S.A.
153, r. du Temple, 75003 Paris

Sté *PUBLICITÉ, recherche* EMPLOYÉE QUALIFIÉE, service Personnel. La candidate devra avoir une expérience des travaux du personnel (paie informatisée, déclarations sociales et secrétariat).
Adresser candidature manuscrite avec C.V. + prét. à service personnel, *réf.* 1.050, 10, rue Jean-Goujon, 75008 PARIS.

Cab. d'EXPERT-COMPTABLE, région NIORT, recherche collaborateur pour dresser ou contrôler bilans, ayant connaissances fiscales.
Tél. NIORT 16 (49) 79-36-87.

I.N.R.A.

pourvoit
après épreuves de sélection
2 postes contractuels de

CADRE ADMINISTRATIF

au service du personnel

Un responsable de la division « gestion des personnels scientifiques titulaires ».

Un adjoint au responsable de la division « affaires statutaires et réglementaires ».

Ces postes sont ouverts aux :
- titulaires d'un diplôme d'enseignement supérieur du niveau de la licence ;
- *fonctionnaires de catégorie A ;*
- cadres du secteur privé ayant au moins 5 ans d'expérience.

Adresser candidatures comprenant C.V., photo, coordonnées et délais de disponibilité en précisant l'emploi postulé à : *I.N.R.A.*, 149, rue de Grenelle, 75341 PARIS Cedex 07.

Une documentation sera adressée aux candidats *présélectionnés.* Ne pas téléphoner.

Centre d'Informations Financières recherche
CONSEILLERS
COMMERCIAUX (H. ou F.)
- Débutants ou expérimentés.
- Sens de la négociation.
- Excellente présentation.
- Formation assurée.

Tél. pr r.-v., 500-24-03, p. 210.

DOO

116, Champs-Elysées
recrute

INGÉNIEURS LOGICIEL

pour applications
PROCESSUS INDUSTRIELS TEMPS RÉEL
sur MICROS et MINIS
Connaissances appréciées :
- ASSEMBLEUR MITRA.
- MOTOROLA/INTEL.
- TÉLÉPHONIE.

Tél. au 563-17-27, poste 256, Mlle BLIN.

Importante Société de produits pharmaceutiques (proche banlieue Est, Paris)
recherche
pour son magasin de produits finis

UN AGENT DE MAITRISE D'ENCADREMENT

Expérience professionnelle et connaissances informatique souhaitées.
Age minimum 30 ans
Esprit de synthèse
Sens aigu des contacts humains et animation d'une équipe
Proximité R.E.R.
Avantages sociaux.
Restaurant d'entreprise
Adresser C.V., *photo et prétentions* nº M52.892
BLEU, 17, rue Label
94307 VINCENNES Cedex
qui transmettra.

Entreprise Composants électroniques, proche Banlieue OUEST, recherche *pour département* « ÉLECTRONIQUE DE PUISSANCE »

JEUNE INGÉNIEUR

TECHNICO-COMMERCIAL
BREGUET, SOUDRIE

Après formation, il sera chargé du suivi opérationnel de clients importants sur la région parisienne et de déceler *les besoins nouveaux.*
Voiture indispensable.

Envoyer C.V., photo et prétentions *sous réf. 5.706 à L.T.P., 31,* bd Bonne-Nouvelle, 75083 Paris Cedex 02, qui transmettra.

CENTRE TECHNIQUE INDUSTRIEL DE LA CONSTRUCTION METALLIQUE

(Près Pont-de-Neuilly La Défense)
recherche

UN INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

(A.M., E.C.P. ou équivalents)

Pour participer au développement d'un système de C.A.O. mécanique. Une première *expér. dans ce domaine serait* appréciée.

Une bonne connaissance de l'informatique graphique *interactive est indispensable.*

Adresser C.V. manuscrit et prétentions au C.T.I.C.M.
Service du personnel,
20, rue Jean-Jaurès, 92807 PUTEAUX CEDEX.

PARTICIPER A NOTRE *DÉVELOPPEMENT*
GEVEKE ÉLECTRONIQUE
TERMINAUX ET MICRO-ORDINATEURS
recherche

INGÉNIEURS COMMERCIAUX

2 à 3 ans d'expérience *terminaux ou micro-ordinateurs* souhaités

Envoyer C.V. et prétentions à :
GEVEKE ÉLECTRONIQUE
85/87, av. Jean-Jaurès
92120 MONTROUGE.

IMPORTANT CABINET DE REVISION
offre situation à

STAGIAIRES-EXPERTS-COMPTABLES

Les candidats doivent posséder un certificat supérieur et avoir 2 ou 3 ans d'expér. pratique. Env. C.V. et prét. à A.M.P. sous réf. nº 5.710/JR, 40, rue Olivier-de-Serres, *75015 PARIS*, qui trans.

représentation offres

REPRÉSENTANTS

plastiques, produits entretien.
Tél. pour R.-V. : 523-25-32.

cours et leçons

Enseignement individualisé des langues pour français et étrangers, rattrapages *scolaires, français, allemand,* espagnol, anglais. Formation marketing en langues étrangères. Tél. 277-65-56 le matin.

enseignement

LA CALIFORNIE PEUT-ÊTRE... L'AMERICAN CENTER SUREMENT

281, bd Raspail, 75014 PARIS

633-67-28

Méthode orale, conversations
A PARTIR DE FÉVRIER
ET EN AVANT-PREMIÈRE

ANGLAIS SECOURS

2 sessions intensives *de 15 jours chacune.*

INSCRIPTION A PARTIR DU 15 JANVIER

pendant l'année as usual
SESSIONS TRIMESTRIELLES :
Hiver : janvier-mars
Printemps : avril-juin.

ORGANISME DE FORMATION
recherche :

PROFESSEUR DE NÉERLANDAIS

Langue maternelle, lieu de travail Paris.
Ecrire s/réf. P.N. à VALENS CONSEIL, B.P. 359. 75064 PARIS Cedex 02.

travail à domicile

CHERCHE TOUS TRAVAUX
Copies, thèses, rapports, etc.
Tél. au 306-08-88.

Secrét. de Direct., mach. *électr. frappe te textes angl. et fr., rapide, soigné.* 921-39-07.

travaux à façon

ENTREPRISE sér. réf., effectue rapid. trav. peint., revêtem. sol et mur, élect., plomb., décor. Devis gratuit sauf sinistres. Tél. 368-47-84 & 893-30-02.

traduction demande

J.F., ch. traduct. angl., esp., tt doc. finan./littér. Ecr. Mme ALLAIN, Rosita, 1, allée Modigliani, 94140 Alfortville.

secrétaires secrétaires

France Loisirs — le plus grand club de livres

recherche la

SECRETAIRE DU P.D.G

120.000 F +

Dans ce poste à forte personnalité, vous pourrez utiliser tout votre professionnalisme. Disponible, autonome, responsable, vous alliez le sens de l'organisation et de la coordination au goût de l'efficacité et du contact.

Parfaitement BILINGUE ALLEMAND, *vous assurez toutes les relations écrites et parlées avec notre associé Allemand.*
TRES EXPERIMENTEE (+ de 5 ans), *vous maîtrisez toutes les techniques du Secrétariat de Direction et vous manifestez un intérêt et des connaissances sur les problèmes généraux de l'entreprise (commercial, gestion, social...) indispensables pour suivre les dossiers et rédiger les comptes-rendus.*

Nous sommes une entreprise jeune, performante, 1 milliard de C.A., 1500 personnes... en pleine expansion, et nos avantages sociaux sont en rapport avec celle-ci. Vous travaillerez dans le 15ème arrondissement.

Pour nous rejoindre, adressez votre C.V. et photo à Danielle LECHARPENTIER FRANCE LOISIRS - Boite postale No 6 - 75725 PARIS Cedex 15

Importante Société d'Ingénierie
filiale de l'un des premiers groupes industriels français, recherche pour sa Direction Générale

Secretaire Direction

Expérience requise de la vie d'entreprise.
Anglais indispensable. Espagnol apprécié.
Lieu de travail : proche banlieue St - Lazare.
Adresser lettre manuscrite, CV detaille, photo et prétentions sous référence 3818 à L.T.P.
31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02
qui transmettra

POUR SON SIÈGE SOCIAL
recherche

SECRÉTAIRE ASSISTANTE DE RESPONSABLE CCIAL

Niveau BAC G 1 ou B.T.S.
Anglais courant.
3 à 5 ans d'exp. souhaitée.
Lieu de travail : Argenteuil.

Env. lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions au Chef du Personnel, 55, voie des Bans, 95102 Argenteuil.

formation professionnelle

LANGAGE PL/1

Paris — Beaubourg du 7 au 18 février 1983.

QUELQUES PLACES DISPONIBLES

Inscriptions : 274-32-11. Pl. Jean MOURIER, 26, rue du Renard, 75004 PARIS.

propositions diverses

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées (Canada, Australie, Afrique, Asie, Europe).
Demandez une documentation *sur notre revue spécialisée.*
MIGRATIONS (LM)
3, rue Montyon
75428 PARIS CEDEX 09.

L'ÉTAT *offre de nombreuses* possibilités d'emplois stables, bien rémunérés à toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur *notre revue spécialisée* FRANCE CARRIÈRES (C 16).
Boîte Postale 402.09 PARIS.

SOCIO-BIBLIOLOGUE, propose ses services : ouvrages analysés, commentés, contractés. Tél. : 540-88-19.

VOULEZ-VOUS *JOUER AVEC NOUS ?*
sur les mots, entendons-nous bien, vous êtes fort au scrabble, imbattable aux mots croisés, nous sommes une compagnie *internationale de* création de noms de marque et cherchons à constituer de nouvelles éq. de création, les sessions ont lieu de 18 h à 20 h à *Neuilly 92, et sont rémunérées.*
Téléphonez-nous au 745-69-93.
INTERBRANDT FRANCE.

DEMANDES D'EMPLOI

Jeune homme âgé de 23 ans, disposé à toutes propositions de travail *pour arriver enfin* à une ouverture.
Ecr. s/nº 0.650 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

COMMERCIAL FRANÇAIS 40 ans, souhaite Contacts avec Entreprise désirant s'implanter CALIFORNIE. *Etudierait toutes propositions.*
Ecr. s/nº 7.486 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Cadre 36 ans spécialiste

ÉNERGIES NOUVELLES

recherche
poste à responsab., ccial tech. et gest. Ecr. Jacky ROMAT, *bât. F8, la Petite-Garenne,* 16000 ANGOULÊME.

Homme 33 ans, cadre financier/comptable/haut niveau DECS + 2 certificats supérieurs (juridique, fiscal et révision) 13 ans d'expérience cabinet et entreprises. Anglais.
Cherche situation entreprise.
Salaire : 20.000 × 13.
Ecr. s/nº 616 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, *5, rue des Italiens, 75009 Paris.*

Trouvez vos cadres

INFORMATICIENS COMMERCIAUX COMPTABLES

rigoureusement sélectionnés.
DISCRÉTION ASSURÉE.

AFIPEC. : 236-16-15.

Allemand, 43 ans, quadril., ch. respons. export/imp. Exp. 7 ans. *Tél. matin soir : 586-84-72.*

J. F. 25 ans, JURISTE NIVEAU doctorat, licence histoire, expérience, formation, cherche poste *plein temps ou partiel.* Collaboration entreprise de presse ou édition souhaitée.
Tél. : 288-57-10.

J. H. 22 ans, DOM, *bonne présentation, cherche place chauffeur VL pour société ou part.,* toutes régions. Tél. après 19 h (66) 67-82-17.

J.F. 25 a., bilingue russe, français, maîtrise d'ethnologie, étudie toutes propositions. *Libre de suite.*
Tél. : 655-34-54 le soir.

ASSISTANTE DE DIRECTION

CADRE
Gestion du Personnel
Trésorerie fournisseurs
cherche situation stable quartier Saint-Lazare.
Ecr. s/nº 637 *le Monde* Pub., service *ANNONCES CLASSÉES,* 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

EXPORT MANAGER

Expér. vente et marketing produits grande consommation *Conn. marchés : Europe,* USA, Moyen-Orient, Japon. Animat. d'équipe. Nég. à niv. internat. homme quarantaine, formation commerciale sup. A.C./H.E.C., *trilingue anglais/allemand.*
Recherche poste à responsab.
Ecr. s/nº 0628 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

1,80 F c'est le px pr contact. un jeune diplômé Maîtrise de gest. Dauphine, sérieux, apte à communiquer, *prêt à se captiver pour* un travail motivant. Ecrire ou tél. 858-37-20 à M. Soulas D., 16, r. Bara, 93100 Montreuil.

MÉDECIN GÉNÉRALISTE

35 ans, expér. 10 ans dans important Cabinet Médical. Anglais et Espagnol courants rech. poste Privé ou Entreprise France ou Étranger (de préférence) Ecrire nº 57237 Contesse 20, av. Opéra 75040 Paris cedex 01.

PATRON AGENCE

PUBLICITÉ
mis à mal défaillance clients CHERCHE EMPLOI CHEZ ANNONCEUR pour animer service intégré ou relations avec agence extérieur. Exp. approfondie marketing, R.P. Pub, Promotion. C.V. sur demande.
Écrire sous le nº 252.694 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

L'immobilier

appartements vente

1er arrdt

LOUVRE CHATELET superbe 2/3 P., 90 m², 5e ét., asc. balcon, VUE, pierre de taille, 880 000 F. Tél. 551-88-83.

3e arrdt

MARAIS LUMINEUX
Living + 2 chbres en duplex ETAT NEUF. Tél. 272-40-19.

4e arrdt

ILE SAINT-LOUIS

Dans bel immeuble à vendre 2 pièces, entrée, cuisine, s. de bs, w.-c., 45 m², vue et soleil. 500-54-00.

RIVOLI BEAUBOURG

Très beau 4 pièces, dble living. 2 chbres, s. de bains, w.-c., cuis., cave. PLEIN SOLEIL.

RARE 750.000 F

236-17-15 - 634-65-77.

MARAIS-BASTILLE
2 P. et studios à rénover. 274-60-52.

5e arrdt

5e, 106 m², séj., 4 ch., bains, 2 dches, park, pisc. Imm. réc. 1.500.000 F. 336-46-29.

JUSSIEU. Dans sympathique maisonnette surf. à aménager ch *74 m² av. combles,* 272-40-19.

LUXEMBOURG pierre de T. 3 P. tt cft. bon état, 890 000 F. 325-97-16.

SUR SEINE

Vue exceptionnelle
Notre-Dame et jardin.
Duplex 75 m², rénové, dernier étage, charme et caractère.
Pour visiter, tél. (1) 329-60-60 ou mercredi 14 à 17 h, sur place.
65, quai de la Tournelle.

6e arrdt

RUE MABILLON. 329-85-86

double living, parfait état.

1e RUE BONAPARTE
1 chbre, serv., asc.
2e RUE DE L'ABBAYE
55 m² à rénover.
3e ST-GERMAIN-DES-PRÉS
4 P., 5e ét., 1 300 000 F.
Tél. 326-73-14.

7e arrdt

St-Guillaume, lux. 354-95-10

210 m² VUE JARDIN.

TOURVILLE-INVALIDES
Face Dôme et parc musée Rodin, *emplacement 1er ordre,* VUE IMPRENABLE, 4e ÉT., APPT 125 m² + asc. + box + serv. à aménager ou refait neuf. Hauteur plafond 3 m. STAND. PRIX *A DÉBATTRE,* 1, AV. DE TOURVILLE, 10, BD DES INVALIDES. S/PL. mercredi 12 de 12 h 30 à 16 heures.

8e arrdt

PARIS 8e

Appt 110 m², refait neuf, rue de Moscou, 4e ét. s/cour et rue. Prix 830 000 F à débattre. Tél. Me Buzé, notaire *16-86/88-50-01. H. de bur.*

12e arrdt

FAIDHERBE CHALIGNY
Beau 2 P, entrée, cuis., w.c. bains. REFAIT NEUF
280 000 F. 828-54-81.

13e arrdt

22, bd Kellermann
2 P., 55 m², cuis. équipée, 12 m balcon, 24e ét., ouest. Parking, cave. *550 000 F*
Tél. 504-61-84.

14e arrdt

SAINT-JACQUES. Duplex 12e ét., séjour + 3 chbres 91 m², park. Libre 6 *mois,* 742-26-86.

15e arrdt

BIR-HAKEIM

4 P. 110 m², bel imm. bourgeois possibilité services 990.000 F Vis. mercredi de 11 h à 17 h. 12, square Desaix.

EXCEPTIONNEL

CONVENTION — *RÉCENT* liv. dble, 3 chbres, état neuf 10e ét. s/ter. de 180 m², park. 1.600.000 F. 532-66-10.

Félix-Faure, je vends r.-de-ch. studio état neuf 110 000 F. 557-70-06.

16e arrdt

RANELAGH IMMEUBLE NEUF HAUT STANDING

PLEIN SUD

Vue dégagée face jardin

DU STUDIO AU 5 P.

4 P. duplex, local prof., park. Sur place, lundi, mercredi de 13 à 18 h, 86, rue Reynouard. GERIC CTI 723-78-78.

PARTICULIER VEND

R. DE LA FAISANDERIE

160 m², living, 3 chbres, cuis., 2 bains, 3e ét., s/cour, asc., *bel imm. pierre de taille. Moins* de 9.500 F le m². Peintures à prévoir, sanitaires modernisés. Tél. 502-19-19 heures bureau.

MAILLOT
Beau 5 pièces classique 150 m², 1 550 000 F. 222-70-63.

AVENUE GEORGES-MANDEL
5 P. 190 m², dans superbe imm. 1900, park., 2 serv. *DORESSAY, 624-93-33.*

18e arrdt

CUSTINE
Immeuble pierre de taille
APPARTEMENTS OCCUPES
2 p. r.d.c. 88.000 F.
3 p. 1er étage 181.000 F.
Téléphone : 227-74-80.

78-Yvelines

MARLY-LE-ROI

Part. à part. vend appt dans résidence calme, 5 P., 100 m² environ, 2 s. d'eau, 2 terrasses, 2 *park. dont 1 couvert.* 880 000 F. Tél. 665-41-41.

92 Hauts-de-Seine

PRÈS RUE DE LONGCHAMP RUE CHARCOT, NEUILLY.
Pptaire vd grande 2 P., 50 m² environ, refait neuf, cuisine équipée, idéal placement + DUPLEX 110 m², asc. Prix à débattre. Possibilité échange autre appt + complément prix. 551-31-98 - 551-21-06.

NEUILLY-SAINT-PIERRE
vaste séj., 2 chbres, 110 m², 4e ét., immeuble récent + terrasse privative 100 m².
GARBI. 887-22-98.

NEUILLY

rue de Longchamps, prox. bois living + 2 chbres, *80 m², 8e ét.* Px 850.000 F. 525-49-49.

NEUILLY-BARRÈS
SUPERBE 7 P. S/BOIS
350 m², 3 ét., 2 park., 2 serv.
DORESSAY, 624-93-33.

appartements achats

Recherche 2 à 4 P. Paris préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 9e, 4e, 12e, avec ou sans travaux. PAIE CPT chez notaire 873-20-67 même le soir.

Jean FEUILLADE,
54, av. *La Motte-Picquet, 15e.*
Téléphone : 566-00-75.
Rech. pour clients sérieux 15e et 7e ardt, appts ttes surf., et imm. Paiement comptant.

appartements occupés

FG SAINT-HONORÉ

Pptaire vd APPTS OCCUPES *140 à 222 m². Imm. tt cft*
Hauteur plafond 3 m 85
BON RAPPORT. 562-49-69.

locations meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE

8, Avenue de Messine
75008 PARIS
rech. pour clientèle étrangère et Diplomates
APPARTEMENTS, HOTELS PARTICULIERS ET BUREAUX
LOCATION ou ACHAT **562-78-99**

OFFICE INTERNATIONAL
rech. pour sa direction beaux appts de standing 4 pièces et plus. 281-10-20.

locations non meublées demandes

Paris

PROPRIÉTAIRES

Louez vite et sans frais
ENTRE PARTICULIERS
OFFICE DES LOCATAIRES
Téléphoner au : 296-58-10

PROPRIÉTAIRES

Contactez-nous pour louer sans frais et rapidement vos appts, *9 h à 19 h.* 887-73-95.

COLLABORATEUR JOURNAL
Recherche appt 3 pièces 20e, 14e, 13e, 12e. Loyer *mensuel 3 000 F maximum.*
Ecr. s/nº 6435 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Région parisienne

Pour Stés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES Durée 3 et 6 ans. 283-57-02.

hôtels particuliers

A MONTMARTRE

Charmante maison d'artiste
Toit Mansard. refait. cft.
350 m² clos, jardin planté sud, calme - cachet province,
9 P. sur demi s/sol,
3 sanitaires (5 possibles),
atelier de peintre indépend.
Garage 2 voitures
Claude *ACHARD*, 637-14-56.

pavillons

FONTENAY-AUX-ROSES
600 m métro, séj. 41 m² + 4chbres, s. de bains + s. de jeux 40 m² + petit appt 2 p., cuis. W.C. en rez-de-jard. Gar. chauf. cent., gaz. Jard. 720 m². Except. cause départ. 1.650.000 F. — 663-42-45.

villas

Cause mutation, villa Corse, contre équival. Midi méditerr. ou vente. Tél. (95) 33-60-94.

FONTENAY-SOUS-BOIS
BOIS VINCENNES et R.E.R.

VILLA RÉCENTE SUR JARDIN 560 m²

7 PIÈCES

DONT SÉJOUR 55 m²
PRESTATIONS LUXUEUSES
Tél. : 876-46-11.

propriétés

HERBLAY (95) Part. vend de préférence à part. très belle maison Ile de France 1978, 350 m² habitables, plein sud sur 4.000 m² parc paysagé, gd *séj., cheminé, s. à manger, hall,* 5 belles chbres, 3 Salles de bains, cabinet toil., grande cuis. équipée + coin repas, grande salle de jeux + cheminée, 2 lingeries, dressing, Kitchen., très grand grenier, possib. chambres. Pav. gardien 6 P., gar. 2 voitures 2.500.000 F. — Tél. H.B. 260-66-13.

SOLOGNE

A vendre pour chasse et placement forestier petits TERRITOIRES avec ou sans étangs et bâtiments.
Ecrire Havas Orléans. Nº 200648.

LOT — MANOIR XIIIe

restauré 10 p. + dépend.
Falaise et grottes 6 ha.
PX INTERESSANT vu urgence A.V.L. — 874-82-22.

domaines

Achèterais
VASTE PROPRIÉTÉ
DE CHASSE SOLOGNE.
Ecrire sous le nº 251 788 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

terrains

ST-GERVAIS (74)
part. vend 2 terrains C.U., 1 200 m² et 1 273 m² parcelles attenantes.
Tél. (50) 93-62-00.

viagers

LIBRE 81 ANS

St-Cloud, face Seine, 4 P. *cuis, bns, balc., tout à neuf* 380 000 + rente 3 000 F. 805-58-70.

9e Local commercial 72 500 Cpt + rente 1 750 F. Cple 81 ans. Rev. pour acquér. 1.370 F/mois. 286-19-00.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

OCCASIONS SANS RISQUES QUALITE-PRIX

LANCIA GAMMA 82 — 74.700 km — 70.000 F.
LANCIA GAMMA 81 — 89.900 km — 48.000 F.
VOLVO 244 GL DG 81 — 72.000 km — 58.500 F.
604 D TURBO SRD 81 — 112.000 km — 66.000 F.

VOLVO-NEUILLY
747-50-05
16, R. D'ORLEANS - NEUILLY

Particulier vend SIMCA TALBOT 1307 S 75.000 km. *Tél. : 520-02-16 après 19 h.*

divers

Concessionnaire (77) vd TRACTEURS KUBOTA L 185 à 34.000 F. stock limité. *Tél. : (6) 423-85-94.*

Immobilier d'entreprise et commercial

bureaux bureaux

CREEZ VOTRE ENTREPRISE
AVEC L' **ASPAC** LE 1ER RESEAU FRANCAIS
- Siège Social et domiciliation (de 150 à 350 Frs par mois).
- Secrétariat, télex, permanence téléphonique.
- Loc. bureaux meublés, recrutements, assist. commerciale.
- Constitutions de sociétés, toutes démarches et formalités.

Contactez un de nos bureaux-boutiques de gestion :
CAEN, GENEVE, LUXEMBOURG, LYON, MONTPELLIER, NANCY, NANTES, NICE, ORLEANS, RENNES, VAL DE MARNE, VAL D'OISE PARIS (8ème - 9eme - 15ème)
Renseignements et réservation centrale : (1) 293.60.50 +

Locations

VOTRE BUREAU
OU DEPUIS 150 F/MOIS :
1 DOMICILIATION + SERVICES
SARL Artisans. 296-36-74.

DOMICILIATION 8e

RM-RC 220/330 MOIS
PERMANENCE TÉL.
TÉLEX-SECRÉTARIAT
CRÉATION DE SOCIÉTÉS
TOUTES DÉMARCHES
AGECO 294-95-28
(STATIONNEMENT AISÉ)
Département assurance

550-43-87.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
S.A.R.L. — R.C. — R.M.
Constitution de sociétés
Démarches et tous services
Permanence téléphonique

355-17-50.

locaux commerciaux

Ventes

BOULOGNE 980 000

Charmante petite maison entre Mº et bois, commerce et habitation. 605-10-08.

Le Monde

économie

AFFAIRES

Les entreprises nationalisées du secteur concurrentiel ont perdu 5,5 milliards de francs durant le premier semestre 1982

Les entreprises nationalisées ne se portent pas très bien. C'est ce qui ressort du premier tableau de bord semestriel de *l'Observatoire du secteur public*, présenté par M. Jean-Pierre Chevènement, le 10 janvier.

Au premier semestre, ces entreprises du secteur concurrentiel (Rhône-Poulenc, PUK, Saint-Gobain, la C.G.E., Thomson, C.I.I.-H.B., l'Entreprise minière et chimique, C.d.F. chimie, Usinor, Sacilor et Renault) ont perdu 5,5 milliards de francs. Seuls Rhône-Poulenc et Saint-Gobain (et encore ne tient-on pas compte pour cette dernière du coût du désengagement de l'informatique) *présentent* un résultat bénéficiaire, le résultat net consolidé de la C.G.E. – *vraisemblablement* bénéficiaire – n'étant pas communiqué.

Les données principales
Premier semestre 1982 (en milliards de francs)

	CA.	M.B.A. (2)	RÉSULTAT NET	EXPORTATIONS
Rhône-Poulenc	20 841	1 026	+ 345	5 172 (4)
PUK	20 882	– 575	–1 555	ND
Saint-Gobain (1)	24 430	1 167	+ 112	4 033 (4)
C.G.E.	25 660	ND	ND	6 800
Thomson	22 770	218 (3)	– 119 (3)	ND
C.I.I-H.B.	3 444	– 51	– 501	736
E.M.C.	4 551	76	– 69	848
C.d.F.-Chimie	6 493	– 331	– 595	2 350
Usinor	14 788	– 480 (3)	–1 283 (3)	ND
Sacilor	13 100 (*)	– 607 (3)	– 986 (3)	3 233
Renault	50 394	920 (*)	–900/1000*	15 547

(1) Hors informatique.
(2) Marge brute d'autofinancement.
(3) Pour la seule société mère.
(4) Exportations consolidées (non compris, les ventes aux filiales étrangères).
(*) Ordres de grandeur.

Sur l'année, les pertes du secteur public concurrentiel devraient approcher 12 milliards de francs, ce qui, ajouté aux 12,55 milliards de pertes de 1981, entraînera un déficit cumulé de près de 25 milliards de francs en deux ans. Et M. Chevènement ne cache pas que « *les comptes de 1983 seront tout aussi négatifs.*

« *Nous partons d'une situation très difficile* », a déclaré le ministre de la recherche et de l'industrie en soulignant que « *la conjoncture est mauvaise, le sous-investissement a été patent depuis 1974, sans oublier la sous-capitalisation et les taux d'intérêt qui rongent les bilans* ». Le ministre a toutefois mis l'accent sur « *un certain nombre d'éléments encourageants* » dans les résultats publiés : croissance du chiffre d'affaires de certains groupes (C.G.E., Thomson, Renault, Rhône-Poulenc, C.I.I.) et les progrès de certains à l'exportation (C.G.E.). M. Chevènement a donc annoncé le redressement pour 1984 qui verra « *la concrétisation de notre politique sous le sceau de l'efficacité et de la rentabilité* ».

Promise par M. Chevènement le 31 août 1982, la publication des travaux de *l'Observatoire du secteur public* doit être interprétée avec une certaine prudence, compte tenu de l'hétérogénéité des comptes (tous ne sont pas consolidés, certains sont des résultats d'exploitation), de l'absence de certaines données et de la non prise en compte de certaines entreprises qui soit ne dépendent pas du ministre de la recherche et de l'industrie (SNECMA, SNIAS, Matra, Dassault, etc.), soit sont hors du secteur concurrentiel (E.D.F., G.D.F., Charbonnages notamment). La publication des principales données du secteur public permettra de porter « *un jugement solide* » sur les performances des groupes et sur la gestion de leurs patrons, a cependant expliqué M. Chevènement.

AU NOM D'UNE « STRAGÉGIE NATIONALE »

La Société industrielle de filtration va fermer ses portes

De notre correspondant

Beauvais. – La Société industrielle de filtration (SIF), qui emploie cent neuf personnes à Marseille-en-Beauvaisis (Oise), fermera prochainement ses portes, au nom d'une stratégie économique nationale. Le comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI) a préconisé, en effet, le regroupement de la fabrication française de filtres automobiles autour de deux sociétés dont l'une est une filiale de la C.G.E., entreprise nationalisée.

Résultat : le ministère de l'industrie a fait savoir par la bouche du préfet qu'il n'entendait pas participer à la poursuite du redressement de cette société. « *Il n'y a pas d'autre solution que les licenciements* », a dit Mme Claudie Bernheim, responsable de la cellule information du CIRI. Ce n'était apparemment pas l'avis du conseil régional de Picardie, qui avait spontanément proposé une aide financière. « *Le comité interministériel a deux attitudes avec les régions,* commente M. Philippe Lepicolot, directeur de l'agence de développement à l'établissement public régional de Picardie. *Quand cela l'arrange, il nous prévient pour que nous payions. Quand cela ne l'arrange pas, nous ne sommes pas tenus au courant sous prétexte que nous ne serions pas capables de garder un secret* ». Il lance ainsi un pavé dans le jardin de la décentralisation. « *Je ne nie pas,* ajoute le responsable régional, *la nécessité d'une stratégie nationale. Ce que je reproche, c'est qu'on l'annonce tardivement. Il faut encore apprendre à vivre entre Paris et les régions ; il y a un ton à trouver.* »

Pourtant, malgré son dépôt de bilan et le règlement judiciaire, cette petite entreprise qui, au début de l'an dernier, produisait quatre cent cinquante mille filtres pour l'automobile et l'aéronautique par mois avait *réussi à redresser* la barre après une longue période de difficultés. Lors d'un conflit récent, les salariés avaient même fait la proposition peu ordinaire de réduire leur salaire *plutôt que de voir s'en aller* dans une charrette de licenciements quelques-uns d'entre eux.

Ayant successivement appartenu à Ducellier-Bendix-Air Equipement *(D.B.A.), puis à Soparis* (Société parisienne d'équipement), la SIF avait trouvé, fin novembre 1982, un prétendant à la reprise, lui-même directeur général d'une entreprise de mille personnes. Ce « *sauveur* » avait même obtenu que de grands constructeurs automobiles comme Renault et le groupe P.S.A. s'engagent à homologuer ses produits. Il avait *monté* un plan de financement qui prévoyait certes une trentaine de licenciements, mais c'était tout de même mieux que la disparition totale de l'activité. L'intérêt national en a décidé autrement.

Plus paradoxal encore, l'opération devrait, selon les syndicats, profiter *surtout aux importateurs de filtres.* En effet, selon eux, la production des concurrents français de la SIF serait d'une qualité moins performante.

MAURICE LUBATTI.

L'ÉTAT VA OUVRIR DES CRÉDITS D'ÉTUDES A CII-HONEYWELL BULL

L'État devra, en 1983, ouvrir des crédits d'études à CII-Honeywell Bull pour un montant qui pourrait aller jusqu'à 500 millions de francs. Le ministère de la recherche et de l'industrie, qui a annoncé cette décision lundi 10 janvier, a, par ailleurs, confirmé que le constructeur informatique recevrait 1,5 milliard de francs de dotation en capital cette année (*le Monde* du 18 décembre 1982). Aux 500 millions de francs inscrits au budget s'ajouteront donc 1 milliard de francs du collectif 1983. Rappelons qu'avec des frais financiers, estimés à 9 milliards de francs pour 1983, et des frais de recherche qui atteignent 10,5 % du chiffre d'affaires, M. Jacques Stern, P.-D.G. de CII-Honeywell Bull, estimait l'aide nécessaire de l'État à 2,5 milliards de francs.

● **Les difficultés de Languepin.** – En règlement judiciaire depuis le 30 novembre dernier, la société Languepin (450 salariés), spécialisée dans la soudure électrique, ne trouve toujours pas preneur. L'actionnaire principal, le groupe Carel-Fouché, souhaite se dégager de l'entreprise, mise à mal, comme l'ensemble du secteur de la soudure électrique, par la concurrence internationale.

SOCIAL

LE MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ANNONCE 190 MILLIONS DE FRANCS D'INVESTISSEMENTS CHEZ CERAVER.

(De notre correspondant.)

Tarbes. – Des investissements de l'ordre de 190 millions de francs, *répartis sur plusieurs années,* sont envisagés par le ministère de l'industrie pour la restructuration de la Société CERAVER, filiale du groupe C.G.E. nationalisé. C'est ce qu'a précisé, lundi 10 janvier, à une délégation de l'intersyndicale C.G.T., C.F.D.T., F.O. et C.G.C. de la CERAVER de Tarbes (Hautes-Pyrénées) le commissaire de la République, M. Jacques Palazy. Cependant, deux cent cinquante nouveaux licenciements sont envisagés par le comité d'établissement central de la C.G.E., qui se réunira, à Paris, le 21 janvier (et non le 18, comme il avait été tout d'abord annoncé).

Le personnel de l'usine de Tarbes a observé, lundi, un arrêt de travail *de trois heures* à l'appel de l'intersyndicale et la C.G.T. a renouvelé son opposition formelle à tout licenciement, en rappelant que cette attitude avait été à l'origine des deux occupations de l'usine, pendant cent quatre jours, en 1981 et 1982.

Le ministère aurait refusé, selon M. Palazy, la proposition de réunion tripartite (ministère-direction-syndicats) faite par ces derniers. Tout semble aller dans le sens du maintien à l'usine de deux cent quatre-vingts personnes seulement, alors qu'un accord de mars 1981 avait vu l'engagement de la direction de la CERAVER de conserver cinq cent vingt personnes *dans l'attente de l'adoption d'un* plan national de céramique fine.

ÉNERGIE

LE BRÉSIL EST CONTRAINT DE RÉDUIRE SON PROGRAMME DE PRODUCTION D'ÉNERGIE NUCLÉAIRE.

Contraint par ses difficultés financières de réduire ses dépenses publiques, le Brésil a décidé de suspendre indéfiniment la construction de deux centrales nucléaires, Iguape I et Iguape II, situées dans l'État de Sao-Paulo, qui constituaient la seconde étape d'un programme à long terme, prévoyant la mise en place de huit centrales nucléaires dans le pays. Ce programme avait fait l'objet, en 1975, d'un accord de coopération avec la R.F.A., et d'un contrat de 8 milliards de dollars avec le groupe Kraftwerk Union (K.W.U.).

Les autorités ont précisé que la suspension des travaux d'Iguape I et II – qui devaient débuter dans le courant de l'année – ne remet pas *en cause* l'accord germano-brésilien, et qu'un nouveau calendrier des travaux sera élaboré. Les deux centrales nucléaires Angra 2 et 3, actuellement en cours de construction *sur la côte sud de Rio-de-Janeiro,* seront achevées. La première tranche du programme Angra 1 est terminée, mais connaît des difficultés de mise en route.

● **La Pologne a produit, en 1982, 189 millions de tonnes de charbon, soit 15,9 % de plus qu'en 1981** mais 2 % de moins qu'en 1980, a annoncé l'agence polonaise de presse PAP. 28,5 millions de tonnes ont été exportées, dont plus de la moitié (56 %) vers les pays capitalistes. En 1981, les exportations polonaises de charbon n'avaient atteint que 15 millions de tonnes.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou	Dép. –	Rep. + ou	Dép. –	Rep. + ou	Dép. –
$ E.-U.	6,6160	6,6190	+ 200	+ 235	+ 385	+ 435	+1140	+1260
$ can.	5,4020	5,4070	+ 95	+ 140	+ 210	+ 270	+ 680	+ 795
Yen (100)	2,9060	2,9100	+ 140	+ 170	+ 280	+ 310	+ 860	+ 930
DM	2,8320	2,8360	+ 165	+ 190	+ 320	+ 350	+ 970	+1040
Florin	2,5655	2,5690	+ 160	+ 190	+ 310	+ 340	+ 950	+1015
F.B. (100)	14,4015	14,4200	– 370	– 185	– 640	– 380	–1195	– 685
F.S.	3,4410	3,4460	+ 300	+ 325	+ 540	+ 580	+1565	+1650
L (1 000)	4,9198	4,9239	– 530	– 400	– 990	– 840	–2560	–2330
£	10,4790	10,4900	+ 130	+ 200	+ 245	+ 445	+ 865	+1075

TAUX DES EURO-MONNAIES

$ E.-U.	8 1/2	8 7/8	8 9/16	8 15/16	8 9/16	8 15/16	8 11/16	9 1/16
DM	5 1/4	5 5/8	5 1/4	5 5/8	5 1/4	5 5/8	5 1/4	5 5/8
Florin	5	5 1/2	5	5 5/16	4 7/8	5 1/4	4 13/16	5 3/16
F.B. (100)	11 3/4	14 1/4	14 1/4	15 1/2	14 1/4	15 3/4	14 3/4	15 1/2
F.S.	7/8	1 1/2	2	2 3/8	2 7/16	2 13/16	3	3 5/16
L (1 000)	16 3/4	21	21 1/2	24 1/2	23	25	23	24 1/2
£	10 1/4	10 3/4	10 1/2	10 7/8	10 1/2	10 7/8	10 1/2	10 7/8
F. franç.	13 3/4	17 1/4	18 1/4	20 1/4	18 1/4	20 1/4	19 3/4	21 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Les répercussions du conflit chez Mavilor

Menace de chômage technique chez R.-V.I. à Vénissieux

La grève menée depuis le 14 décembre par les mille centvingt salariés des deux usines Mavilor de Lhorme et de Lorette (Loire), une fabrique de vilebrequins, a de sérieuses répercussions aux établissements Renault Véhicules industriels (R.-V.I.) de Vénissieux, dans le Rhône. *Selon cette dernière entreprise,* la livraison le 4 janvier, par les grévistes de Mavilor, de cent quatre vilebrequins aux ouvriers de R.-V.I. Vénissieux ne devait permettre d'assurer l'emploi que *jusqu'à mardi soir* 11 janvier, et la direction envisageait des mesures de chômage technique qui pourraient toucher plusieurs centaines d'ouvriers de Renault à Vénissieux, mais également à Limoges.

Le conflit *n'est pas sans ménager* quelques surprises. A la veille du week-end, plusieurs centaines de salariés *manifestaient* au péage de l'autoroute A 7, à quelques kilomètres au sud de Vienne, encaissant le montant des péages à titre d'acompte des salaires non encore *versés, du fait de l'occupation de locaux.* Samedi, une dizaine de femmes de grévistes bloquaient l'entrée de la villa de M. Suzat, directeur du personnel de l'entreprise. Lundi *enfin, c'était au domicile du* P.-D.G. de Mavilor, M. Jaskulke, que le personnel s'en prenait. Devant les garages et dans les couloirs de l'immeuble où il réside, à Saint-Etienne, ils « *déversaient* » *une centaine* de vilebrequins.

Il est difficile de dire si ces *actions spectaculaires* « *pénalisent* » ou non les négociations.

AGRICULTURE

LES ÉLECTIONS AUX CHAMBRES D'AGRICULTURE

La C.F.D.T. présentera des candidats dans 83 départements

La C.F.D.T. présentera des candidats dans 83 départements pour les élections aux chambres d'agriculture du 28 janvier. La *Fédération* générale de l'agriculture de la C.F.D.T. qui est majoritaire chez les salariés de cette branche « *ira à la bataille sur ses propres thèmes, sans soutenir un syndicat d'exploitant plutôt qu'un autre* » a déclaré M. Marc Gagnaire secrétaire général de la F.G.A. « *Notre principale préoccupation* a-t-il ajouté, *est d'être reconnue en tant qu'organisation professionnelle qui ne se contente pas de défendre les salariés, mais qui porte un projet économique.* »

La F.G.A-C.F.D.T. estime encore qu'en dépit de la réforme des modalités d'élection, les représentants des salariés ne seront pas encore assez *représentés. Le nombre de sièges à* pourvoir passe cependant de 279 à 781. Le nouveau texte prévoit en effet pour les salariés d'exploitation (300 000 *permanents* et 400 000 saisonniers) un nombre de sièges proportionnel au nombre de salariés recensés avec un minimum de 3 et un maximum de 8 (contre 1 à 4 élus dans l'ancien système). Pour les salariés d'organismes agricoles (120 000 dans la coopération, 120 000 dans les services, selon M. Gagnaire) il y aura 4 sièges par département contre 1 ou 2 précédemment. Ainsi le poids relatif des salariés dans l'ensemble des chambres départementales augmentera-t-il. En effet, le nombre total des élus sera compris entre 46 et 54, contre une fourchette de 25 à 65 membres jusqu'alors. Mais pour la C.F.D.T., cette avancée est insuffisante, « *car,* a déclaré M. Gagnaire, *ce sont précisément les salariés qui peuvent permettre de changer l'agriculture.* »

FAITS ET CHIFFRES

Etranger

ÉTATS-UNIS

● **La dette publique américaine** a *atteint 1 197 milliards de dollars à la* fin de 1982, en augmentation de près de 170 milliards de dollars par rapport à la fin de 1981. Le plafond légal de la dette publique est actuellement *fixé par la loi* à 1 290 milliards de dollars. – *(A.F.P.).*

PAYS-BAS

● **Le nombre de chômeurs néerlandais** a augmenté de 32 000 en *décembre* pour *s'établir* à 644 200, soit 14,7 % de la population active. Le ministre néerlandais des affaires sociales et de l'emploi, M. Jan de Koning, a mis l'accent sur la nécessité de commencer cette année la redistribution du travail dans le cadre de la lutte contre le chômage. – *(A.F.P.)*

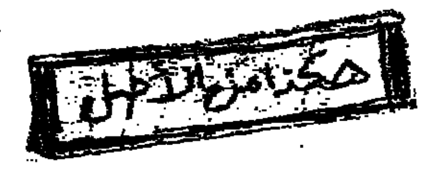
R.F.A.

● **Les commandes reçues par l'industrie ouest-allemande** ont augmenté de 5,3 % en novembre, après avoir baissé de 1,1 % en octobre. Le ministère de l'économie a qualifié cette nouvelle d'« *encourageante* », surtout après les performances médiocres enregistrées en 1982. Toutefois le niveau de ses commandes en octobre et en novembre 1982 était de 9 % *inférieur à celui de la même* période de 1981. La production industrielle, elle, a baissé de 1 % en novembre, alors qu'elle avait diminué de 1,9 % en octobre. – (*Reuter.*)

Social

● **Agitation chez les marins.** – Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. des marins menacent d'appeler leurs adhérents à une grève de quarante-huit heures dans la deuxième quinzaine, de janvier pour obtenir l'amélioration de leurs retraites. Le Comité central des armateurs de France (C.C.A.F.) exprime sa « *stupeur* » devant cette décision, estimant que dans les négociations sociales engagées depuis six mois, « *il semblait admis que les partenaires sociaux donnaient priorité à l'emploi, et à toutes les mesures propres à le préserver* », alors que « *la voie de l'affrontement* » conduit « *à la détérioration des rapports sociaux et au dépérissement de la flotte* ».

● **La situation des immigrés à Paris.** – La situation des immigrés à Paris a été abordé, lundi 10 janvier, par M. Chirac. Devant la presse, le maire a déclaré que, s'il était réélu, « *il s'attaquerait au problème de l'excessive concentration de population étrangère dans certains quartiers parisiens et qu'il essayerait d'aboutir à une meilleure répartition de cette communauté sur l'ensemble de la capitale* ». Il a ajouté : « *Il n'est pas sain qu'il y ait des quartiers avec 50 à 60 % d'étrangers et d'autres où il y en a seulement 5 %.* » Il a évoqué les risques de xénophobie et de racisme dus à ce déséquilibre. Selon M. Chirac, « *une politique de logement adaptée constitue l'un des moyens d'obtenir que cette communauté soit mieux intégrée* ».



ÉTRANGER

APRÈS LA DÉVALUATION DE LA DRACHME GRECQUE

Les socialistes ne sont pas les principaux responsables des difficultés de l'économie

Après la dévaluation de la drachme annoncée dimanche 9 janvier, l'opposition tire à boulets rouges *sur* le gouvernement Papandreou présenté comme le principal responsable des difficultés économiques et sociales actuelles.

Les communistes prétendent que cette dévaluation illustre la faillite du système capitaliste et que seule une totale coopération des forces de la gauche peut sortir le pays d'une dangereuse impasse.

A droite et au centre, les adversaires de M. André Papandreou dressent un constat d'échec de l'expérience socialiste en cours et se déclarent prêts à participer aux responsabilités du pouvoir si le premier ministre venait à perdre la majorité dont il dispose au Parlement. Mais, dans toutes les familles *politiques certains pensent* que l'ensemble du système politico-économique en place depuis des décennies doit être tenu pour responsable de la crise générale qu'affronte la Grèce.

De notre correspondant

Athènes. – Le fait est qu'en octobre 1981, M. Papandreou et le parti socialiste grec ont pris le pouvoir dans des conditions pour le moins difficiles. Au pouvoir de 1974 à 1981, le Parti de la nouvelle démocratie fondé par M. Caramanlis laissait des caisses vides, une inflation galopante, une économie rongée par le laisser-faire, la gabegie et la navigation à vue. Il est vrai qu'après l'effondrement de la dictature, la Nouvelle Démocratie avait, elle aussi, hérité d'une situation économique chaotique et des problèmes complexes posés par les faiblesses organiques et structurelles de l'économie grecque. Déjà en avril 1953, une dévaluation de 100 % de la drachme, des mesures d'austérité et une réduction massive des importations, avaient témoigné de l'ampleur des problèmes économiques. Sortie exsangue de la guerre, d'une triple occupation et de luttes fratricides, la Grèce avait grand besoin de réformes structurelles.

Les données géo-économiques étaient connues et les dirigeants savaient que ce pays ne pouvait vivre au-dessus de ses moyens. Et pourtant aucune réforme profonde et radicale ne fut jamais tentée, l'action économique se résument le plus souvent dans des demi-mesures contradictoires ou des plans ambitieux jamais réalisés. Et lorsque, de 1955 à 1963, le président Caramanlis s'efforça de mettre de l'ordre dans la maison, il se heurta à une oligarchie financière et commerçante toute puissante ainsi qu'à des structures mentales et à des habitudes acquises qui portentbien des Grecs à se comporter beaucoup plus en clients de l'Etat qu'en citoyens.

Revenu au pouvoir en 1974, M. Caramanlis a réussi le tour de force d'intégrer la Grèce à la communauté européenne. Mais, faute d'un état-major efficace, il n'est pas parvenu à créer les conditions permettant une réforme de l'Etat, condition essentielle d'un véritable redressement économique. C'est ainsi qu'en mars 1978, M. Jean Permazoglou, président du parti démocrate socialiste, soutenait que la Nouvelle Démocratie avait échoué dans presque tous les domaines et, en premier lieu, celui de l'économie. Quelques mois plus tard, le très libéral et modéré M. Georges Mavros, un des chefs de file des centristes, dénonçait une conjoncture économique et sociale qu'il qualifiait de déprimante. Enfin, quelque peu avant les élections d'octobre 1981, le chef actuel de la Nouvelle Démocratie, M. E. Averof, alors vice-président du conseil et responsable de tout le secteur économique, admettait que la situation était devenue franchement préoccupante. Il est donc possible d'avancer qu'au lendemein de sa victoire électorale du 18 octobre 1981, M. Papandreou se trouva face à une conjoncture économique peu brillante.

Des erreurs

Il est difficile dans ces conditions de lui reprocher de n'avoir pu pallier les erreurs et les fautes accumulées depuis tant d'années. En revanche, il est possible de se demander si les dirigeants socialistes n'ont pas joué les apprentis sorciers et aggravé une crise ne relevant pas seulement de facteurs économiques et politiques, mais également d'un phénomène de société.

Pour leur part, les tenants du parti socialiste soutiennent que la praxis ayant pris le dessus sur l'idéologie, le bilan présenté par les nouveaux dirigeants ne manque pas de points positifs. D'autre part, le changement demeure une œuvre de longue haleine et l'action du gouvernement ne peut être jugée sur la base de simples turbulences comme celle provoquée par une dévaluation de la drachme attendue depuis novembre dernier. De même, le premier ministre s'emploie à tenir ses engagements électoraux, mais par étapes, et après avoir bien pesé le pour et le contre.

L'erreur des dirigeants socialistes serait d'avoir joué la carte de la relance économique par une augmentation des salaires et traitements (1), et ce dans le but d'activer la production et la consommation des produits grecs. Les résultats obtenus démentent ces calculs. Mais quelques inévitables erreurs n'auront pas tellement aggravé une crise devenue de plus en plus aigue depuis 1979. De leur côté, ceux qui n'ont jamais cru qu'une expérience socialiste pouvait réussir dans ce pays, prétendent que l'amateurisme, l'inefficacité, l'incompétence et parfois l'irresponsabilité de la plupart des dirigeants socialistes n'ont fait qu'aggraver la crise générale. Les sévères censeurs de M. Andres Papandreou prétendent que les déçus du socialisme sont de plus en plus nombreux et que la grande majorité des Grecs se retrouvent à l'heure du doute. Autrement dit, M. Papandreou aurait déjà perdu la partie et les contradictions de sapolitique dans tous les domaines risqueraient de mener le pays vers de nouvelles aventures.

M. Papandreou devra donc jouer de plus en plus serré afin de ne pas tomber dans les pièges que ne manqueront pas de lui tendre ses adversaires déclarés ou non et à tous les niveaux.

MARC MARCEAU.

(1) Le gouvernement n'a pas bloqué les salaires et traitements. Mais il a demandé aux travailleurs d'accepter une modification pour quelques mois de l'indexation des salaires sur les prix. L'échelle mobile prévoyait un réajustement de 10 % à la fin de 1982, et le gouvernement a demandé que 5 % seulement soient versés au cours du premier trimestre 1983, les autres 5 % l'étant au 3 septembre 1983. Si durant l'année en cours une diminution du pouvoir d'achat est enregistrée, la compensation se fera le 1er janvier 1984.

La Commission de Bruxelles critique l'absence de consultation au plan européen

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes.) – La Grèce a négligé ses devoirs communautaires en dévaluant la drachme sans prévenir Bruxelles. C'est ce qu'exprime la Commission dans un communiqué publié lundi 10 janvier. On lit notamment : « *Elle* [la Commission] *regrette de ne pas avoir été informée au préalable de cette importante modification, effectuée en une seule fois, du cours de la drachme et qu'aucune consultation au plan communautaire n'ait pu avoir lieu. La politique de change est, en effet, un problème d'intérêt commun même pour les monnaies ne participant pas au mécanisme de change instauré dans le cadre du S.M.E. Des consultations appropriées au niveau communautaire devront, bien entendu, intervenir rapidement : elles devront, en particulier, porter sur toute autre mesure complémentaire envisagée touchant aux compétences communautaires.* »

Au sujet de la mise en place des mesures d'accompagnement de la dévaluation, la Commission va insister pour que les procédures communautaires soient respectées. Surtout si, comme on peut le redouter, elles risquent d'affecter les échanges à l'intérieur de la C.E.E. et, en particulier, les importations grecques en provenance des autres pays membres. En cas de difficultés aiguës de la balance des paiements ou pour faire face à des problèmes spécifiques, des mesures de sauvegarde peuvent être prises, tant au titre du traité de Rome que de celui du traité d'adhésion.

Au moins sur le plan des échanges agricoles, des décisions doivent être prises rapidement. Le gouvernement hellénique doit faire savoir s'il a l'intention d'aligner complètement, d'aligner partiellement ou de ne pas aligner du tout la « drachme verte » sur le nouveau cours de la monnaie nationale. Un alignement signifierait une hausse des prix garantis et se traduirait par une augmentation du revenu paysan, mais jouerait comme un facteur d'accélération de l'inflation. En cas de non-alignement, la Commission doit instaurer des montants compensatoires monétaires (M.C.M.), dont le rôle, comme toujours, est de neutraliser les effets de la dévaluation dans les échanges. Ces M.C.M. joueront comme des taxes à l'exportation et des subventions à l'importation. C'est probablement l'un des points qui vont poser problème. – PH. L.

En Grande-Bretagne

S'ILS ARRIVAIENT AU POUVOIR LES TRAVAILLISTES DÉVALUERAIENT LA LIVRE DE 30 %.

De notre correspondant

Londres. – La livre sterling a continué de fléchir sur les marchés des changes, tombant, mardi 11 janvier 1983 à 1,58 dollar contre 1,61 dollar à la veille du week-end et à 10,45 F contre 10,67 F.

A cette occasion, M. Peter Shore, chancelier de l'Echiquier du « cabinet fantôme » travailliste, vient d'écrire au nouveau gouverneur de la Banque d'Angleterre, M. Leigh-Pemberton, qui passe pour un monétariste convaincu, pour lui rappeler que cette noble institution se doit d'appliquer la politique définie par le gouvernement. Or, si M. Shore et ses amis arrivent au pouvoir, à l'issue des prochaines élections, ils ont annoncé qu'ils dévalueraient de 30 %.

Les chances électorales du parti travailliste paraissent pour le moment limitées, mais les observateurs n'excluent pas que ces déclarations pour le moins surprenantes jouent un rôle même seondaire dans la faiblesse actuelle de la devise britannique. Les autres causes tiennent, sans doute, au sentiment que la livre est surévaluée – comme le dollar, dont elle subit le sort, – et aux doutes sur la compétitivité de l'économie britannique. La baisse des taux d'intérêt en Grande-Bretagne, qui a été très rapide au cours du deuxième semestre 1982, n'a pas évidemment dissuadé les opérateurs de se débarrasser de leurs livres.

Dans un premier temps, les effets économiques de cette baisse seront sans doute limités.

Il n'en reste pas moins que la dérive a été très forte. La monnaie britannique a perdu 11 % en deux mois par rapport à un panier de grandes devises et 8 à 9 % en un an. C'est plus que n'en souhaitaient les experts de la confédération patronale, qui suggéraient de laisser baisser la livre de 4 % pour stimuler les exportations. A terme, les effets pourraient cependant être désastreux pour le gouvernement.

Sur le front des revenus, les résultats ne sont pas aussi satisfaisants que l'auraient voulu les pouvoirs publics. Les salaires ont augmenté de 7,5 % en moyenne en 1982.

Sir Geoffrey Howe doit ainsi naviguer entre deux écueils : s'il accepte la baisse de la livre, l'inflation risque de repartir ; s'il veut l'enrayer, il doit relever les taux d'intérêt, ce qui reviendrait non seulement à admettre que sa politique économique a échoué, mais à mettre en danger tout espoir de reprise. Soutenu par Mme Thatcher, le chancelier de l'Echiquier s'en tient pour l'instant à une attitude de non-intervention conforme à sa philosophie. « *Nous n'avons pas d'objectif en ce qui concerne le taux de change,* a-t-il déclaré, lundi 10 janvier, à un groupe de correspondants étrangers. *Les interventions ne doivent viser qu'à adoucir les fluctuations. La dévaluation n'est pas un moyen de la politique économique.* »

DANIEL VERNET.

Les Grecs, Européens de l'an II

II. – *Des aides, des aides, des aides...*

De notre envoyé spécial JACQUES GRALL

***Depuis deux ans dans la* Communauté économique européenne, la Grèce présente des aspects de pays en voie de développement *(le Monde* du 11 janvier). Avec la libération des échanges, les producteurs hellènes *sont confrontés* à une rude concurrence. Les aides de la Communauté seront-elles à la fois suffisantes et adaptées à la spécificité de l'économie grecque ?**

Edessa. – Deux étaient avocats, le troisième architecte : tous les trois sont devenus préfets depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir. Leur discours reflète bien celui du gouvernement. Il tient en trois thèmes : 1) vive la coopération agricole ; 2) la Communauté présente des avantages mais doit adapter sa politique aux particularismes grecs ; 3) programmation démocratique et décentralisation, qui doit déboucher sur « *l'élection des préfets* ».

M. Adamopoulos, préfet d'Edessa, était donc avocat. Pour lui, la nouvelle loi sur la coopération est une « *œuvre d'assainissement du mouvement coopératif* ». Il s'agit de démocratiser « *la représentation paternaliste* » des coopératives existantes. Cela, c'est le discours officiel. Vue par un fonctionnaire français à Athènes qui, manifestement, n'a pas été touché par la grâce de l'*allagi*, qui veut dire changement en grec, cette nouvelle loi a surtout pour objectif de mettre les gens du PASOK à la tête du seul mouvement agricole organisé en Grèce, « *quitte à laisser tomber les organisations de gauche dont ils réclamaient la reconnaissance avant d'être au pouvoir* ». Et si les élections ne se déroulent pas comme prévu ? « *Alors, ils ranimeront leurs mouvements.* »

M. Kritsinis, préfet de Florina, était avocat, lui aussi. Il est l'un des rares préfets laissés en place par le nouveau gouvernement. Il est de ceux aussi qui furent nommés en 1974 par le gouvernement d'union nationale dès la chute du régime des colonels. Son discours est moins militant, plus professionnel : « *Les agriculteurs du département commencent à bouger, à concevoir des coopératives. Avant l'arrivée de la gauche, il n'y avait pas de véritable intérêt pour l'agriculture et la coopération : la droite n'en voulait pas.* » De fait, la coopération agricole telle qu'elle existe en Grèce, dixième pays membre de la Communauté – il faut le rappeler de temps à autre, – est surtout constituée de coopératives de crédit.

Le rôle de la coopération

Pour le PASOK, le développement des coopératives, non seulement de crédit mais de transformation et de commercialisation, représente la solution et l'avenir de l'agriculture. D'où un important programme de subventions au démarrage des coopératives... dont bénéficient aussi, mais à un degré moindre, les entreprises privées.

Explication d'un ancien président qui pensait être réélu, même avec le nouveau système : « *Nous sommes d'accord avec les subventions pour les particuliers, car ils disposent d'usines qui peuvent être rentabilisées. Il n'est pas possible de supprimer cette classe d'opérateurs. Cela durera tant que les coopératives ne pourront pas assurer la relève. Ils disparaîtront ensuite naturellement.* »

Cette profession de foi laisse songeur : aujourd'hui, la coopération ne contrôle que de 10 à 15 % des produits. Avant l'été dernier, le négoce a montré sa puissance en boycottant l'approvisionnement des villes, ce qui a renforcé la volonté du gouvernement de casser cet oligopole. Et, en attendant que se constitue une industrie agro-alimentaire nationale et coopérative, le gouvernement grec comme la Communauté font affaire avec les filiales des multinationales américaines qui contrôlent les fabriques de jus de fruits et autres conserves de tomates.

Trop tôt ?

Est-ce qu'Athènes serait venu trop tôt à Bruxelles ? La réponse du préfet Kritsinis est nuancée : « *Le traité d'association de 1961 prévoyait vingt-deux ans d'attente avant l'adhésion. Le processus a été accéléré. Je ne suis pas en mesure d'émettre un jugement, mais nous sommes aujourd'hui dans la Communauté comme si nous allions à une réception avec un costume légèrement frippé.* »

« *Le défi qui est lancé est un problème de force entre grands et petits pays,* ajoute-t-il. *Il y a pour nous des avantages. Dans la Communauté, tout est prévu, programmé, et c'est une leçon pour notre pays, qui n'a pas l'habitude de la planification, mais dans le même temps tout n'est pas prévu : par exemple, nos fraises. Il n'y a rien pour nos fraises.* »

La Communauté européenne est appréciée comme une distributrice d'aides, une machine à rétablir entre Londres, Paris et ce village sans médecin, sans sage-femme et aux routes impraticables, un équilibre. Les villageois y croient. Déjà des progrès sont patents qui concernent l'infrastucture routière.

Des aides, des aides, des aides encore : c'est l'antienne grecque que M. Simitis, le ministre de l'agriculture, justifie par deux chiffres : en 1981, la Grèce a reçu par actif agricole 240 ECU contre 1 460 ECU en moyenne par actif agricole dans le reste de la Communauté. Chiffres qui semblent imparables, tandis qu'un diplomate constate : « *Le transfert financier de la C.E.E. à la Grèce atteindra, en 1982, 1 milliard de dollars, soit le double de la somme prévue pour la fin de la période de transition.* » On serait tenté d'écrire : des aides pour quoi faire ?

Les aides à l'élevage, nous a-t-il été expliqué au bistrot de Sarakini, versées par la Communauté ont remplacé les aides nationales sur le prix du fourrage. Son utilisation est importante dans ce coin de montagne, où les bêtes restent à l'étable de quatre à cinq mois par an. L'aide communautaire s'applique au nombre de têtes, d'autant moins nombreuses qu'il y a peu de pâturages dans les fonds de vallée et qu'il y a peu de nourriture, puisqu'il n'y a plus d'aides pour l'achat du fourrage...

M. Kritsinis a pour la région de Prespes, son lac, ses oiseaux, sa station de sport d'hiver, ses quelque dix villages et son agriculture une idée de promotion qui ressemble à celle de nos parcs naturels quand on ne les considère pas comme une réserve à paysans. Des aides de la Communauté sont-elles possibles ? « *Bah ! C'est-à-dire qu'on va voir ce qu'on peut faire. Faites un projet, transmettez-le à Athènes, et... envoyez-nous un double.* » Peut-être s'agit-il d'une bonne idée pour le développement d'une micro-région, mais les règlements vus de Bruxelles ne permettent pas encore d'en juger.

Quant aux aides au revenu, elles ne sont attribuées, au titre de l'agriculture, que si le temps de travail passé dans ce secteur est suffisant. Mais comme le revenu agricole n'est pas, lui, suffisant, les jeunes vont travailler à l'extérieur, ne s'occupant de l'exploitation que le soir. Donc, pas d'aide européenne pour ceux-là.

« *Quand il s'agit de définir des critères d'aides au revenu,* a-t-on demandé dans le village de Karydia, *le niveau retenu, c'est le revenu allemand ou grec ?* »

Et puis, il y a la complexité administrative : « *Nous nous efforçons d'apprendre les rouages communautaires,* dira M. Adamopoulos. *Nous ne connaissons pas encore toutes les possibilités de demandes* ».

– *L'administration grecque est-elle capable de digérer l'Europe ?* La réponse tombe brutalement : « *Non, car elle n'est déjà pas capable de digérer en Grèce la politique gouvernementale.* » (Il faut entendre par là, la nouvelle politique gouvernementale, celle de l'allagi.)

Ambitions et résistances

La Commission européenne a conscience de ces décalages entre le nord et le sud, entre l'édiction des règlements et leur point d'application. Mais elle se défend de ne rien faire pour y remédier. M. Dalsager, commissaire européen chargé de l'agriculture, explique que, en 1978, la C.E.E. a dépensé 8,9 % de son budget pour les produits méditerranéens, et en 1982, 22 %, soit plus que la part de ces productions dans l'ensemble de l'agriculture. « *Les revenus paysans du sud de l'Italie et de la Grèce ont augmenté plus vite entre 1974 et 1981 que ceux des agriculteurs du nord,* affirme-t-il. *L'Italie a été le principal bénéficiaire de la section orientation* (celle qui permet de financer les réformes de structures) *pour la campagne 1981. En 1982, ces crédits se sont élevés à 750 millions d'ECU, dont 200 pour l'Italie, et 32 pour la Grèce.* »

Mais cette vision est corrigée par d'autres chiffres avancés cette fois par un autre commissaire, M. Natali, chargé du dossier méditerranéen et de l'élargissement : « *En fonction d'un indice communautaire moyen de 100, les dépenses agricoles par travailleur actif sont supérieures à 150 dans la majeure partie des régions du Bassin parisien, de Belgique, d'Allemagne du Nord, des Pays-Bas et du Danemark. Mais elles sont inférieures à 50 dans une région d'Italie sur trois, et inférieures à 80 dans la majeure partie des autres régions italiennes ainsi que dans les régions de montagne et le sud-ouest de la France.* » En fait, concluait M. Natali, la PAC a agi dans le sens d'une aggravation des déséquilibres.

Pour corriger ces dérèglements et tenir compte « *des médiocres résultats obtenus jusqu'alors par les actions structurelles* », selon M. Natali, la Commission veut proposer aux Etats membres de financer des programmes méditerranéens qui prendraient en charge l'ensemble des secteurs et non plus seulement l'agriculture. Les pêcheurs de Prespes auraient alors la réponse à leurs problèmes.

Préfet depuis six mois, M. Vlasiadis compte lui aussi sur l'aide de la C.E.E. pour réveiller « *la Thessalie et Larissa considérées, ici, comme un géant qui dort* ». Jeune architecte, aux cheveux bouclés, avec la forte moustache qui fait, dit-on, quasiment partie de l'uniforme des nouveaux socialistes hellènes, M. Vlasiadis tient un discours complémentaire à celui des commissaires européens. Celui de la volonté nationale sans laquelle, aide ou pas, le développement est peu probable. « *La nouvelle loi sur le développement n'exclut personne pour donner un nouveau souffle à la campagne grecque.* »

Prochain article :

Courir à la vitesse des autres ?

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

10 janvier

Le lingot au-dessus de 100 000 F Bonne tenue des valeurs françaises.

Se conformant aux indications haussières en provenance de l'étranger, les cours de l'or ont vivement progressé sur la place de Paris, tandis que les valeurs françaises consolidaient leur avance de la semaine précédente avec un gain moyen de 0,7 % environ.

L'once d'or s'étant avancée, à Londres, de 455 dollars à 474 dollars, le cours du lingot de 1 kg à Paris a monté de 2 650 F atteignant 100 150, passant, pour la première fois, au-dessus de la barre des 100 000 F, le napoléon, a pris 12 F à 712 F. Du coup, les emprunts indexés sur le métal ont vivement progressé : + 4 % pour le 4 1/2 % 1973 à 2 080 F, et 379 F de plus pour le 7 % 1973 à 9 745 F. De leur côté, les mines d'or ont poursuivi leur avance, jusqu'à 8 % de hausse se hissant, presque toute, à leur plus haut cours historique.

Les valeurs françaises, très favorisées la semaine dernière avec une hausse moyenne de 4,5 % ont été irrégulières, restant, toutefois, assez bien orientées grâce, en partie, aux achats des investissements institutionnels.

La plus forte hausse a été celle des Moteurs Leroy-Somer (+ 8 %), suivie par Poclain (+ 6,6 %), Penarroya (+ 8 %), Source Perrier (+ 4 %) et Lyonnaise des Eaux (+ 3 %), quelques baisses, tout de même, UCB (– 4,4 %), Carrefour (– 2,5 %), Française de raffinage (– 2,7 %).

Aux valeurs étrangères, les allemandes se sont montrées très fermes, sur la perspective d'une baisse du taux d'intérêt en Allemagne, et les américaines ont été irrégulières.

A noter la hausse sensible du dollar-titres, dont le cours est passé de 8,36 F à 8,52 F, à la fois sur des achats plus nourris de valeurs étrangères (américaines et japonaises) et sur la crainte d'un nouveau réajustement monétaire.

NEW-YORK

Nouvelle fermeté

En dépit de quelques prises de bénéfice intervenues pendant la majeure partie de la séance, la Bourse de New-York a opéré un vigoureux redressement, et l'indice Dow Jones des industrielles a finalement mis 16,28 points à son actif.

Une fois encore, ce sont les perspectives de baisse des taux d'intérêt qui ont eu un effet favorable sur le marché après que deux établissements importants, U.S. Trust Co et Bankers Trust Co, eurent annoncé qu'ils décidaient d'abaisser leur taux pour les « *broker loans* » (taux préférentiel consenti aux agents de change) de 10 % à 9 1/2 %. Quelques heures après, Continental Illinois prenait une décision identique en ramenant son propre taux de 10 1/2 % à 10 %.

Parallèlement, le célèbre économiste de Salomon Brothers, M. Henry Kaufman, accentuait le mouvement en prévoyant, dans sa dernière lettre d'information trimestrielle, une régression des taux d'intérêt à long terme qui les ferait tomber au-dessous du seuil des 10 %, tandis que les taux à court terme régresseraient en-deçà de 7 %.

Cette orientation se trouve confirmée par les dernières adjudications de bons du Trésor. Ainsi, 5,8 milliards de dollars à trois mois ont été servis avec un taux de rendement moyen de 7,671 %, en nette baisse par rapport au taux de 7,896 % de la dernière adjudication, celle du 3 janvier. Quand aux 5,8 milliards de dollars de bons à six mois, ils ont trouvé preneur avec un taux de rendement moyen de 7,774 % contre 7,946 % lors de la précédente mise aux enchères.

VALEURS	Cours du 7 janv.	Cours du 10 janv.
Alcoa	33 1/4	34 1/2
A.T.T.	63 3/4	64 3/4
Boeing	35	35 3/8
Chase Manhattan Bank	50 1/2	51
Du Pont de Nemours	40 5/8	41 3/4
Eastman Kodak	85 1/2	88
Exxon	30 3/8	31
Ford	39 7/8	40 1/8
General Electric	98 3/4	99 1/8
General Foods	39 1/8	38 1/2
General Motors	63	64 5/8
Goodyear	35 3/4	36 3/8
I.B.M.	96 5/8	98
I.T.T.	30 7/8	32 3/8
Mobil Oil	26	25 7/8
Pfizer	68 7/8	70 3/4
Schlumberger	50 1/4	49 1/4
Texaco	31 1/8	31 5/8
U.A.L. Inc.	30	31 3/4
Union Carbide	58 3/4	58
U.S. Steel	22	21 3/4
Westinghouse	39 3/4	41 3/4
Xerox Corp.	38 3/8	39 3/4

LA VIE DES SOCIÉTÉS

BANCO CENTRAL. – Classé au second rang parmi les principaux établissements bancaires espagnols, après le Banco Espagnol de credito (Banesto), le Banco central va faire son entrée le 18 janvier 1983 à la Bourse de Paris, où deux sociétés espagnoles sont actuellement cotées, le Banco popular espagnol et le Phénix espagnol.

Cette banque à vocation internationale exerce ses activités en Europe, au Canada, aux Etats-Unis, mais également en Amérique latine à travers un réseau de succursales et de filiales locales, le Banco central jouant un rôle important dans le financement des secteurs agricole, énergétique, pétrochimique et du bâtiment.

En France, cet établissement qui figure parmi les banques étrangères de dépôts, possède sept guichets en région parisienne et un guichet en province, à Perpignan, un neuvième bureau devant prochainement ouvrir ses portes à Lyon.

C.R.E.G. – *Le groupe Thomson-Brandt* fait savoir que, à la suite de plusieurs opérations de reclassement de titres intervenues au sein du groupe, sa filiale à 96 %, la Société financière électrique de banque, détient à présent plus de 10 % du Crédit électrique et gazier (C.R.E.G.), ce que confirme un avis de la Chambre syndicale des agents de change, faisant état du franchissement du seuil réglementaire de 10 %.

DE BEERS. – Les ventes de diamants bruts du groupe ont enregistré une nette reprise au second semestre 1982 par rapport au semestre précédent, mais également par comparaison avec la même période de 1981, indique à Londres la *Central Selling Organisation* (C.S.O.), qui commercialise plus de 70 % de la production mondiale de gemmes. Ainsi, les ventes ont porté sur 724,1 millions de rands au second semestre 1982 contre 635,5 *millions le semestre précédent et* 501,9 millions pour les six derniers mois de 1981.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1982)

	7 janv.	10 janv.
Valeurs françaises	103	
Valeurs étrangères	105,3	

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1982)

	7 janv.	10 janv.
Indice général	101,3	101,9

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 11 janvier .... 12 3/4 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	10 janv.	11 janv.
1 dollar (en yens)	227,55	227,50

BOURSE DE PARIS Comptant 10 JANVIER

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
3 %	25	0 838	Degremont	96	96	Navig. (Nat. de)	49 65	44	B. N. Mexique	7 25	....
5 %	34 55	4 712	Delalande S.A.	85 80	....	Nicolas	303	309	B. Régl. Internat.	36000	37000
3 % amort. 45-54	71	1 340	Delmas-Vieljeux	503	490	Nodet-Gougis	88 70	89	Barlow Rand	76	....
4 1/4 % 1963	100 35	1 327	Dév. Rég. P.d.C (Li)	116 10	118	OPB Paribas	102	98 o	Bell Canada	149	165
Emp. N. Eq. 6 % 67	112 20	3 682	Didot-Bottin	286 50	275	Optorg	74 50	76 50	Blyvoor	151 50	165
Emp. 7 % 1973	9760	..	Dist. Indochine	320	310	Origny-Desvroise	122 20	123	Bowater	21 50	21 60
Emp. 8,80 % 77	103	5 618	Drag. Trav. Pub.	192 30	199 50	Palais Nouveauté	293	292	British Petroleum	40 10	40 20
9,80 % 78/83	84	4 913	Duc-Lamothe	200	....	Paris-Orléans	94 50	95	Br. Lambert	242	....
8,80 % 78/86	85 45	0 723	Dunlop	5 10	....	Part. Fin. Gest. Im.	171	175	Caland Holdings	88	88
10,80 % 79/94	86 25	3 817	Eaux Bass. Vichy	1040	912 o	Pathé-Cinéma	150	150	Canadian-Pacific	252	257
									Cockerill-Ougre	14 30	14 20

SICAV 10/1	Émission Frais incl.	Rachat net
Actions France	167 82	160 21
Actions-Investiss.	214 63	204 90
Actions sélectives	242 45	231 46
Audificand	289 42	276 30
A.G.F. 5000	204 25	194 99
Agfimo	299 43	285 85
Alsafi	213 52	203 84
A.L.T.O.	186 18	177 74
Amérique Gestion	418 54	399 56
Unifrance	204 28	195 02
Unifoncier	530 68	506 60
Unigestion	481 44	459 61
Uni-Japon	765 72	731
Univers	1610 84	1557 87
Univer	11768 52	11768 52
Valorem	309 61	295 57
Valrel	115220 78	115105 65
Worms Investiss.	560 08	534 69

◆ : prix précédent

HORS-COTE

Compartiment spécial

Autres valeurs hors cote

Étrangères	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	100	....
Akzo	113	122
Alcan Alum	230	250
Algemeine Bank	1015	1000
Am. Petrofina	486	....
Arbed	160	....
Asturienne Mines	54	....
Bco Pop Espanol	80	80

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Océanic	45	36 o
Petrofigaz	346	351
Procuptis	120	....
Ratier For. G.S.P.	....	....
Rorento N.V.	593	608
Sabl. Morillon Corv.	120	....
S.K.F. (Applic. méc.)	60	....
S.P.R.	96	90
Total C.F.N.	89 30	....
Ufinex	205	....
Voyer S.A.	1 35	....

Marché à terme

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, nous pourrions être contraints parfois à ne pas donner les derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été *exceptionnellement l'objet de transactions entre* 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
1860	4,5 % 1973	2000 50	2070	2100	2060
2906	C.N.E. 3 %	3090	3072	3072	3045
400	Agence Havas	405	405	406	398 90
565	Facom	565	578	576	580
780	Fichet-Bauche	760	725	729	725
158	Francarep	153 10	153 10	153	150 10
141	Franc-Lille	143	144	144	141 10
85	Vallourec	90	92	91 70	90 20
1160	V. Clicquot-P.	1238	1246	1245	1221
840	Viniprix	762	750	750	735
162	Amax Inc.	216	213 80	215	213 40
535	Amer. Express	555	560	553	565
490	Amer. Teleph.	542	557	554	557
128	Anglo Amer. C.	138 50	148 60	143	143 70
880	Angold	958	1009	1009	990
840	B. Ottomane	945	920	920	930
410	BASF (Akt)	438	453	438	456
45	Imp. Chemical	47 15	47 55	47 55	47 55
82	Inco. Limited	112	113 50	116	113 50
770	IBM	828	833	836	833
39	Ito-Yokado	41	42 10	42 10	42 10
265	ITT	263 50	267 50	266 50	269
47	Matsushita	51 25	51 95	52	52
720	Merck	736	746	746	735
605	Minnesota M.	630	640	639	631
205	Mobil Corp.	227	225 90	225 90	224 90
15300	Nestlé	17330	17750	17650	17400
230	Exxon Corp.	283 80	282	282	280
330	Ford Motors	342	346	346	342 50
390	Free State	447	469	467	460
174	Gencor	190	200	198	198
205	Gén. Belgique	209	212	212	211 10
820	Gén. Electr.	814	824	824	829
515	Gen. Motors	522	534	537	528
63	Goldfields	70 30	74 50	72 30	74 50
182	Harmony	192 50	207	206	208
27	Hitachi	30 35	31 10	31	30 95
380	Hoechst Akt.	404	407	407	405
880	Siemens A.G.	920	927	935	931
120	Sony	126 50	126	126	125
179	T.D.K.	183	181 90	182	180 10
585	Unilever	648	659	650	....
480	Unit. Techn.	488	507	507	502
840	Vaal Reefs	940	1011	998	991
440	West Deep	513	545	548	545
395	West Hold.	465	500	495	497
315	Xerox Corp.	317	325	321	325
2 35	Zambia Corp.	2 84	3 06	3 18	3

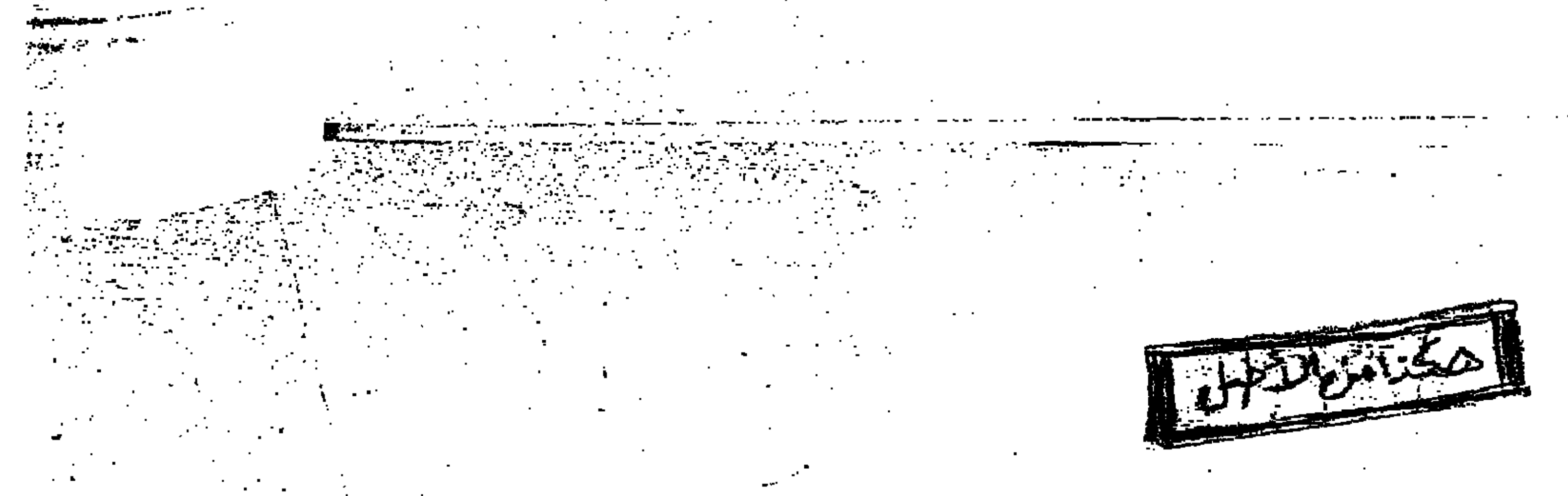
c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé.

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 10/1	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	6 652	6 606	6 450	6 800
Allemagne (100 DM)	283 550	283 420	275	289
Belgique (100 F)	14 400	14 410	13 200	14 300
Pays Bas (100 fl.)	256 830	256 630	250	262
Danemark (100 krd)	80 180	80 320	78	82
Norvège (100 k)	95 280	95 190	93	99
Grande-Bretagne (£ 1)	10 663	10 580	10 350	11 050
Grèce (100 drachmes)	9 390	7 915	8 750	9 750
Italie (1 000 lires)	4 920	4 915	4 750	4 750
Suisse (100 fr.)	341 600	343 850	332	350
Suède (100 krs)	91 950	91 730	89	95
Autriche (100 sch)	40 430	40 380	39 400	41 100
Espagne (100 pes.)	5 315	5 309	5 100	5 500
Portugal (100 esc.)	7 400	7 280	6 100	7 300
Canada ($ can 1)	5 411	5 386	5 270	5 540
Japon (100 yens)	2 883	2 907	2 780	2 900

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 10/1
Or fin (kilo en barre)	97800	100500
Or fin (en lingot)	97500	100150
Pièce française (20 fr)	700	712
Pièce française (10 fr)	476	....
Pièce suisse (20 fr)	740	731
Pièce latine (20 fr)	680	680
Souverain	820	820
Pièce de 20 dollars	3695	3620
Pièce de 10 dollars	1750	1850
Pièce de 5 dollars	890	....
Pièce de 50 pesos	4145	4195
Pièce de 10 florins	690	701



Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

A B C D E F G

Un tiers des salariés pourraient prendre leur retraite à taux plein à l'âge de soixante ans

« Partir en retraite à soixante ans. » Cette ancienne revendication des syndicats rejoint, selon les sondages, un vœu largement partagé par de nombreux salariés. Les promesses des socialistes et le rappel par M. Mauroy que cet engagement serait respecté ont soulevé des espoirs que la réalité des chiffres risque cependant de mettre à mal. Il ne suffit pas d'accorder ce droit, tout en veillant à ce qu'il ne devienne pas une obligation ou une arme entre les mains des chefs d'entreprise quand ils veulent « dégraisser » leurs effectifs.

Encore faut-il savoir quel sera le *montant* de la retraite. A l'heure du choix individuel — partir ou non, — chacun *se met à compter, et c'est* très souvent — sauf fatigue ou lassitude — *en fonction* du niveau de la pension par rapport au salaire actuel *que le candidat au repos se prononce*. Calcul supplémentaire : le futur *retraité essaye d'évaluer ce qu'il* aura à payer en charges et en cotisa*tions et de savoir comment ses allo*cations évolueront au gré des années *et... de l'inflation. Tous ces facteurs* personnels, qui dictent le comporte*ment de la personne âgée, expli*quent les difficultés des négocia*tions*.

Difficultés, tout d'abord, à propos du montant des pensions. S'il est vrai que, avec trente-sept années et demi, de cotisations, un salarié a droit à une pension du régime général de 50 % du salaire plafonné et à une retraite complémentaire égale à environ 20 %, cette formule « 50 + 20 » ne signifie pas 70 % du dernier salaire. Calculée sur le nombre de points acquis durant toute la vie professionnelle, la retraite complémentaire peut varier énormément. En outre, lorsqu'il s'agit d'un cadre, le « 50 % » plafonné du régime général représente peu de chose par rapport à son salaire ; quant aux 20 %, ils peuvent se réduire à 10 ou 15 % lorsque sa carrière a été très variée. Finalement, le « 50 + 20 » peut se réduire à 55 ou 60 % de son salaire. Comme le départ à soixante ans supprime cinq années de cotisations, le montant de la retraite est réduit d'autant.

Dès lors, le nombre des personnes âgées qui se décideront à utiliser le nouveau droit peut être de 30 à 50 % du total des bénéficiaires potentiels. Selon ces hypothèses, le coût pour la retraite complémentaire des non-cadres (ARRCO) varie ainsi, la première année, de 0,08 point de cotisation en plus à 0,2. Selon le ministre du travail, en 1990, le coût serait de 2,27 points pour le régime général, de + 1,07 point pour l'ARRCO et de + 4,32 points pour l'AGIRC (régime des cadres)... soit un total d'environ 38 à 40 milliards de francs en 1990, mais seulement 5 à 6 milliards de francs la première année en 1983.

A ce coût, il faut cependant ajouter, pour le régime général, l'augmentation nécessaire de cotisations si, à législation constante, on veut faire face à l'augmentation démographique des retraités... au total 2 points supplémentaires dans les années à venir. L'addition pour 1990 est alors d'environ 54 milliards de francs valeur 1982.

Il est vrai qu'à *cette date* le nombre des bénéficiaires de garanties de *ressources aura fondu, et les cotisa*tions qui servent à les financer se*ront transféré au profit des retraités.* Le coût net est alors estimé, pour 1990, à *quelque 20 à 25 milliards de* francs, ou 36 à 41 milliards de *francs si l'on tient compte* de l'équilibre démographique. Si l'on écarte *le problème financier du régime gé*néral, qui n'est pas à l'ordre du jour *des négociations, on peut très bien* affirmer qu'à l'horizon 1990 le surcoût des retrai*tes complémentaires* — objet des discussions — sera compensé *intégralement par le* transfert des cotisations UNEDIC consacrées aux préretraites.

Mais ces divers calculs — aléatoires — justifient la prudence des négociateurs (1), qui ont réclamé l'aide des experts pour confirmer ces hypothèses et surtout, d'ici à 1990, l'aide de l'Etat pour amorcer la pompe. Faute d'engagement ferme des partenaires sociaux d'assurer l'équilibre financier des régimes de retraite, l'Etat acceptera-t-il d'apporter sa caution et, les premières années, de faire des avances de trésorerie, comme le réclame le C.N.P.F. ?

Le gouvernement n'a, pour le moment, donné aucune réponse officielle. Des contacts ont cependant eu lieu, officieusement, laissant présager un compromis possible... avec quelques syndicats seulement.

Si, comme il est vraisemblable, la revendication de la C.G.T. — accor*der des points gratuits* pour la période de soixante à soixante-cinq ans — *n'est pas acceptée, la retraite* à soixante ans ne serait une réalité que *pour à peine un tiers de cette* classe d'âge. Un progrès, certes, pour tous ceux — *ouvriers et employés — qui*, à soixante ans, ont déjà cotisé durant *37,5 années et parfois davantage*, mais un espoir déçu pour les autres.

J.-P. DUMONT.

(1) Selon le ministre des affaires sociales, le coût supplémentaire serait, en 1990, de 8,1 milliards de francs pour l'ARRCO *et de 3,8 milliards pour* L'AGIRC. Selon les premières estima*tions de la commission des experts*, créée par les partenaires sociaux, le coût serait de 3,4 milliards de francs pour l'ARRCO et de 4,7 pour l'AGIRC.

ANNULATION DU TOUR CYCLISTE DE CORSE

Le Tour de Corse cycliste, épreuve ouverte aux professionnels et aux *amateurs, qui devait* être disputé du 4 au 6 mars prochain, *a été annulé par ses* organisateurs, MM. Francis Ducreux et Henri Angelotti.

En raison de la situation politique dans l'île, les commanditaires habituels de la course ont retiré leur concours (environ 400 000 F), contraignant les organisateurs à renoncer à l'épreuve.

LE CONFLIT CHEZ RENAULT

La grève s'étend à l'atelier de peinture de l'usine de Boulogne-Billancourt

Le conflit s'étend à la régie Renault. Une grève a en effet éclaté mardi matin 11 janvier dans l'atelier de peinture de l'usine de Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine). C'est une grève similaire dans l'usine de Flins qui est à l'origine de mesures de chômage technique décidées par la direction, mesures qui touchent dix mille trois cents des dix-huit mille salariés de Flins.

Mardi, cette usine où sont normalement produits 1 650 véhicules par jour (1 300 R 5 et 350 R 18), restait paralysée. Les négociations entre les syndicats et la direction, qui devaient reprendre à 8 h 30, ont été retardées de deux heures à la demande de la direction. Lundi soir, les travailleurs des cabines de peinture avaient présenté une proposition dite de *« compromis »* consistant à réclamer non plus le passage à une qualification supérieure, mais seulement l'augmentation de salaire correspondante (soit environ 200 francs), ce qui permettrait selon la C.F.D.T., de limiter les répercussions sur l'ensemble de la grille hiérarchique.

La direction, cependant, n'entend nullement voir remettre en cause sa politique salariale et souhaite s'en tenir strictement aux engagements pris avec le gouvernement dans ce *domaine. La preuve en est* qu'elle maintenait, ce mardi matin, en préalable à toute poursuite des négociations, la « non-discussion » des principales revendications des grévistes, à savoir non seulement : l'amélioration des classifications, mais encore la prime mensuelle de 300 F pour tous et l'aménagement du plan d'évolution de carrière.

En revanche, elle se déclarait prête à examiner les possibilités *d'amélioration des conditions de tra*vail dans l'atelier concerné.

Les dirigeants de la Fédération de la métallurgie C.F.D.T. ont tenu, ce même mardi, une conférence de presse. *« Nous sommes actuellement dans une situation d'attente »*, ont déclaré les responsables de la C.F.D.T., qui ont admis qu'il existait une *« certaine concurrence syndicale »* dans l'usine de Flins, où leur organisation est majoritaire face à la C.G.T.

Pour la C.F.D.T., le conflit de Flins est jusqu'à présent *« purement catégoriel »*. Il porte essentiellement sur les conditions de travail de l'atelier de peinture et la qualification de ses salariés.

De son côté, la section communiste de l'usine de Flins a jugé *« inadmissibles »* les mesures de chômage technique décidées par la direction.

FIN DES ENTRETIENS FRANCO-ESPAGNOLS AU CHATEAU DE LA CELLE-SAINT-CLOUD

Les entretiens franco-espagnols commencés le lundi 10 janvier, en fin d'après-midi, *au château* de La Celle-Saint-Cloud devaient se terminer ce mardi. Aucune information n'a été donnée, jusqu'à maintenant, *sur ce qui est présenté* comme *une réunion de travail informelle en*tre les représentants des deux pays. M. Fernando *Moran*, ministre espagnol des affaires étrangères, et son *homologue français*, M. Claude Cheysson, devaient donner une *conférence de presse commune*, dans l'après-midi, au Quai d'Orsay.

Outre M. Moran, ont participé aux *entretiens, du côté espagnol*, M. Miguel Boyer, ministre de l'économie, *ainsi que MM. Manuel Ma*rin et Luis Velasco,

Et, du côté français, outre M. Cheysson, MM. Jacques Delors, ministre de l'économie et des finances, André Chandernagor, ministre délégué pour les affaires européennes, et Michel Rocard, ministre du Plan.

En Haute-Volta

LE CAPITAINE THOMAS SANKARA DEVIENT PREMIER MINISTRE

Ouagadougou *(A.F.P.)* — Le capitaine Thomas Sankara a été nommé premier ministre au cours d'une réunion extraordinaire du Conseil de salut du peuple (C.S.P.), instance politique suprême du pays depuis le coup d'Etat du 7 novembre 1982, a-t-on appris mardi 11 janvier de source autorisée à Ouagadougou.

Le C.S.P. s'était réuni en session extraordinaire *pour* examiner le budget de l'Etat pour l'exercice *1983*.

[Ancien secrétaire d'Etat à l'information *du gouvernement* Saye *Zerbo*, poste dont il avait démissionné pour *marquer* son désaccord avec la politique gouvernementale, le capitaine Sankara avait peu avant le putsch de novembre, été muté « pour indiscipline » à Dedougou, à plus de deux cents kilomètres de la capitale. Il est considéré comme l'un des « cerveaux » du dernier coup d'Etat et jouit d'une réelle popularité parmi la jeunesse voltaïque.]

Sous la protection des forces de l'ordre

LE DÉCHARGEMENT DU CARGO « PACIFIC-CRANE » A COMMENCÉ A CHERBOURG

(De notre correspondant.)

Cherbourg. — D'importantes mesures de protection avaient été prises par les pouvoirs publics pour protéger l'escale du cargo britannique *Pacific-Crane* arrivé du Japon dans la nuit du 10 au 11 janvier à Cherbourg pour décharger huit « châteaux » de combustibles irradiés, destinés à l'usine de La Hague.

Depuis plusieurs jours, en effet, les militants antinucléaires, peu nombreux, mais apparemment très organisés, harcèlent en permanence les forces de police, contraintes de rester vigilantes autour des bâtiments publics et sur le port.

Après la manifestation de masse qui a eu lieu samedi 8 janvier, dans le centre ville (*le Monde* du 11 janvier), plusieurs membres de l'équipage international du navire de Greenpeace, le *Sirius*, s'étaient enchaînés, lundi, devant les bâtiments des affaires maritimes et de la douane.

Ils entendaient protester ainsi contre l'*arraisonnement* et la « détention » du *Sirius* et dénoncer l'en*quête diligentée par l'administrateur* des affaires maritimes du quartier de Cherbourg, qui leur réclame une caution de 8 000 F pour autoriser leur départ. *Les* responsables du port de commerce, de leur côté, leur demandent une autre caution de 6 000 F.

Dans l'après-midi de lundi, les *manifestants* avaient *laissé* leurs chaînes pour se rendre, avec les mili*tants locaux, à l'entrée de la gare* maritime où ils ont accroché leurs banderoles *et hissé le* pavillon de Greenpeace. A quelques heures de l'arrivée des déchets *japonais*, les antinucléaires parvenaient à réunir dans la soirée la plupart des composantes du « collectif des libertés » créé en 1978 pour dénoncer la répression des manifestants antinucléaires, fréquentes à Cherbourg à cette époque, et tenter de mettre sur pied de nouvelles formes d'action pour ce mardi.

Le *Pacific-Crane* a accosté, comme prévu, *vers 6 heures du matin* : les opérations de déchargement ont commencé *sous* la protection des C.R.S., alors que de petits groupes de manifestants *tentaient*, en vain semble-t-il, de mobiliser les Cherbourgeois.

RENÉ MOIRAND.

● *Manifestation en Loire-Atlantique.* — Une centaine de militants antinucléaires ont *manifesté* le 10 janvier, sur le site du Carnet en Loire-Atlantique, où est *prévue* l'installation d'une centrale nucléaire. Les manifestants *ont lancé* des cocktails Molotov sur des engins utilisés *pour les travaux de sondage sur* le site. Une pelleteuse électrique a été *mise hors d'usage*. Les gendarmes mobiles ont occupé les lieux, et une *information a été ouverte* après le dépôt d'une plainte par la société qui effectue les travaux.

Le numéro du « Monde » daté 11 Janvier 1983 a été tiré à 552 522 exemplaires.